JOHANN CHAPOUTOT

LES IRRESPONSABLES

Qui a porté Hitler au pouvoir ?

nrf essais
GALLIMARD

DU MÊME AUTEUR

Aux Éditions Gallimard

Dans la collection Bibliothèque des Histoires

LA LOI DU SANG. Penser et agir en nazi, 2014 (Tel n° 431, 2020).

LA RÉVOLUTION CULTURELLE NAZIE, 2017 (Tel n° 443, 2022).

Dans la collection Tracts

PATHOLOGIES SOCIALES, série Tracts de crise n° 14, 2020.

« CHAQUE GESTE COMPTE ». Manifeste contre l'impuissance publique, avec Dominique Bourg, n° 44, 2022.

Dans la collection NRF Essais

LIBRES D'OBÉIR. Le management, du nazisme à aujourd'hui, 2020.

Aux Presses universitaires de France

LE NATIONAL-SOCIALISME ET L'ANTIQUITÉ, coll. Le Nœud gordien, 2008 ; nouv. éd. LE NAZISME ET L'ANTIQUITÉ, coll. Quadrige, 2012.

L'ÂGE DES DICTATURES. Fascismes et régimes autoritaires en Europe de l'Ouest, 1919-1945, 2008 ; nouv. éd. FASCISME, NAZISME ET RÉGIMES AUTORITAIRES EN EUROPE. 1918-1945, coll. Quadrige, 2013.

LE MEURTRE DE WEIMAR, coll. Perspectives critiques, 2010 ; coll. Quadrige, 2015.

HISTOIRE DE L'ALLEMAGNE. De 1806 à nos jours, coll. Que sais-je ?, 2014, 4e éd., 2025.

LE GRAND RÉCIT. Introduction à l'histoire de notre temps, 2021.

LES 100 MOTS DE L'HISTOIRE, Que sais-je ?, 2021, 2e éd., 2025.

Chez d'autres éditeurs

LE NAZISME, UNE IDÉOLOGIE EN ACTES, La Documentation française, 2012 ; rééd. CNRS Éditions, 2024.

COMPRENDRE LE NAZISME, Tallandier, 2018 ; rééd. Texto, 2020.

L'HEURE DES CHOIX. 1933-1945, Histoire franco-allemande, vol. IX (avec Alya Aglan et Jean-Michel Guieu), Presses universitaires du Septentrion – Institut Historique allemand, 2019.

LE MONDE NAZI. 1919-1945 (avec Christian Ingrao et Nicolas Patin), Tallandier, 2024.

nrf essais

Collection fondée
par Éric Vigne

Johann Chapoutot

Les irresponsables

Qui a porté Hitler au pouvoir ?

Gallimard

© Éditions Gallimard, 2025.

À Marie-Thérèse Chapoutot,
minima apostolarum (1908-1924),
qui trace ses fusains sur la trame du temps.

Stella enim a stella differt in claritate (...).
Absorpta est mors in victoria.
Ubi est mors victoria tua ?

(I Ad Corinthios 15)

Nous sommes nombreux à avoir peur que ce gouvernement en fasse tant qu'il ne nous reste plus rien à faire.

DR. JOSEPH GOEBBELS,
22 juillet 1932

Papen a parlé à la radio. Un discours qui vient de nos propres idées, de A à Z.

DR. JOSEPH GOEBBELS,
28 août 1932

Papen me pria de bien vouloir exposer à nouveau ma vision des choses. Je répétai donc (...) que l'on devait laisser à droite la porte ouverte aux nazis (...).

JOHANN LUDWIG GRAF SCHWERIN VON KROSIGK,
ministre des Finances du Reich,
29 novembre 1932

PROLOGUE

Le samedi 7 décembre 2019, l'ancien chef du gouvernement Franz von Papen, retiré de toute vie publique depuis 1945, se présente avec un groupe de jeunes militants politiques de gauche devant le siège du parti chrétien-démocrate allemand (CDU), à Berlin, pour parler à la droite et la mettre en garde : alors que la tentation est forte de faire alliance avec l'extrême droite, l'ex-chancelier qui, en janvier 1933, a convaincu le président du Reich, Paul von Hindenburg, d'appeler Hitler au pouvoir, souhaite rappeler les leçons de l'histoire. Il les connaît bien, lui qui a œuvré et manœuvré pour constituer un gouvernement de coalition entre la droite et l'extrême droite !

Sur le papier, c'était pourtant un coup de maître : le « centre bourgeois » (*Bürgerliche Mitte*), très affaibli suite à une série de scrutins désastreux, s'adjoignait la force de frappe militante et politique d'un parti nazi certes en déclin, mais toujours assez puissant pour revitaliser une droite moribonde. Papen était plus que fier, en ce 30 janvier 1933, de présenter à la presse et au monde son gouvernement : il n'en était que vice-chancelier, car Hitler avait voulu en être le chef, mais il se félicitait de sa rouerie tactique. Hitler n'était qu'un amateur, flanqué d'une cohorte de poseurs, de gueulards et d'incompétents. Lui, Papen, le bien né, l'homme des élites et des réseaux de pouvoir, allait dresser (*zähmen*) le cabot autrichien et tenir les rênes. À un Hindenburg encore un peu hésitant, il avait promis que ce seraient bien les gens sérieux, ceux de l'industrie, du lobby agrarien, de la banque,

de l'armée et de l'aristocratie, qui donneraient le *la*. De cet Hitler, qu'il avait appris à connaître lors de déjeuners et des dîners discrets chez le banquier Kurt von Schröder ou chez le négociant Joachim von Ribbentrop, un vieil ami, il ne ferait qu'une bouchée : « Je vais tellement l'acculer dans un coin de la pièce qu'il va couiner[1] », disait Papen, qui avait réduit la participation ministérielle nazie à la portion congrue.

La droite dominait le cabinet Hitler, que la communication gouvernementale appelait à juste titre le cabinet Hitler-Papen : trois nazis sur douze membres à peine ! À part le chancelier, on n'y comptait qu'un ministre sans portefeuille, l'ex-aviateur Hermann Goering, homme de liaison entre le NSDAP, la bourgeoisie d'affaires et le grand capital, et un seul ministre de plein exercice. Les nazis étaient des enfants, et Papen se frottait les mains.

Et puis, après tout, la droite avait l'habitude de gouverner avec l'extrême droite dans cinq Länder. Par bonheur, nulle prévention, nul scrupule, nul tabou ne s'opposait à l'union des droites à l'époque, on restait libre de faire ses alliances sans être accusé d'être un SS. La SS existait déjà, certes, depuis 1925, mais c'était une milice politique comme une autre (les sociaux-démocrates en avaient bien une !), et elle était affectée à la protection des cadres supérieurs du parti. Papen, d'ailleurs, avait réparé une injustice et annulé l'interdiction des troupes de nervis du NSDAP édictée par son prédécesseur, ce bonnet de nuit janséniste de Brüning, toujours sinistre, obsédé par les économies budgétaires et rétif au sourire. Le Dr. Brüning avait fini par se dire, après deux ans de pouvoir, que les SA et les SS étaient un danger public, mais Papen, comme Hindenburg, ne faisait pas la différence entre des cogneurs d'extrême droite et des fanfares sociales-démocrates : si on interdisait les milices des nazis, alors il fallait faire de même avec les socialistes ! Il fallait traiter les extrêmes de la même manière — enfin, pas réellement : c'est avec les nazis que l'on dînait et que l'on souhaitait gouverner, pas avec le SPD.

En 2019, cela fait longtemps que Franz von Papen a tiré

1. Franz von Papen à son ami agrarien Ewald von Kleist-Schmenzin (DNVP), in Ewald von Kleist-Schmenzin, « Die letzte Möglichkeit. Zur Ernennung Hitlers zum Reichskanzler am 30. Januar 1933 (postum veröffentlicht) », in *Politische Studien*, 1959/10, S. 89-92, p. 92.

les enseignements de ses erreurs. Il s'est trompé : ce n'est pas Hitler qui a couiné, c'est lui. Un seul ministre nazi dans le gouvernement Hitler-Papen ? Oui, mais pas n'importe lequel : le Dr. Wilhelm Frick, juriste, qui a pris le portefeuille de l'Intérieur. Il était du reste titulaire du même ressort en Thuringe, dans le premier gouvernement d'union des droites entre nazis, libéraux, conservateurs, nationalistes, dès 1930. Dans tous les autres gouvernements de coalition entre les nazis et la droite, en Braunschweig et en Oldenburg, il en a été de même : le NSDAP n'a jamais demandé qu'une seule chose, le ministère de l'Intérieur, c'est-à-dire, bien sûr, la maîtrise de tous les appareils de renseignement et de répression (police politique, police), mais aussi, dans le système allemand, le contrôle de l'éducation, de la maternelle à l'enseignement supérieur. Une marotte étrange, mais cela leur faisait tellement plaisir ! Tant que les portefeuilles les plus importants, ceux de l'économie et des finances, restent entre de bonnes mains... C'était d'ailleurs le cas le 30 janvier 1933, où l'économie fut confiée au Dr. Alfred Hugenberg, célèbre magnat des médias.

Papen et ses amis, qui se targuaient d'être si intelligents, auraient toutefois dû examiner de plus près ce que les nazis avaient, partout, fait grâce à leurs ministres de l'Intérieur. C'est ce qu'il vient dire à la CDU en 2019, car l'histoire se répète : des élections viennent précisément de se tenir en Thuringe, ce Land dominé par le Dr. Frick entre 1930 et 1933. Le scrutin du 27 octobre 2019 est une catastrophe pour la droite (la CDU perd 12 points), pendant que l'*Alternative für Deutschland* (AfD) en gagne presque 13. Cela dit, grâce aux gains des libéraux (FDP), qui progressent de 2,5 points et entrent ainsi au Landtag, un espoir subsiste d'enlever le Land à la gauche. Les calculs sont vite faits : 21,7 % de CDU, 5 % de FDP et 23,4 % d'AfD, cela fait 50,1 %, soit une majorité absolue, courte, certes, mais incontestable. C'est tentant : le Land de Thuringe, tenu par la CDU depuis la « réunification[1] », est gouverné depuis 2014 par une alliance jugée

1. Le territoire allemand issu des actes constitutionnels de 1990 n'a jamais existé auparavant, ce qui rend le vocable de *ré*unification impropre. Les historiens allemands ne parlent pas de *Wiedervereinigung*, mais de *Übernahme* ou d'*Anschluss*.

insupportable entre *Die Linke*, l'équivalent de LFI, le SPD (parti frère du PS) et les Verts. La droite a hurlé à l'alliance contre-nature, à la compromission immorale, à la trahison des électeurs. Avec 46 députés, cette alliance de toutes les gauches faisait face à 34 députés CDU et 11 députés de l'AfD, soit 45 sièges, si seulement on avait pu les additionner ! En 2019, on décide de ne plus s'en priver : l'union des droites, avec les 22 sièges de l'AfD, totalise 48 députés, face aux 42 mandats de la gauche unie. C'est acté : le 5 février 2020, le libéral Thomas Kemmerich (FDP) est élu *Ministerpräsident* du Land de Thuringe avec les voix de son parti, de la CDU et de l'extrême droite. Björn Höcke, ancien professeur d'histoire en lycée, chef de l'AfD thuringienne, jubile, car la digue est tombée, et le barrage, que l'on appelle *Brandmauer* en Allemagne, le mur coupe-feu, n'est plus.

Le voyage berlinois de von Papen n'a cependant, semble-t-il, pas été vain. Son témoignage poignant a fait réfléchir les dirigeants de la CDU, dont la droitisation ne semblait plus vouloir prendre fin. Ils ont entendu Papen leur rappeler que la droite a été dévorée par les nazis : le *Superminister* de l'économie, le très puissant Alfred Hugenberg, a été anéanti en moins de six mois. Il a dû démissionner dès juin et, dans les mois qui ont suivi, céder son fabuleux empire médiatique, celui-là même qui avait imposé, depuis les années 1920, tous les thèmes, raisonnements et slogans de l'extrême droite à longueur d'éditos biaisés, de reportages frelatés et d'actualités cinématographiques partiales.

Friedrich Merz et consorts ont écouté avec compassion le revenant de Weimar raconter comment il avait été marginalisé, placé sous surveillance par cette SS qu'il avait re-légalisée en juin 1932, puis avait échappé de peu à un assassinat en règle lors de la nuit des longs couteaux, deux ans après ce coup de pouce décisif aux nazis. C'était Anchise aux Enfers, racontant sa fuite lamentable hors de Troie prise par les flammes. Lors de cette fameuse nuit, qui avait duré trois jours, le temps d'un sac, Papen avait vu disparaître deux de ses plus proches conseillers : Edgar Jung, arrêté par la Gestapo puis porté disparu (son corps n'a jamais été retrouvé), ainsi qu'Herbert von Bose, assassiné dans son bureau du Palais Borsig, siège

de la vice-chancellerie du Reich, par un petit commando SD. Son successeur à la chancellerie, le général Kurt von Schleicher, a quant à lui été criblé de balles à son domicile par les hommes d'Himmler qui ont, pour faire bonne mesure, également abattu son épouse, Elisabeth. Un massacre. C'est cela, l'extrême droite, mes jeunes amis, leur avait-il dit.

Alors Merz, l'homme de *Blackrock* en Allemagne, a, la mort dans l'âme, intimé l'ordre à ses troupes de retirer leur soutien au président libéral de Thuringe. Pour éviter d'être renversé par une motion de censure, Thomas Kemmerich, élu le 5 février, a démissionné le 8. La droite a dû accepter de tolérer un gouvernement minoritaire de gauche, présidé par le *Linker* Bodo Ramelow, qui s'est ainsi succédé à lui-même.

Papen, soulagé, a pu faire les 700 kilomètres de la route du retour, vers le cimetière de Wallerfangen. L'homme, âgé de 140 ans en 2019, a rendu ce qu'il estimait sans doute être l'ultime service à son pays. De fait, c'est bien une pierre tombale au nom de *Franz Joseph Friedrich Hermann Michael Maria von Papen*, né en 1879 et mort nonagénaire en 1969, qui a fait le voyage, en compagnie du « Centre pour la beauté en politique », un collectif d'activistes qui n'en était pas à son premier coup d'éclat[1]. La police de Berlin a recueilli la pierre et ouvert une enquête pour « violation de sépulture » et « atteinte à la paix des morts », sur le fondement de l'article 168 alinéas 2 et 3 du Code pénal allemand[2]. Le collectif artistique avait précisé, dans son communiqué de presse, que l'ex-chancelier souhaitait « discuter avec la droite des dangers encourus lorsque l'on se compromet avec les fascistes, et examiner si l'on peut, en les associant au pouvoir, domestiquer, démasquer ou maîtriser les ennemis de la démocratie ». Le collectif déplorait également que « celui qui a rendu Hitler possible » s'en soit tiré « avec quatre ans de prison », une peine bien douce pour les « millions de morts dans toute l'Europe », avant de vivre « la belle vie dans son château » : « Voilà ce que l'on appelle "culture de la mémoire" dans notre pays[3] ».

1. « Symbolische Aktion — Grabstein Franz von Papens vor CDU-Parteizentrale abgelegt », *Saarbrücker Zeitung*, 7.12.2019.
2. § 168-2 et 168-3 StGB, « Störung der Totenruhe ».
3. « Von Papens Totenruhe », in *Die Tageszeitung/taz*, 7.12.2019.

Le happening politico-artistique de ce monument funéraire en vadrouille a mis en évidence que Franz von Papen est, littéralement, un revenant. La pierre tombale qui scelle sa sépulture n'est manifestement pas assez lourde pour empêcher qu'il ne revienne hanter la vie politique allemande. Cette histoire n'est pas finie, car les protagonistes de 2019 sont encore là. Lors des élections du 1er septembre 2024, l'AfD de Thuringe a obtenu 32,8 % des voix, à la grande satisfaction de Björn Höcke. Deux mois auparavant, le 1er juillet 2024, il avait été condamné par le *Landgericht* de Halle à une amende de 16 900 euros pour avoir crié, en meeting, une des devises de la SA, « Alles für Deutschland ». Le *Oberstudienrat* en histoire, l'équivalent de professeur agrégé, avait plaidé l'ignorance, ce qui n'avait guère convaincu la cour. Il était improbable qu'un enseignant d'histoire, manifestement très intéressé par la période du IIIe Reich, ne sût pas ce qu'il disait[1].

1. « Richter hat keinen Zweifel an Höckes Täterschaft », in *FAZ*, 1.07.2024.

INTRODUCTION

Weimar est une histoire si vivante qu'elle ressuscite les morts et qu'elle n'en finit plus d'interroger l'Allemagne et, au-delà, toutes les démocraties qui, avec la séquence 1932-1933, avec von Papen et Hitler, mais aussi avec Schleicher, Hindenburg, Hugenberg et Thyssen, sont confrontées à leur finitude. Si la Grande Guerre a enseigné aux civilisations qu'elles sont mortelles, la fin de la République de Weimar a montré que la démocratie est périssable.

Weimar est un signifiant inépuisable. C'est d'abord la ville des poètes et des penseurs, des mécènes et des musiciens, où ont résidé Luther, Bach, Wieland, Goethe, Schiller, Liszt, Wagner, Nietzsche — et on en oublie. Ce fut là, début 1919, une des trois raisons qui conduisirent à choisir cette petite ville de Thuringe, guère plus peuplée que Fontainebleau et distante de 300 kilomètres de Berlin, pour accueillir l'Assemblée constituante élue le 19 janvier au suffrage enfin universel — masculin et féminin. Les députés logeaient dans les hôtels, dans les auberges, chez l'habitant, tandis que le gouvernement provisoire siégeait au château, à deux pas de la bibliothèque Anna-Amalia, splendeur rococo désormais classée au patrimoine mondial par l'Unesco, et du parc où Goethe herborisait dans son *Parkhaus*, résidence secondaire située à un petit kilomètre de sa demeure de ville, sur le *Frauenplan*. L'Allemagne montrait ainsi au monde son autre visage : celui de la *Weltliteratur*, des arts et de la philosophie, loin de Berlin et de Potsdam, des casques à pointe et

des casernes, l'Allemagne de l'*Aufklärung* et de la *Weimarer Klassik*, non celle du militarisme, des défilés au son du fifre et des canons. Loin, enfin, des usines et des ouvriers : Berlin, ville de gauche, était trop remuante, comme en témoigna la « semaine sanglante » des 6-13 janvier 1919, où plusieurs milliers d'insurgés perdirent la vie, dont Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, assassinés avec une sauvagerie et une lâcheté consommées par les reîtres des corps francs, ceux du général Groener et du ministre Noske, le « chien sanglant », comme il aimait à se surnommer.

C'est un livre entier que l'on pourrait consacrer ici à ce que Weimar veut dire[1]. Le meilleur de l'Allemagne, avec l'intelligence des lettres et des arts, avec cette Constitution, votée le 31 juillet, et cette République, née le 11 août 1919, qui ne se sépareront jamais de ce toponyme. Honnie par l'extrême droite, qui assimilait *Weimar* au *System*, qui vitupérait la *Systemrepublik* des sociaux-démocrates et du « bolchevisme culturel » — la panique morale de l'époque —, Weimar était aussi une ville bourgeoise et conservatrice qui, dès les années 1920, donna des majorités aux nazis. Comme pour laver la macule démocratique et exorciser cette Constitution maudite, Hitler, qui aimait la ville, y organisa les premiers congrès du parti, avant d'opter pour Nuremberg. Il y résidait souvent, à l'hôtel *Elephant*, qui fut refait à son goût, en 1938, et qui arbore encore le *Führerbalkon* de la nouvelle façade, néodorique. La même année, la SS inaugurait, sur le Ettersberg, prisé par Goethe qui y avait son chêne, le camp de concentration de Buchenwald, sis à quelques encablures des librairies, des musées et des cafés.

L'inépuisable signifiant est devenu, après 1945, un spectre planant sur la République fédérale allemande. La Thuringe avait beau se trouver en SBZ (la zone d'occupation soviétique), puis en RDA, « Bonn » cauchemardait « Weimar » avec constance. On s'est maintes fois demandé, à Bonn, puis, après le déménagement de 1999, à Berlin, si l'on revivait

1. Peter Merseburger, *Mythos Weimar. Zwischen Geist und Macht*, Berlin, Pantheon, 2013, 448 p. et Reiner Schlichting, *Genius huius Loci*, Weimar, Stiftung Weimarer Klassik, 1992, 240 p.

les « circonstances de Weimar[1] », notamment au début des années 1980, lorsque la récession et la stagflation faisaient ressurgir le spectre du chômage de masse et de « l'échec d'une démocratie »[2], puis au début des années 2000, lorsque l'Allemagne se voyait en homme malade de l'Europe et, enfin, plus récemment, depuis que, en 2014, le mouvement Pegida, ces « patriotes contre l'islamisation de l'Occident », a pris la rue, puis l'AfD, l'Alternative pour l'Allemagne, les urnes.

Avec la montée de l'extrême droite, avec ses victoires aussi, aux États-Unis en 2016, au Brésil en 2018, en Argentine en 2023, en Autriche dès 2000, en Hongrie, en Pologne, aux Pays-Bas, Weimar est d'autant plus présente, comme, plus généralement, les années 1930 — ce n'est pas l'actualité politique française de 2024, avec la constitution d'un « nouveau Front populaire », qui nous démentira.

Il faut dire que, au-delà du caractère périssable de nos démocraties, *Weimar* nous interroge sur le nazisme, la guerre et la Shoah. Vu la fin de l'histoire, la République de Weimar est devenue comme la métonymie de l'entre-deux-guerres et de ses traumatismes. Après décembre 1932, tout craque en Europe centrale et orientale, mais aussi au sud : l'Autriche tombe dès 1933, avec l'instauration d'une dictature nationale-catholique corporatiste, puis l'Espagne entre 1936 et 1939, au prix d'une guerre civile atroce déclenchée par l'extrême droite et les militaires contre la République du *Frente popular*, puis, enfin, dans le contexte de la défaite, la France, qui renonce à ce qu'Alfred Rosenberg appelle « 150 ans d'erreurs », en confiant le pouvoir à un vieux maréchal qui, jouant à Jeanne d'Arc et au sauveur suprême, trahit son pays dès la signature de l'armistice, le 22 juin 1940, en acceptant de livrer aux nazis ceux qui avaient placé leur confiance dans le pays des droits de l'homme.

La fin de la République de Weimar est un événement-monstre en même temps qu'un événement-monde, qui a du

1. Andreas Wirsching (dir.), *Weimarer Verhältnisse ? Historische Lektionen für unsere Demokratie*, Leipzig, Reclam, 2018, 119 p.

2. Colloque « Weimar. Vom Scheitern einer Demokratie », actes publiés in Erdmann, Karl Dietrich, Hagen Schulze, *Weimar. Selbstpreisgabe einer Demokratie. Eine Bilanz heute*, Düsseldorf, Droste, 1980.

reste tendance à tout écraser, notamment l'interprétation générale de l'histoire allemande et sa chronologie sur le long terme. Weimar et, plus encore, les circonstances dramatiques de sa fin, semblent être le vortex qui aspire tout, un *terminus ad quem* qui dicte toute lecture et toute herméneutique de l'histoire d'un pays, réduite à n'être que le prologue du nazisme. Pour comprendre son échec, on a théorisé un « chemin particulier » qui, de Bismarck à Hitler, ne pouvait que mener un pays peu porté au libéralisme et à l'universalisme vers la pire des dictatures.

On a donc ici quelque scrupule à revenir sur « la fin de la République de Weimar ». Cette malheureuse démocratie est en effet généralement placée sous les projecteurs du débat public pour les circonstances de son démantèlement, ce qui verse toujours une pincée de sel supplémentaire dans la plaie béante de l'histoire allemande, ou plutôt de la manière dont on considère, lit, écrit et enseigne cette histoire : la téléologie, le finalisme. Tout serait orienté vers ce trou noir de l'histoire du pays, l'année 1933.

C'est méthodologiquement faux et historiquement injuste, car la République de Weimar, pour celles et ceux qui la créèrent et la portèrent, sut faire rimer histoire et espoir.

L'attention historiographique se porte, depuis une vingtaine d'années, sur les « futurs de Weimar », cet univers des possibles si foisonnant ouvert par la Révolution de 1918-1919 et la rédaction, en six mois, d'une Constitution libérale, démocratique et parlementaire, mais aussi sociale, qui tenait enfin, soixante-dix ans plus tard, les promesses de 1848 et du printemps des peuples. 1919 comme printemps du peuple allemand ? Assurément, car les contemporains connaissent, par définition, l'amont, et non l'aval, ce grand hiver de 1933 auquel on réduit toujours, en abrasant les perspectives, en mutilant les regards, l'histoire de l'Allemagne. Victoire de la démocratie allemande, de cet autre « chemin particulier » qui relie Kant et les Lumières, les « guerres de libération » de 1813-1815, la *Paulskirche* de Francfort, la « loi fondamentale » de 1949 et la « réunification » de 1990 ? La cause est plaidable et a suscité relectures et réinterprétations d'un long XXe siècle allemand (1848-1990) que l'on a, mutation des

sensibilités historiographiques obligeant, considéré du point de vue des acteurs. La fin de la Grande Guerre est ainsi ce « temps des comètes[1] » qui a permis, dans des conditions pourtant unanimement défavorables (guerre civile, guerre à l'Est, conférence de la « Paix » — carthaginoise — de Versailles, traité de paix léonin…) l'édification d'une démocratie sociale inédite. Les historiens ont enfin acté que, avant d'être une histoire tragique, un syndrome ou un trauma, « Weimar » a été une histoire vivante, ouverte sur un avenir prometteur, un quasi-miracle, et les jubilés de 2009, puis de 2019, pour le centenaire de l'Assemblée constituante de 1919 ont été l'occasion de redécouvrir les « chances d'une République[2] ». À l'Université d'Iéna, voisine de la ville de Weimar, on s'est interrogé, dans un centre de recherche ad hoc, sur le modèle démocratique weimarien, fait d'alliances démocratiques et progressistes (1919-1920), d'alternances droite/gauche réussies, de grandes coalitions (1928-1930), bref sur le « quotidien d'une République » et une « normalité » politique étonnante dans un pays qui faisait, en temps réel, l'apprentissage du suffrage vraiment universel, de la liberté et de la démocratie sociale[3]. Contre le portrait au noir d'un édifice brinquebalant, quasi mort-né et promis au précipice, on dispose de travaux qui montrent la dialectique subtile, par gros temps — on n'insistera jamais assez sur l'impressionnante succession de chocs exogènes qui, de Versailles en Grande Dépression, en passant par l'occupation de la Ruhr, conspirent à la destruction de l'expérience weimarienne —, entre consensus et conflit[4], dans un contexte où la violence de l'extrême droite s'exprimant crûment, tandis que les communistes, inspirés

1. Daniel Schönpflug, *Kometenjahre. 1918 : die Welt im Aufbruch*, Francfort/Main, Fischer, 2019, 320 p.

2. Justus Ulbricht (éd.), *Weimar 1919. Chancen einer Republik*, Cologne, Böhlau, 2009, 183 p. et Johann Chapoutot, Justus Ulbricht, « Retour à Weimar », *L'Histoire*, n° 358, 2010, p. 24-25.

3. Andreas Braune, Michael Dreyer (dir.), *Republikanischer Alltag. Die Weimarer Demokratie und die Suche nach Normalität*, Weimarer Schriften zur Republik, Band 2, Stuttgart, Franz Steinert Verlag, 2017, 353 p.

4. Sebastian Elsbach, Ronny Noak, Andreas Braune (dir.), *Konsens und Konflikt. Demokratische Transformation in der Weimarer und Bonner Republik*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2019, 334 p

par l'expérience proche de la révolution bolchevique, rêvent à voix haute d'une Allemagne soviétique, la jeune République parvient tout de même à créer un espace démocratique pacifié en imposant son monopole de la violence légitime[1]. Pour peu que l'on se prémunisse de l'effet déprimant de la téléologie, ce tue-l'amour de la réflexion historique qui conduit à traduire l'anodin *Weimar Culture* de Peter Gay (1968) sous le titre « Le suicide d'une République », il est possible, et recommandé, de « repenser la République de Weimar[2] » pour en saisir l'ouverture, la liberté et l'espoir et mieux comprendre que « Weimar » était moins grosse du monstre nazi qu'elle ne fut aussi cette « République des marginaux », ces *outsiders* devenus, selon Peter Gay[3], les *insiders* de la *Szene* berlinoise, des cabarets satiriques, de la nuit homosexuelle, de la créativité littéraire et cinématographique — tout ce que, de Brecht à Marlene Dietrich, en passant par Fritz Lang, Alfred Döblin et les frères Mann, Weimar veut dire — aussi.

En histoire, l'étiologie — l'interrogation sur les causes — ne se confond jamais impunément avec la téléologie. Autrement dit les causes ne sont jamais des causes finales. Au-delà de ce principe de méthode, il faut se départir de l'effet éblouissant, voire hallucinatoire, du mot « nazisme ». En 1932, les nazis sont une des deux grandes familles de l'extrême droite allemande, avec le parti national du peuple allemand (DNVP), et l'un des multiples rameaux des extrêmes droites européennes, très présentes dans des démocraties fortement contestées, comme la France, la Belgique ou le Royaume-Uni, mais aussi au pouvoir dans de nombreux pays (Italie, Pologne, Hongrie, Autriche, Portugal...). Ils sont racistes et antisémites, veulent régénérer

1. Michael Dreyer, Sebastian Elsbach, Andreas Braune (dir.), *Vom drohenden Bürgerkrieg zum demokratischen Gewaltmonopol (1918-1924)*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2021, 282 p.

2. Anthony McElligott, *Rethinking the Weimar Republic. Authority and Authoritarianism, 1916-1936*, Londres, Bloomsbury, 2014, 372 p.

3. Peter Gay, *Weimar Culture : The Outsider as Insider*, 1968, traduit en allemand sous le titre : *Die Republik der Außenseiter. Geist und Kultur in der Weimarer Zeit. 1918-1933*, Francfort/Main, Fischer, 1968, et en français, donc, sous le titre *Le suicide d'une République. Weimar, 1918-1933*, en 1993 chez Calmann-Lévy, puis chez Gallimard en 1995.

la nation allemande et miment un discours de justice sociale bien commode pour gagner des suffrages. Ils entretiennent deux milices politiques (SA et SS), comme à peu près tous les autres partis allemands, estiment que la violence est l'accoucheuse de l'histoire, tout en jurant respect et fidélité à la Constitution du pays — jusqu'à l'exercice du pouvoir, dont les nazis ne cachaient pas qu'il serait violent[1]. Bien intégrés dans les milieux patronaux, financiers, dans les élites patrimoniales, dans la bourgeoisie et l'aristocratie, jusqu'au prince héritier de l'Empire, ils ont su gagner les faveurs des puissants, de la police et de l'armée. Ils sont, du reste, considérés comme des partenaires de coalition tout à fait acceptables par le DNVP, bien sûr, mais aussi par le Zentrum, quand le SPD ne considère pas, ce qui arrive de plus en plus souvent après 1930, qu'il faudrait leur laisser leur chance, puisqu'on ne les a jamais essayés, et pour que l'on voie comment ils s'en sortiront — mal, selon toute hypothèse, ce qui permettra de lever l'hypothèque.

Cette histoire avait fortement impressionné l'auteur de ces lignes, lorsque, élève de 3e dans une petite ville du sud de la France, il s'était familiarisé avec elle.

L'histoire d'une République qui s'effondre était encore présente partout dans les manuels et dans l'enseignement de ces années 1990 où l'on réfléchissait, en temps réel, aux avènements démocratiques (la fin du bloc de l'Est, la dislocation de l'URSS et du glacis de « démocraties populaires » d'Europe centrale et orientale) comme à la fragilité de ce type de construction politique, défini, selon la si pertinente boutade de Winston Churchill, comme « le pire des régimes, à l'exception de tous les autres » : le pire, non seulement en raison de la patience et du temps que demandent l'élection, le vote, la concertation, la coalition, mais aussi parce qu'il est prodigieusement fragile.

Il reste que l'heure n'était pas à la méditation sur la fragilité des civilisations. Bien au contraire revivait-on, en cette fin de XXe siècle et de guerre froide, une eschatologie démocra-

1. Johann Chapoutot, *Le meurtre de Weimar*, Paris, PUF, 2010 ; rééd. coll. Quadrige, 2015.

tique comparable à celle que nos (arrière-)grands-parents avaient connue à l'issue de la Grande Guerre. Sur les ruines des Empires (russe, austro-hongrois, allemands), autant de « prisons des peuples » balayées par l'ordalie de l'Histoire laissaient la place à des démocraties libérales et parlementaires qui, toutes, s'appliquaient à reproduire la Constitution américaine ou les institutions françaises et britanniques. Les contemporains avaient cru à la promesse de la « der des ders », car tout le monde, après l'horreur du massacre, avait voulu y croire, d'autant plus que, avec la SDN, cette République des États, le Parlement des Nations siégeant à Genève rendait crédible la « paix perpétuelle ». Nous avions, quant à nous, la fin de l'Empire soviétique, les révolutions démocratiques et nationales en mondovision, la chute du mur, la promesse de la « mondialisation heureuse » et de la « fin de l'histoire », cette histoire de feu, d'acier et de sang qui avait été celle du XXe siècle, l'avènement des « troisièmes voies » sociales-démocrates ou sociales-libérales incarnées par les sourires triomphants des Clinton, Blair et Schröder lorsqu'ils célébraient les accords du GATT.

Nos professeurs et nos manuels, toutefois, nous parlaient de Weimar, car l'on savait que le « siècle des ténèbres » avait été marqué, sur le sol européen[1], par deux guerres atroces dont la seconde avait eu pour prodrome la fin d'une démocratie, et pas n'importe laquelle : une démocratie jeune, certes, née en 1919, mais dans un pays géographiquement central et culturellement éminent.

La présence de « Weimar » dans les cours et les consciences de nos enseignants s'expliquait sans doute par le magistère intellectuel du matérialisme historique dans les amphithéâtres des Universités pendant leurs années de formation. Un professeur de collège à Martigues avait sans doute eu comme maîtres Michel Vovelle ou Maurice Agulhon, à Aix, ou Emmanuel Le Roy Ladurie, à Montpellier. Il avait été formé à une histoire politique adossée à l'histoire sociale, avait appris l'importance de l'économie, médité sur les consécutions qui, partant de la sphère financière, ébranlent la

1. Mark Mazower, *Le continent des ténèbres. Une histoire de l'Europe au XXe siècle*, Bruxelles, Complexe-IHTP, 2005, 443 p.

sphère productive, dévastent le monde social et aboutissent à des désastres politiques. Il avait lu et réfléchi sur ce *ground zero* de la conscience historique et politique de la gauche européenne, que tous les théoriciens politiques, tous les philosophes et sociologues et tous les historiens avaient abordé à un moment ou à un autre, qu'ils fussent communistes ou socialistes, staliniens ou trotskystes, cégétistes ou cédétistes, étatistes ou autogestionnaires... Car, à côté de l'école et de l'Université, il y avait d'autres écoles et universités, celles des mouvements politiques de gauche où l'on apprenait, en dissertant sur l'Allemagne de 1918-1919, les nuances entre conseillisme et autogestion, où l'on commentait les échanges d'amabilités entre « sociaux-fascistes » et « hitléro-trotskystes ». La séquence 1929-1933/34 revêtait partout une importance majeure : elle était ce traumatisme originel qui avait vu la gauche la plus ancienne, la plus puissante et la mieux structurée du monde, la plus prestigieuse aussi, car elle était celle des théoriciens et des pères fondateurs (Marx, Engels, Bebel, Bernstein...), celle des étoiles filantes et des génies (Rosa Luxemburg), celle des conquêtes sociales de 1918 (journée de 8 heures, accords d'entreprise, représentativité syndicale, suffrage réellement universel, avec le vote des femmes...), balayée en quelques semaines par la violence méthodique du mouvement nazi qui savait frapper au ventre et à la tête, conjuguer le déchaînement rabique de ses nervis, la piétaille de la SA, assoiffée de « cocos », de « socialos » et de Juifs, avec la planification acribique, studieuse et maîtrisée de ses juristes qui, de décret en décret-loi, déconstruisaient scrupuleusement tout l'édifice de l'État de droit.

L'histoire tragique de cette démocratie détruite par ses ennemis de l'intérieur (la droite nationaliste, les grands agrariens et les industriels, les militaires, l'extrême droite — toutes catégories que l'on n'avait aucun scrupule à incriminer, tant elles représentaient l'arriération quasi asiatique d'une Allemagne des forêts et des forges, du servage et des canons) touchait chacune et chacun car, au-delà de la spécificité allemande supposée, celle du *Sonderweg*, il y avait là une forme de modèle et de parabole qui parlait à tous : à la gauche, bien sûr, puisqu'elle avait été, avec la démocratie, la première victime des nazis, mais aussi aux libéraux et à la droite en

général. De la même manière qu'un enseignant de gauche pouvait extraire de l'histoire de Weimar une sorte de modèle généralisable et prédictif, son collègue de droite y voyait la leçon, libérale, qu'administre une crise économique : la crise engendre la misère, qui nourrit les « extrêmes », c'est-à-dire une gauche communiste opposée aussi bien à la démocratie bourgeoise qu'à l'extrême droite, et un mouvement nazi qui s'impose pour fonder une dictature et fomenter la guerre. La transition avec l'après-guerre était toute trouvée : il fallait des institutions internationales et du keynésianisme, tandis que ceux qui cultivaient une sensibilité de droite entonnaient un péan au libéralisme politique et économique — l'heure, après la « chute du mur », était à la parousie libérale et à François Furet qui, de relecture de la Révolution française en réécriture du XXe siècle, imposait, avec le brio intellectuel et rhétorique que ses détracteurs ne lui contestaient pas, une revisite puissante, et puissamment contestable, de l'histoire contemporaine, dont les programmes d'histoire, au collège et au lycée, n'allaient pas sortir indemnes[1]. En l'espèce, il s'agissait de relier les criminalités de masse du XXe siècle (stalinisme et nazisme, pour l'Europe) entre elles et de les référer à la matrice révolutionnaire française — celle de 1793 plus que celle de 1789, tout de même. De *Penser la Révolution française* (1978)[2] à cette somme à la fois autobiographique et historiographique qu'est *Le passé d'une illusion* (1995)[3], en passant par les controverses avec Michel Vovelle sur les célébrations du bicentenaire de la Révolution (1989) et le dialogue, fécond et troublant, avec l'historien allemand Ernst Nolte[4], qui voyait

1. Nous y avions consacré de longs développements dans le *Livre du professeur* (p. 91-112) qui accompagnait le *Manuel d'Histoire des classes de 1re*, Paris, Nathan, collection Guillaume Le Quintrec, 2011, dont nous avions rédigé les chapitres 7 (« Totalitarismes et démocraties dans les années 1930 », p. 196-216) et 8 (« Les régimes totalitaires dans l'entre-deux-guerres », p. 170-194).

2. François Furet, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, coll. Bibliothèque des Histoires, 1978 ; rééd. Folio histoire, n° 3, 1985.

3. François Furet, *Le passé d'une illusion*, Paris, Calmann-Lévy et Robert Laffont, 1995 ; rééd. Le livre de poche, 2003, repris également dans *Penser le XXe siècle*, Paris, Robert Laffont, coll. Bouquins, 2007, 1184 p.

4. François Furet, Ernst Nolte, *Fascisme et communisme*, Paris, Plon, 1998, 154 p.

dans le nazisme une simple réponse au « bolchevisme » et qui a pu prêter le flanc aux soupçons de relativisation, voire d'apologie, du phénomène nazi, François Furet, qui avait réglé ses comptes avec le dogmatisme stalinien de sa jeunesse pour, semble-t-il, mieux épouser la doxa libérale des années 1980 (Fondation Saint-Simon) et 1990 (« fin de l'histoire »), a eu une influence décisive sur la pédagogie du XXe siècle, influence que sa mort précoce et tragique n'a pas interrompue, en raison du halo que ses collègues et amis ont su, de tribunes en sommes, d'hommages en travaux épigoniques, maintenir autour de son œuvre et de ses idées.

Pendant longtemps, l'étude, certes rapide, de la fin de la démocratie allemande a figuré en bonne place dans les manuels scolaires. J'ai retrouvé il y a peu des notes que j'avais, alors élève de 3e, rédigées pour préparer un examen sur la période. Faisant, en CDI, la synthèse des manuels disponibles, je précisais que « la peur du bolchevisme pousse les milieux d'affaires à financer le parti nazi » et que « c'est sous leur pression que le maréchal-président Hindenburg, élu en 1925, appelle Hitler à la chancellerie, le 30 janvier 1933 », pour « un gouvernement de coalition avec des partis de droite ». Le manuel Belin de 3e (édition de 1989) consacre une double page fournie à la République de Weimar, et précise que, « sous la pression des milieux capitalistes et des conservateurs, Hindenburg fait appel à Hitler », lequel avait proposé « un programme rassurant » aux « industriels et financiers[1] ». La même année, le manuel Magnard note « l'appui des possédants » au NSDAP et « le soutien financier » accordé par « les industriels », par « peur des communistes[2] », dans une double page elle aussi fournie.

En première, le manuel Delagrave de 1988 détaille la séquence Papen-Schleicher-Hitler en notant que Papen « a l'appui du monde industriel » mais que, perdant les élections du 6 novembre 1932, il est remplacé par le général von Schleicher et son « programme social avancé qui prévoit

1. Rémy Knafou (dir.), *Histoire Géographie 3e*, Paris, Belin, 1989, 375 p., p. 54.
2. *Histoire et Géographie 3e*, Paris, Magnard, 1989, 384 p., p. 67.

la fixation d'un salaire minimum et le partage des grands domaines en faillite ». Face à ces intentions, « les conservateurs s'inquiètent tout autant qu'Hitler », ce qui est rigoureusement exact. Le manuel mentionne le discours qu'Hitler a tenu à Düsseldorf le « 27 janvier 1932[1] » devant « les magnats de la Ruhr » : « Rassurés, ceux-ci décident de le soutenir contre le trop entreprenant von Schleicher[2] ». Idem pour le manuel Belin, dirigé par Robert Frank, et dont la distribution impressionne (outre Robert Frank, on trouve parmi les auteurs Jean-Jacques Becker, Francis Démier, Pascal Ory, Patrick Verley...) : dix pages sont consacrées à la République de Weimar, et une double à la fin du régime. Les auteurs notent que ce sont bien les « grands patrons comme Krupp, Thyssen, Siemens ou le banquier Schröder qui préconisent d'appeler Hitler à la chancellerie, afin de dégager une grande coalition capable de rendre à l'Allemagne stabilité et ordre contre le bolchevisme ». Dans cette opération, « les milieux conservateurs et les milieux d'affaires (...) pensent dominer Hitler[3] ». La page de documents enfonce le clou, en citant le témoignage du banquier Schröder à Nuremberg, ainsi que les réactions positives des conservateurs, des patrons et de l'armée suite à la nuit des longs couteaux[4]. Les déclarations de Kurt von Schröder devant les enquêteurs américains sont bien connues, et éclairantes. Mandaté par Papen pour organiser un rendez-vous secret avec Hitler, le banquier Schröder précise : « Avant d'entreprendre cette démarche, je consultai un grand nombre de dirigeants économiques et m'enquerrai de leur état d'esprit. Il en ressortait qu'ils aspiraient à un homme fort qui pourrait former un gouvernement durable. Lorsque le NSDAP a subi son premier revers, le 6 novembre 1932, un soutien de la part de l'économie allemande est devenu urgent. L'intérêt commun du grand capital résidait dans la peur du bolchevisme et dans l'espoir que les nazis, une fois au pouvoir, créeraient en Allemagne les conditions

1. Erreur vénielle, car ce discours a été tenu le 26 janvier 1932.
2. *Histoire Première. 1880-1945. Naissance du monde contemporain*, Paris, Delagrave, 1988, 383 p., p. 226.
3. Robert Frank (dir.), *Histoire 1re A/B/S*, Paris, Belin, 1988, 399 p., p. 240.
4. *Ibid.*, p. 241.

d'une politique et d'une économie stables. Un autre intérêt commun était le souhait partagé de réaliser le programme économique d'Hitler, dont un des points essentiels était que l'économie devait se diriger elle-même (...) On attendait également une nouvelle conjoncture économique créée par de très grosses commandes de l'État. N'oublions pas qu'Hitler prévoyait l'accroissement des effectifs de l'armée allemande[1] », ainsi qu'un ambitieux programme d'infrastructures et de développement des industries mécaniques. La palme de l'excellence revient au manuel de 1re corédigé par Françoise Brunel et Anne-Marie Sohn, et publié par les éditions Bordas en 1980. Il consacre pour sa part la bagatelle de 18 pages à la République de Weimar[2], dont une double à l'échec final. Le cours est abondant, les documents nombreux, traduits par l'autrice du chapitre, et puisés aux meilleures sources universitaires et littéraires, dans les publications les plus récentes, y compris de revues scientifiques telles que les *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*. Jeune agrégée, Anne-Marie Sohn est la fille d'un réfugié juif ayant fui le nazisme, un ingénieur chimiste qui a trouvé à s'employer chez les parfumeurs de Grasse où il a épousé la fille d'un antifasciste italien. Nul doute que, dans ce foyer communiste, on parlait beaucoup de « Weimar » et du nazisme, à laquelle la jeune normalienne consacra sa maîtrise[3].

La précision et la richesse du propos font de tels manuels des ouvrages à part entière, comme en témoigne le prix que lui décerne l'Académie française (prix Broquette-Gonin, 1982). Enseignantes en lycée et en classes préparatoires à l'époque, les autrices sont alors inscrites en thèse de doctorat, qui les mènera vers l'Université. La présence de nombreux

1. Kurt Freiherr von Schröder, « Eidesstattliche Erklärung des Freiherrn Kurt von Schroeder vor der amerikanischen Untersuchungsbehörde des Internationalen Militärgerichtshofes in Nürnberg zu den Verhandlungen in seinem Hause in Köln mit Hitler am 4. Januar 1933 », in Reinhard Kühnl, *Der deutsche Faschismus in Quellen und Dokumenten*, Düsseldorf, Pahl-Rugenstein Verlag, 1977, p. 172-175.

2. Anne-Marie Sohn *et al.*, *Histoire. Le monde contemporain, 1914-1945*, Paris, Bordas, 1980, 448 p., p. 110-128.

3. Une maîtrise d'histoire contemporaine consacrée au pédagogue nazi Ernst Krieck, sous la direction du professeur Jacques Droz, en Sorbonne. Entretien avec la professeure Anne-Marie Sohn, 21 juillet 2024.

universitaires dans les équipes de rédaction des manuels est systématique jusqu'aux années 2010.

Les élèves de 3e ou de 1re (de terminale, depuis la réforme des programmes de 2020) sont à présent bien loin de lire de tels documents et de bénéficier de chapitres aussi circonstanciés. L'indigence des manuels est étonnante. Elle fait généralement l'objet d'une déploration de principe et vient nourrir les sempiternelles philippiques sur la baisse du niveau, mais elle obéit, en l'espèce, à une tectonique historiographique et éditoriale qui a relégué l'étude de la République de Weimar et l'étiologie de sa disparition dans les limbes de la pédagogie et de la culture générale comme du débat public, où l'on entend couramment, d'éditoriaux en plateaux, que « les nazis sont quand même arrivés démocratiquement au pouvoir » (faux), que « Hitler a été élu par les Allemands » (jamais), que « la crise a conduit les nazis au pouvoir » (faux), que « les extrêmes/les populismes/les extrémistes ont tué la démocratie de Weimar » (faux), voire, pour les plus chafouins, que « la gauche est responsable de l'arrivée des nazis au pouvoir », une sentence stupéfiante, comparable à celles qui, à l'été 2022, attribuaient les mégafeux qui dévastaient la Gironde... aux écologistes.

Les élèves actuels ne sont tout simplement plus invités à réfléchir à ce qui a pu détruire une démocratie au cœur de l'Europe, au milieu du XXe siècle, dans un pays dont le taux d'alphabétisation, le prestige universitaire et le patrimoine littéraire, philosophique, artistique et scientifique forçaient l'admiration de ses voisins.

Un manuel de 3e assez courant subsume ainsi la République de Weimar sous une problématique peu pertinente en l'espèce, dont la formulation (« Comment la crise favorise-t-elle les expériences totalitaires et fragilise-t-elle les démocraties ? »)[1] est dictée par le programme et par ses mantras (les « totalitarismes », concept abandonné depuis longtemps par les historiens du nazisme et du stalinisme). Peu heuristique s'il s'agit de parler de l'Italie et de l'Allemagne, cette question

1. « Chapitre 2 — Expériences totalitaires et démocraties fragilisées », p. 48, in *Histoire-géographie-EMC*, 3e, Paris, Hatier, 2016, 448 p.

rend indéchiffrable un chapitre qui parle aussi de la France, mais également de la Russie-URSS. Qu'aurais-je pu comprendre à tout cela si j'avais dû aborder cette histoire avec de tels programmes ? Mystère. La double page consacrée à « la montée du nazisme » est à l'avenant. L'étiologie, simple, est martelée : « La crise économique entraîne une très forte augmentation du chômage en Allemagne. Hitler profite des difficultés[1] ». Cette phrase lapidaire, qui se poursuit, comme de juste, en précisant que les nazis parviennent « légalement au pouvoir[2] », est complétée par un graphique que l'on retrouve désormais partout, et qui met en corrélation les statistiques du chômage et les résultats électoraux du NSDAP. La progression des deux données, entre 1928, 1930 et 1932 est, en effet, impressionnante. Mais il y a plusieurs scrutins nationaux en 1932, et la courbe ne précise pas que les nazis atteignent un quasi-plateau entre avril et juillet 1932, avant de connaître un recul marqué entre les élections législatives du 31 juillet et celles du 6 novembre. Le tableau ignore aussi le fait que le chômage entame une décrue depuis l'été 1932. La double page consacrée au « régime totalitaire nazi » exécute en quatre lignes la question de l'arrivée des nazis au pouvoir. Il y est bien entendu question de crise, de chômage et de progression électorale. Le manuel note que le NSDAP « devient le premier parti d'Allemagne », ce qui est juste, avant d'évoquer la nomination d'Hitler à la chancellerie[3], comme si Hindenburg actait ainsi le verdict des urnes — ce qui est faux en tout point.

Le témoignage du banquier Kurt von Schröder, si pertinemment proposé comme étude de document par le manuel Belin, disait pourtant l'essentiel, tout ce qu'une abondante recherche avait déjà montré dans les années 1970 et tout ce qu'elle a confirmé depuis : l'arrivée des nazis au pouvoir procéda d'un choix, d'un calcul et d'un pari. Choix des élites économiques (industriels, financiers, assureurs) et patrimoniales (rentiers, actionnaires, *Besitzbürgertum* — bourgeoisie

1. *Ibid.*, p. 50.
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*, p. 54.

possédante, en allemand). Calcul d'une rationalité froide : face aux gains continus du parti communiste, un parti révolutionnaire qui ambitionnait de faire advenir, à court ou moyen terme, une « Allemagne soviétique » (*Sowjetdeutschland*), la force militante du NSDAP et les rangs fournis de ses milices, les 400 000 hommes de la SA et les 30 000 membres de la SS, offraient un contrepoids rassurant, qu'il fallait à tout prix mettre au service d'une défense résolue de l'ordre social et économique. Pari, enfin : les nazis étant inexpérimentés, les flanquer de politiciens madrés et éprouvés permettrait de les domestiquer dans le cadre d'un pouvoir partagé, dans un gouvernement de coalition.

L'atrophie de la question de Weimar, de son épanouissement démocratique et de sa fin tragique — pour les Allemands, pour les Européens, pour les Juifs, pour le monde —, l'étrécissement de sa présence dans les programmes et manuels, la disparition d'une réflexion sérieuse sur la fin de cette démocratie majeure, sise au cœur de l'Europe, dans un pays de vieille culture, d'alphabétisation ancienne, une démocratie dont le nom même, entre Lumières et *Weltliteratur*, redoublait la signification universelle pour penser le lien entre intelligence, culture et exercice de la citoyenneté, interroge singulièrement.

Dans les contextes d'étiolement, voire de dissolution démocratique que nous connaissons en Europe et dans l'extrême-occident sud et nord-américain, il nous a semblé opportun de rouvrir le dossier, majeur, de ce « suicide d'une République » qui ressemble fort, à vrai dire, à un assassinat en règle, moins pour alerter sur un « retour » des années 1930 que pour penser, et prévenir, ce que Michaël Fœssel appelle une « récidive »[1]. Le contexte de la France des décennies 2000-2020 est évidemment présent, en arrière-plan, celui de l'atelier du chercheur qui puise ses questions dans l'inquiétude des temps et qui sait, comme tout praticien et lecteur de la recherche historique, que toute histoire est contemporaine. L'histoire des effondrements et des disparitions de

1. Michaël Fœssel, *Récidive. 1938*, Paris, PUF, 2019 ; rééd. Quadrige, 2021, 199 p.

1932-33 (Allemagne) et de 1940 (France), dont la présence est lancinante et dont la comparaison est si féconde[1], ne laisse pas d'aiguiser le regard sur les processus d'abrasion politique auxquels les démocraties sont soumises de la part de ceux que l'on a choisi d'appeler *les irresponsables*, en hommage à l'écrivain Hermann Broch[2], qui s'était, en son temps, penché sur *les fossoyeurs* de la démocratie allemande[3], et que Jules Isaac, en 1942, avait baptisés *les oligarques*[4]. C'est, de fait, une petite oligarchie désinvolte, égoïste et bornée qui a fait le choix, le calcul et le pari de l'assassinat d'une démocratie : des libéraux autoritaires qui, convaincus de leur légitimité supra-électorale, persuadés du bien-fondé de leur politique de « réformes » (le mot était déjà omniprésent en 1932), infatués de leur génie, de leur naissance et de leurs réseaux, ont froidement décidé que la seule voie rationnelle et raisonnable, pour se maintenir au pouvoir et éviter toute victoire de la gauche, était l'alliance avec les nazis. Hitler comme voie de la raison, ou comment l'extrême centre[5] a mis l'extrême droite au pouvoir — c'est l'objet de la présente enquête, qui se veut instruction, dans tous les sens du terme, et que l'on pourra aussi lire comme un réquisitoire.

1. Ivan Ermakoff, *Ruling Oneself out. A Theory of Collective Abdications*, Durham, Duke University Press, 2008, 402 p.

2. Hermann Broch, *Les irresponsables*, Paris, Gallimard, 1961 ; coll. L'Imaginaire, 2001.

3. Rüdiger Barth, Hauke Friederichs, *Die Totengräber. Der letzte Winter der Weimarer Republik*, Francfort/Main, Fischer, 2018, 410 p.

4. Jules Isaac, *Les oligarques. Essai d'histoire partiale*, rééd. Paris, Calmann-Lévy, 1994, 244 p., avec une préface de Pascal Ory.

5. Pierre Serna, *L'extrême centre ou le poison français, 1789-2019*, Ceyzérieu, Champ Vallon, 2019, 294 p.

Chapitre premier

L'AUSTÉRITÉ AU POUVOIR : LA SAIGNÉE DU DR. BRÜNING

L'histoire politique traditionnelle a retenu que le gouvernement de Grande Coalition dirigé par le chancelier social-démocrate Hermann Müller (1928-1930) a achoppé sur la question de la crise et de la réponse budgétaire et sociale à apporter à celle-ci.

Les mémoires d'Heinrich Brüning, publiés de manière posthume en 1970, apportent cependant un éclairage différent sur les conditions qui ont présidé à son accession à la chancellerie — un éclairage confirmé, depuis, par des travaux plus récents sur les projets et visées du président du Reich et de son entourage, dont l'omniprésent et très entreprenant Kurt von Schleicher, archétype du « politischer General » qui est une figure récurrente de l'histoire prussienne-allemande.

Brüning rapporte que dès le printemps 1929, soit six mois avant le début de la crise financière internationale et un an avant la démission du gouvernement Müller, le général Kurt von Schleicher l'invite à « un petit-déjeuner, chez lui, sur la place de l'église Saint-Mathieu[1] » à Berlin pour lui confier que le président Hindenburg supporte mal les sociaux-démocrates. Dans sa jeunesse, Bismarck et le Kaiser dénonçaient en eux des apatrides, des incarnations de l'anti-Allemagne, et voilà qu'ils participent au gouvernement. Le président est donc « décidé (...) à mettre les affaires en

1. Heinrich Brüning, *Memoiren, 1918-1934*, Band I, Stuttgart, Deutsche Verlagsanstalt, 1970 ; rééd. DVA, 1972, 437 p., p. 153.

ordre avant sa mort », sans « contrevenir à la Constitution », mais en « renvoyant le Parlement à la maison pour un certain moment pour, pendant ce temps, gouverner avec l'aide de l'article 48[1] ».

Le propos de Schleicher ne précise pas s'il s'agit d'une dissolution (l'article 25 de la Constitution impose alors un délai de 60 jours maximum pour organiser de nouvelles élections) ou d'une vacance du Parlement, qui ne peut être décidée que par les groupes parlementaires eux-mêmes — et cela va de fait se produire régulièrement entre 1930 et 1933. Le *terminus ad quem* est plus explicite : « Nous ne voulons pas rétablir la monarchie en un tournemain. Mais on doit naturellement se poser la question de ce que nous ferons à la mort du Maréchal[2] ».

Brüning est d'accord car, répond-il, « la restauration de la monarchie ne me dérange en rien », mais la temporalité doit être habilement pensée, car « toutes les réformes que nous devons mener en matière sociale et fiscale vont s'avérer si impopulaires que l'on ne doit pas y associer la monarchie (...). Elle doit venir après les réformes[3] ». Ces passages explicites sur l'objectif politique ultime de Brüning, un conservateur monarchiste qui, à l'instar de Stresemann, s'était résigné à devenir un « républicain de raison » mais n'avait jamais réellement accepté la révolution de 1918-1919 et ses conséquences, ont attiré l'attention des journalistes et des historiens et assuré le succès des mémoires de l'ancien chancelier, que l'on avait coutume de présenter, notamment dans les partis héritiers du Zentrum et du BVP, la CDU-CSU, chez les chrétiens-démocrates, donc, comme « la dernière chance de la République de Weimar », l'homme qui avait tout tenté, etc. Impavide et rigoureux, Brüning livrait cependant dans son texte un tout autre témoignage posthume sur son action politique, se félicitant, en 1931, que « la position du chef de l'État soit encore plus forte que dans la Constitution voulue par Bismarck. La continuité de l'action politique était assu-

1. *Ibid.*
2. *Ibid.*, p. 154.
3. *Ibid.*

rée et il restait simplement à réfléchir au moment approprié pour mettre à la place du président un monarque[1] », autre référence, parmi tant d'autres, à la restauration, si présente dans ses souvenirs comme elle l'était, manifestement, dans ses actes.

Lors de l'entretien de 1929 avec Schleicher, Brüning échange des considérations tactiques sur l'usage de l'article 48, dont il estime, à juste titre, qu'il ne peut servir à une réforme constitutionnelle. Schleicher lui rétorque avoir commandité « une expertise des meilleurs juristes du ministère de la Guerre qui concluent que, dans une pratique évolutive, on peut tout à fait faire usage de cet article à cette fin[2] », juristes parmi lesquels on trouve notamment le Pr. Carl Schmitt. Cette fine lame de la pensée constitutionnelle avait, à l'origine, les plus grandes préventions à l'égard des pouvoirs exceptionnels et de « la dictature du président du Reich selon l'article 48 de la Constitution[3] ». Mais c'était en 1924, un social-démocrate se trouvait à la tête de l'État. Depuis qu'il a quitté Bonn pour Berlin afin d'être au plus près du pouvoir, et depuis qu'Hindenburg a remplacé Ebert, Schmitt a changé d'avis, livrant un avis favorable sur l'usage du 48-2 en matière de législation financière — une extension démesurée du champ imaginé par les constituants[4].

Cet entretien est suivi d'une première rencontre avec Hindenburg, en décembre 1929, lors d'une réception chez le chancelier du Reich Hermann Müller, celui-là même qu'il s'agit de remplacer, voire de renverser. Le président aborde

1. *Ibid.*, p. 394.
2. *Ibid.*, p. 154.
3. Carl Schmitt, « Die Diktatur des Reichspräsidenten nach Artikel 48 der Reichsverfassung », in Gerhard Anschütz *et al.*, *Der deutsche Föderalismus. Die Diktatur des Reichspräsidenten. Verhandlungen der Tagung der deutschen Staatsrechtslehrer zu Jena am 14. und 15. April 1924. Mit Eröffnungsansprache und einer Zusammenfassung der Diskussionsreden*, Berlin, De Gruyter, 1924, 146 p., p. 63-140.
4. Carl Schmitt, « Verfassungsrechtliches Gutachten über die Frage, ob der Reichspräsident befugt ist, auf Grund des Art. 48 Abs. 2 RV finanzgesetzvertretende Verordnungen zu erlassen, 28. Juli 1930 », cité in Wolfram Pyta, Gabriel Seibert, « Die Staatskrise der Weimarer Republik im Spiegel des Tagebuchs von Carl Schmitt », in *Der Staat*, 1999/3, p. 423-448 (p. 429).

Brüning avec la jovialité paternaliste et sans façons de l'officier (« Ah le voilà, celui que je cherchais ! »), qui indique bien « à quel point Schleicher (...) avait travaillé le président au corps[1] ».

Tout est donc en place lorsque le cabinet Müller démissionne. Brüning, pressenti depuis un an déjà, et intégré à un plan concerté, au sein de la camarilla — littéralement, la petite chambre, le cabinet, qui désigne, par métonymie, ceux qui s'y réunissent —, pour changer la pratique des institutions, voire la Constitution elle-même, est convoqué à la présidence et chargé de former le gouvernement : « Je demandais la permission de former un cabinet indépendant des partis politiques et que me soient conférés les pouvoirs de l'article 48[2] », ce qui est accordé. De fait, Hindenburg a confié à la mi-janvier 1930, donc plusieurs mois avant la fin de la Grande Coalition, à l'un de ses proches, le comte Kuno von Westarp, ancien chef du DNVP (1926-1928), vouloir un cabinet pleinement « antimarxiste » et « antiparlementaire[3] », c'est-à-dire « sans négociations de coalition ni accord » et, surtout, sans sociaux-démocrates, dont la présence au pouvoir lui est intolérable. De toute manière, note Westarp, « selon Hindenburg, l'économie et les finances exigent, au moins pour un temps, de se débarrasser de l'influence sociale-démocrate ». Cela fait en effet des mois que les milieux d'affaires poussent à la rupture avec le SPD, comme en témoigne une brochure explicite publiée en décembre 1929 par la puissante fédération du patronat allemand, le *Reichsverband der Deutschen Industrie* (RDI), qui prophétise « l'effondrement » dans le cas contraire[4].

Le 1er avril 1930, le Dr. Heinrich Brüning peut prononcer une déclaration de politique générale devant le Reichstag.

1. Heinrich Brüning, *Memoiren, 1918-1934*, *op. cit.*, p. 156.
2. *Ibid.*, p. 170.
3. Notes personnelles de Kuno Graf Westarp, 15 janvier 1930, citées in Gerhard Schulz (dir.), *Politik und Wirtschaft in der Krise, 1930-1932. Quellen zur Ära Brüning*, Düsseldorf, Droste, 1980, p. 18.
4. *Aufstieg oder Niedergang ? Deutsche Wirtschafts- und Finanzreform 1929*, Selbstverlag des Reichsverbandes der Deutschen Industrie, 1929, 54 p.

Dans un texte sobre, voire sombre, il annonce un « gouvernement qui ne sera lié à aucune coalition », une sorte de cabinet technique, donc, dont « l'action rapide, exigée par l'heure que nous vivons » devra être tolérée, voire approuvée « par cette Haute Chambre », sous peine de dissolution, car ce « sera la dernière tentative de trouver des solutions avec cette assemblée[1] ». « Notre objectif est et demeure une Allemagne économiquement saine, politiquement libre et à égalité de droits avec les autres nations », annonce-t-il en référence aux négociations internationales menées sur les Réparations et le réarmement, ce qui requiert « un assainissement de la situation financière et de la trésorerie », première exigence propre à assurer la souveraineté de l'Allemagne. Brüning annonce également une « simplification administrative », se défend de toute visée « antisociale » et demande au Parlement une « attitude objective, impartiale, dépassionnée à l'égard du programme du gouvernement[2] » qu'il expose avec un luxe de termes et de détails qui témoignent d'une réelle dilection pour la technique des finances publiques.

Heinrich Brüning, de fait, est un économiste de formation. Sa thèse de doctorat, dirigée par Heinrich Dietzel et soutenue en 1915 à l'Université de Bonn, portait sur « le statut financier, économique et juridique des chemins de fer anglais du point de vue de leur nationalisation[3] ». La maîtrise de la langue anglaise est un atout diplomatique et médiatique réel pour celui qui, le 15 juin 1931, fera la une du magazine *Time*, qui salue « *Germany's New Iron Chancellor* », soit rien de moins que le nouveau Bismarck — témoignage éloquent de la reconnaissance des milieux d'affaires américains et britanniques.

Brüning est un technicien des finances publiques, qui ne connaît de l'économie que ce que l'on y apprend dans les facultés de droit avant 1914, où s'enseigne une conception

1. « Regierungserklärung von Reichskanzler Dr. Heinrich Brüning », *Reichstagsprotokolle*, 1928, 30/5, 152. Sitzung, Dienstag, den 1. April 1930, p. 4728.

2. *Ibid.*, p. 4729.

3. *Die finanzielle, wirtschaftliche und gesetzliche Lage der englischen Eisenbahn unter Berücksichtigung der Frage ihrer Verstaatlichung.*

normative, statique et prodigieusement non réflexive de la vie économique d'un pays et où domine l'importance accordée au budget de l'État et à son nécessaire équilibre, puisque l'ordonnateur des dépenses doit toujours veiller à bannir l'aventure de la dette, en bon père de famille.

Cette confusion entre le budget d'un ménage et celui de l'État, qui ne sera dissipée qu'avec la naissance de la macroéconomie contemporaine autour de Keynes, est le cadre, voire le carcan, de toute politique économique qui, avant la Seconde Guerre mondiale, se réduit le plus souvent à une vision assez élémentaire, sinon primaire, des finances publiques, insensible au caractère dynamique du déficit public et à son effet multiplicateur.

Brüning réagit à la crise financière, économique et budgétaire comme l'essentiel de ses homologues étrangers : face à l'infection, il faut pratiquer une saignée, en l'espèce une politique de déflation que l'on appelle aujourd'hui « austérité », « réduction des déficits » ou que l'on pare du nom de « réformes ». En réduisant les salaires des fonctionnaires, les dépenses sociales et en augmentant les impôts, il s'agit de rétablir l'équilibre budgétaire, érigé en totem. Par ailleurs, la baisse des salaires doit permettre une baisse du coût de la production et, partant, une meilleure compétitivité pour les produits allemands à l'exportation. Enfin, la réduction de la masse monétaire en circulation doit provoquer une baisse des taux directeurs de la Reichsbank propre à encourager les investissements intérieurs et étrangers. L'industrie allemande, dès lors, soutient dans un premier temps sans réserve la politique de Brüning, taillée sur mesure pour elle, ce que les agrariens, plus circonspects, ont bien compris.

Au Reichstag, la ligne Brüning se heurte au scepticisme et à l'opposition des sociaux-démocrates, qui ont bien perçu la nature antisociale de la politique austéritaire du gouvernement. Pour ne pas risquer une rebuffade, Brüning convainc le président Hindenburg de transformer le projet de loi financière et sociale en « ordonnance d'urgence » (*Notverordnung*) de l'article 48-2, un texte de « sécurisation des finances et de l'économie » qui est signé le 16 juillet 1930. Il s'agit là d'un usage très abusif de l'article 48-2, qui dispose que « l'ordre et la sécurité publics » doivent être « troublés ou mis en péril »

pour que le président du Reich s'autorise à « prendre les mesures nécessaires » à leur rétablissement. En l'absence d'un juge de paix, sous la forme d'une cour constitutionnelle, qui n'existe pas en tant que telle en Allemagne à cette époque[1], l'opposition peut faire usage de l'article 48-3, qui dispose que « les mesures ainsi prises sont annulées à la demande du Reichstag ». Une motion en ce sens est déposée par le SPD et votée par 256 voix sur 491 le 18 juillet, ce qui annule l'ordonnance présidentielle et marque une défaite parlementaire rude pour le gouvernement ainsi qu'un camouflet pour le président. En réaction, le Reichstag est dissous par Hindenburg le jour même. Profitant d'un vide juridique, le président du Reich signe également le 26 juillet, sur le fondement de l'article 48-2, l'ordonnance qui vient d'être annulée par le Parlement, acte exécutif abusif auquel le pouvoir législatif ne peut plus s'opposer puisque la 4e législature du Reichstag n'existe plus. Voilà un cas d'espèce qui n'avait pas été prévu par les constituants : le président du Reich fait usage de deux compétences quasi-propres[2] (le droit de dissolution, prévu par l'article 25 et la promulgation d'une ordonnance liée à un état d'urgence — article 48-2) qui avaient été pensées de manière distincte par l'Assemblée de Weimar, laquelle n'avait pas anticipé que le droit de dissolution serait utilisé pour forcer l'application de l'article 48-2 et contourner l'article 48-3, garde-fou du précédent. Tout ceci reste légal au regard de la

1. Aurore Gaillet, *La Cour constitutionnelle fédérale allemande. Reconstruire une démocratie par le droit (1945-1961)*, Paris, La Mémoire du droit, 2021, 550 p.

2. La Constitution du Reich de 1919 exige pour tous ces actes du président le contreseing du chancelier, ce qui en fait des compétences partagées. En réalité, depuis la démission du chancelier Müller et la nomination d'Heinrich Brüning, le gouvernement n'existe que sur le fondement de la signature présidentielle (art. 48-2). Le contreseing du chancelier est de pure forme : les compétences du président du Reich sont devenues son seul apanage. Il est à noter que, via René Capitant, la leçon en a été tirée dans la Constitution française du 4 octobre 1958 : le droit de dissolution (art. 12) et l'activation des pouvoirs exceptionnels (art. 16) n'exigent aucun contreseing. Irresponsable juridiquement (art. 67), le président peut agir en irresponsable politique pur et parfait car, contrairement à un chancelier allemand qui demande et contresigne la dissolution, il n'a pas à subir directement les conséquences de son geste. Une aberration démocratique.

lettre de la Constitution, mais peu légitime au regard de son esprit — soit, en clair, une forfaiture. Il y a manifestement torsion du texte constitutionnel, et l'on peut sans hésitation dater l'instauration d'un régime présidentiel du 26 juillet 1930. Le temps est désormais au décret plus qu'à la loi, ou au « gouvernement décrétin », ce *Dekretinismus* que fustigent la presse satirique et certains juristes critiques.

La dissolution est un pari risqué, sinon téméraire, en cet été 1930 : le chômage a fortement progressé et le programme du gouvernement, confirmé par la première ordonnance d'urgence de juillet, est promis à une impopularité dont Brüning est bien conscient. Le calcul, pour le chancelier, consiste à espérer un effritement du SPD et des gains pour le Zentrum et le DNVP, en espérant que le NSDAP ne progresse guère. C'est se tromper sur tous les tableaux : Brüning caresse l'idée de rallier à lui le président du DNVP Alfred Hugenberg, qui s'est pourtant engagé dans une opposition radicale au gouvernement et qui mise sur une stratégie maximaliste et une alliance avec les nazis ; quant à ces derniers, s'ils semblaient encore inoffensifs quelques mois auparavant, ils viennent d'obtenir un inquiétant résultat lors des élections au Landtag de Saxe, le 22 juin 1930 : de 1,6 % des voix en 1926, ils sont passés à 14,5 %, confirmant leur bon score du 8 décembre précédent, en Thuringe, où, de 3,5 % des voix en 1927, ils étaient passés à 11,3 %, résultats confirmés par tous les gains engrangés lors d'élections locales (municipales et cantonales). Les nazis ont fait le meilleur usage des moyens et de la respectabilité que leur offrait Hugenberg, dont la presse, par ailleurs, fait pleuvoir chaque jour, partout en Allemagne, les mots, les thèmes et les idées de l'extrême droite.

Les élections du 14 septembre 1930 représentent, sans surprise, un échec pour Brüning. Certes, les sociaux-démocrates en sortent affaiblis (– 5 points, un beau trou d'air), mais ils restent le premier parti d'Allemagne (24,5 % et 143 députés). Surtout, leur affaissement semble profiter aux communistes : le KPD gagne 2,5 points et, avec 13 % des suffrages, envoie 77 députés à Berlin, soit 23 de plus qu'en 1928. Le parti du chancelier, quant à lui, perd 400 000 voix et 0,3 point :

avec 14,8 % et 68 députés, le Zentrum ne peut pas grand-chose pour le chef du gouvernement, d'autant moins que les autres partis susceptibles de le soutenir s'effondrent. La droite nationale-conservatrice du DNVP subit un recul spectaculaire en passant de 14 à 7 %, ainsi que le parti populaire allemand (DVP) et le Parti de l'économie (*Wirtschaftspartei*), qui perdent 5 points. Ces hémorragies de voix bénéficient au parti nazi : le NSDAP est, incontestablement, le grand vainqueur du scrutin, avec un gain spectaculaire de 15,5 points. En passant de 2,8 à 18,3 % des voix, les nazis envoient 107 députés au Reichstag qui, le 12 octobre, y font une entrée remarquée en uniforme brun de la SA, une provocation calculée alors que le gouvernement du Land de Prusse a édicté un *Uniformverbot* (interdiction du port de l'uniforme) pour les milices politiques.

Le gouvernement Brüning sera donc minoritaire au Reichstag : la « coalition nationale » de la droite libérale et conservatrice sur laquelle souhaitait s'appuyer le chancelier ne représente plus, au mieux, que 35 % des voix (DNVP inclus), contre plus de 50 % dans la législature précédente — si l'on compte les 14 % du DNVP, ce qui est méthodologiquement contestable, tant la ligne politique du nouveau chef du parti, Hugenberg, incline vers les nazis plus que vers Hindenburg depuis 1928. Conclusion : le gouvernement ne pourra légiférer et se maintenir contre les motions de censure que si et seulement si les sociaux-démocrates le soutiennent. Le SPD, qu'Hindenburg et Schleicher voulaient rayer de la vie politique allemande, se retrouve au centre de toutes les préoccupations tactiques du chancelier qu'ils ont nommé. Un fiasco de la plus belle eau.

Le SPD, pour sa part, fait l'analyse que deux ennemis mortels de la social-démocratie et de la République, les nazis et les communistes, enregistrent des progrès imposants qui laissent redouter que, en cas de nouvelle dissolution et élection, ils pourraient approcher, à eux deux, une majorité négative. Une analyse un peu rapide : les « extrêmes » sont, hier comme aujourd'hui, un épouvantail commode pour centristes paresseux — eux-mêmes pas toujours portés à la modération — et la position du KPD n'est pas si hostile que cela à la social-démocratie. Malgré la ligne « classe contre

classe » (ré-)inaugurée en 1928, ligne dont la fluctuation montre qu'elle relève moins du dogme que de la tactique conjoncturelle (elle a été abandonnée entre 1925 et 1928), les communistes savent pratiquer le « front unique à la base », mais aussi au sommet, et tendre la main aux chefs sociaux-démocrates, malgré les avanies, voire les massacres purs et simples, que ces derniers n'hésitent pas à perpétrer — le « mai sanglant » du 1er mai 1929 et ses 33 morts berlinois n'étant qu'un épisode supplémentaire d'une répression sociale-démocrate continue depuis janvier 1919.

Le SPD n'en inaugure pas moins une « politique de tolérance » (*Tolerierungspolitik*) à l'égard du chancelier et de son programme de purge budgétaire et sociale, alimentant la *Sozialfaschismusthese* défendue par les communistes du KPD qui dénoncent dans les sociaux-démocrates, surnommés « sociaux-fascistes », les soutiens objectifs du « fascisme », et ceux qui, quoi qu'il en soit, font toujours la politique de la bourgeoisie[1].

Autrement dit, après avoir voté contre les lois de Brüning et après avoir fait triompher une motion de censure contre l'ordonnance de juillet, le SPD s'apprête à soutenir des mesures fiscales et sociales bien pires, non en votant pour elles, mais en s'abstenant chaque fois qu'une motion de rejet (article 48 alinéa 3) sera déposée contre une ordonnance de l'article 48-2. Les sociaux-démocrates défendent que Brüning est « le moindre mal » (*das kleinere Übel*), comparé aux nazis. Ils vont toutefois « tolérer » une politique économique et sociale qui, en aggravant la crise, nourrit le vote nazi comme jamais. C'est le 3 octobre 1930 que le groupe parlementaire SPD vote sa résolution de « tolérance » afin de « préserver la démocratie, protéger la Constitution ainsi que la démocratie parlementaire » contre les « cercles social-réactionnaires qui les menacent[2] ». Le SPD réaffirme certes

1. Heinrich-August Winkler, *Arbeiter und Arbeiterbewegung in der Weimarer Republik. Der Schein der Normalität. 1924-1930*, Berlin, Bonn, Dietz, 1985. Voir également Bert Hoppe, *In Stalins Gefolgschaft. Moskau und die KPD, 1928-1933*, Munich, Oldenbourg, Studien zur Zeitgeschichte, Band 74, 2007.

2. Resolution der SPD-Fraktion, 3.10.1930, in *Jahrbuch der deutschen Sozialdemokratie — Band 1930*, Berlin, Dietz, 1930.

son opposition à « la réduction du pouvoir d'achat des masses et son soutien à la création d'emplois » mais s'apprête à faire le contraire en pratique. Par ailleurs, on voit mal comment « tolérer » la violation de la Constitution et le contournement du Parlement revient à protéger la démocratie et dans quelle mesure les ordonnances de Brüning augmentent le budget des ménages... Passage obligé, le communiqué dénonce du même trait le « mouvement fasciste des nazis » et le « parti communiste, qui s'obstine à diviser la classe ouvrière dans cette situation contre-révolutionnaire, ce qui rend plus difficile le combat contre la réaction sociale et le fascisme ». L'ensemble est cependant baroque : le mélange de tactique peureuse et de proclamations marxistes rend la prose des sociaux-démocrates singulièrement indigeste, sinon incompréhensible.

Il faut dire que, après le résultat obtenu par les nazis en septembre, nombre d'élus et de militants du SPD paniquent. L'ancien chancelier Hermann Müller, dans une lettre à son ami ministre-président de Prusse, le SPD Otto Braun, s'étrangle que certains, au sein du parti, en viennent à considérer que « l'on devrait laisser la droite et l'extrême droite arriver au gouvernement, nazis inclus, afin qu'ils y prouvent leur incompétence ». Ce « raisonnement continue à recueillir bien des faveurs », Müller y étant « opposé avec la dernière vigueur[1] ».

Pendant que certains spéculent sur la possibilité de laisser gouverner une coalition droite-extrême droite qui, en effet, disposerait, des nazis au Zentrum, de la majorité des sièges, d'autres envisagent une « grande coalition » avec Brüning (mais pour quelle politique économique et sociale ?). Brüning se charge d'affranchir rapidement les chefs du SPD lors d'une rencontre secrète qui se tient au domicile du plus haut fonctionnaire de la chancellerie du Reich, Hermann Pünder, le 30 septembre 1930, avec les SPD Hermann Müller et Otto Wels : pas de ministres socialistes, mais une « conversation très féconde », autour d'un café, puis d'un verre de vin et de

1. Cité par Otto Braun, *Von Weimar zu Hitler*, New York, Europa Verlag, 1940, p. 308-309.

cigares, à l'issue de laquelle « il n'est pas exclu que la social-démocratie soutienne le gouvernement Brüning pour éviter une dictature de droite[1] ».

C'est, nous l'avons vu, ce qu'il va se passer : après la dissolution ratée et l'échec lors des législatives de septembre 1930, Brüning se retrouve dans la situation qu'il souhaitait précisément éviter, et qui heurte profondément la conscience d'homme de droite d'Hindenburg — le gouvernement présidentiel peut certes légiférer à coups de décrets, mais il ne doit sa survie politique et le maintien de sa législation qu'aux bonnes grâces du SPD. Brüning décerne à ce parti, envers lequel il avait, comme tous les conservateurs, les pires préventions, un satisfecit qui, s'il avait été rendu public, aurait été, pour la social-démocratie, un baiser de Judas : « Le SPD avait soutenu les pires sacrifices jamais exigés de son peuple par un gouvernement allemand, le tout dans l'intérêt de la société. Il s'était exposé à une impopularité inédite dans ses propres rangs. Il était devenu un soutien majeur de l'État, plus encore que sous Ebert, à l'heure de la plus grande détresse de son pays (...). C'est un abîme qui me séparait de la social-démocratie. Mais, comme Stresemann, c'est bien malgré moi que j'étais parvenu au constat que, quand il s'agit de sauver le pays du pire, on est bien inspiré de faire plus confiance au SPD qu'à l'extrême droite pangermaniste à la Hugenberg[2] ». Les sociaux-démocrates, meilleurs soutiens de la droite et d'une politique de purge austéritaire sans précédent : la République de Weimar est décidément pionnière, voire matricielle.

Brüning a également des entretiens avec l'extrême droite — Hugenberg pendant l'été et, après le verdict des urnes, Hitler, quelques jours après les socialistes, le 6 octobre 1930. Il expose au « Führer » un programme de gouvernement défini par une politique de rigueur, la lutte contre les Réparations et l'attente d'un retournement de conjoncture qui, selon lui,

1. Hermann Pünder, *Politik in der Reichskanzlei. Aufzeichnungen aus den Jahren 1929-1932*, Dienstag, den 30.09.1930, p. 62.
2. Heinrich Brüning, *Memoiren, 1918-1934*, *op. cit.*, p. 399-400.

devrait intervenir à l'été 1932 — ce sera, de fait, le cas. Brüning lui demande de le soutenir en « collaborant loyalement, de manière secrète, puis ouvertement », donc en entrant au gouvernement, afin de « libérer le peuple allemand, en deux ou trois ans, des entraves du traité de Versailles ». C'est en « vétéran de la Grande Guerre » qu'il s'adresse « au soldat du front » qu'est Hitler. Peine perdue : l'Autrichien ne semble avoir « rien compris au plan d'assainissement des finances publiques » et « répond en me tenant un discours d'une heure (...) où revient régulièrement le terme *exterminer* (*vernichten*), d'abord à propos des socialistes, puis au sujet des réactionnaires, enfin en parlant de la France, cet ennemi héréditaire, et de la Russie, cette matrice du bolchevisme[1] ». À la limite, pourquoi ne pas entrer « avec trois ministres » nazis dans le gouvernement ? Mais sans s'engager sur un quelconque programme, sinon « l'extermination (*Vernichtung*) des communistes, des socialistes et des forces réactionnaires[2] », dit Hitler. Brüning en retient que la coopération au niveau du Reich attendra, mais propose de commencer par les Länder : « Pour ne pas trancher les fils déjà tissés (...), je me déclarais disposé à faire en sorte que le NSDAP et le Zentrum puissent former des gouvernements communs dans les Parlements des Länder, partout où cela serait arithmétiquement possible, et ce dès cette première phase de rapprochement entre nous. Cela fit manifestement sur lui bien plus d'impression que tout ce que j'avais pu dire auparavant. Pour lui, le principe directeur était : d'abord le pouvoir, ensuite la politique[3] ».

On comprend qu'Hitler se réjouisse des propos de Brüning. L'Allemagne, ce sont le Reich et les Länder, dans une configuration fédérale, héritage d'une histoire millénaire, celle du Saint Empire, consacrée par les constitutions de 1866 et de 1871. La Constitution de Weimar, quant à elle, approfondit en 1919 l'autonomie des Länder : chacun d'entre eux est doté de sa Constitution (qui doit toutefois être démocratique et parlementaire), de son gouvernement et de son parlement.

1. *Ibid.*, p. 218.
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*

Les scrutins dans les Länder sont donc importants, car ils décident de la composition des exécutifs « régionaux » (terme impropre) et de l'usage des pouvoirs et compétences réservés, qui sont importants : au titre de la Constitution de 1919, les Länder exercent, avec les communes, l'essentiel des pouvoirs de police, car il n'existe pas de police nationale en Allemagne avant la création de la *Deutsche Polizei* par Himmler en 1936. Ils ont également la compétence éducative, du primaire jusqu'au supérieur, avec des pouvoirs de nomination très larges, notamment des professeurs des universités.

Les nazis le savent bien qui, dès le 23 janvier 1930, forment un gouvernement de coalition droite-extrême droite dans le Land de Thuringe à la suite des élections du 8 décembre 1929 qui ont donné une majorité de 28 députés sur 53 à une large union des droites composée du *Thüringer Landbund* (Fédération paysanne de Thuringe), un parti d'extrême droite rurale[1], du NSDAP, du DNVP, ainsi que du DVP et du WP, un parti de droite libéral-populiste. Pour la première fois, deux nazis entrent dans un gouvernement, dont le Dr. Wilhelm Frick, juriste et avocat, qui demande et obtient le portefeuille de l'Intérieur et de l'Éducation, soit la direction de tous les services de renseignement et de répression, de toute l'administration publique et des institutions scolaires et universitaires. À ce poste, le Dr. Frick procède à un large renouvellement des cadres de la police ainsi qu'à des nominations partisanes à des postes de professeurs de la prestigieuse Université d'Iéna. Par décret, il nomme ainsi « Professor der Rassenkunde und Eugenik » le Dr. Hans Günther, idole de l'extrême droite *völkisch* et spécialiste incontesté de la « science de la race » (*Rassenkunde*), qu'il illustre par des traités savants ainsi que par des ouvrages populaires qui lui valent l'amène surnom de *Rassengünther*. Le 15 novembre 1930, la leçon inaugurale du Professor Dr. Günther sur « L'étiologie des mutations raciales du peuple allemand depuis l'âge des grandes migrations » est un événement politique, mondain et médiatique de première

1. Guido Dressel, *Der Thüringer Landbund. Agrarischer Berufsverband als politische Partei in Thüringen 1919-1933*, Weimar, Wartburg-Verlag, Schriften zur Geschichte des Parlamentarismus in Thüringen, Heft 12, 1998.

importance, auquel assiste le gratin du parti nazi, Hitler en tête.

Le gouvernement Baum-Frick est certes renversé par une motion de censure présentée par le SPD et votée par la majorité du Landtag (lui succède un gouvernement minoritaire de droite, toléré par le SPD), mais, le 31 juillet 1932, de nouvelles élections au Landtag, synchronisées avec celles du Reich, donnent 26 députés au seul parti nazi, qui forme alors un gouvernement de coalition avec la droite (*Thüringer Landbund*), sous la direction du Gauleiter nazi Fritz Sauckel.

Le cas auquel pense Heinrich Brüning est celui du Land de Braunschweig (Brunswick en français). Les élections au Landtag, qui se sont tenues en même temps que les législatives du Reich, le 14 septembre 1930, ont vu le NSDAP progresser de 3,7 à 22 %, tandis que le SPD, qui gouvernait seul, perdait 5 points. Un gouvernement de coalition droite-extrême droite est investi le 30 septembre (DNVP, DVP, Zentrum, WP — *Wirtschaftspartei,* Parti de l'économie[1] — et NSDAP), grâce à la participation, décisive, du Zentrum. Les événements électoraux en Braunschweig se révèlent décisifs, car cette première expérience de coalition entre le Zentrum et les nazis permet d'en imaginer d'autres, notamment en Prusse, où l'hypothèse d'un gouvernement centre-nazis devient concrète en avril 1932, voire au niveau du Reich, où une telle coalition est ouvertement envisagée en août 1932. Par ailleurs, en Braunschweig comme en Thuringe, les nazis réclament et obtiennent le ministère de l'Intérieur, occupé par Anton Franzen, puis par Dietrich Klagges. Instituteur de formation, puis professeur de collège et principal adjoint, Klagges se passionne pour les questions de pédagogie et définit « l'enseignement de l'histoire » comme « une éducation nationale-politique[2] ». Klagges, comme Franzen avant lui,

1. La *Reichspartei*, puis *Wirtschaftspartei des deutschen Mittelstandes* (Parti de l'économie et des classes moyennes) est un des *Splitterparteien* (petits partis) de la République de Weimar, dont l'existence est permise par le scrutin proportionnel de liste. Il a réuni jusqu'à 4,5 % des suffrages en 1928, avant de sombrer à 0,3-0,4 % en 1932, au profit du NSDAP.

2. Dietrich Klagges, *Geschichtsunterricht als nationalpolitische Erziehung*, Francfort/Main, Moritz Diesterweg Verlag, 1937, 442 p.

pratique une épuration politique radicale de l'administration, de la police, des écoles et de la *TH Braunschweig*, l'université technique (*Technische Hochschule*) du Land, et multiplie les entraves à la liberté d'expression, de réunion et de manifestation de la gauche. De manière tout aussi décisive, c'est Dietrich Klagges qui permet la naturalisation du ressortissant autrichien Adolf Hitler, qui n'acquiert la citoyenneté allemande que le 26 février 1932, date à laquelle il est nommé représentant du Land auprès du Reichsrat à Berlin. Hitler se mettra en congé sans solde en octobre 1932, et ne semble pas avoir réellement travaillé pour l'administration qui l'a brièvement employé. Sa nomination comme *Regierungsrat* aura été plus aisée que la première hypothèse envisagée pour sa naturalisation : Klagges souhaitait en effet le nommer « professeur associé de sociologie politique » à la TH Braunschweig, mais la révélation de cette manigance avait suscité le scandale et les sarcasmes, Hitler n'étant même pas titulaire de l'équivalent du brevet des collèges, son seul diplôme étant le certificat d'études primaires.

C'est dans un troisième Land, celui d'Oldenburg, que, suite aux élections du 26 mai 1932, le NSDAP obtient la majorité absolue des sièges pour la première fois dans un Landtag (52 % des sièges, 48 % des voix). Un gouvernement uniquement nazi se forme, là encore pour la première fois, investi par une majorité absolue de 26 députés NSDAP (sur un total de 48), trois députés de droite se joignant à eux.

Dans deux autres Länder, les nazis accèdent au pouvoir au printemps 1932, saison électorale riche où sont renouvelés plusieurs parlements régionaux. En Mecklemburg-Strelitz, le NSDAP, qui a obtenu 24 % des voix, forme le 8 avril 1932 un exécutif en coalition avec le DNVP (30 %), tout comme dans le *Freistaat Anhalt* où, le 21 mai, l'avocat nazi Alfred Freyberg devient *Ministerpräsident*, et ainsi le premier chef nazi d'un exécutif sous la République de Weimar[1], trois semaines avant

1. Freyberg, devenu plus tard maire de Leipzig et *SS-Gruppenführer*, ne devait pas supporter la défaite et se suicider avec son épouse et sa fille, de même que son premier adjoint, Kurt Lisso, lui aussi avec femme et fille, la veille de l'entrée des troupes américaines dans la ville. La photographie de Lisso et de sa famille, trouvés morts dans son bureau, prise par Lee Miller, est

le Gauleiter Carl Röver en Oldenburg... Avant même l'été 1932, les nazis gouvernent donc cinq Länder et dirigent deux gouvernements, avant un troisième, celui de Fritz Sauckel en Thuringe, à partir du 26 août, suite à la victoire nazie du 31 juillet.

Cette histoire politique est décisive, car elle induit une habituation réciproque entre droite et extrême droite, et rend crédibles les combinaisons imaginées par les différents stratèges politiques, qu'ils soient chefs de parti (Mgr Ludwig Kaas pour le Zentrum, Hugenberg, Hitler...) ou conseillers du président (Schleicher) : coalition des droites, bloc national-conservateur autour d'un barycentre DNVP-NSDAP, coalition entre NSDAP et Zentrum... Toutes ces options ont déjà été éprouvées dans les laboratoires des Länder, à la satisfaction des partis concernés.

Au niveau du Reich, la situation est cependant bloquée, en raison de l'opposition frontale des nazis au gouvernement Brüning et de la ligne extrême-droitière du DNVP. Heureusement pour le chancelier, le SPD, avec ses 143 députés, fait systématiquement opposition à toute tentative ou perspective de censure : non seulement l'usage de l'article 48-3 et chaque motion de rappel d'ordonnance présentée par le NSDAP, le DNVP ou le KPD viennent buter sur le vote négatif des socialistes, mais toute hypothèse de destitution du président par un plébiscite (art. 43) ou de mise en accusation du chef de l'État devant le *Staatsgerichtshof* (art. 59), qui requiert une majorité des 2/3 du Reichstag, est exclue, alors que les motifs juridiques sont bien présents, car l'usage des ordonnances d'exception repose sur une interprétation tellement extensive de l'article 48-2 qu'elle en est au minimum très contestable.

Une série d'ordonnances poursuit, de fait, dans la voie de la déflation. Chaque texte ajoute sa part de malheur social : augmentation des impôts indirects par la hausse des taxes sur la consommation, baisse des salaires de branche, réduc-

---

devenue mondialement célèbre et illustre la vague de suicides comme modalité de sortie de guerre au printemps 1945.

tion du traitement des fonctionnaires, coupes drastiques dans les dépenses sociales par la réduction des prestations sociales... La déflation Brüning est une médecine administrée par des Diafoirus de l'économie qui minent la société allemande. L'effet procyclique, en phase de récession est désastreux : par sa politique, le gouvernement nourrit la crise en frappant la consommation populaire, moteur principal du circuit économique. Certes, Keynes n'est pas encore excessivement connu car il ne publiera son *opus magnum* qu'en 1936, mais ses premiers articles de réflexion macroéconomique sont déjà disponibles, et il est loisible de lire ses propositions sur la « propension à consommer » des ménages pauvres (elle est totale, donc il est absurde d'entamer leur budget), sur la différence entre les finances publiques et le budget d'un ménage, sur le caractère positif d'un déficit budgétaire public lorsqu'il injecte de la liquidité dans le circuit économique, en créant de l'emploi (par des grands travaux, par exemple, qui sont également autant de dépenses d'investissement pour l'avenir), en soutenant la consommation des ménages (notamment des plus pauvres), en recréant, donc, de l'activité économique qui sera source de rentrées fiscales et, *in fine*, de retour à l'équilibre budgétaire. Ajoutons à cela le meilleur accès aux fonctions de première nécessité (se nourrir, se soigner, être éduqué, vivre dignement) pour le plus grand nombre, source de bien-être et de diminution des dépenses sociales. Ce cercle vertueux s'oppose terme à terme au cercle vicieux de la déflation, mais Brüning ne s'en laisse ni conter, ni compter. Le 11 septembre 1931, lors d'un voyage du « *Professor* Keynes » venu en Allemagne pour une série de conférences, Brüning « tente de le convaincre que cette propagande en faveur d'une technique essentiellement inflationniste rend toute politique financière raisonnable impossible[1] », ce qui n'a pas l'air d'avoir intimidé outre mesure le *Professor* britannique.

Le camp de la raison continue de gravement déraisonner, et sa politique de déflation est un échec : s'il s'agissait d'améliorer la compétitivité allemande à l'exportation en faisant

1. Heinrich Brüning, *Memoiren, 1918-1934*, *op. cit.*, p. 506.

baisser le prix des productions du pays, c'est raté, car l'économie internationale est elle-même prise dans une spirale déflationniste. Les partenaires commerciaux de l'Allemagne mènent la même politique au même moment et, pire, dévaluent. Le 21 septembre 1931, le Royaume-Uni abandonne la convertibilité-or de la livre sterling et dévalue sa monnaie de 30 %. Keynes, qui avait violemment contesté le retour, imposé par Churchill, chancelier de l'échiquier en 1925, à la parité d'avant-guerre, applaudit à cette mesure dans un article, où il se félicite que les orthodoxes aient dû se rendre à la réalité, ces dogmatiques qui « ressemblent à des géomètres euclidiens qui, se trouvant dans un monde non euclidien et constatant qu'en fait les lignes droites qui semblent parallèles se coupent fréquemment, reprocheraient aux lignes de manquer de rectitude ![1] ».

La dévaluation britannique entraîne une impressionnante kyrielle de dévaluations nationales, et un gain de compétitivité à l'exportation qui ruine les sacrifices déments imposés par celui que les Allemands surnomment le « chancelier de la faim » (*der Hungerkanzler*). Avec son teint de craie, ses lèvres pincées, ses petites lunettes cerclées, ses costumes noirs et sa perpétuelle absence de sourire, Brüning est aisément caricaturé en croque-mort du pays.

Son échec économique effectif ne le détourne guère de son cap, mais irrite, puis exaspère, ses soutiens patronaux. Ils découvrent en Brüning un de ces dogmatiques que Keynes flétrit, incapable de changer de cours. Peut-être faut-il chercher ailleurs la rationalité de Brüning, si l'on veut donner un sens à son obsession orthodoxe : le chancelier a sans doute moins en vue, à court terme, l'amélioration de la situation économique intérieure que l'abolition des Réparations, qui constitue son principal combat en politique étrangère, sinon ses alpha et oméga personnels. À cet égard, la dégradation temporaire de la conjoncture peut se révéler, mais à quel prix, bénéfique, en démontrant l'insolvabilité de l'Allemagne et le caractère aggravant du fardeau de Versailles, révisé par

1. John Maynard Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, trad. fr. Jean de Largentaye, Paris, Payot, 1942, 265 p., p. 21.

les plans Dawes et Young. C'est prêter un machiavélisme certain à ce technicien scrupuleux et, de l'avis de tous, amis comme adversaires, honnête jusqu'à l'ennui, mais il est sûr que les créanciers et investisseurs étrangers redoutent plus que tout une économie allemande qui s'effondre, une société en crise terminale, et l'avènement de ce *Sowjetdeutschland* que le KPD appelle de ses vœux. Les principales têtes économiques et politiques du monde sont soucieuses de ne surtout pas briser le jouet allemand.

Brüning peut bien avoir ses raisons, il ne manque pas en Allemagne de spécialistes de l'économie pour acter, au plus tard à l'été 1931, qui voit quelques-unes des plus grandes banques du pays se mettre en faillite, que sa politique a échoué. S'ajoute en effet à la dégradation de la conjoncture une crise majeure du système financier mitteleuropéen quand, le 11 mai 1931, la plus grande banque autrichienne, la Credit-Anstalt, se déclare insolvable et conduit le gouvernement viennois à intervenir par un renflouement massif pour la sauver. Le même jour, le Konzern de grands magasins urbains Karstadt, premier groupe de vente européen avec 30 000 employés, 27 usines et près de 100 filiales, annonce des pertes records, ce qui n'est guère étonnant dans un cycle récessif où la consommation s'effondre. Les mauvais résultats de l'assureur Nordstern, quelques jours plus tard, achèvent de semer la panique chez les investisseurs étrangers, qui voient désormais dans l'Allemagne une zone à risques, et chez les déposants et épargnants qui prennent d'assaut les guichets de leurs banques lors d'un *bank run* (*Bankansturm*) spectaculaire, comme à Berlin où, le 13 juillet 1931, les agences de la *Sparkasse* sont prises d'assaut. Deux des principales banques allemandes se déclarent en faillite, la Danat-Bank et la Dresdner Bank, tandis que la Reichsbank perd plus de la moitié de ses réserves en or et en devises. Le gouvernement ferme les Bourses et les banques les 14 et 15 juillet et réduit par ordonnance l'activité financière pendant trois semaines, le temps de renflouer les banques en faillite par de l'argent public et de restructurer le secteur, touché du reste par un plan de licenciements majeur.

Si l'essentiel des universitaires, hauts fonctionnaires et patrons allemands approuvait, au printemps 1930, une cure d'austérité et professait une foi fervente dans les forces d'autorégulation du marché (la crise allait, dans une grande épuration darwinienne, balayer les faibles et laisser prospérer les acteurs les plus solides), le constat de la dégradation continue de la conjoncture, de l'assèchement du marché intérieur et, ultime clou sur le cercueil, de l'effacement des gains de compétitivité par les déflations et dévaluations étrangères conduit nombre d'entre eux à suggérer de manière de plus en plus insistante une inflexion nette de la ligne. C'est le cas des pionniers allemands de l'étude de la conjoncture, comme le Pr. Gerhard Colm et le Dr. Hans Neisser, deux chercheurs de l'Institut d'économie mondiale de l'Université de Kiel, de Hans Schäffer, secrétaire d'État au ministère de l'Économie du Reich, qui rédige des « Réflexions sur la lutte contre la crise » le 2 septembre 1931 et de Wilhelm Lautenbach, haut fonctionnaire du ministère de l'Économie, qui rédige des « Perspectives pour une revitalisation active de la conjoncture par l'investissement et le desserrement du crédit » le 9 septembre 1931.

Ce plan Lautenbach est transmis par Schäffer au président de la Reichsbank, le Dr. Hans Luther, qui réunit un panel d'experts aptes à en débattre au sein de la *Friedrich-List-Gesellschaft*, une société de réflexion économique conservatrice, les 16 et 17 septembre 1931. Se réunissent donc des universitaires (Colm, Neisser, mais aussi Wilhelm Röpke[1] et Walter Eucken, professeurs à Fribourg et théoriciens du néolibéralisme allemand), des personnalités politiques de premier plan (Rudolf Hilferding, ancien ministre des Finances du Reich, Johann Ludwig Schwerin von Krosigk et Hermann Warmbold, futurs ministres des Finances et de l'Économie), les principaux dirigeants de la Reichsbank, et des hauts fonctionnaires. Lautenbach propose certes de poursuivre une politique de déflation sociale et salariale afin de maintenir des taux d'intérêt bas et d'alléger les charges pesant sur les

1. Jean Solchany, *Wilhelm Röpke, l'autre Hayek. Aux origines du néolibéralisme*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2015, 572 p.

employeurs et les finances publiques, mais il plaide vigoureusement pour une politique de l'offre qui accorde des crédits à taux bas aux entreprises ainsi que des crédits d'impôt et des subventions directes à leurs patrons. La pression sur les dépenses sociales doit permettre de rester à l'équilibre des finances publiques tout en relançant l'activité par une dépense d'État ciblée sur les entrepreneurs.

Hans Luther, par peur de l'inflation, ne se résout pas à assouplir le crédit en baissant son taux directeur (5 % à l'époque) et le gouvernement Brüning se contente de prendre bonne note du plan Lautenbach : les services réfléchissent au mode de financement de l'aide aux entreprises, mais aucune mesure n'est prise. Le cours déflationniste se poursuit, et les dispositions principales du plan Lautenbach seront mises en œuvre près d'un an plus tard seulement, par le gouvernement von Papen (« Papen-Plan ») puis, à compter du printemps 1933, par Fritz Reinhardt, Gauleiter nazi de Haute-Bavière puis secrétaire d'État au ministère des Finances (« Reinhardt-Programm »).

Le gouvernement Brüning poursuit sur son erre : les « ordonnances d'urgence » de l'article 48-2 se succèdent, pour toujours plus baisser les prestations sociales, réduire les salaires, augmenter les taxes, ce qui, mécaniquement, aggrave la crise. Les milieux dirigeants de l'économie s'en inquiètent de plus en plus. Le chancelier, tout à son système, n'entend rien, préoccupé qu'il est, avant tout, par son œuvre de politique étrangère qui, à ses yeux, a la préséance : mettre fin aux Réparations, et obtenir, si possible, un blanc-seing pour le réarmement allemand. Il y consacre beaucoup de temps, d'énergie et de voyages à Paris, Londres, Washington, Genève et Lausanne et obtient un premier succès éclatant : le 20 juin 1931, effaré par la crise bancaire autrichienne et allemande, le président des États-Unis d'Amérique, Herbert Hoover, a déclaré qu'il fallait suspendre le paiement des Réparations, à la grande fureur de la France, mais à l'intense satisfaction des Allemands. Hoover, à l'unisson de tous les magnats de l'économie américaine, est soucieux de ne pas briser les reins du partenaire économique allemand. L'Allemagne est la principale tête de pont industrielle et financière des Américains

en Europe, et l'on sait, entre New York et Washington, que ces milliards de marks-or versés aux Français et aux Belges sont une hémorragie qui grève la santé du pays[1].

Brüning, comme tous les dirigeants du monde, a compris que le « moratoire Hoover » annonce la fin des Réparations pure et simple, qui n'est plus qu'une question de temps. Le moratoire entre en vigueur le 6 juillet 1931, après deux semaines d'intenses tractations avec le président du Conseil français, Pierre Laval, furieux de ne pas avoir été consulté par les Américains. Beau joueur, Laval, qui prône « une collaboration loyale » avec le Reich, accorde un crédit à l'Allemagne et se rend en visite officielle à Berlin, en septembre, avec Aristide Briand, ministre des Affaires étrangères, une première depuis 1878, et un succès pour Brüning comme pour son homologue français, qui enchaîne avec une tournée triomphale aux États-Unis et le titre de *Man of the Year* du magazine *Time* — honneur qui ne fut conféré, au XXe siècle, qu'à deux Français : Laval, donc et, plus tard, en 1958, de Gaulle.

Mais Brüning ne peut jouir de ces succès bien longtemps, car le gouvernement allemand doit abandonner un projet préparé depuis 1930 en concertation avec le gouvernement autrichien. Comme les traités de paix de 1919 (Versailles, le 28 juin, mais aussi Saint-Germain, le 10 septembre) interdisaient le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne (*Anschluss*), le monde économique avait suggéré la création d'une union douanière entre les deux pays, afin de créer un espace d'échange homogène de part et d'autre des Alpes et de ménager, via l'économie autrichienne, fortement intégrée à celle des Balkans et du Sud-Est européen, un accès allemand facilité à ces régions. Ce projet de *Zollunion* austro-allemande se heurte à l'opposition résolue de la diplomatie française et, partant, à celle des Britanniques qui ne veulent pas de déflagration sur le continent. Au printemps 1931, l'union douanière est portée devant le Conseil de la SDN, qui transmet à la Cour internationale permanente de La Haye, laquelle

1. Adam Tooze, *Le déluge, 1916-1931. Un nouvel ordre mondial*, Paris, Les Belles Lettres, 2015, 598 p.

rend un avis consultatif sans ambiguïté le 5 septembre 1931 : le projet contrevient aux traités ainsi qu'au protocole de Genève de 1922, qui protège l'indépendance de l'Autriche. Parallèlement, la France joue habilement de la diplomatie financière et conditionne une aide budgétaire réclamée par Vienne au renoncement à l'union douanière : dès le 16 juillet, le gouvernement autrichien avait capitulé, ce que confirme son ministre des Affaires étrangères, de concert avec son homologue allemand, à Genève, le 3 septembre. Julius Curtius, qui avait succédé à Stresemann et occupait le poste depuis sa mort en octobre 1929, un poids lourd du DVP et de la vie politique allemande, ancien ministre de l'Économie qui avait été appelé à la chancellerie par Hindenburg en 1926, sans pouvoir cependant former de gouvernement, remet sa démission.

Le départ de Julius Curtius entraîne la démission du cabinet Brüning dans son entier, le 9 octobre 1931, dans un contexte où une union des droites, fortement critique envers sa politique, se forme à Bad Harzburg. Hindenburg accepte la démission et souhaite un nouveau gouvernement purgé de tout ce qui lui semble trop à gauche, ce qui, pour ce vieil homme qui tend à se raidir, concerne également les membres du Zentrum, comme le ministre de l'Intérieur Joseph Wirth, remercié, ou le ministre des Transports, Theodor von Guerard, qui perd lui aussi son portefeuille. Vieille obsession bismarckienne et wilhelminienne chez le maréchal-président : les catholiques, à l'exception de son chancelier, lui deviendraient presque aussi insupportables que les sociaux-démocrates. À tout le moins la question confessionnelle est-elle, chez lui, un critère : quand Brüning se rend en tournée à l'Est, le président, toujours prompt à suspecter des manigances jésuitiques entre le Zentrum et l'Église, s'émeut du temps (un quart d'heure !) que son chancelier passe avec le cardinal-archevêque de Breslau alors que, impair regrettable, il ne rend pas visite au « superintendant général » de l'Église luthérienne de Silésie, ce qui déchaîne contre lui, note le chancelier avec un brin d'ironie, un *furor protestanticus* de tous les diables[1].

1. Heinrich Brüning, *Memoiren, 1918-1934*, *op. cit.*, p. 247.

Hindenburg reconduit son chancelier à la tête d'un gouvernement droitisé et ramassé : Brüning prend les Affaires étrangères du DVP Curtius, et l'Intérieur de Wirth (Zentrum) est cumulé avec la Défense par le général Groener, *in Personalunion*. Quant à l'Économie, portefeuille précédemment détenu par le DDP Hermann Dietrich, elle est attribuée au Professeur Dr. Hermann Warmbold, membre des conseils d'administration de BASF et de l'IG Farben, un des hommes les plus influents du capitalisme allemand, qui ne devait plus quitter ce poste jusqu'en janvier 1933 et détenir ce portefeuille dans les gouvernements Papen et Schleicher.

Fort logiquement, Brüning présente, lors de sa déclaration de politique générale au Reichstag le 13 octobre 1931, un gouvernement « encore plus indépendant des partis que ne l'était le précédent » et qui « ne tiendra compte de la ligne d'aucun parti[1] ». La logique d'un cabinet présidentiel de droite s'affirme, mais le chancelier reste dépendant de la « politique de tolérance » du SPD. La grande affaire politique des mois suivants, la préparation de l'élection présidentielle, achèvera de le prouver, car ce sont bien les sociaux-démocrates qui vont permettre la reconduction du vieux maréchal à la tête de l'État.

1. Reichskanzler Dr. Heinrich Brüning, Regierungserklärung, *Verhandlungen des Reichstages*, 53. Sitzung, 13. Oktober 1931, p. 2069-2074.

Chapitre II

UN RÉGIME PRÉSIDENTIEL : HYPERPERSONNALISATION ET RÈGNE DES ENTOURAGES

Avec son physique massif, un visage tout droit sorti d'un album d'Épinal qui compilerait les gravures sur la Prusse éternelle — paupières circonflexes, sourcils froncés, crâne massif, cheveux coupés en brosse et bacchantes impériales —, Hindenburg semble l'incarnation du chevalier prussien, un vestige de l'ordre Teutonique égaré à l'âge des masses. C'est du reste pour cela qu'il avait été choisi comme vitrine médiatique de l'armée allemande en 1914. Hindenburg, comme Pétain, était retraité au début de la Grande Guerre, et il avait été rappelé comme bien des officiers du cadre de réserve au moment de la mobilisation générale. À la différence de Pétain, cependant, il était déjà général et il avait combattu, en 1866, à Sadowa, contre les Autrichiens, puis en 1870 contre les Français. S'en était suivie une longue carrière paisible et ennuyeuse, rythmée par les mutations et les défilés du « jour de Sedan » (*Sedantag*), ces célébrations de la victoire contre la France qui, tous les 2 septembre, faisaient office de fête nationale de l'Empire allemand.

Hindenburg avait été un honorable jeune officier de terrain, mais n'avait commandé qu'à des casernes et à des manœuvres par la suite. Il se révéla, en 1914, un excellent communicant, propre à incarner la massivité allemande et les vertus prussiennes, pendant que son commandant en second, le général Erich Ludendorff, était concrètement à la manœuvre : c'est bien Ludendorff qui gagna la bataille de Tannenberg contre les Russes et sauva l'Allemagne d'une invasion tsariste en

août 1914, mais c'est Hindenburg que la presse mit en avant. Ludendorff devait passer la guerre dans l'ombre de son chef, tout en assumant, en pratique, la réalité du commandement. Autant il se prêta au jeu jusqu'en 1919, autant il s'émancipa du vieux maréchal après la guerre, dévoré de ressentiment envers un chef qui n'hésita pas à le laisser choir à l'automne 1918, miné par une jalousie bien compréhensible envers le prestige du *Generalfeldmarschall*, titre dont il ne fut jamais gratifié.

Hindenburg posait volontiers à la statue vivante, et se montrait très susceptible, prompt à défendre son honneur, notion prussienne et militaire s'il en fut. Il accablait de sa rancune quiconque rappelait ses inconduites et ses mensonges, pourtant tout sauf rares : c'est bien Hindenburg qui avait poussé Guillaume II à l'exil ; c'est lui qui mentit ouvertement devant une commission d'enquête parlementaire à l'automne 1919, niant que l'armée allemande eût été en difficulté à l'été 1918, et accréditant la fable du « coup de poignard dans le dos » ; c'est enfin lui qui, alors qu'il n'avait que les mots de camaraderie et de fidélité à la bouche, abandonnait ses subordonnés à la première occasion, dès qu'ils avaient cessé de servir ou dès qu'ils menaçaient ses intérêts, quels qu'ils fussent.

Tout cela se savait dans les cercles autorisés, à telle enseigne que, approché par Schleicher pour être nommé à la chancellerie, Heinrich Brüning s'était ouvertement enquis de la fiabilité du « vieux » (« der Alte ») auprès du général Wilhelm Groener, collaborateur, puis successeur d'Hindenburg à la tête de l'armée allemande, avant d'être sept fois *Reichswehrminister*, ministre de l'Armée, le plus fréquent et le plus long titulaire du poste pendant plus de six ans (1920-1923 et 1928-1932). Assurément une « question difficile », presque sacrilège, pour celui qui avait « la plus longue expérience personnelle avec le président du Reich » : « Est-ce que notre vieux chef est digne de confiance ?[1] » Fidèle jusqu'à l'abnégation sacrificielle, Groener, à qui tout le monde imputait indûment la fuite de Guillaume II, ce qu'Hindenburg se gardait bien de rectifier pour épargner la moindre entaille à

1. Heinrich Brüning, *Memoiren, 1918-1934*, *op. cit.*, p. 168.

sa statue, rassura alors Brüning : « Disons que les temps ne sont pas encore mûrs pour que les événements de 1918-1919 soient racontés publiquement (...). Notre vieux chef n'est pas responsable de la défaite militaire (...). Je me suis comporté à son égard, douze ans durant, de telle sorte qu'il ne peut que suivre mes conseils, c'est humainement impossible qu'il en soit autrement. Je vous donne ma parole d'officier que j'userai de cette influence auprès de lui pour vous soutenir jusqu'au bout[1] ». Émouvant dialogue — Groener ne se doutait toujours pas que la « parole d'officier » d'Hindenburg ne valait certainement pas la sienne — et réponse instructive — Groener signifiait à Brüning qu'il en savait assez pour circonscrire « le vieux ». Si le général Groener devait se révéler un ministre loyal et fidèle, il allait être lâché en rase campagne par son « vieux chef » en mai 1932, qui lui reprochait mille choses fermentées dans les profondeurs d'une psyché acariâtre, notamment le fait que, veuf depuis 1926, Groener s'était remarié en 1930 et que le couple avait donné naissance à un fils peu après le mariage, bien avant le délai des neuf mois... Pire, le *Generalleutnant* avait été vu en ville poussant le landau de son bébé, une tâche de nourrice ou de mère, de femme en tous les cas, et pas d'officier général de l'armée prussienne.

Le maréchal Hindenburg menait une vie de retraité, dans une confortable maison bourgeoise de Hanovre, lorsque partis de droite et associations patriotiques rassemblés dans un *Reichsblock* nationaliste sont venus solliciter sa candidature à la présidence du Reich. Au premier tour, le 29 mars 1925, leur candidat, Karl Jarres (DVP), ancien maire de Duisburg, héros de la résistance passive de 1923 contre l'occupation française, plusieurs fois ministre et vice-chancelier du Reich, a obtenu 38,8 % des voix. Mais la droite redoute l'union des gauches derrière la candidature de l'ancien chancelier Wilhelm Marx (Zentrum). Celui-ci a beau être arrivé troisième, derrière le SPD Otto Braun, il est choisi par les partis de la « coalition de Weimar » (SPD, Zentrum, DVP), rassemblés dans un *Volksblock*, pour être leur candidat commun

1. *Ibid.*, p. 168-169.

du second tour, et bénéficie ainsi du retrait de Braun et du candidat du DDP Willy Hellpach. Avec un total de 49,3 % des voix à eux trois, le Zentrum, le SPD et le DDP, les partis de la *Weimarer Koalition*, peuvent remporter l'élection, pour peu que le candidat communiste, Ernst Thälmann (7 %) se désiste ou qu'une partie de ses électeurs se reporte sur le candidat du *Volksblock*. Le SPD doit justifier son désistement à un électorat incrédule, car c'est bien le candidat social-démocrate Otto Braun qui a terminé second et qui devance Marx, et de très loin, avec la bagatelle du double de points (29 % contre 14,5). Une négociation d'appareil préside à ce retrait : Otto Braun veut redevenir ministre-président du Land de Prusse et conclut un pacte avec le Zentrum, qui lui permet d'entrer en fonction le 3 avril. Pour ses militants et électeurs, le SPD publie un communiqué qui, comme souvent, mêle grandiloquence et balourdise : « Nous avons remporté la première bataille. Il faut maintenant terminer cette campagne par une victoire. Notre premier objectif, c'est de préserver et de sécuriser la République ! Notre loi suprême, c'est de battre les monarchistes ! C'est pour cela que nous devons nous unir pour ce second tour. Notre désunion donnerait la victoire aux monarchistes, notre union sera leur défaite (...). Présenter un candidat social-démocrate aurait rendu plus difficile le rassemblement de toutes les forces républicaines (...). C'est la nécessité politique qui exige l'union des trois partis qui, ensemble, ont rédigé la Constitution de Weimar, pour laquelle tant de martyrs se sont sacrifiés[1] ». L'émouvante évocation des martyrs interdisait sans doute de parler des vraies raisons — l'accord pour la Prusse. Quant à battre les monarchistes... Il faut avoir bien en mémoire cette proclamation électorale du SPD et la comparer avec celle de 1932 quand, à l'issue du septennat d'Hindenburg, le SPD se ralliera sans barguigner à sa candidature, doté, sans doute, d'une plus grande tolérance pour les maréchaux, l'armée, la droite, les grands agrariens, l'industrie lourde et, donc, les monarchistes.

1. « Wahlaufruf der Vorstandes der Sozialdemokratischen Partei Deutschlands », in Friedrich Purlitz, Sigfried Steinberg (dir.), *Deutscher Geschichtskalender. Sachlich geordnete Zusammenstellung der wichtigsten Vorgänge im In- und Ausland*, Jg. 41, Band 1, Januar bis Juni 1925, Leipzig, 1925, p. 14.

Cet appel à résister au « monarchisme » vise, de fait, Paul von Hindenburg, qui se considère toujours comme un serviteur des Hohenzollern — du moins jusqu'à son élection comme chef de l'État. Le retraité du Grand Quartier Général accepte d'être candidat de second tour sans avoir participé au premier — une curiosité de la loi électorale du 4 mai 1920, qui dispose simplement, en son article 4-2, que, en cas de second tour, « est élu celui qui a réuni le plus grand nombre de suffrages valables », sans autre précision. C'est dans l'exposé des motifs de cette loi électorale, consigné au JO du Reich, que le ministre de l'Intérieur de l'époque avait expliqué que cette interprétation très libre de la loi était conforme aux intentions du législateur[1].

Le report des voix s'avère favorable à Hindenburg. Pourtant lié au Zentrum, le parti catholique bavarois (BVP), qui avait déjà fait cavalier seul au premier tour en présentant le ministre-président de Bavière Heinrich Held, décide d'appeler à voter Hindenburg et non Marx, car le BVP, sensiblement plus à droite que le Zentrum, refuse l'élection d'un président avec des voix sociales-démocrates, tout comme l'aile droite du Zentrum, dont l'homme d'affaires et député prussien Franz von Papen, qui déclare que, « pour pouvoir mener demain une politique antisocialiste, on ne peut aujourd'hui élire un représentant du Zentrum avec des millions de voix SPD[2] » et ressusciter la « coalition de Weimar ». Les 3,7 % de Held s'avèrent fatals à Wilhelm Marx, d'autant plus que les communistes ne retirent pas leur candidat. Au soir du second tour, le 29 avril 1925, Hindenburg est élu à la majorité relative de 48,3 % des voix, trois points devant Wilhelm Marx qui, avec 45,3 %, aurait sans doute été élu si une partie du centre droit n'avait pas été autant obsédée par le danger « socialiste » supposément représenté par l'union de centre gauche, et si le KPD avait abandonné un temps sa ligne

1. Reichsinnenminister Erich Koch-Weser, « Entwurf eines Gesetzes zur Wahl eines Reichspräsidenten, Begründung », *Verfassungsgebende deutsche Nationalversammlung*, Aktenstück Nr. 2489, in *Reichstagsprotokolle*, 1919-1920, p. 2725.

2. Cité in Wolfgang Ruge, *Hindenburg*, Berlin, Deutscher Verlag der Wissenschaften, 1980, p. 205.

« classe contre classe » qui l'avait conduit à dénoncer un faux choix « entre le dictateur civil Marx et le dictateur militaire Hindenburg » et à appeler « à un combat des masses contre les dictateurs issus de la bourgeoisie » : « Chaque travailleur avec une conscience de classe vote contre Hindenburg et Marx, pour Thälmann » avait proclamé le KPD qui a donc permis, avec les catholiques de droite du BVP, l'élection d'un militaire monarchiste. Avec 6,7 % des voix, mais dans un second tour marqué par une forte hausse de la participation (+ 9 points, à 77 %), Thälmann était cependant satisfait : il avait rassemblé un demi-million de voix supplémentaires.

Les conditions et l'issue de l'élection présidentielle de 1925 sont capitales, car il est possible de dessiner une histoire contrefactuelle convaincante de la République de Weimar à partir d'un point de divergence situé au second tour de ce scrutin : un *Reichspräsident* Wilhelm Marx aurait eu une pratique de la Constitution bien différente de celle de Paul von Hindenburg. Cet homme du centre catholique, qui avait compté au nombre des constituants de 1919, aurait veillé à ne pas mésuser et trahir les dispositions constitutionnelles et abuser des pouvoirs inhérents à sa fonction. Pour ne prendre qu'un exemple : l'article 48-2 avait été souvent activé par le président Friedrich Ebert qui, soucieux de respecter la Constitution, n'en avait fait usage que dans des situations de péril avéré et de menace réelle contre l'ordre public, jamais par convenance personnelle, jamais pour légiférer contre la majorité du Reichstag[1]. Autrement dit, il est plausible, voire très probable, qu'un président Marx, qui n'était certes pas un homme de gauche, mais qui était indubitablement républicain, n'aurait pas retourné la Constitution contre elle-même en invoquant l'état d'urgence tous les quatre matins pour faire passer une nouvelle taxe sur la bière ou le tabac, comme Hindenburg le fera à partir du printemps 1930, non seulement parce qu'il aurait respecté l'esprit et la lettre des institutions, mais aussi parce qu'il n'aurait pas osé ce que la statue

1. Cf. notamment sur ces aspects la monumentale biographie d'Ebert par Walter Mühlhausen, *Friedrich Ebert, 1871-1925. Reichspräsident der Weimarer Republik*, Bonn, Dietz Verlag, 2006, 1064 p.

vivante Hindenburg, au nom de sa légitimité historique et de son pouvoir charismatique, estimait pouvoir se permettre.

Hindenburg accepte le résultat et déménage à Berlin, où il arrive sous les hourras le 11 mai 1925. Le 12, il prête serment devant le président du Reichstag, le SPD Paul Löbe, en jurant fidélité à une Constitution qu'il vient à peine de découvrir mais qu'il a pris le temps de lire avec attention. Il en apprécie les pouvoirs considérables conférés au président du Reich, comme l'article 47, qui lui attribue « le commandement suprême des armées », l'article 45, qui en fait le représentant du pays à l'étranger, donc le maître en dernier ressort de la politique étrangère allemande, ainsi que l'article 53, qui lui donne le pouvoir de nommer le chancelier et les ministres, et l'article 25, qui lui permet de dissoudre le Reichstag. Dans sa lecture studieuse du texte constitutionnel, Hindenburg a souligné en bleu tout ce qui concerne le président et en rouge tout ce qui a trait au Reichstag. Vieille habitude d'officier d'état-major, et code couleur révélateur : le crayon rouge, sur les rapports et les cartes, sert à noter tout ce qui concerne l'ennemi, ce qui en dit long sur sa conception des pouvoirs de la République et de leurs rapports[1]. Pour autant, Hindenburg prend son serment, dicté par l'article 42, très au sérieux. Le précédent, il l'a prêté en 1866, à la personne du roi de Prusse Guillaume. Il adorne son serment de 1925 de deux formules religieuses : ce protestant pieux prend donc doublement Dieu à témoin qu'il « consacrera ses forces au bien du peuple allemand, à sa prospérité, à sa protection » et qu'il « préservera la Constitution et les lois du Reich ».

Ceux qui voient en lui un cheval de Troie de la restauration monarchique en sont pour leurs frais : Hindenburg, de fait, n'est pas là pour déchirer un texte qu'il a juré de respecter ; par ailleurs, il a, avec les années, trop identifié sa personne à son mythe pour se considérer en simple marchepied d'un Hohenzollern. Cet éternel serviteur de la monarchie est devenu chef de l'État, non pas certes empereur en son royaume, mais bel et bien souverain en sa République. Par

1. Wolfram Pyta, *Hindenburg. Herrschaft zwischen Hohenzollern und Hitler*, Munich, Siedler, 2007, 1117 p., p. 486.

ailleurs, cet homme toujours très attentif à ses prérogatives a bien identifié les nombreuses potentialités offertes par une Constitution qui, certes, crée une démocratie parlementaire et libérale, mais qui, à l'instar de la Constitution française de 1848, est lourde d'une ambivalence possiblement fatale : en faisant élire au suffrage universel direct le Reichstag ainsi que le président, elle dote l'un et l'autre d'une légitimité démocratique égale. Issu du suffrage, ce « pouvoir légal », pour reprendre la terminologie wébérienne, est coiffé, dans le cas d'Hindenburg, par une légitimité charismatique que quasiment personne ne conteste, et que d'autres grands chefs militaires sauront invoquer, en France en 1940 et 1958, aux États-Unis en 1952... La légitimité du suffrage et le charisme personnel avaient été le fondement, en 1851, du coup d'État perpétré par le président français, élu au suffrage universel (masculin) direct, et doté d'un patronyme qui faisait parfois confondre Louis-Napoléon Bonaparte avec son oncle. Il n'a pas échappé au nouveau président que la Constitution est assez plastique pour être infléchie par une pratique présidentielle, voire présidentialiste, des institutions, et que l'article 48 recèle des possibilités larges, une vraie « Constitution de réserve » (*Reserveverfassung*[1]) pour un président pensé par la droite comme un *Ersatzkaiser*.

À partir de 1925, nombre de conservateurs ne se privent plus de priser une Constitution contre laquelle ils nourrissaient les pires préventions, et une institution présidentielle qui, dans les mains d'un militaire monarchiste bien décidé à user de toutes ses prérogatives, semble mieux incarnée que dans la figure petite-bourgeoise du social-démocrate Ebert. Signe de cette évolution, la position de Carl Schmitt à l'égard de l'article 48-2, d'abord très réservée, voire hostile sous la présidence d'un socialiste, devient unilatéralement favorable. Par ailleurs, le célèbre professeur accorde au président une importance insoupçonnée dans sa *Théorie de la Constitution*, ouvrage capital, tout à la fois œuvre de chercheur, traité éru-

1. Hagen Schulze, « Das Scheitern der Weimarer Republik als Problem der Forschung », in Karl Dietrich Erdmann, Hagen Schulze, *Weimar. Selbstpreisgabe einer Demokratie. Eine Bilanz heute*, Düsseldorf, Droste, 1980, p. 23-40, p. 25.

dit et manuel pratique, publié en 1928. La *Verfassungslehre* accorde une importance toute singulière au président du Reich, dont le statut et les attributions sont discutés à la fin de l'ouvrage, comme pour le couronner. Schmitt fait du président le seul vrai pouvoir légitime, au titre même de la Constitution de 1919, dont il infléchit l'exégèse dans un sens plébiscitaire et autoritaire. Après avoir concédé que les constituants ont sans doute pensé l'institution présidentielle comme un élément d'équilibre, « typiquement libéral », entre « le législatif et l'exécutif », Schmitt avance que, contre la démocratie représentative, envers laquelle il nourrit les pires réserves, celles-ci s'accroissant du reste avec le temps, le président incarne en Allemagne « l'idée d'une démocratie directe[1] ». D'une part, il « est élu par l'ensemble du peuple allemand » et, d'autre part, il dispose de prérogatives constitutionnelles étendues qui lui donnent « la possibilité d'adresser un "appel au peuple" et d'établir *contre*[2] le Parlement une relation directe avec les citoyens électeurs » : « Le "peuple" est le tiers supérieur qui tranche tant face au Parlement que face au gouvernement, et le *Reichspräsident* a un contact direct avec le peuple », « il est conçu comme un homme qui réunit sur sa personne la confiance du peuple entier par-delà les œillères et les limites des organisations et bureaucraties de parti ». Nous y voilà : le président du Reich est l'homme de la totalité alors que les partis sont les fourriers du fractionnement. La répulsion de Schmitt à l'égard de la démocratie représentative se donne à lire sans ambages ici : « Une élection du *Reichspräsident* » signifie « davantage que n'importe laquelle des nombreuses élections que l'on rencontre dans un État démocratique » car elle est « une acclamation grandiose du peuple allemand » — un peu à la manière dont Tacite décrit le *Thing* des forêts germaniques, qui hisse le chef de tribu sur le pavois.

Il découle de ces prémisses que le président ne saurait être confiné à un rôle simplement protocolaire, aux discours

1. Carl Schmitt, *Verfassungslehre*, 1928, trad. fr., *Théorie de la Constitution*, Paris, PUF, 1993 ; rééd. Quadrige, 2013, 576 p., p. 497.
2. C'est Carl Schmitt qui souligne.

et aux chrysanthèmes : « Si la confiance du peuple entier se réunit réellement sur une seule personne, cela ne se fait sûrement pas pour qu'il reste sans importance politique, tienne des discours d'inauguration et couvre de son nom les décisions d'autrui. Il est donc vraisemblable et parfaitement conforme à l'idée maîtresse de l'art. 41 RV[1] », qui dispose que « le président du Reich est élu par la totalité du peuple allemand », « que le *Reichspräsident* est un chef politique ». Entre « le commandement suprême de l'armée », « l'état d'exception, le droit de grâce, etc. », le président dispose de « pouvoirs de gouvernement » étendus.

Mieux, c'est bien le président du Reich qui, selon Schmitt, est le véritable chef, non seulement de l'État, mais le *chef politique* du pays : « Par conséquent, la Constitution de Weimar laisse envisager deux chefs politiques : le chancelier du Reich et le *Reichspräsident*. Le premier fixe les lignes directrices de la politique, mais uniquement parce qu'il est porté par la confiance du Reichstag, *c'est-à-dire par une coalition instable et non fiable*[2]. En revanche, le *Reichspräsident* a la confiance du peuple entier, non pas indirectement par l'intermédiaire d'un Parlement déchiré en partis, mais immédiatement, sur sa personne[3] ». Des mots qui pèsent lourd, tant dans l'évolution de la pratique institutionnelle au début des années 1930 que, plus tard, chez les constitutionnalistes français de 1958 qui se sont moins inspirés du « discours de Bayeux » que des réalités allemandes des années 1930-1933 et de la lecture de Carl Schmitt[4].

L'homme de 77 ans qui revêt la charge suprême du Reich a une culture politique d'une simplicité élémentaire et roborative, de militaire peu porté sur la lecture et la théorie : il se borne à promouvoir l'union du peuple allemand, à exalter les vertus prussiennes (honneur, devoir, fidélité, sacrifice...), à cultiver le souvenir de « l'esprit de 1914 » et à exiger l'obéis-

1. Abréviation de *Reichsverfassung*. On trouve aussi, dans la littérature spécialisée, l'acronyme WRV — *Weimarer Reichsverfassung*.
2. C'est nous qui soulignons.
3. *Ibid.*, p. 498.
4. Cf. l'épilogue du présent ouvrage.

sance de ses subordonnés, au nombre desquels il compte, de manière croissante au fil du temps, le chancelier et les membres du gouvernement. Par ailleurs, Hindenburg cultive des obsessions d'homme de droite et des animadversions de barbon : il déteste les sociaux-démocrates, dans lesquels il voit, comme sous l'Empire, des « éléments antinationaux » (*vaterlandlose Gesellen*), il se méfie, par principe et par culture à la fois protestante et bismarckienne, des membres du centre catholique (*Zentrum*), à l'exception de ceux qu'il décide de distinguer et d'adopter (Brüning, Papen...) sur le fondement de leurs états de service militaires et de leur conservatisme, il abomine les syndicats et a tout particulièrement les communistes en horreur. Toutes les tendances de la modernisation propres à la société weimarienne lui répugnent, de l'émancipation féminine à l'exode rural, des nouvelles musiques au cinéma, et il entretient une défiance sourde à l'égard des Juifs et des Polonais. Inutile d'ajouter qu'il affiche une indifférence quasi minérale à l'égard des questions sociales : la famille et la paroisse doivent pourvoir à la charité privée et publique, la notion même d'État-providence lui est étrangère — il n'a d'ailleurs pas bien compris ce qui a pris à Bismarck, saisi d'une forme de prurit socialiste dans les années 1880, alors que, sur un domaine de Prusse-Orientale, le maître et les solidarités organiques pourvoient bien à tout.

Ses biais politiques et idéologiques lui font toujours considérer avec plus de faveur un « national », fût-il irrespectueux, voire insultant et menaçant à son égard, qu'un social-démocrate qui s'évertue à le soutenir. Au-dessus de tout, de lui comme de la monarchie, il y a l'Allemagne et le peuple allemand. L'ancien général, qui cultive le souvenir ému et largement fantasmatique de la « solidarité des tranchées » que, du reste, il aurait été bien en peine d'éprouver, cloîtré qu'il était au GQG, a pour objectif politique et personnel ultime de faire advenir une « communauté du peuple » (*Volksgemeinschaft*) dont la traduction politique est à ses yeux une union des droites, un gouvernement de *nationale Konzentration* qu'il ne cessera de vouloir faire advenir, un cabinet nationaliste et conservateur de l'arc patriote, du *Zentrum* aux nazis.

Un ferment de discorde le préoccupe au premier chef : la

crise agricole et la révolte des paysans. La République de Weimar eut fort à faire avec un mouvement de protestation rurale et agricole de grande ampleur qui, à la fin des années 1920, prit des formes violentes au nord de l'Allemagne, dans la région du Schleswig-Holstein qui, à l'époque, ne constitue pas un Land autonome mais fait partie de la Prusse depuis 1864-1866. La paysannerie y est protestante et protestataire, constamment opposée à qui gouverne à Berlin, capitale du Reich et de la Prusse : c'est dans cette région que le SPD fait ses plus gros scores avant 1914 (40 %), avant que l'orientation ne change avec la République : c'est à la « coalition de Weimar » qui gouverne dans le Reich (1919-1920) ainsi qu'en Prusse tout au long des années 1920 que sont attribués tous les malheurs du temps (Versailles, hyperinflation, puis baisse des prix agricoles)[1].

La ruralité allemande se trouve du reste en crise culturelle depuis les années 1870 : le Reich allemand est devenu dès 1881 un pays majoritairement urbain et industriel, soit cinquante ans avant la France. Le monde paysan a payé un tribut élevé à la Grande Guerre et a pâti de l'hyperinflation, qui a détruit ses économies. La guerre, en outre, a gelé les investissements familiaux dans des machines et une chimie fortement diffusées en Allemagne, où l'agrochimie mécanisée est répandue dès avant 1914. Pour aggraver le tout, l'Allemagne, à partir de 1925, une fois réintégrée au concert des nations, peut de nouveau signer des traités de libre-échange qui permettent l'importation de produits agricoles à bas coût : l'influx de viande polonaise, notamment de porc bon marché, frappe particulièrement les régions d'élevage du nord de l'Allemagne, où se multiplient défaillances fiscales et bancaires. Les paysans, qui ont souvent contracté des crédits à court terme, élevés, auprès de banques américaines, ne peuvent les rembourser quand, dès l'automne 1929, ces banques viennent réclamer leur dû[2]. Le mouvement agricole

1. Gerhard Stoltenberg, *Politische Strömungen im schleswig-holsteinischen Landvolk 1918-1933. Ein Beitrag zur politischen Meinungsbildung in der Weimarer Republik*, Düsseldorf, Droste Verlag, 1962, 218 p.

2. L'historienne Susanne Heim a consacré à ces questions ses premiers travaux de jeune chercheuse : Susanne Heim, *Die Landvolkbewegung in*

du *Landvolk* (« peuple des campagnes »), titre d'un journal local, naît contre l'impôt et, surtout, les saisies judiciaires, objets d'une opposition physique directe qui fait reculer huissiers et policiers. Dès le 28 janvier 1928, 140 000 personnes défilent en Schleswig-Holstein et le mouvement se durcit, avec des attentats à la grenade et à la bombe contre des perceptions fiscales et des domiciles d'élus, jusqu'au Reichstag, visé par une « machine infernale » le 1er septembre 1929 dont le retardateur, programmé pour 4 heures du matin, empêche qu'elle ne fasse de victimes. Le mouvement se dote d'un drapeau inspiré de la guerre des paysans de 1524-1525, mâtiné de légitimisme réactionnaire — une charrue blanche barrée d'une épée rouge sur fond noir, les couleurs de la Prusse monarchiste — et de nationalisme volontiers antisémite. La mise en forme idéologique des revendications paysannes a été assurée par des agitateurs talentueux, dont les frères von Salomon, Bruno et Ernst, journalistes et écrivains d'extrême droite, qui ont vu dans le mouvement paysan l'expression de la partie la plus saine du pays. Ernst von Salomon, ancien *Freikorps*, terroriste et meurtrier de Walther Rathenau, a posé la bombe du Reichstag et a pu, en prison, finaliser les trois livres qui assoient sa réputation littéraire — *Die Geächteten, Die Kadetten* et *Die Stadt*, qui, comme son titre ne l'indique pas, traite de la révolte paysanne[1]. Son frère Bruno, quant à lui, est effrayé par la récupération nazie et se convertit au communisme, dans les rangs duquel il va combattre, en Espagne comme volontaire international, puis en France occupée, dans les rangs de la Résistance...

Sur le plan politique, la cause rurale et paysanne est défendue par plusieurs *Splitterparteien*, ces petits partis agrariens issus de scissions successives du DNVP, comme le CNBL (*Christlich-Nationale Bauern- und Landvolkpartei*) qui toutefois, entre 1928 et 1933, perd son électorat au profit du parti

Schleswig-Holstein 1928/29. Eine Analyse ihrer sozialökonomischen Entstehungsbedingungen und politischen Aktionsformen, Universität Hamburg, Fachbereich Politische Wissenschaften, Diplomarbeit, 1980.

1. Joachim Kuropka, « Ernst von Salomon, die Landvolkbewegung und die Neuordnung der deutschen Dinge », in *Acte Universitatis Lodziensis — Folia Germanica*, 11, 2015, p. 147-155.

nazi[1]. Lors des élections législatives anticipées du 14 septembre 1930, c'est en Schleswig-Holstein que le NSDAP fait son plus gros score (27 % contre 18 % en moyenne au niveau du Reich), avant d'atteindre 51 % des voix lors des élections du 31 juillet 1932 (37 % pour le Reich). La cause des paysans est accaparée par les nazis, avec l'aide active du syndicat des grands propriétaires terriens[2], le *Reichslandbund*, qui opte ouvertement pour le NSDAP à partir de 1930[3].

Si la région la plus touchée par la crise conjoncturelle est bien le nord de l'Allemagne, celle qui connaît la dépression rurale la plus structurelle, sur laquelle vient se greffer la récession agricole des années 1920, n'est autre que la Prusse-Orientale — des territoires dispersés, depuis 1945, entre la Pologne, la Russie et les pays Baltes.

Traditionnellement peu peuplée, éprouvée par un exode rural très précoce provoqué par les conditions draconiennes imposées aux paysans désireux de bénéficier de l'abolition du servage en 1810, la Prusse-Orientale a été frappée par la Grande Guerre, qui a fait rage dans la région, entre occupation russe et combats de reconquêtes. Le traité de paix de Versailles isole la région du reste du Reich, par le fameux corridor de Dantzig qui, pour ménager un accès à la mer à la Pologne, rend désormais très difficile la circulation des biens et des personnes, donc des produits agricoles, entre ces deux parties de l'Allemagne.

1. Rudolf Heberle, *Landbevölkerung und Nationalsozialismus. Eine soziologische Untersuchung der politischen Willensbildung in schleswig-holstein 1918 bis 1932*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1963, 171 p. Outre les travaux, pionniers, de Rudolf Heberle dont l'habilitation, soutenue en 1934, ne peut être publiée et qui, élu professeur à Kiel en 1936, préfère accepter une chaire à l'Université de Louisiane, on lira Alexander Otto-Morris, *Rebellion in the Province. The Landvolkbewegung and the Rise of National Socialism in Schleswig-Holstein*, Francfort, Peter Lang, 2013 ainsi que « Bauer ! Wahre Dein Recht ! Landvolkbewegung und Nationalsozialismus, 1928-1930 », in *Informationen zur Schleswig-Holsteinischen Zeitgeschichte*, 2008/50, p. 54-73.

2. Dieter Gessner, *Agrarverbände in der Weimarer Republik. Wirtschaftliche und soziale Voraussetzungen agrarkonservativer Politik vor 1933*, Düsseldorf, Droste, 1976.

3. Horst Gies, « NSDAP und landwirtschaftliche Organisationen in der Endphase der Weimarer Republik », in *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, 1967/4, p. 341-376.

La Prusse-Orientale est la chasse gardée des grands propriétaires terriens, des latifundiaires issus de la conquête et de la colonisation médiévales de ces terres slaves par une aristocratie germanique qui y a établi le cadastrage seigneurial du *Gut* (littéralement : le bien, la propriété), ce vaste domaine peuplé de serfs et dominé par le Junker (abréviation archaïque de *Junger Herr*, « jeune seigneur ») local. La vie du *Gut* est régie par la domination totale, paternaliste ou violente, du seigneur, flanqué du ou des pasteurs attaché(s) aux villages qui le composent. La littérature allemande en a donné des descriptions édifiantes, de Fontane à Hesse, qui ont à leur tour inspiré le cinéma de Michael Haneke, dans *Le ruban blanc* (*Der weisse Band*).

Le président du Reich, dont l'état civil exact est Paul Ludwig von Beneckendorff und von Hindenburg, est précisément issu d'une lignée de Junker. Son père, Hans Robert Ludwig, est né en 1802 sur les terres familiales du *Gut Neudeck*, aujourd'hui Ogrodzieniec à l'est de la Pologne. Commandant dans l'armée prussienne, il est encaserné à Posen (aujourd'hui Poznan) lorsque vient au monde, en 1847, son fils Paul, qui embrasse comme son père et l'essentiel de ses aïeux la carrière militaire, abandonnant l'exploitation du domaine à l'un de ses frères, puis à la veuve de celui-ci, avant que les terres, grevées par les dettes, ne soient saisies par une banque. C'est, pour Paul von Hindenburg, feld-maréchal retiré de l'armée, un crève-cœur immense : le retraité occupe une demeure bourgeoise confortable à Hanovre, où il réside de 1919 à 1925, mais regrette ses souvenirs de jeunesse et la vie aristocratique du grand propriétaire prussien. Après son accession à la présidence du Reich, les *Junker* locaux comprennent tout l'intérêt qu'ils peuvent tirer de l'attachement du président à ses terres.

Parmi eux, Elard von Oldenburg-Januschau, propriétaire terrien majeur de Prusse-Orientale (près de 4 000 ha), militaire de carrière, puis exploitant agricole, homme politique et lobbyiste agrarien. Cet homme de droite radicale, député *Deutschkonservativ* sous l'Empire, est familier des éclats oratoires et des insultes, réservées aux sociaux-démocrates, qui sont immanquablement, à ses yeux et dans sa bouche, « une

bande de porcs » (*ein Saupack*). Ce monarchiste convaincu est entré dans l'histoire parlementaire pour avoir prononcé, lors du débat sur le budget militaire de 1910, à l'adresse de la gauche et des libéraux, une phrase qui résume de manière exemplaire le mélange de monarchisme, de militarisme et de brutalité qui dessine la caricature du *Junker* prussien : « Le roi de Prusse et empereur d'Allemagne doit être en mesure, à chaque instant, de dire à un lieutenant : prenez dix hommes et fermez-moi ce Reichstag[1] ».

Après la Grande Guerre, lors de laquelle il a repris du service comme commandant d'un régiment d'infanterie, Oldenburg-Januschau est naturellement proche du DNVP, mais aussi des organisations terroristes d'extrême droite et des putschistes autour de son ami Wolfgang Kapp et du général Walther von Lüttwitz, qui tentent un coup d'État contre le gouvernement du Reich et de Prusse, tenus par le SPD, en mars 1920. Résolument opposé au régime républicain, il se rapproche de Paul von Hindenburg, dont les terres patrimoniales sont voisines des siennes. Il a l'idée d'organiser une souscription dans les milieux agrariens, financiers, industriels et militaires pour offrir la propriété, alors sous séquestre bancaire, à Hindenburg pour ses 80 ans, en 1927. Le « denier Hindenburg » (*Hindenburgpfennig*) est un succès, et Carl Duisberg, magnat de la chimie allemande, peut remettre le titre de propriété, à titre de « cadeau du peuple allemand » au maréchal-président le 2 octobre 1927 lors d'une fête organisée chez Oldenburg-Januschau.

Hindenburg, profondément heureux de ce qu'il estime être une juste restitution à sa famille et une justice faite à son nom, réside désormais entre Neudeck et Berlin, mais passe le plus de temps possible sur ses terres, où ont lieu des réunions et discussions avec ses conseillers, ministres et chanceliers dont l'importance pour le devenir politique du Reich est immense, notamment le conciliabule du 30 août 1932.

Il reste que, devant notaire et pour l'administration fiscale, c'est bien son fils, le colonel Oskar von Hindenburg, par ailleurs officier d'ordonnance et proche conseiller de son père

1. *Reichstagsprotokolle*, 26. Sitzung, Sonnabend, den 20.01.1910, p. 898.

à la présidence, qui est déclaré propriétaire du domaine, ce qui règle par avance le problème des droits de succession, que l'héritier n'aura donc jamais à payer. La manigance est certes légale, mais elle apparaît comme une entorse manifeste à l'honneur de l'officier prussien — Hindenburg n'a, avec l'amour de la patrie et la camaraderie du front, à peu près que cela à la bouche — et au devoir d'exemplarité du premier magistrat de l'État, dont la mesquinerie fiscale peut surprendre et va choquer, notamment après 1930, quand il ne sera plus question, avec Brüning, que de faire des économies partout et de relever les impôts.

La manœuvre des agrariens est cependant un plein succès : le vieillard présidentiel retrouve la terre de sa jeunesse et prend fait et cause pour ses bienfaiteurs. Elard von Oldenburg-Januschau devient un intime de la présidence, tant à Berlin qu'en Prusse-Orientale, et intègre la *Kamarilla*. Au sein de ce petit groupe, il pousse à la destruction de la démocratie par tous les moyens possibles, approuve évidemment le contournement du Parlement par l'article 48-2, mais aussi la mise sous tutelle de la Prusse, encore gouvernée par les sociaux-démocrates, le 20 juillet 1932.

La camarilla va se faire la gardienne des intérêts des agrariens. L'instrument à leur disposition est une série de textes normatifs (décrets, lois, puis ordonnances d'urgence) qui, à partir de 1926, soit après l'accession d'Hindenburg à la présidence du Reich, constituent ce que l'on appelle la *Osthilfe*, littéralement les aides allouées à l'Est. Composé de subventions directes et de crédits d'impôt, ce programme vise à soutenir la ruralité et l'agriculture de Prusse-Orientale, au bénéfice toutefois des grands agrariens. La complexité des procédures est telle et les acteurs impliqués (fonctionnaires du Reich et fonctionnaires locaux) sont si nombreux que des irrégularités affectent la répartition des crédits, en faveur des proches d'Hindenburg, de Januschau et d'Eberhard Graf von Kalkreuth, le président du *Reichslandbund*. Des rumeurs de corruption, de favoritisme, de prévarication et de concussion nimbent la *Osthilfe* d'un fumet assez méphitique pour que la presse s'en mêle et que le président, flétri dans son honneur,

s'en trouve marri[1]. Les nazis sauront exploiter ces rumeurs pour exercer une forme de chantage sur le vieillard et son fils, dont les intérêts patrimoniaux se révèlent décisifs, en janvier 1933, pour faire chuter Schleicher et nommer Hitler chancelier.

Il ne faudrait cependant pas voir dans Hindenburg une simple vieille ganache militaire encalminée dans ses préjugés d'officier, à l'entendement limité, rongé par une sénilité galopante, et de Junker, ces nobles prussiens dont il est une des incarnations les plus nettes. Il y a, comme nous venons de le voir, du vrai dans cette caricature, mais les capacités physiques et cognitives du président ne déclinent brutalement qu'à partir du printemps 1933. Auparavant, s'il n'est certes plus un jeune homme, il a la ténacité des orgueilleux et entend faire respecter son image et son pouvoir.

Hindenburg est entouré d'un cercle de conseillers très étroit : proche de ses enfants et petits-enfants, il a fait de son fils Oskar, militaire de carrière, son officier d'ordonnance et, de facto, son chef d'état-major particulier. Sa présence rassure le président, qui se promène avec lui quotidiennement pour passer en revue toutes les affaires de l'État, des nominations civiles et militaires aux questions internationales, sans oublier la tactique politique. Se greffent à ce couple père-fils des satellites institutionnels comme le Dr. Otto Meissner, l'irremplaçable secrétaire général de la présidence du Reich, qui a servi sous Ebert, et qu'Hindenburg conserve, car il connaît tout de l'État et de l'administration, et Kurt von Schleicher, qui a été élève officier avec Oskar, et qui a servi dans le même régiment que lui, un brillant officier d'état-major qui a fait carrière dans l'administration du ministère de la Guerre, dont il est le chef depuis que Groener l'a nommé *Chef des Ministeramtes* en février 1929. Autour de ce cœur nucléaire gravitent des hommes de droite, des grands agrariens et des militaires qui, au fil des audiences et des messages, transmettent les desiderata de l'industrie et des Junker. Au groupe initial de ce que les contemporains appellent la camarilla

1. Dieter Gessner, « Grüne Front oder Harzburger Front ? Das Reichslandbund in der Endphase der Weimarer Republik », in *Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, 1981/1, p. 110-123.

se grefferont, en 1932, un chancelier, choisi par Schleicher, mais dont le vieil homme s'entiche et qui sait le flatter, Franz von Papen, qui a bien compris comment travaillait l'ancien militaire : rebuté par le téléphone, cet instrument moderne qu'il ne maîtrise pas, Hindenburg communique par petits mots rédigés sur des bristols ou par des conversations en tête à tête. La chose est d'importance et va avoir un effet déterminant quand Kurt von Schleicher, nommé chancelier en succession de Papen en décembre 1932, sera en butte aux intrigues de son prédécesseur : Schleicher n'aura que rarement vent des manigances de Papen, car le général-chancelier qui, abusant des services du renseignement militaire, a placé tout ce qui compte à Berlin sur écoutes n'aura jamais rien à écouter du côté du président. Schleicher est en outre resté dans son appartement de fonction du ministère des Armées, au *Bendlerblock*, qui se situe à 2 kilomètres du lieu de résidence d'Hindenburg. Pire, le palais présidentiel étant en travaux, Hindenburg s'est installé à la chancellerie, dans les appartements et les bureaux de Bismarck. Or on a laissé, par courtoisie, la jouissance de son logement de fonction à l'ancien chancelier Papen, qui a donc un accès direct à la personne du président dans les semaines décisives des mois de décembre 1932 et janvier 1933, et qui ne va pas se priver de l'assaillir quotidiennement de ses chatteries.

Le rôle des conseillers, l'importance des détails psychologiques et topographiques, le caractère décisif de l'accès à la personne et à la faveur du président sont caractéristiques d'un régime présidentiel et d'une démocratie en voie de déliquescence. Brüning, dans ses mémoires, rapporte froidement plus qu'agacé qu'il doit cajoler tel ou tel et veiller à parer les coups bas venant de la camarilla. Il doit ainsi traiter avec une attention particulière le fils du président, Oskar von Hindenburg. Personnage falot, qui avait eu une carrière militaire médiocre et végétait comme commandant et instructeur de cavalerie à Hanovre, près de son père, donc, il n'avait dû son salut social qu'au poste de « premier adjudant du président » que son géniteur lui avait attribué, avec une promotion au grade de lieutenant-colonel puis, rapidement, de colonel. Ce « fils de » jouissait d'une

centralité inespérée dans les affaires de l'État, sans jamais perdre de vue celles de sa famille et de son patrimoine. Le chancelier Brüning doit ainsi, en septembre 1931, alors qu'il est débordé par les affaires bancaires et financières de l'été 1931, préoccupé par les problèmes budgétaires du Reich, sans cesse sur la brèche en matière internationale et, de surcroît, affecté par une infection dentaire et de fortes fièvres qui l'alitent pendant deux jours, inviter à dîner le colonel von Hindenburg et le général von Schleicher, pour discuter de l'endettement du *Gut Neudeck*, la propriété du « vieux », et des moyens de le réduire sans trop violer la législation[1]. Le chancelier découvre également, interdit, que ses conversations sont sur écoute et qu'il subit de « l'espionnage dans sa propre maison[2] » : non seulement chaque coup de téléphone se conclut par les bruits suspects d'une connexion parallèle, mais il doit encore aller lui-même inspecter le grenier de la chancellerie où des bruits de pas suspects retentissent chaque fois qu'il s'installe dans un salon avec un interlocuteur pour une conversation discrète[3]. Les écoutes sont l'œuvre de Schleicher, qui déploie un zèle particulier à faire avancer ses pions et à imposer ses intérêts, mais son pouvoir est moins lié à sa fonction, certes éminente, au ministère de l'Armée, qu'à son accès privilégié à Oskar, qu'il méprise souverainement et avec lequel il joue la comédie de l'amitié.

Depuis la fin de la Grande Coalition, la formation du gouvernement Brüning et l'instauration officielle d'une nouvelle forme de pouvoir par les ressources propres de la présidence, depuis, donc, que la République de Weimar est devenue un régime présidentiel, la personnalisation extrême du pouvoir suscite ces phénomènes de dégénérescence typiques : courtisanerie, manœuvres d'antichambre et conciliabules de cabinet, promotion des médiocres. Quêter la faveur du Prince conduit à tous les avilissements et consacre naturellement les plus prompts à abdiquer respect de soi-même et esprit

1. *Ibid.*, p. 416.
2. *Ibid.*, p. 418 sq.
3. *Ibid.*, p. 419.

critique. La concurrence entre ce genre de conseillers, qui se ménagent la bienveillance présidentielle par la flatterie, l'obséquiosité et, pour tout dire, l'absence de réels conseils, entraîne le lot d'errements, d'erreurs d'appréciations et de franches sottises propre à tout gouvernement de cour : pour ne pas déplaire, on ne contredit pas la dernière fulgurance, on ne relève pas le dernier caprice, on ne rapporte pas la vérité, que l'on ignore du reste, car on délaisse les capteurs sociaux et l'analyse politique pour consacrer toute son énergie aux émulations mesquines et à la carrière personnelle. Celle-ci dépend d'un vieillard dont les pouvoirs désormais exorbitants et le statut de mythe vivant nourrissent l'orgueil, la susceptibilité et l'importance, très inversement proportionnelle, il faut le dire, à ses qualités intellectuelles ou à son sens de l'intérêt général.

Tout est suspendu à la lippe présidentielle, et les jocrisses qui font cercle autour d'elle s'affairent, commentent et spéculent sur le dernier repas (la digestion fut-elle agréable ? le président a-t-il apprécié le menu ?), la promenade du matin (avec qui ? Oskar ? Meissner ? le chien ?), les dilections et les dégoûts (apprécie-t-il Hitler ? comment s'entend-il avec Hugenberg ?), l'emploi du temps (est-il en partance vers Neudeck ? vers sa villégiature de Dietramszell ? va-t-il pouvoir chasser, malgré le temps ?). L'on s'épuise à suivre les mouvements d'humeur du vieil homme qui, tantôt, cajolerait presque son chancelier, avant de lui battre froid sans préavis. Les inclinations personnelles du chef de l'État ont des conséquences politiques majeures : pendant longtemps, il ne supporte pas « ce caporal autrichien » que Brüning veut lui faire rencontrer, avant de commencer à l'apprécier. De même, alors qu'il ne le connaissait pas, il se prend d'une affection paternelle pour von Papen en juin 1932, une inclination qui va croître en proportion de son animadversion envers Schleicher, longtemps apprécié, puis traité avec une défiance croissante, presque haineuse. Un mot, une intonation, un battement de cils donnent lieu à des conjectures sans fin sur la grâce ou la disgrâce. Dans un régime aussi personnalisé qu'une république présidentialiste, ces considérations, effarantes de vacuité, totalement dépourvues du

moindre intérêt, deviennent hélas décisives et font la joie de chroniqueurs friands qui peuvent gloser sur le néant en oubliant les réels problèmes politiques et les vraies questions sociales, économiques, géopolitiques. Un commentariat d'alcôve et de couloir qui tient lieu d'intelligence politique : l'esprit de courtisanerie est bien la mort de l'esprit.

On imagine mal tout ce que des événements aussi cataclysmiques que l'accession des nazis au pouvoir et son lot de conséquences atroces, de l'instauration de la dictature nazie à la Seconde Guerre mondiale, doivent à des chuchotis, des vengeances personnelles et des intrigues d'arrière-cuisine, fomentées par des personnages serviles et sans intérêt, qui jouaient à la grande politique, tout gonflés d'eux-mêmes, hypnotisés par les ors et les miroirs de leurs bureaux, pariant le destin des autres et risquant la banqueroute en étant bien assurés de ne jamais rien risquer eux-mêmes car ils restaient lovés dans leur patrimoine, leur grade et leurs réseaux. C'est, en dernière instance, la rancune de von Papen, les affaires familiales d'Hindenburg et les conseils malavisés de son fils qui vont conduire à la nomination d'Hitler à la chancellerie.

Chapitre III

LE MAGNAT DES MÉDIAS ET L'UNION DES DROITES

Pour reprendre l'expression si pertinente de son biographe, Alfred Hugenberg est bel est bien « le Führer oublié » de l'Allemagne des années 1928-1933[1]. Par son activité médiatique, il a patiemment, obstinément, transformé l'espace et le débat publics allemands en incubateurs des idées d'extrême droite tout au long des années 1920. Entrepreneur idéologique, idéologue lui-même, un temps seigneur de l'industrie lourde, puis magnat des médias, il est le précurseur de figures plus contemporaines telles que Rupert Murdoch, Silvio Berlusconi ou Vincent Bolloré — ces grands patrons de presse et de télévision qui ont mis leur fortune au service d'une ambition politique ou d'un projet antidémocratique.

Hugenberg se distingue cependant de ses avatars ultérieurs par une formation intellectuelle solide. Issu d'un milieu bourgeois nationaliste et conservateur, fils d'un haut fonctionnaire de Hanovre, Alfred Hugenberg, né en 1865, grandit dans le jeune Empire allemand, celui de Bismarck et de Guillaume II, dont la croissance économique, démographique et territoriale semble sans limites. Il garde toute sa vie la nostalgie d'une Allemagne puissante et redoutée, celle du wilhelminisme triomphant, du « en avant, à toute vapeur ! » (« *Mit Volldampf voraus* ») et de la « place au soleil ».

Étudiant en droit, il se familiarise avec la culture raciste,

1. Klaus Wernecke, *Der vergessene Führer. Alfred Hugenberg, Pressemacht und Nationalsozialismus*, Hamburg, VSA, 1982.

antisémite et sociale-darwiniste des élites scientifiques, économiques et politiques de son temps. En 1888, à 33 ans, il soutient, sous la direction du Pr. Georg-Friedrich Knapp, titulaire de la chaire d'« économie nationale » à l'Université de Strassburg en Alsace allemande, une thèse de doctorat roborative sur *La colonisation intérieure dans l'Allemagne du nord-ouest*[1]. Les 531 pages de ce travail en imposent, car les thèses de l'époque sont souvent plus comparables à des mémoires de licence de quelques dizaines de pages qu'à de réels doctorats. Hugenberg, pour sa part, a labouré une abondante documentation pour dresser un état des lieux de l'aménagement du territoire du Reich et obvier aux différents exodes (émigration vers les États-Unis ou l'Amérique du Sud, exode rural) qui, selon son directeur et lui, minent l'économie mais aussi la *Volkskraft* allemandes. Pour occuper le territoire et garder la substance biologique germanique sur son sol natal, il faut encourager l'assainissement des marais et zones humides du Nord-Ouest (*Moorkolonisation*), mais aussi la colonisation paysanne à l'Est, dans les zones slaves et baltes de l'Empire (*Ostsiedlung*). Très tôt, il suggère la nationalisation des grands domaines orientaux grevés par les dettes et les faibles rendements, dans le cadre d'une réforme agraire qui pourrait lotir des exploitations viables, à taille humaine, pour des familles saines, un *Blut und Boden* (« Sang et sol ») en actes.

Le Dr. Hugenberg embrasse dans un premier temps la haute fonction publique et devient rapidement un des principaux dirigeants de la « Commission prussienne et royale de colonisation », créée en 1886. Il s'agit, comme le relate le Pr. Ludwig Bernhard, alors professeur à l'Université de Posen (Poznan) et ami de longue date d'Alfred Hugenberg, de mener à bien la « colonisation intérieure des marches de l'Est (*Ostmark*)[2] » ainsi que « le combat économique des Allemands contre les Polonais[3] » par la saisie et la mise en

1. Alfred Hugenberg, *Innere Colonisation im Nordwesten Deutschlands*, Strassburg, K. J. Trübner, 1891, 531 p.

2. Ludwig Bernhard, *Der Hugenberg-Konzern. Psychologie und Technik einer Grossorganisation der Presse*, Berlin, Springer, 1928, 111 p., p. 3.

3. *Ibid.*, p. 7.

culture des terres. Parallèlement, Hugenberg est, en 1891, un des membres fondateurs de la Ligue Pangermaniste (*Alldeutscher Verband*), un des lieux où s'élabore et se diffuse une géopolitique *völkisch*, une conception ethnonationaliste de l'histoire humaine et du monde contemporain où la « lutte des races » et l'acquisition d'un « espace vital » propre à renforcer le peuple biologique (*Volkstum*) donnent le *la* de la politique. Dans ce « combat des nationalités[1] », les Allemands se révèlent selon lui inférieurs aux Français et aux Polonais, plus chauvins. Il faut donc mener une propagande nationaliste à laquelle Hugenberg va vouer une grande partie de sa vie, sans négliger tous les artifices financiers qui permettent de saisir terres, forêts et pâturages aux Polonais. Il s'y initie durant ses années poznaniennes, en prenant la tête du réseau financier des banques coopératives *Raiffeisen* pour la région — un réseau qui, un siècle et demi après sa création, reste un acteur majeur de la finance agricole. Lui succède Leo Wegener, docteur en économie politique et élève de Max Weber, avec qui il réfléchit à la construction d'un appareil médiatique propre à renforcer l'esprit nationaliste, et qui reste sa vie durant un compagnon d'amitié et d'affaires. Il est le premier, note Ludwig Bernhard, qui, « dans notre petit cercle » était avec Hugenberg d'avis que « tous nos efforts et nos projets seraient réduits à rien si nous ne disposions pas des moyens d'avoir une influence sur l'opinion publique[2] ».

Abandonnant les questions agricoles et rurales, Hugenberg quitte la fonction publique et rejoint l'industrie rhénane, en devenant en 1909 le président du directoire de l'entreprise Krupp. C'est au nom de l'industrie allemande, et en parfaite cohérence avec ses options darwinistes et racistes en matière politique et géopolitique, qu'il cofonde, pendant la guerre, le comité « Ukraine Libre » (*Freie Ukraine*) qui plaide, entre 1915 et 1918, pour l'indépendance de la région, appelée, une fois détachée de la Russie, à devenir un protectorat économique du Reich. Avec les industriels Emil Kirdorf et Hugo

1. *Ibid.*, p. 9.
2. *Ibid.*, p. 10.

Stinnes, avec l'association des patrons allemands (*Bund der Industriellen*) et des agrariens (*Bund der Landwirte*), Hugenberg avait formulé dès 1914 des projets annexionnistes gigantesques qui devaient tenir lieu de buts de guerre allemands, réitérés dans une pétition adressée à Guillaume II en 1915. Leurs vœux sont réalisés par la paix de Brest-Litovsk qui, signée le 3 mars 1918, consacre la victoire allemande à l'Est et assure au Reich une hégémonie inédite entre Baltique et mer noire.

Pour Hugenberg et ses amis, la défaite allemande à l'Ouest est une catastrophe inimaginable, et ce, à tous égards. C'est en effet le fantasme de l'Allemagne comme *Weltmacht* qui s'évapore, avec toutes les promesses du nationalisme wilhelminien : puissance, croissance, domination, *Weltreich* colonial et continental, hégémonie allemande sur l'Occident et la « race blanche »... Plus concrètement, l'Allemagne perd une partie de son territoire, toutes ses colonies ainsi que tous ses espoirs de protectorat(s) en Europe centrale et orientale où, horreur suprême, le communisme bolchevique est en train de s'installer. Hugenberg s'organise politiquement en co-fondant le DNVP (*Deutschnationale Volkspartei*, Parti populaire national allemand) ainsi que le RDI, ce *Reichsverband der deutschen Industrie* (Fédération de l'industrie allemande) qui est, tout au long des années 1919-1933, le très puissant représentant des intérêts patronaux. Député à l'Assemblée constituante de Weimar en 1919, Hugenberg s'oppose de toutes ses forces à l'avènement d'une République parlementaire puis, réélu député sans discontinuer, il mène une politique d'opposition constante et sans concession à tout projet d'inspiration démocratique et sociale ainsi qu'une guérilla permanente contre tout gouvernement vaguement de gauche ou du centre.

Hugenberg réorganise également ses affaires : tout en gardant un pied dans l'industrie lourde, il abandonne son mandat chez Krupp pour créer un empire médiatique inédit en Allemagne. Dès 1913, il a racheté plusieurs agences de presse avant, en 1916, d'acquérir avec le soutien du gouvernement le troisième groupe de presse allemand, celui d'August Scherl,

qui domine, avec Ullstein et Mosse, le paysage de l'information dans le Reich.

Avec méthode, et en industriel éprouvé, rompu à la finance, Hugenberg édifie un *Konzern*, c'est-à-dire un groupe qui associe concentration horizontale (l'achat de plusieurs journaux concurrents, par exemple) et intégration verticale (l'association d'entreprises affectées à divers stades de la production d'un même produit). Une dizaine d'entreprises et de banques sont rassemblées dans une holding présidée par Hugenberg, qui pense l'architectonique générale de manière exemplaire. Il réunit ainsi une agence de presse, la *Telegraphen-Union* (TU), qui fournit les nouvelles et les vend également à la concurrence, un bureau d'annonces publicitaires (ALA, *Allgemeine Anzeigengesellschaft*), qui centralise les inserts et encarts dans les journaux et magazines du groupe, et le groupe de presse proprement dit (*August-Scherl-Verlag*). Celui-ci compte 26 quotidiens et hebdomadaires nationaux et provinciaux, ce qui est imposant, mais ce n'est pas encore l'essentiel.

En bon industriel, Hugenberg a pensé la standardisation du processus de production de ce que, aujourd'hui, on appelle des « contenus », un terme qui, pour un Hugenberg déjà, signifie bien qu'il s'agit de remplir un simple contenant — le journal — comme on le ferait d'une conserve.

Le Konzern comprend en effet une usine à textes, la WiPro (*Wirtschaftsstelle für die Provinz*) : cette « Agence économique pour la province » est une équipe de rédacteurs qui prépare des éditoriaux, articles et reportages prêts à l'emploi, pressés sur des matrices que le groupe achemine vers les titres de presse qui sont abonnés à ce service. Coup double pour le Konzern Hugenberg : il gagne de l'argent et diffuse les articles correspondant à sa propre ligne éditoriale qui est nationaliste, réactionnaire, raciste et antisémite. C'est là que l'on perçoit la véritable force de frappe du groupe : au-delà des 26 titres maison, ce sont 1 600 journaux qui se font le relais de son message. Le nom exact de la holding créée par Hugenberg, l'« Association économique pour la promotion des forces de relèvement spirituel », exprime bien sa raison sociale : c'est, dans tous les sens du terme, une entreprise

idéologique. Son emprise sur ce que l'on appelle en France la PQR, la presse quotidienne régionale, est décisive, car l'essentiel de la lecture de journaux se fait « à l'échelle locale[1] ». Les quotidiens y sont indubitablement, pour les historiens de la presse de Weimar, des « acteurs politiques », vecteurs décidés et décisifs d'une « inculture civique[2] », portée par une simplification polémique indigne qui vise moins à informer qu'à « faire de la politique avec les nouvelles[3] ».

Mais ce n'est pas tout. Hugenberg développe son conglomérat médiatique en direction des nouvelles formes de communication. Il acquiert ainsi en 1927 la plus grande entreprise de production cinématographique allemande, la UFA, créée par l'armée en 1917 car, riche de son fonds et de son patrimoine de studios à Babelsberg, elle produit l'essentiel de la fiction allemande. Il achète également la *Deulig* (*Deutsche Lichtfilmgesellschaft* — Société allemande de cinéma), spécialisée dans la confection des actualités cinématographiques, cette *Deulig-Woche*, devenue, avec le parlant, la *Deulig-Tonwoche* qui est diffusée dans les cinémas allemands avant la projection du film que les spectateurs sont venus voir, une sorte d'ancêtre du journal télévisé.

Cette redoutable machinerie est entée sur un modèle rhétorique et graphique qui vise l'efficacité, voire la brutalité : gros titres noirs soulignés en rouge, usage abusif des points d'exclamation et des termes les plus tranchants, caricatures grossières... Une « technique du sensationnalisme (...), une technique du *talking point* », note en 1928 Ludwig Bernhard, qui salue cet « art de diriger, pour une journée, toute l'attention d'une large population vers un événement particulier, le tout avec une force magnétique », c'est-à-dire, plus précisément, « d'élever un fait, une déclaration, voire une simple supputation au rang d'événement mondial un jour durant[4] » : « Un art éphémère, qui ne connaît et ne doit

1. Karl-Christian Führer, « Politische Kultur und Journalismus. Tageszeitungen als politische Akteure in der Weimarer Republik, 1929-1933 », in *Jahrbuch für Kommunikationsgeschichte*, 10. Band, 2008, p. 26-51, p. 27.
2. *Ibid.*, p. 28.
3. *Ibid.*, p. 32.
4. Ludwig Bernhard, *Der Hugenberg-Konzern*, *op. cit.*, p. 70.

connaître ni veille, ni lendemain, parce qu'il doit donner au jour en question toute sa coloration et toute sa signification[1] ». La finalité, selon Bernhard, est essentiellement économique : il s'agit « d'attirer le regard d'un public intéressé, car les recettes publicitaires sont la principale source de revenus des journaux[2] », non sans segmenter le public et créer des publications différentes pour des lectorats socialement et intellectuellement différenciés, soit « à côté des tabloïds imprimés pour la masse — ceux qui rapportent le plus — un journal plus distingué[3] » pour les bourgeois. Il va de soi que, pour un Hugenberg, l'horizon temporel ne se borne pas au quotidien : « La grande diffusion de ses publications multiples, la possibilité de donner le ton, chaque jour, de manière plus ou moins discrète, tout cela donne une influence qui est bien plus profonde et durable que la superficialité des papiers ne le laisserait supposer[4] », note le professeur et ami du magnat. En travaillant l'écume de l'actualité, on laboure en réalité les profondeurs océaniques de la psyché nationale, dans un sens conservateur, voire réactionnaire : quelques « unes » bien calibrées sur tel scandale impliquant des Juifs vont ainsi permettre de réactiver 1 500 ans d'antisémitisme européen.

Le professeur de science politique se félicite ainsi qu'Alfred Hugenberg ne se contente pas d'acheter des journaux pour vendre sa quincaillerie, comme les patrons allemands ont l'habitude de le faire. Que la presse soit vénale et partiale semble être une loi sociologique aux yeux de Bernhard[5]. Mais les patrons s'y sont toujours bien mal pris, car ils ont systématiquement confondu presse et publicité, ce qui a rendu leurs journaux ennuyeux et les a transformés en tonneaux des Danaïdes financiers qui ne pouvaient surnager que par la perfusion permanente d'argent industriel. Non seulement Hugenberg a su faire de ses journaux des titres rentables, mais il les a de surcroît mis au service d'une cause plus noble.

1. *Ibid.*
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*, p. 71.
4. *Ibid.*
5. *Ibid.*, p. 35.

Dans cette entreprise, la vérité des faits est explicitement passée par pertes et, surtout, profits : « Si l'on pouvait prouver que les convictions politiques défendues par le journal sont vraies, ou si l'on pouvait prouver le contraire, une prise de position objective serait possible, mais une entreprise politique vivante ne peut pas être qualifiée de vraie ou de fausse, parce qu'elle repose sur des conceptions de l'avenir et parce que le rapport qu'elle établit entre le présent et l'avenir est tissé de relations causales qui ne peuvent être assignées à un examen logique[1] ». Si l'on n'est pas pleinement certain d'avoir compris ce que veut dire l'auteur dans cet exercice de jésuitisme abscons, on perçoit bien que le relativisme de la presse voire, au-delà, du rapport au réel est foncièrement assumé : sans doute est-ce là une des toutes premières définitions explicites de ce que l'on appelle depuis 2016 la « post-vérité », une ère dans laquelle ce type de presse a impavidement précipité les Allemands.

Un des amis d'Hugenberg, par ailleurs contributeur occasionnel du groupe, le philosophe Oswald Spengler, a décrit le fonctionnement de cette presse dans son *Déclin de l'Occident* : « Qu'est-ce que la vérité ? Pour la foule, c'est ce qu'elle lit et ce qu'elle entend (...), elle est aujourd'hui ce que dit la presse. Ce qui est vrai, c'est ce que la presse veut. Ses propriétaires produisent, transforment et échangent des vérités. Trois semaines d'un travail de presse, et voilà le monde entier d'accord sur une vérité. Elle durera aussi longtemps que l'argent sera là pour la répéter matin, midi et soir (...). Elle ne sera réfutée que lorsqu'une puissance financière se positionnera en face et sera en mesure de la marteler plus fort aux yeux et aux oreilles de tous. Alors, l'aiguille de la boussole changera de nord et orientera différemment l'opinion publique. Chacun est désormais convaincu de la nouvelle vérité et se réveille de son erreur d'hier[2] ».

Le propos, cynique et pessimiste, sert bien sûr la critique fondamentale de la démocratie que l'auteur, une des gloires

1. *Ibid.*, p. 102.

2. Oswald Spengler, *Der Untergang des Abendlandes*, Band II, Kapitel 4, p. 225-226. Traduction de l'auteur.

de la « révolution conservatrice » développe à longueur de textes. Ici, il s'agit de ricaner devant la prétention des citoyens modernes à exercer leur « liberté de pensée », inexistante, selon Spengler, qui voit dans les lecteurs des journaux de simples billes manipulées sur le boulier du capital et du pouvoir que ce capital a décidé de servir : « Sans que le lecteur s'en rende compte, le journal change de propriétaire et le lecteur de maître. L'argent triomphe ici aussi et fait entrer les esprits libres à son service. Aucun dompteur ne maîtrise mieux sa meute (...). La presse est aujourd'hui une armée avec ses différents matériels, avec ses officiers, les journalistes, et ses soldats, les lecteurs. Et, comme dans toute armée, le soldat obéit aveuglément, les buts de guerre et les plans opérationnels changent sans qu'il n'en ait aucune idée. Le lecteur ne sait pas du tout ce que l'on veut faire de lui, il n'est pas censé le savoir (...). Il n'existe pas pire satire de la liberté de pensée. Jadis, on n'avait pas le droit de penser librement. Aujourd'hui, on en a le droit, mais on ne le peut plus[1] ».

Hugenberg, par ses qualités intellectuelles, surclasse de très loin ses avatars contemporains, d'autant plus qu'il ne se contente pas d'être un magnat des médias d'extrême droite. Contrairement à Berlusconi et à Murdoch, il a été haut fonctionnaire, spécialiste des questions agricoles, banquier, puis magnat de l'industrie lourde. Contrairement à Murdoch et Bolloré, il entre personnellement, comme nous l'avons vu, dans l'arène politique, et ce très tôt. Loin de se satisfaire de son rôle de député du DNVP, il prend le contrôle de ce parti en 1928, en rompant avec toute idée de participation gouvernementale. En remplaçant l'aristocrate Kuno Graf Westarp à sa tête, il droitise et radicalise la ligne de ce groupement national-conservateur qui est désormais ouvertement d'extrême droite. Il n'y aura plus de ministre DNVP et l'opposition à la République, frontale, n'épargne pas le maréchal-président.

Avant même sa croissance numérique, Hugenberg a bien identifié la force du NSDAP en matière d'organisation mili-

1. *Ibid.*, p. 226-227.

tante et de structuration idéologique. Il est d'autant plus porté à considérer Hitler comme un petit frère doué que le discours du DNVP ne se distingue quasiment pas de celui des nazis, à une nuance tactique près : sous l'impulsion de Goebbels, l'appareil nazi mime parfois l'opposition au capitalisme financier, identifié aux Juifs, alors que le DNVP ne dévie pas d'une ligne pro-business sans nuances, ce qui irrite le Gauleiter de Berlin et maître de la propagande, qui le classe dans le camp de la « réaction ».

Non content de nazifier l'espace public par ses médias et de contribuer ainsi au travail de propagande du NSDAP, Hugenberg travaille à l'intégrer à l'union des droites qu'il appelle de ses vœux.

Une première occasion se présente avec la campagne nationale pour un plébiscite contre le plan Young, conclu à Paris le 4 mai 1929, qui réduit le montant des Réparations et en rééchelonne les versements sur 59 annuités, soit jusqu'en 1988. La réduction du montant ainsi que le plan de paiement de cette dette particulière sont un succès de politique étrangère pour le gouvernement de Grande Coalition, son chancelier SPD Hermann Müller et son ministre des Affaires étrangères, le déjà légendaire Gustav Stresemann, qui a réintégré, par sa politique de réconciliation franco-allemande, le pays dans le concert des nations. Mais la droite est vent debout contre un accord international qui, de fait, acte et légitime le principe des Réparations dont les traites courent désormais jusqu'à la fin du XXe siècle.

Hugenberg a eu l'idée de faire rejeter par plébiscite le texte d'un accord international qui, à ses yeux comme pour toute la droite allemande, est une humiliation nationale supplémentaire. Conformément à l'article 73 de la Constitution de 1919, il est possible de faire adopter directement une loi par le peuple allemand si elle est approuvée par 50 % des inscrits. Hugenberg fonde ainsi en août 1929 une « Commission nationale pour le plébiscite contre le plan Young » qui formule un projet de *Freiheitsgesetz* (« loi pour la liberté ») : annulation unilatérale des réparations, procès pour haute trahison et peines de prison ferme pour les signataires du plan. La commission réunit Franz Seldte, chef

du *Stahlhelm*, la plus importante association — nationale-conservatrice — d'anciens combattants, et Heinrich Class, l'infatigable idéologue et président — depuis 1908 ! — de la Ligue pangermaniste. Hugenberg leur associe Adolf Hitler, pour le NSDAP, qui peut dès lors bénéficier plus largement encore des financements alloués par le patronat allemand et des tribunes, plages radiophoniques et encarts de presse achetés par la commission pour le plébiscite ainsi que, bien sûr, du soutien de l'empire médiatique Hugenberg. Le vote, qui se tient le 22 décembre, réunit 13,8 % des suffrages et échoue, car l'essentiel de l'électorat allemand ne se déplace pas. Il reste un succès pour les nazis : alors que, nationalement, ils sont un parti encore insignifiant, qui a culminé à 2,8 % des suffrages aux législatives de 1928, ils ont, malgré leurs 12 députés au Reichstag, su se faire connaître comme jamais et sont désormais identifiés comme une force de militance et de propagande avec laquelle il faut compter.

Hugenberg et le DNVP sont les premiers à s'en rendre compte à leurs dépens. Quelques mois plus tard, lors des élections anticipées au Reichstag de septembre 1930 qui font suite à la dissolution risquée voulue en juillet par le chancelier Brüning, le NSDAP fait campagne contre les nationaux-allemands, dont il capte une part importante de l'électorat : ces élections législatives sont de fait une catastrophe pour le DNVP, qui divise son score par deux et passe de 14 % à 7 % des voix, tandis que le NSDAP explose, de 2,8 à 18 %. Malgré cette ponction électorale et malgré le départ de grandes figures du parti qui, à l'instar de Kuno Graf Westarp, de Gottfried Treviranus et de Hans Schlange-Schöningen, décident de soutenir le gouvernement libéral-conservateur de Brüning, voire d'en devenir ministres, Hugenberg ne renonce cependant pas à sa ligne et persiste dans l'idée d'une union des droites.

Pour des raisons tactiques, Hitler entretient Hugenberg dans cet espoir, et leurs forces peuvent à nouveau s'unir, à l'invitation du *Stahlhelm* qui propose en 1930 un nouveau plébiscite populaire pour le renversement du gouvernement de l'État de Prusse, composé des partis de la « coalition de Weimar » (SPD, Zentrum, DDP), soit une union de la gauche

et du centre, honnie par la droite. Plus grand État du Reich, la Prusse apparaît comme une forteresse de la démocratie weimarienne, une sorte d'État-SPD où tous les postes-clefs du gouvernement, du Landtag et de la fonction publique, sont tenus par des démocrates de gauche et de centre gauche. Conformément à la Constitution prussienne, le ministre SPD de l'Intérieur reçoit la requête en plébiscite le 4 mars 1930, et le vote se tient le 9 août.

Quelques jours avant le scrutin, le gouvernement prussien dénonce « l'union contre-nature des ennemis mortels » que sont « les partis de droite, le Stahlhelm et les communistes » car, de fait, le KPD s'est joint au plébiscite et a voté, avec la droite et l'extrême droite pour dissoudre le Landtag et provoquer de nouvelles élections dès le 9 juillet, au parlement prussien. Le gouvernement pointe les objectifs passablement opposés de « partis qui s'affrontent chaque jour dans des combats sanglants et qui, subitement, font alliance » : « les uns veulent une Prusse soviétique (...), les autres la vieille Prusse antidémocrate, celle du suffrage des trois classes[1], ou bien un régime de violence fasciste ». Une manœuvre irresponsable, source d'instabilité, alors que la crise économique fait des ravages et que rien n'est plus important que « l'ordre public et la sécurité ». Ce que veulent « nazis et communistes, c'est le chaos (...). Les radicaux de droite et de gauche ne veulent rien d'autre que prendre d'assaut la dernière forteresse, la citadelle de la démocratie et de la République en Allemagne : la Prusse[2] ».

Le résultat est négatif : 37,1 % des électeurs prussiens ont voté « oui », soit moins que les 50 % requis. Le gouvernement de la coalition weimarienne reste en place et les élections se tiendront selon le calendrier électoral normal : le Landtag

1. Le « suffrage des trois classes » (*Dreiklassenwahlrecht*) était un suffrage censitaire qui gouvernait l'élection du Landtag de Prusse, de 1849 à 1919. En dépit de l'instauration du suffrage universel (masculin) au niveau du Reich en 1871, le droit de vote était demeuré inégalitaire dans le Land de Prusse pendant tout l'Empire. La nouvelle Constitution du Land de Prusse (*Verfassung des Freistaats Preussen*) adoptée le 30 novembre 1920 qui, au titre de la Constitution de Weimar, doit être démocratique, libérale et parlementaire (art. 13 et 17 WRV), remédie à cet héritage de l'ancien royaume de Prusse.

2. *Erklärung der Regierung Preussens*, 6.08.1930.

élu en 1928 se présentera devant les électeurs en mai 1932 — ce qui, à ce moment-là, donnera lieu à d'autres événements d'importance nationale que nous détaillerons.

Sur la lancée du plébiscite, et malgré le désastre électoral essuyé par son parti à l'automne 1930, Alfred Hugenberg propose aux forces de la droite allemande de poursuivre leur collaboration et de constituer un « front national ». Fin août 1931, il convainc Hitler de participer, avec ses SA, à une grande manifestation de la droite nationaliste à Bad Harzburg, dans le Land de Braunschweig, qui est gouverné par une alliance droite-extrême droite depuis 1930 et dont le ministre de l'Intérieur, Dietrich Klagges, est un nazi convaincu qui met ses forces de police et de répression au service des organisateurs. Le moment est particulièrement bien choisi, car le gouvernement Brüning est affaibli par l'échec de plus en plus manifeste de sa politique économique et par l'abandon du projet d'union douanière avec l'Autriche, bloqué par les Alliés. Approchés par le chancelier du Zentrum, le DNVP et le NSDAP ont refusé de soutenir le gouvernement ou d'y entrer, de telle sorte que Brüning est contraint, le 9 octobre 1931, de former un nouveau cabinet minoritaire, qui ne pourra gouverner que par la signature présidentielle et l'édiction d'ordonnances d'urgence.

Le 11 octobre 1931, ce sont plus de 10 000 personnes qui se réunissent pour acter la formation du « Front de Harzburg ». Une journée de discours et de défilés, de bière et de fanfares, ponctuée par une proclamation qui demande « la démission immédiate du cabinet Brüning ». Dénonçant « une castration (*sic*) économique et militaire de l'Allemagne », le « Front national » exige « un gouvernement vraiment patriote », propre à éradiquer tous les éléments de dissolution de l'Allemagne : « L'opposition nationale a, depuis des années, alerté sans succès contre l'échec des gouvernements successifs et de l'appareil d'État face à la terreur sanglante exercée par le marxisme, aux progrès du bolchevisme culturel et à la destruction de la nation par la lutte des classes[1] ».

1. « Die Hauptresolution der Bad Harzburger Tagung », *Harzburger Zeitung*, 11.10.1931.

Les discours qui marquent le plus les participants sont ceux d'Hitler, qui surclasse en inspiration oratoire et en charisme politique le ventripotent Hugenberg, et du Dr. Hjalmar Schacht, le « magicien des finances », héros de la reconstruction monétaire allemande de 1923-1924, figure majeure de l'establishment économique et financier, rallié à Hitler, et qui, à Bad Harzburg, attaque durement la politique économique du gouvernement et de la *Reichsbank*.

Deux jours plus tard, lors de la rentrée parlementaire, le SPD dénonce une « réaction fasciste » et autorise son organisation militante, les Bannières Noir-Rouge-Or, à fonder avec d'autres organisations de gauche le « front de fer » (*Eiserne Front*) contre le « Front de Harzburg », signe supplémentaire d'une polarisation préoccupante de la vie politique allemande. Pour sauver la République de la « réaction » et du « fascisme », le SPD vote le 16 octobre contre la motion de défiance déposée par l'union des droites (DNVP et NSDAP), avec le soutien du KPD. Brüning n'est pas renversé, grâce à la *Tolerierungspolitik* des socialistes, réduits à soutenir une politique d'austérité anti-sociale, le « moindre mal » selon eux, pour que Brüning se maintienne et qu'une motion de censure n'ouvre pas la voie à une alliance de droite encore plus dure.

Un des objectifs de l'union des droites est de présenter un candidat commun et unique à l'élection présidentielle de mars 1932. Le mandat du président Hindenburg, élu en 1925, prend bientôt fin et l'on spécule sur son âge avancé ainsi que sur son état de santé. Dès 1929, lors de sa première rencontre avec le chef de l'État, alors âgé de 82 ans, Brüning avait été « ébranlé » par « son état de grande fatigue et son manque d'agilité » : « il avait l'air vieux, à en faire peur[1] », trahi par une démarche assez mécanique et par un regard parfois absent — même si son meilleur biographe note la présence d'esprit du vieil homme, son ardeur au travail, qui s'étiole, remarquera Brüning, seulement après 17 heures, ainsi que sa volonté de vieux soldat très à cheval sur ses prérogatives et

1. Heinrich Brüning, *Memoiren, 1918-1934*, *op. cit.*, p. 156.

opiniâtre dans la défense de son pouvoir et de son honneur. Deux ans plus tard, Hindenburg prête toutefois d'autant plus le flanc aux spéculations et des candidats se préparent, à droite, à prendre sa succession. Les espoirs d'Hugenberg se heurtent à l'égoïsme nazi : Hitler s'est comporté comme un goujat à Bad Harzburg, quittant la tribune après le défilé des SA, faisant une scène épouvantable aux organisateurs parce qu'il voulait partir avant la fin... Une attitude qui exprime bien en quelle estime il tient ses « partenaires » de la *Nationale Opposition* : de simples marchepieds, dont on peut bien utiliser les ressources et les réseaux, mais sans jamais leur donner quoi que ce soit en retour. Hugenberg se rêve en Führer d'une union des droites, les hiérarques du parti nazi en rient ouvertement[1].

Les cercles conservateurs, y compris au DNVP et au NSDAP, rivalisent donc d'imagination pour trouver un candidat apte à les représenter, jusque dans les fonds de tiroir des anciennes familles régnantes, précipitamment parties en 1918 : « On réfléchissait (...) à des personnalités comme le duc de Saxe-Coburg-Gotha ou le duc Johann Albrecht von Mecklenburg[2] », on songeait aussi à une prolongation du mandat d'Hindenburg, modification constitutionnelle qui exigeait un vote des 2/3 du Reichstag par un quorum de 2/3 des élus, donc hors de portée en cas de désaccord du SPD, que l'on voyait mal acquiescer à une forme de pré-restauration monarchique, voire à l'instauration (mais comment ?) d'une régence impériale, en attendant qu'un petit-fils de Guillaume II puisse arriver à maturité et relever le niveau des Hohenzollern, les fils du dernier monarque étant généralement considérés comme un quarteron d'imbéciles.

C'est pourtant bien le fils aîné de Guillaume II, prince-héritier (*Kronprinz*) du royaume de Prusse, qui émerge comme possible figure de proue d'une union des droites. Wilhelm, fils du Kaiser Guillaume II, en exil à Doorn (Pays-Bas) depuis 1918, est parfaitement intégré dans les milieux patronaux,

1. Hermann Beck, « Konflikte zwischen Deutschnationalen und Nationalsozialisten während der Machtergreifungszeit », in *Historische Zeitschrift*, 292, Heft 3, 2011, p. 645-680.
2. Heinrich Brüning, *Memoiren, 1918-1934*, *op. cit.*, p. 397.

militaires et politiques de la droite nationale-conservatrice, mais aussi libérale-autoritaire. Après tout, s'il s'agit, selon Schleicher et Brüning, de restaurer la monarchie à terme, après les « réformes » sociales et budgétaires indispensables, pourquoi ne pas élire *Unser Reichspräsident Kronprinz Wilhelm*, comme le proclame un appel du journal monarchiste *Fridericus* le 20 mars 1932[1] ? L'hypothèse court depuis que le Kronprinz l'a évoquée, pour la première fois, en 1928[2]. Le parti nazi s'en est saisi au plus tard en 1931, en prévision de l'élection présidentielle de 1932 : Hindenburg, trop âgé, pourrait ne pas se représenter, et Hitler s'abstenir de candidater. Un *Reichspräsident Kronprinz Wilhelm* pourrait ensuite nommer le « Führer » à la chancellerie selon une logique de *ticket* à l'américaine. La candidature d'Hitler et d'Hindenburg ne change au fond rien, car il est possible, selon la loi électorale en vigueur, de se désister entre les deux tours et il reste loisible à un candidat qui ne figure pas au premier tour de candidater pour le second. Une petite équipe de conjurés, trois officiers de la Reichswehr, fait ainsi irruption dans la chambre du Kronprinz, alité dans son château d'Oels en raison d'un terrible lumbago, fin mars 1932. Le 1er avril, date dont la signification n'échappe pas aux esprits taquins de la presse de gauche, un appel retentit du fin fond de l'histoire et du lit princier pour une candidature d'union des droites face à celle du communiste Ernst Thälmann. C'est cependant Guillaume II lui-même qui, de son exil, formule *eine allerhöchste Ordre*, un « ordre souverain de Sa Majesté », intervention solennelle qui rappelle son fils à ses devoirs : les Hohenzollern jouissent d'une « légitimité » qui reste « inébranlable », et qui exclut « toute autre voie » d'accès au pouvoir[3], singulièrement ces manies de gueux que sont les élections. Dans une lettre privée à « son cher garçon », l'Empereur déchu flétrit des « idées mal digérées, issues d'un cerveau trouble », d'une « stupidité absolue[4] », et conseille à son aîné

1. Stephan Malinowski, *Die Hohenzollern und die Nazis. Geschichte einer Kollaboration*, Berlin, Ullstein, 2021, 752 p., p. 244-245.
2. *Ibid.*, p. 245.
3. *Ibid.*, p. 249.
4. *Ibid.*, p. 250.

de « chercher le calme et le repos quelque part dans le Sud ou dans une ville thermale quelconque ». La souveraine et paternelle admonestation a beau être une gifle retentissante, le *Kronprinz* demeure présent à l'esprit de ceux qui veulent en finir avec la République pour revêtir, le moment venu, la fonction de *Reichsverweser* (régent). Il reste surtout actif médiatiquement, comme agent de promotion des nazis, dont il est très proche. Il pose, lors du second tour, pour une photographie à côté d'une affiche en faveur d'Hitler[1] après avoir appelé, dès le 3 avril, à voter pour lui, et non pour Hindenburg. Le prince se fait l'avocat d'un « front national uni », dans « l'esprit du front de Harzburg[2] ». Wilhelm baigne dans un environnement nazifié : son épouse, la princesse Cecilie zu Mecklemburg-Schwerin, est une thuriféraire convaincue d'Hitler, ainsi que son troisième frère, Prinz August-Wilhelm von Preussen, surnommé *Auwi*, membre du NSDAP depuis le 1er avril 1930 et *SA-Obergruppenführer*. L'attribution à *Auwi* d'une carte de membre portant le numéro 24, comme s'il était un « combattant de la première heure » (« *alter Kämpfer* », titre honorifique des premiers membres du NSDAP), et du grade le plus élevé de la SA, montre bien l'importance que revêt cette adhésion en termes de propagande politique. Un prince héritier de Prusse en uniforme de général SA est une opération extraordinaire de légitimation, avec l'accord, cette fois-ci, de Guillaume II. Pour l'ex-Empereur, dont le racisme, l'antisémitisme et les convictions sociales-darwiniennes étaient connus avant 1914, Hitler est « le chef d'un mouvement national fort », et « peu importe, au fond, que le NSDAP nous plaise ou nous déplaise dans tel ou tel détail » tant qu'il « peut conduire les Allemands vers le haut[3] ». Vers le haut : on reste émerveillé de la sagacité politique de Guillaume, qui effarait déjà l'Europe entière quand il occupait le trône d'Allemagne par ses saillies et ses fulgurances. Les Hohenzol-

1. *Ibid.*, p. 258.
2. *Ibid.*, p. 260.
3. Katarina Urbach, « Nützliche Idioten. Die Hohenzollern und Hitler », in Thomas Biskup, Truc Vu Minh, Jürgen Luh (dir.), *Preußendämmerung. Die Abdankung der Hohenzollern und das Ende Preußens*, arthistoricum.net, Heidelberg, 2019, p. 65-93, citation p. 75.

lern, en offrant leur prestige à l'encan, se révèlent les parfaits « idiots utiles[1] » du nazisme, engagés qu'ils sont dans une « collaboration[2] » dégradante pour eux, mais dont le bénéfice pour le NSDAP et Hitler est inestimable.

Après l'épisode de l'élection présidentielle du printemps 1932, le prince héritier tente de peser auprès d'Hitler pour que celui-ci accède aux demandes répétées de von Papen, puis de Schleicher, de rejoindre un gouvernement d'union des droites, soit en acceptant d'être nommé ministre, avec quelques autres nazis, soit en autorisant des membres du NSDAP à entrer au gouvernement. Il lui écrit en ce sens une longue missive en septembre 1932[3], à laquelle Hitler répond avec un brin d'humeur, arguant qu'un homme du peuple comme lui, un travailleur manuel acharné, ne se laisse pas acheter par le premier hochet venu, affirmant, également, que le temps des élites traditionnelles est peut-être passé. Un camouflet, donc, dont Wilhelm ne prend pas la mesure, puisque, manifestement infatué de son génie politique, il adresse cette correspondance à son père, avec un tableau de ses derniers exploits cynégétiques, ce qui achève de consterner Guillaume II[4], dont le peu d'estime pour son fils aîné diminue encore au fil des initiatives politiques lumineuses de ce dernier. À compter de ce moment-là, Hitler et Goering vont laisser incuber les fantasmes de restauration monarchique cultivés par les matrones, les chaisières et les fins de race pour continuer à utiliser le prestige de l'ex-famille régnante et les réseaux d'une aristocratie prussienne dont la naïveté ne laisse d'étonner. Après la « prise de pouvoir » de janvier 1933, les nazis sauront amuser la famille royale par des invitations, des titres et quelques prébendes, ce à quoi la SS, qui crée une unité de cavalerie à l'usage de l'aristocratie, par exemple, excelle : ils les méprisent, mais ils ont besoin d'eux pour amadouer tous ceux qui, dans les grandes familles nobiliaires, peuvent encore nourrir quelque prévention à l'égard d'un mouvement parfois jugé un tantinet plébéien.

1. Katarina Urbach, article cité.
2. Stephan Malinowski, *Die Hohenzollern und die Nazis*, *op. cit.*
3. *Ibid.*, p. 272.
4. *Ibid.*

Chapitre IV

ANATOMIE D'UNE CHUTE MINISTÉRIELLE

Heinrich Brüning a été l'un des chanceliers les plus stables de la République de Weimar — le troisième, après Wilhelm Marx et Hermann Müller. Il espérait cependant s'inscrire dans un temps plus pérenne. À long terme, il visait la restauration de la monarchie en Allemagne, un projet qui fait consensus chez de nombreux antidémocrates des élites berlinoises, rhénanes et prussiennes-orientales, mais auquel personne ne travaille aussi sérieusement que lui. À moyen terme, il envisage la durée d'une législature, soit quatre ans (1930-1934, à compter de la dissolution de juillet et des élections anticipées de septembre 1930), pour réaliser un programme plus qu'ambitieux : réaliser les mesures d'« assainissement » des finances publiques par des « réformes » fiscales, sociales et administratives, surmonter la crise, dont il subodore qu'elle atteindra son paroxysme à l'été 1932, et parachever la démolition des aspects les plus humiliants du traité de Versailles (fin des Réparations et égalité des droits en matière d'armement).

Le chancelier a fait preuve d'une endurance remarquable et il force l'admiration de ses partisans, impressionnant des ministres comme Wilhelm Groener, qui ne tarissent pas d'éloges sur son intelligence politique, son acuité psychologique et sa résistance physique. Même des adversaires, comme le journaliste social-démocrate Friedrich Stampfer, lui tirent leur chapeau : « La situation parlementaire dans le Reich est demeurée stable des élections de septembre 1930 jusqu'à la chute de Brüning, voulue par la camarilla, le 30 mai

1932 (...). Cette stabilité était un actif inestimable en pleine tempête, et elle aurait pu durer plus longtemps encore si elle n'avait été interrompue par des intrigues extraparlementaires[1] », périphrase courtoise pour parler de la lamentable conjuration qui s'est tramée entre Schleicher, les nazis et l'entourage présidentiel. Malgré la « forte opposition » composée des nazis, des nationaux-allemands et des communistes, son gouvernement a toujours été soutenu par « une majorité plus forte », fût-elle négative, c'est-à-dire matérialisée par l'abstention ou le refus lorsqu'il s'agissait de répudier une ordonnance d'urgence ou de voter une motion de censure. Ce fut avant tout le soutien du SPD qui a permis au gouvernement de tenir sans être jamais renversé, voire de voter des lois, avec des majorités oscillant entre 30 et 38 voix[2].

C'est, de fait, ce soutien du SPD que le président Hindenburg a aigrement reproché à son chancelier. Le vieux maréchal voulait un cabinet de *nationale Konzentration*, il pensait et rêvait *national* et, à ses yeux, les sociaux-démocrates restaient des rouges, des marxistes, des internationalistes.

Il n'a pas digéré — le mot est juste, car ce fut pour lui un poids physique, source de ruminations saturniennes — les conditions de sa réélection à la présidence du Reich. Il avait donné son accord à une candidature, à la condition que celle-ci réunisse toutes les droites ou, du moins, les partis et les associations d'anciens combattants qui l'avaient soutenu en 1925 et dont il estimait mériter la fidélité. Le communiqué de la présidence précisait en effet, le 15 février 1932, que le président condescendait « à accepter de nouveau la charge » si son second mandat représentait « une nécessité patriotique », si sa candidature « ne se heurtait pas à la résistance de toutes les droites » et si la « réélection pouvait être considérée comme acquise dès le premier tour », rien de moins. Il a été convaincu, en dernière instance, par l'aria empreinte de pathos soldatesque que lui a chantée le général Groener. Invoquant les mânes de tous les officiers qui s'étaient sacri-

1. Friedrich Stampfer, *Die vierzehn Jahre der ersten deutschen Republik*, Offenbach-Main, Bollwerk Verlag, 1947, p. 629.
2. *Ibid.*

fiés pour leur honneur et pour leur Roi, Groener a avancé d'un ton saccadé que « personne ne doit pouvoir faire le reproche à un maréchal prussien d'avoir reculé devant une bataille certes difficile, mais importante pour la patrie[1] ». Nul doute que ces mots ont un effet réel. Hindenburg, né en 1847, a grandi au milieu d'aïeux nés sous le règne de Frédéric le Grand, et ce surmoi militaire et prussien est constitutif de son ethos comme de son *telos*. Il reste que, comme le note *cum grano salis* Wolfram Pyta, le maréchal-président n'est pas étranger aux petits calculs avaricieux ou à l'arithmétique patrimoniale. Le domaine de Neudeck a beau avoir été offert, son entretien exige des dépenses considérables. Par ailleurs, le *Familienmensch* Hindenburg sait délier les cordons de sa bourse pour aider, sinon entretenir, des enfants et petits-enfants que la consanguinité ne semble pas avoir dotés de toutes les vivacités intellectuelles et professionnelles, comme en témoigne l'exemple de son fils Oskar. Le « vieux » sait compter et se rend bien compte que ses retraites d'officier et de président ne couvriront pas ses nombreux engagements[2]. Il est difficile de renoncer à un traitement annuel de 60 000 RM, soit deux fois plus que le chancelier, assorti de frais de représentation qui s'élèvent à 120 000 RM, sachant que le logement de fonction, le personnel et l'intendance générale sont aux frais du Reich[3]...

Le fait que la plus grande ligue de vétérans, le *Stahlhelm*, et le DNVP proposent un candidat en la personne de Duesterberg a été une immense vexation pour le vieil homme qui, en outre, a dû enregistrer la candidature d'Adolf Hitler. Pire : face au danger d'une victoire d'Hitler, les partis de la « coalition de Weimar » (SPD, Zentrum, DDP) ont décidé de ne présenter personne et de soutenir Hindenburg dès le premier tour, et c'est bien cette *Weimarer Koalition* qui l'a réélu.

C'est dans le cas du SPD que cette décision, impensable quelques années auparavant, peut surprendre le plus. Voilà un parti marxiste, fondé par le gendre de Karl Marx lui-même,

1. Wolfram Pyta, *Hindenburg*, *op. cit.*, p. 518.
2. *Ibid.*, p. 646-648.
3. *Ibid.*, p. 647.

un parti dont les membres sont, pour la droite, les « criminels de novembre », voire « le parti des déserteurs », qui va, sans barguigner, faire campagne pour une survivance fossilisée de l'Ancien Régime, l'incarnation caricaturale du militarisme prussien et de l'aristocratie terrienne la plus rance. L'image est terrible pour le SPD, réduit à faire barrage dès le premier tour contre l'extrême droite. Il a fallu à l'appareil et aux militants des trésors d'abnégation et de courage républicain pour soutenir un homme qui avait la gauche en horreur. Comme d'habitude, le SPD déploie une dialectique à la fois subtile et sonore pour justifier ce renoncement et enjoindre ses troupes au combat électoral. Le 26 février 1932, le parti publie un appel intitulé « Il faut battre Hitler ! », qui pose l'enjeu de l'élection sous la forme d'une alternative simple, quoique parfaitement déprimante pour un social-démocrate : « Le peuple allemand doit, le 13 mars prochain, répondre à la question : Hindenburg doit-il rester, ou doit-il être remplacé par Hitler ?[1] » On peut porter au crédit du président qu'« Hindenburg a déçu ses anciens partisans. Parce qu'il a été impartial, parce qu'il entend le rester, parce qu'il n'approuvera jamais un coup d'État, ils veulent l'écarter ». On table ainsi sur la fidélité du président à son serment, sur son sens élevé de la moralité politique : Hindenburg n'a jamais violé la Constitution ! C'est aller un peu vite en besogne, si l'on considère les conditions de l'engagement des pouvoirs spéciaux de l'article 48 pour signer des ordonnances qui ont peu de choses à voir avec un quelconque état d'urgence ou d'exception. C'est oublier, aussi, que, sous sa signature, le chancelier Brüning a mené une politique antisociale brutale. Mais attention : « Hitler à la place d'Hindenburg, cela veut dire : victoire de l'aile réactionnaire de la bourgeoisie (...), suppression de toutes les libertés fondamentales (...), exploitation économique aggravée, esclavage au travail ».

La dialectique intervient alors, pour couper quelques cheveux sociologiques en quatre, ou plutôt en deux : les camarades doivent bien être conscients que « la social-démocratie

1. « Und jetzt in den Kampf ! Schlagt Hitler ! Wählt Hindenburg ! », Sozialdemokratischer Pressedienst, Berlin, Selbstverlag, 26.02.1932.

a toujours, dans les combats internes à la classe dirigeante, pris le parti de la fraction la plus progressiste et la plus modérée de la bourgeoisie et concentré ses attaques contre les réactionnaires ». Hindenburg et Brüning, incarnations de « la fraction la plus progressiste et la plus modérée de la bourgeoisie », il fallait y penser. Cet appel particulièrement saugrenu montre à quel point la social-démocratie est « au bout de son latin », comme on dit en allemand : elle n'a tellement plus rien à dire ni à apporter à la société allemande, elle est tellement effrayée par sa propre faiblesse qu'elle en est réduite à abdiquer en rase campagne devant la pire incarnation d'une réaction qu'elle prétend toujours mâlement combattre. L'enjeu tactique est une victoire sans contestation et sans ballottage : « Engagez toutes vos forces dans ce combat, pour que la décision tombe dès le premier tour, et délivrez le peuple allemand, par une victoire claire, du danger fasciste. Battez Hitler ! Donc votez Hindenburg ! »

Le vieux maréchal va, de fait, bénéficier à plein des apports de voix de la gauche, dont la discipline électorale force l'admiration, car c'est bien « 100 % de leurs électeurs, note le chancelier, que les socialistes conduisent à l'isoloir pour Hindenburg[1] ». Hindenburg, que la gratitude incommode rarement, en grommelle de rancœur. Non seulement il n'aura jamais un mot de remerciement républicain pour les ancêtres de ces castors électoraux que l'on invite régulièrement à faire barrage à l'extrême droite, mais, pire encore, il n'éprouvera qu'un mépris agacé à leur égard, et un vif ressentiment envers ce chancelier incapable de gouverner sans être « toléré » par la gauche ou de le faire élire sans les marxistes.

Alors qu'il est submergé par les affaires de l'État, des questions d'ordre public (faut-il interdire les milices politiques ?) aux dossiers financiers, en passant par les questions internationales, Brüning doit supporter l'attitude « froide et inamicale » du président, excédé d'être en ballottage et de devoir s'abaisser à un second tour contre Hitler, incapable de réaliser que, pourtant, son total de voix du premier tour est supérieur au second de 1925. Mais voilà : il n'a pas échappé

1. Heinrich Brüning, *Memoiren, 1918-1934*, *op. cit.*, p. 533.

à l'acariâtre géronte que la Prusse-Orientale, son biotope, a voté majoritairement Hitler, ni que son lieu favori de villégiature, après Gut Neudeck, la petite commune alpine de Dietramszell, a également fait le choix du NSDAP. Brüning note que les nazis, conscients, comme toujours, du symbole, y ont fait une campagne particulièrement intense auprès de Bavarois par ailleurs désireux de rendre à Oskar, qui s'est toujours montré chiche et mesquin lors des quêtes et fort avare en pourboires, la monnaie de sa maigre pièce[1].

L'humeur maussade et l'attitude discourtoise d'un chef de l'État susceptible et capricieux, incapable de se réjouir un seul instant de sa réélection, se confirment après la victoire. Bien décidé à se séparer de son chef de gouvernement, mais pas immédiatement, car les intrigues de Schleicher avec les nazis n'ont pas encore abouti à la liste ferme et arrêtée d'une nouvelle équipe, le vieil homme, au moment où le chancelier, conformément à la tradition, lui remet la démission du cabinet, répond, rogue : « Oui, bon, voilà, c'est ce que je voulais entendre, c'est ce que j'attendais. Bon, on va écrire dans le communiqué que je n'ai pour le moment pas accepté la démission ». Brüning est interdit devant une telle désinvolture, plus encore qu'il n'est blessé par l'attitude d'un chef de l'État qui se révèle malheureusement digne des pires ragots qui courent sur ses limites intellectuelles et sur son absence totale de fidélité ou d'humanité. Il lui fait respectueusement valoir qu'un tel communiqué le rendrait incapable de poursuivre les négociations de Lausanne avec des partenaires qui ne verraient plus en lui qu'un mort politique en sursis. Pour préserver sa crédibilité internationale, Brüning trouve une formulation sibylline qui a le mérite de ne pas contrarier le président : le chancelier a donc présenté « les félicitations du gouvernement et remis la démission de celui-ci. Le président du Reich n'a pas accepté *cette*[2] démission[3] ».

En coulisses, les entourages et les conseillers se livrent à un travail de termites contre Brüning. On peut, à ce niveau

1. *Ibid.*, p. 533.
2. C'est Brüning qui souligne, dans le texte de ses *Mémoires*. L'italique était bien entendu absent du communiqué.
3. Heinrich Brüning, *Memoiren, 1918-1934*, *op. cit.*, p. 541-542.

de secret, de moyens et d'ambitions, parler d'une véritable conjuration contre le chef du gouvernement. Le grand organisateur, ainsi que la tête pensante, en est le général Kurt von Schleicher qui, comme nous l'avons vu, n'a aucun scrupule à utiliser les moyens du ministère de l'Armée pour se livrer à ses manœuvres — comme les écoutes téléphoniques que subit Brüning lui-même.

Schleicher veut un coup de barre à droite par conviction personnelle comme pour complaire au président Hindenburg. Directeur des personnels de l'armée, il songe aussi à agréger les SA et les SS à la Reichswehr. Tout cela implique de ménager les nazis et de les associer au pouvoir, de discuter avec eux et, croit-il, de leur donner des gages[1]. Les nazis, de leur côté, formulent quelques conditions propres à servir le seul intérêt de leur parti. De manière stupéfiante, elles sont toutes acceptées par Schleicher, la présidence et la nouvelle équipe gouvernementale. Le Journal de Joseph Goebbels permet de suivre, quasiment quotidiennement, l'avancée des pourparlers secrets. Le 28 avril, le Gauleiter de Berlin note ainsi que « le Führer s'est rendu chez Schleicher. La discussion s'est bien passée ». Derechef le 8 mai 1932 : « Entretien décisif avec le général Schleicher, en présence de quelques messieurs de l'entourage proche du président du Reich. Tout va bien. Le Führer a su leur parler de manière convaincante ». Goebbels parle d'un « plan » concerté, qui procure « le sentiment heureux que personne ne se doute de rien, à commencer par Brüning lui-même » : « Le plan consiste à installer un cabinet présidentiel. Le Reichstag sera dissous, les lois qui nous visent abolies, nous serons donc libres de faire de l'agitation politique et de réaliser un chef-d'œuvre de propagande[2] ».

On est médusé par l'imprudence politique et l'inconséquence tactique de Schleicher et de la camarilla : dissoudre le

1. Larry Eugene Jones, « Taming the Nazi Beast. Kurt von Schleicher and the End of the Weimar Republic », in Hermann Beck, Larry Eugene Jones (dir.), *From Weimar to Hitler. Studies in the Dissolution of the Weimar Republic and the Establishment of the Third Reich, 1932-1934*, New York, Oxford, Berghahn Books, 2019, p. 23-52.

2. Joseph Goebbels, *Tagebücher*, Munich, Piper, 1999, 2 Bände, 2 340 p., 8. Mai 1932, p. 652.

Reichstag au moment où les nazis sont au plus haut ? Après les excellents résultats d'Hitler au second tour de la présidentielle, le NSDAP vient également de gagner les élections en Prusse, à Hambourg et dans le Land d'Oldenburg. Il faut être proprement dément, illuminé ou faire preuve d'un amateurisme improbable pour appeler les citoyens du Reich aux urnes dans ces conditions-là, sauf à accepter un raz-de-marée nazi, qui n'est toutefois guère souhaitable pour Schleicher : domestiquer le NSDAP exclut que le parti ne monte trop haut. Demeure l'hypothèse de l'acte de foi et du pari fou : dissoudre pour complaire aux nazis, et conjecturer qu'ils ne sortiront pas trop renforcés des législatives. Il reste que la levée des contraintes promise aux nazis (abrogation de l'interdiction de la SA et de la SS, complaisance administrative et policière à l'égard des défilés, meetings et publications nazis, etc.) ouvre des perspectives enthousiasmantes à Goebbels.

Le 13 mai, le Dr. Goebbels accuse réception des « nouvelles que nous donne le général Schleicher. La crise se poursuit selon le programme défini ». La conjuration suit son cours, même si Goebbels se trompe de deux jours sur la date fixée pour la démission de Brüning, quand il écrit, le 24 mai : « C'est samedi que Brüning doit gicler (...). La liste des ministres est grosso modo prête : Papen, chancelier ; Neurath, Affaires étrangères, et toute une suite de noms inconnus. Ce qui importe, c'est que le Reichstag soit dissous. Le reste suivra ». Ce n'est, de fait, pas le samedi 28 que Brüning « gicle », mais le lundi 30. Il reste que, à cette ultime hésitation près, c'est bien *programmgemäss* (conformément au programme), comme il l'écrit, que la conspiration de Schleicher s'est déroulée.

Ce sont bel et bien les intérêts privés de la famille Hindenburg et des solidarités de grands propriétaires terriens qui donnent le coup de grâce au chancelier Brüning, avant, en janvier 1933, de faire chuter un autre chancelier.

Dans une situation budgétaire contrainte, et alors que le chancelier Brüning, de 1930 à 1932, cherche toutes les sources d'économies possibles, la *Osthilfe* entre à plusieurs reprises dans le viseur du ministère des Finances, qui considère que ces crédits et subventions ont moins pour effet de

soutenir l'agriculture et l'emploi que d'engraisser des patrimoines nobiliaires — la *Osthilfe* peut être sans exagération décrite, non seulement comme un tonneau des Danaïdes, une gabegie sans fin, mais aussi comme un gigantesque système de concussion et de détournement de fonds publics au profit des latifundiaires. À chaque fois que Brüning et son gouvernement font mine de vouloir s'attaquer à cette manne, ils trouvent le président sur leur chemin. Avec obstination, Hindenburg défend les intérêts de son groupe social, au mépris de la santé des finances publiques comme des règles les plus élémentaires de leur usage.

Pire, à ses yeux, Brüning élabore avec ses ministres de l'Alimentation et de l'Économie, mais aussi avec son commissaire du Reich pour l'Est, le ministre sans portefeuille Hans Schlange-Schöningen (ex-DNVP), un projet de réforme agraire qui provoque la panique et la colère des agrariens.

Le principe en est cristallin : au lieu de financer à fonds perdus des domaines insolvables, le Reich se propose de nationaliser les terres grevées de dettes et de les lotir pour des colons que l'on installera en Prusse-Orientale. Le bénéfice attendu en est triple : on peuplera cette zone, considérée comme un front pionnier et un glacis contre l'élément slave (Pologne et URSS) ; on donnera une activité à des chômeurs, qui sortiront ainsi des statistiques et des programmes d'aide sociale ; on permettra auxdits chômeurs de subvenir à leurs besoins et de se nourrir eux-mêmes. L'hypothèse coloniale est travaillée en profondeur par le *Reichskommissar* Schlange, qui a encouragé l'émigration des colons allemands vers la zone agraire de Rolandia, au Brésil, où son propre fils s'est établi. Quant à la colonisation intérieure, il en précise les contours dans un projet d'ordonnance d'urgence de l'article 48-2, élaboré entre son cabinet, celui du chancelier et ceux des ministres concernés. L'alerte est donnée par le baron Wilhelm von Gayl, représentant de la Prusse-Orientale au Reichsrat, dans un courrier adressé le 24 mai 1932 au « très honoré, très éminent *Generalfeldmarschall* ». Von Gayl, qui est pourtant le président de la « Société allemande pour la colonisation intérieure », s'étrangle devant le projet d'ordonnance, qu'il joint au cour-

rier, et dans lequel il voit rien de moins qu'un « basculement dans le socialisme d'État », une « atteinte lourde » contre le principe de la « propriété privée[1] », tandis que le *Reichslandbund*, de son côté, vitupère « le bolchevisme agraire » de Brüning.

Von Gayl est reçu par le président à son retour de Neudeck, où il a séjourné du 14 au 28 mai. L'entrevue a lieu à Berlin et Hindenburg confirme son opposition résolue à « la réforme juridique bolchevique contenue dans ce projet de colonisation[2] ». Le sort de Brüning et de son gouvernement, déjà incertain, s'en trouve scellé : le chancelier n'a plus la confiance du président pour des raisons évidentes d'intérêt personnel et de solidarité patrimoniale et nobiliaire.

Brüning livre un récit glaçant des derniers moments de ses fonctions gouvernementales. Il apprend le 23 mai, d'un message dilatoire du Dr. Otto Meissner, secrétaire général de la Présidence du Reich[3], que le chef de l'État a étudié avec satisfaction son dernier projet d'ordonnance en date et que rien ne presse pour une entrevue, alors que le chancelier est prêt à se rendre à Neudeck pour clarifier la situation et assurer l'avenir de son gouvernement jusqu'à la fin des négociations en cours à Lausanne sur les Réparations. Hindenburg, soucieux de lui épargner deux jours de voyage en train en raison de sa charge de travail, le convie bien plutôt le 29 mai à 11 heures, à son retour à Berlin, alors que « chaque jour, une estafette de Schleicher se met en route pour Neudeck » avec des messages confidentiels et que, toutes les nuits, les négociations vont bon train entre les nazis et les proches de Schleicher, avec l'assentiment du fils Hindenburg. Pire, Brüning apprendra plus tard que Schleicher « a immédiatement appelé Oskar von Hindenburg pour empêcher » son

1. Wilhelm Freiherr von Gayl an Reichspräsident von Hindenburg, manuscrit, reproduit in Bracher, Karl-Dietrich, Matthias, Erich, Morsey, Rudolf, (éd.), *Quellen zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien — Dritte Reihe — Die Weimarer Republik — Band 4/II, Politik und Wirtschaft in der Krise, 1930-1932*, Düsseldorf, Droste, 1980, 753 p., p. 1486 sq.

2. Compte rendu de von Gayl, cité in Karl-Dietrich Bracher, *Die Auflösung der Weimarer Republik*, *op. cit.*, p. 454.

3. Le titre de Meissner est *Leiter des Büros des Reichspräsidenten*, avec rang de *Staatssekretär*.

voyage à Neudeck dès qu'il a appris l'intention du chancelier[1]. Le dimanche 29 mai, à 11 heures, Brüning est reçu par le président, qui l'informe brutalement que le gouvernement ne pourra plus compter sur les ordonnances de l'article 48, qu'il refusera désormais de signer. Brüning peut-il gouverner avec le Parlement, avec le soutien sans participation du SPD ? Il n'y songe même pas : il a été nommé par Hindenburg, il a court-circuité le Reichstag deux ans durant et, par ailleurs, il reste un officier catholique, conservateur, monarchiste, nommé par un maréchal. Le 30 mai à 10 heures, le cabinet se réunit pour entendre le compte rendu du chancelier, en l'absence toutefois de Schleicher, dont le PV note qu'il a été « empêché d'apparaître à temps » au conseil mais qu'il s'est montré a posteriori « en tout point d'accord avec le déroulement de la séance et les avis de ses collègues », i.e. la démission du gouvernement. Le vice-chancelier et ministre des Finances Hermann Dietrich rend alors hommage au chancelier, à « sa conduite des affaires, persévérante, calme et professionnelle », gage d'un « travail collectif harmonieux au sein du gouvernement du Reich » : « Le temps viendra bientôt où ses adversaires eux-mêmes devront reconnaître quelle terrible faute a été commise en faisant chuter le gouvernement de cet homme au moment que nous connaissons ». Le propos est âpre et vise le ministre opportunément absent, que Brüning n'a pas non plus épargné, non sans euphémisme, quand il a fait état de « la situation politique actuelle, notoirement très tendue, en raison notamment des discussions menées par des personnalités qui n'y sont pas habilitées par la Constitution[2] ». Le rendez-vous avec Hindenburg est fixé au début de l'après-midi, après que le président a assisté à une cérémonie militaire en mémoire de la bataille du Jutland, mais elle est avancée à 11 h 55 au palais présidentiel : Brüning n'est reçu que trois minutes, car la fanfare de la marine rend les honneurs à 12 heures précises... Hindenburg se révèle un monument d'ingratitude, sans un mot de remer-

1. Heinrich Brüning, *Memoiren, 1918-1934*, *op. cit.*, p. 594.

2. « Niederschrift des Staatssekretärs Dr. Pünder über die letzte Ministerbesprechung der Reichsregierung Dr. Brüning, 30.05.1932 », 10.00, BArch, R 43/I/1456, f° 273-276.

ciement à son chancelier à qui il déclare avoir dû le renvoyer « pour défendre son honneur et son nom » — un comble pour Brüning qui, interdit, rétorque avoir aussi un nom et un honneur à défendre, et refuser le poste de ministre des Affaires étrangères que le chef de l'État lui propose sur le pas de la porte[1]. Scène irréelle, bien révélatrice de l'égocentrisme d'un président qui n'est préoccupé que de lui-même et d'une dégradation monarchique et courtisane de la conduite des affaires de l'État.

La démission du cabinet Brüning révèle une mutation de régime au même titre que l'usage inconsidéré et excessif des ordonnances de l'article 48. En l'espèce, c'est ici l'article 53 de la Constitution (« Le chancelier du Reich et, sur sa proposition, les ministres, sont nommés et renvoyés par le président du Reich ») qui l'emporte, hors de toute autre considération, sur l'article 54, qui dispose que le gouvernement doit jouir « de la confiance du Reichstag » et démissionner si celui-ci lui exprime sa défiance. Pour les constituants de 1919, le lien entre les deux articles était clair : c'est le Reichstag qui décide de la composition et de l'orientation politique du gouvernement, par le vote de la confiance ou de la défiance, et le président nomme et révoque en notaire de la volonté du Parlement, donc du peuple souverain. De même que l'article 48 a, durant deux ans, fait l'objet d'un usage abstrait, i.e. décorrélé des conditions politiques, voire des exigences mêmes de la Constitution, un usage technique qui confine à l'arbitraire, sinon à la forfaiture, encouragée par des conseillers peu républicains et couvert par la stature prestigieuse d'Hindenburg, l'article 53 est ici disjoint de celui qui suit pour fonder un régime présidentiel unilatéral, ignorant le Parlement. Dans les deux cas, c'est une lecture utilitariste, prédatrice, de la Constitution qui l'emporte chez Hindenburg et son entourage : le président peut le faire, donc il le fait, et on verra bien quelles sont les réactions, s'il y en a.

Concrètement, le cabinet Brüning démissionne, non parce que le Reichstag a voté la défiance, mais parce que le pré-

1. Heinrich Brüning, *Memoiren, 1918-1934*, *op. cit.*, p. 601-602.

sident en a décidé ainsi. La justification sous-jacente est que, élu au suffrage universel direct, il jouit d'une légitimité équivalente à celle du Reichstag voire, aux yeux de ses thuriféraires et des juristes sensibles à l'autorité présidentielle, supérieure. Des professeurs de droit français, très attentifs à ce qu'il se passe en Allemagne, et désireux d'y trouver des réponses aux questions qui se posent, au même moment, au régime parlementaire français, observent avec intérêt cette mutation de la pratique institutionnelle outre-Rhin — institutionnelle et non constitutionnelle, car le texte de 1919, lui, reste inchangé. Autrement dit, l'on s'intéresse à la manière dont, à paramètres normatifs constants, un homme, un groupe, une volonté infléchit l'usage d'un texte jusqu'à changer la nature même du régime — naguère parlementaire, désormais présidentielle. C'est le cas de René Capitant, jeune agrégé de droit public et professeur à l'Université de Strasbourg qui, avec son collègue rhénan Raymond Carré de Malberg, éprouve un malaise face au parlementarisme presque absolu de la IIIe République et s'émerveille qu'une Constitution aussi peu autoritaire que celle de 1919 finisse par permettre l'épanouissement d'une autorité présidentielle. René Capitant publie ainsi en décembre 1932 un article sur « Le rôle politique du président du Reich » qui défend la pratique présidentialiste du pouvoir par Hindenburg, dans la droite ligne de ce que Carré de Malberg a pu écrire sur le sujet et dans la tradition de ce que les publicistes français (Maurice Hauriou à Toulouse notamment) ont pu écrire sur le pouvoir exécutif. Il n'est pas oiseux de le mentionner ici, car ces réflexions sur le pouvoir présidentiel en Allemagne ne sont pas sans conséquences, nous le verrons en épilogue, sur l'histoire constitutionnelle politique française et sur la pratique du pouvoir en France depuis 1958.

En Allemagne, ce sont également des juristes soucieux de renforcer le pouvoir exécutif qui s'intéressent à la figure du président — Carl Schmitt au premier chef, mais pas seulement. Dès 1929, Schmitt, qui vient, à la surprise générale, d'accepter un poste à l'école de commerce de Berlin infiniment moins prestigieux que sa chaire universitaire à Bonn, mais plus proche des cercles de pouvoir, publie un long

article de doctrine intitulé « Le garant de la Constitution » (littéralement « Le protecteur de la Constitution[1] »). L'enjeu est de déterminer quelle est l'institution qui protège le texte constitutionnel. Selon Hans Kelsen et ses collègues, c'est une instance juridictionnelle, la cour constitutionnelle, qui veille à la conformité de toutes les normes (réglementaires et législatives) à la norme suprême. En Allemagne, la Constitution de 1919 n'a pas institué une telle cour et le contrôle de la constitutionnalité des normes se révèle complexe et partiel, imparfaitement dévolu aux différentes formations qui composent le *Reichsgericht* (Tribunal du Reich) de Leipzig. Peu importe, selon Schmitt, qui considère que le *Hüter der Verfassung* est nul autre que le président du Reich. C'est surprenant car le président est lui-même doté d'un pouvoir normatif par l'article 48, et les normes qu'il édicte peuvent se révéler anticonstitutionnelles. Son usage de la Constitution peut être également non conforme. C'était du reste la position du Pr. Schmitt qui, lors du grand colloque annuel des juristes allemands (*Juristentag*) de 1924 avait mis en garde contre un usage prolongé, voire permanent de l'article 48 de la Constitution. Théoricien de la dictature comme institution républicaine qui, depuis Rome, consistait en une délégation de pouvoir pour un temps donné et dans un but précis (sauver la République, raffermir la légalité), Schmitt était bien conscient que la définition *commissariale* (*kommissarich*) de la dictature excluait le dévoiement *usurpateur* (*usurpatorisch*) de celle-ci — le dictateur était *commis* à une tâche, à une mission, il n'était pas censé jouir pour lui-même de la plénitude des pouvoirs. Manifestement, Schmitt a évolué, sous l'influence de la politique italienne (il lit l'italien et admire le fascisme), mais aussi de la politique allemande (le conservateur autoritaire en lui se lasse du parlementarisme), et de ses ambitions personnelles (Schmitt, déjà au firmament de la pensée juridique allemande, ne dissimule pas ses désirs d'influence, voire de pouvoir, politique). En 1929, Schmitt fait aboutir toute la réflexion développée au cours des années

1. Carl Schmitt, « Der Hüter der Verfassung », in *Archiv des öffentlichen Rechts*, 1929/2, vol. 55, p. 161-237.

1920 sur le pluralisme parlementaire — néfaste à ses yeux — pour lui opposer la figure présidentielle, incarnation, par voie de suffrage, de la totalité du peuple. Le binôme pluralité/totalité est la pierre d'angle de sa justification du pouvoir présidentiel. Par la Constitution, le président est doté de « statique et de permanence (élection pour 7 ans, destitution difficile, indépendance à l'égard des majorités parlementaires mouvantes)[1] » — caractères de pérennité propres à l'État lui-même (*status*, donc statique, permanent). Il est également « l'élu du peuple tout entier[2] », donc à la fois son représentant et son incarnation, alors qu'un député du Reichstag n'est dépositaire que de 1/600e de la souveraineté populaire...

L'argumentation développée par Schmitt dans les dernières pages de son article de 1929 livre aux présidentialistes toute l'armature théorique, en termes de philosophie politique et juridique, de leur coup d'État progressif, par l'usage immodéré de l'article 48, par la décorrélation des articles 53 et 54 (alors qu'ils ont été pensés de manière complémentaire) puis, peu à peu, nous le verrons, par une interprétation abusive de l'article 42 (serment de prise de fonction) censée autoriser le viol pur et simple de l'article 25 (droit de dissolution et convocation obligatoire des électeurs dans un délai de 60 jours maximum). Schmitt, qui pose les fondations d'une véritable mystique présidentialiste, fatale à la République de Weimar, constate et déplore « l'éparpillement politique des partis, en raison, principalement, du mode de scrutin proportionnel » qui a fait du Parlement « un miroir des intérêts sociaux et économiques et de leurs contradictions » : « ces contradictions sont juxtaposées de telle sorte que le Parlement en devient une matrice de désintégration qui permet l'épanouissement plein et entier du pluralisme des groupes d'intérêt économiques et sociaux[3] ». Il y a là, pour Schmitt, une contradiction dans les termes : l'État est censé assurer l'unité d'un peuple sur un territoire donné ; l'organisation des pouvoirs au sein de cet État conduit cependant, en l'espèce,

1. Carl Schmitt, « Der Hüter der Verfassung », in *Archiv des Öffentlichen Rechts*, 1929, Vol. 55, 1929/2, p. 161-237, p. 233.
2. *Ibid.*, p. 234.
3. *Ibid.*, p. 235.

au fractionnement sans fin de ce peuple et ne permet en rien la prise de décision unitaire et unifiée. L'auteur se livre alors à une exégèse des intentions des constituants de 1919 que rien, dans l'appareil critique de son texte, ne vient corroborer : « Tout au contraire, la Constitution de Weimar a, dans les dispositions relatives au président du Reich, tenté d'opposer au Parlement comme représentation de tout le peuple allemand une autre représentation de cette totalité, elle aussi élue par la totalité du peuple allemand. Cela correspond au principe démocratique et revêt la signification suivante en droit constitutionnel : sauver l'unité politique du peuple tout entier d'un Parlement qui est devenu l'instrument de tendances pluralistes[1] ». Le raisonnement est vertigineux, et procède d'une défiance radicale à l'égard du « principe démocratique » pourtant convoqué ici : le parlement de Schmitt n'est guère différent de la *Schwatzbude,* cette échoppe à bavardeurs des antiparlementaires classiques, qui ne voient dans le Reichstag qu'une arène anarchique où se contredisent et s'invectivent les bavasseurs du *Parla, Parla, Parlament*, non le lieu d'un débat rationnel où, de la confrontation des arguments, émerge l'optimal rationnel de la volonté générale. La critique de Schmitt est, au fond, ontologique et s'origine dans un catholicisme très structurant chez cet homme, à la fois fervent croyant et excellent connaisseur des Écritures, de la théologie, de l'histoire de l'Église et de la Tradition dogmatique, très versé dans la métaphysique : le Parlement fait coexister des contraires, il est un lieu d'antagonismes et d'agonistique, aux antipodes de l'unité souhaitée du peuple allemand souverain et de la compacité de l'État. Pourquoi pas, après tout ? Mais que faire et que prôner ? Le retour à la monarchie ne semble pas souhaitable, l'histoire ayant rendu son arrêt. En contexte démocratique, il faut donc promouvoir la figure de celui qui a été élu par la totalité du peuple et qui, *ès* qualités comme *ex officio*, incarne selon Schmitt cette totalité. C'est faire là un saut logique bien téméraire et accorder une confiance passablement aveugle au président élu : un homme désigné par 53 % des votants (score d'Hindenburg au

1. *Ibid.*

second tour de 1932) incarnerait donc la totalité du peuple, et serait par nature le garant et le protecteur de la constitution, le « sauveur » de l'unité et de la totalité... Schmitt n'est pas naïf et, du fait de sa sagacité et de sa connaissance des arcanes berlinois, il est bien placé pour douter que le président incarne une vertu immaculée : la Constitution de 1919 a, selon lui, tenté, par l'institution présidentielle, de « préserver l'unité du peuple comme un tout politique et de protéger l'ordre constitutionnel contre l'abus des partis. La science du droit doit respecter cette tentative, même si l'on peut douter qu'il sera possible, sur la durée, de soustraire le président aux partis politiques et de le maintenir dans une position de pouvoir neutre[1] ». Il reste que, dans les choses humaines, si imparfaites, et en contexte démocratique, si instable, il faut bien arrêter une position et formuler une décision. L'institution présidentielle « oppose, sur le fondement du principe démocratique, l'unité de la totalité du peuple au pluralisme des partis et de leurs compromis, et tente ainsi de préserver l'unité de l'État et de la Constitution face à une dissolution dans un système de compromis », soit « une réelle possibilité de protéger la Constitution contre les dangers que réservent aujourd'hui des majorités parlementaires changeantes[2] ».

Le Pr. Schmitt livre ainsi un blanc-seing et un vade-mecum. Blanc-seing, car il faut bien formuler cet acte de foi et faire crédit de sa confiance du président élu. Les Allemands, jusqu'ici, n'ont pas eu à le regretter, bien au contraire : Schmitt, pourtant homme de droite, catholique et partisan de l'autorité, peu porté sur le marxisme, ne cesse de rappeler que le président Ebert a été irréprochable dans l'usage qu'il a fait de toute la palette des pouvoirs que lui accordait la Constitution — dissolution, nomination, révocation, désignation de chanceliers, pouvoirs exceptionnels, consultation et médiation... C'est, de fait, ce que, unanimes, constatent et défendent les historiens et biographes de ce républicain authentique qui a été en tout point fidèle au serment prêté

1. *Ibid.*, p. 234.
2. *Ibid.*, p. 236-237.

à la Constitution[1]. Quid d'Hindenburg ? Peut-on sans risque confier de tels pouvoirs à une personnalité moins digne de confiance ? Si les historiens de la période constatent que le maréchal a été irréprochable durant les cinq premières années de son mandat, les deux dernières, de 1930 à 1932, sont, on l'a vu, plus sujettes à débat : le renvoi de Brüning, une fois la réélection acquise, semble indiquer que le vieux président prend des libertés, moins avec la Constitution, on le verra, qu'avec les principes fondateurs de celle-ci. C'est là que des autorités universitaires et intellectuelles comme Schmitt jouent un rôle décisif, dont le nouveau gouvernement, celui de Franz von Papen, n'entend pas se priver : Schmitt offre au pouvoir exécutif un vade-mecum argumentatif redoutable de jésuitisme et de solidité, et signale par là même sa disponibilité à être le *Kronjurist*, le juriste de cour, des libéraux autoritaires.

1. Voir la monumentale biographie de référence par Walter Mühlhausen, *Friedrich Ebert 1871-1925. Reichspräsident der Weimarer Republik*, Bonn, Dietz Verlag, 2006, 1 064 p.

Chapitre V

UN GOUVERNEMENT HORS-SOL : LE « CABINET DES BARONS »

La chute de Brüning et la nomination de Papen, ainsi que la constitution rapide de son gouvernement, furent le produit d'une conjuration dont la réalité n'échappa à aucun des contemporains. Le groupe SPD du Reichstag la dénonça en des termes qui, le 1er juin 1932, pointaient la responsabilité désastreuse des entourages : « La chute du gouvernement Brüning » a été orchestrée « hors de l'enceinte du Parlement par des conseillers irresponsables attachés au président du Reich » et annonce une politique « sociale-réactionnaire » ainsi que des « assauts contre la Constitution et la démocratie ». C'est très juste. En un seul point, cependant, le SPD se trompe quand il dénonce les conséquences en matière de « politique étrangère » : l'œuvre de Brüning sera parachevée sans solution de continuité par Franz von Papen, dont la polyglossie et les excellentes manières vont faire merveille à l'hôtel Beau Rivage de Lausanne en juillet 1932. Brüning a bel et bien démonté « cent mètres avant la ligne d'arrivée (*hundert Meter vor dem Ziel*)[1] », mais le cavalier Papen a arraché le ruban.

Le SPD se trouve, avec Papen, bien mal payé de ses efforts : après avoir permis à Brüning de gouverner, contre les intérêts de ses électeurs et les principes du parti, après avoir

1. « Rede des Reichskanzlers Dr. Brüning, gehalten vor dem Auswärtigen Ausschuss des Reichtstags am 24. Mai 1932 », in Wilhelm Vernekohl, Rudolf Morsey (éd.), *Heinrich Brüning. Reden und Aufsätze eines deutschen Staatsmanns*, Münster, Verlag Regensberg, 1968, p. 164.

fait réélire Hindenburg, les sociaux-démocrates comprennent bien que, avec un tel gouvernement, c'en est fini de cette forme de fiction parlementaire, et que le temps du Reichstag, déjà bien intermittent depuis deux ans, est définitivement révolu. Le parti exprime ainsi « sa plus grande défiance » et annonce « en tirer toutes les conséquences parlementaires[1] ». Le même jour, une proclamation du parti dénonce, à juste titre, la « réaction » au pouvoir : « Ce cabinet de "concentration nationale" est le premier gouvernement depuis 1918 où les organisations des ouvriers et employés, les syndicats des travailleurs du primaire, du tertiaire, de la fonction publique n'ont aucune représentation[2] ». Dès lors, le parti « entre en opposition sans concession au moment où la réaction démagogique apparaît sans masque ».

C'est peu dire que, pour un électeur de gauche, de centre gauche ou même vaguement républicain, le gouvernement de Papen est un musée des horreurs. Ce que le *Vorwärts*, journal du SPD, baptise immédiatement, et avec pertinence, « le cabinet des barons », est en effet un assemblage, inédit depuis 1918, de tout ce que les élites patrimoniales du capital industriel, bancaire, agrarien, aristocratique et militaire offrent de plus caricatural. Dans la France actuelle, on parlerait de gouvernement hors-sol, de gouvernement de millionnaires, de ministres déconnectés et dépourvus de toute légitimité. En l'espèce, et *mutatis mutandis*[3], c'est bien l'équivalent qui est présenté à l'Allemagne en juin 1932 — un cabinet de nantis dont les portefeuilles et les patronymes signifient clairement au pays que c'est, de fait, la politique de classe et de clan la plus brutale qui va être menée. Le journal satirique *Simplicissimus* ne s'y trompe pas qui, dans une caricature célèbre,

1. Franz Osterroth, Dieter Schuster, « Stichtag 1. Juni 1932 », in *Chronik der deutschen Sozialdemokratie, Vom Beginn der Weimarer Republik bis zum Ende des Zweiten Weltkrieges*, 3. Aufl., 1980, Bonn, Berlin, Heidelberg, Friedrich-Ebert-Stiftung Library, 2001.

2. *Ibid.*

3. Les mutations en question tiennent aux changements dans les acteurs de la domination financière et sociale : dans l'Allemagne de 1932, l'aristocratie des grands agrariens, des militaires réactionnaires et des magnats de l'industrie lourde, dans la France de 2024, les métiers de la « com », la finance et les nantis de l'héritage.

montre financiers à monocles, bourgeoises épanouies et généraux engoncés formuler, autour d'un cocktail, une « position supérieure » : « Ces slogans politiques sont ridicules ! L'ennemi est à droite ! L'ennemi est à gauche ! Allons, allons ! Pour un gouvernement aristocratique au-dessus des partis, il n'y a qu'une vérité : l'ennemi est en bas ! »[1]

Les ministres sont largement inconnus du public : des hauts fonctionnaires, des hommes d'influence, des conseillers se trouvent promus. Kurt von Schleicher sort enfin de l'ombre et succède à son protecteur de toujours, le général Groener, qu'il a trahi avec méthode, comme ministre de la Reichswehr. Groener, qui avait une affection paternelle pour ce cadet brillant, n'a jamais voulu voir ni comprendre que son favori travaillait opiniâtrement à sa perte, détournant les moyens du ministère à ses fins propres, intriguant dans son dos et précipitant sa chute.

Aux finances, c'est un directeur d'administration centrale du ministère du Budget qui est nommé : le comte Johann Ludwig Schwerin von Krosigk, appelé plus simplement Lutz Graf Schwerin von Krosigk. Né en 1887, fils d'un noble silésien, chambellan de Prusse et président du Landtag de Anhalt, Johann Ludwig a suivi un cursus de droit au cours d'un « grand tour » entre Halle, Lausanne et Oxford qui le mène au *Referendariat* (niveau M2), sans pousser jusqu'à la thèse de doctorat. Ancien combattant décoré de la Grande Guerre, qu'il termine avec le grade de lieutenant et la croix de fer de 1re classe, ce père de famille de neuf enfants entame une carrière de haut fonctionnaire local, en Silésie, puis national, franchissant toutes les étapes du *cursus honorum* prussien (*Assessor, Landrat, Regierungsrat, Oberregierungsrat, Ministerialrat* puis *Ministerialdirektor*) jusqu'à la nomination comme directeur du Budget au ministère des Finances du Reich en 1929, qu'il cumule en 1931 avec la direction des Réparations, charge technique et diplomatique à laquelle sa maîtrise des langues et sa parfaite éducation le désignent, et double responsabilité qui en fait un des hauts fonctionnaires majeurs du Reich. C'est donc un technicien des Finances très

1. *Simplicissimus*, 18 septembre 1932, p. 298.

ancré à droite qui est chargé de veiller à l'équilibre budgétaire dans une équation modifiée par Papen et son entourage, ainsi que par tous ceux qui, comme lui, estiment que l'austérité dogmatique de Brüning est un échec. Il faut rouvrir les dépenses publiques, en direction des entreprises cependant, et poursuivre d'autant plus fermement les économies en matière sociale. Lutz Schwerin von Krosigk va s'y atteler avec un tel talent qu'il ne quittera plus jamais son poste de ministre jusqu'en 1945, occupant les Finances sous Papen, puis sous Schleicher et, enfin, dans le cabinet Hitler-Papen puis sous le « IIIe Reich ». Promotion ultime : après le suicide d'Hitler, alors que le grand-amiral Karl Dönitz devient président du Reich, Johann Ludwig Graf Schwerin von Krosigk est nommé par Dönitz chef du gouvernement, en succession d'Hitler, puis de Goebbels, qui a occupé la fonction de *Reichskanzler* quelques heures avant de se suicider à son tour. C'est donc Schwerin qui devient le dernier chancelier du Reich, avec le titre de *Leitender Minister*, à partir du 2 mai 1945, et qui annonce au *Reichssender* la capitulation sans conditions de toutes les armées allemandes le 7 mai à midi[1]. Arrêté le 23 mai par les Alliés, il aura gouverné pendant trois semaines le Reich, du moins les territoires pas encore totalement contrôlés par les vainqueurs, et ceux que les Britanniques et les Américains de la « Commission de contrôle interalliée auprès de l'Oberkommando der Wehrmacht » administrent en cogestion avec son gouvernement. Son gouvernement, composé de lui-même (Chancellerie, Finances et Affaires étrangères), du Pr. Albert Speer (Économie), du *SS-Gruppenführer* Dr. Wilhelm Stuckart (Intérieur), du Dr. Otto Georg Thierack (Justice), du *SS-Gruppenführer* Dr. Herbert Backe (Agriculture et Alimentation) et du *Generalfeldmarschall* Wilhelm Keitel (OKH)[2] notamment, siège dans le bâtiment d'éducation physique de l'école de la Marine,

1. Volker Ullrich, *Acht Tage im Mai. Die letzte Woche des dritten Reiches*, Munich, Beck, 2020, 320 p.

2. Le gouvernement de Flensburg comprend également le chef du Stahlhelm, Franz Seldte, au Travail, ainsi que Julius Dorpmüller, directeur général de la Deutsche Reichsbahn de 1926 à 1945 et ministre des Transports depuis 1937. Il est également ministre des Postes dans le cabinet Schwerin.

à Flensburg, choisi par l'Amiral Dönitz et sécurisé par les hommes du *Reichsführer SS* Himmler, qui y poursuivent, impavides, le massacre des « déserteurs ». Schwerin couvre ces crimes, mais il ne sera condamné en 1949, à Nuremberg, qu'à dix ans de réclusion, dont il ne servira que deux, puisqu'il bénéficie de la loi d'amnistie de 1951. Recruté dans l'organisation Gehlen, il vivra ensuite à Essen de ses rentes et de sa plume, publiant ses souvenirs ainsi qu'un essai biographique sur sa grand-tante Jenny von Westphalen, la jeune aristocrate qui avait épousé un certain Karl Marx. Une longue vie de retraité, à l'abri de son patrimoine et de ses réseaux, jusqu'à une mort paisible, en 1977[1].

Le jeune Schwerin von Krosigk de 1932, le haut fonctionnaire de 45 ans, n'en est pas encore là : avec son portefeuille dans le gouvernement Papen, il est au sommet de sa carrière, tout comme ses collègues, aristocrates et hauts fonctionnaires subitement promus ministres d'un cabinet qui affiche ouvertement son mépris pour le Parlement. Les affaires étrangères du nouveau ministère échoient à un baron, Konstantin Freiherr von Neurath, diplomate de carrière au service du roi de Württemberg avant 1918, puis plusieurs fois ambassadeur (Italie, Royaume-Uni), très en cour dans « la maison du président » qui désirait le nommer ministre depuis 1925. Né en 1873 sur le domaine familial, près de Stuttgart, fils, lui aussi, d'un chambellan (du roi de Württemberg) et député au Reichstag (pour le *Deutsche Reichspartei*, ultraconversateur et ultranationaliste), Neurath a suivi un cursus de droit, à Tübingen, où il s'investit dans une corporation étudiante de droite dure (*Corps Suevia*). Il atteint le *Referendariat*, commence une carrière judiciaire, puis verse dans la diplomatie. Son très long séjour comme représentant de l'Allemagne à Rome (1921-1930) lui a permis d'observer de près l'ascension des fascistes et l'instauration d'un régime nouveau, dont le caractère antidémocratique a ses faveurs. Devenu ministre en 1932, Neurath reste en place jusqu'en 1938, sous Papen,

1. Klaus Goehrke, *In den Fesseln der Pflicht. Der Weg des Reichsfinanzministers Lutz Graf Schwerin v. Krosigk*, Cologne, Verlag Wissenschaft und Politik, 1995.

Schleicher, Hitler-Papen et Hitler. Il offre au « IIIe Reich » son excellente réputation internationale et sa maîtrise d'une administration diplomatique qui se révèle cruciale pour les nazis[1]. Choyé par Hitler, il reçoit l'« insigne d'or du parti » et le grade de *SS-Gruppenführer* en 1937, avant de céder sa place à Joachim von Ribbentrop en 1938. Après la destruction de la Tchécoslovaquie, il devient le proconsul colonial de ce qui n'a pas été directement annexé par le Reich : le *Reichsprotektor* du protectorat de Bohême-Moravie est ensuite remplacé, en 1941, par le chef du RSHA, Reinhard Heydrich, car Hitler estime Neurath trop tendre avec la résistance tchèque. Pour ses 70 ans, il reçoit une dotation de 250 000 reichsmarks de la part d'Hitler ainsi que le grade de *SS-Obergruppenführer*. Condamné à 15 ans de réclusion lors du premier procès de Nuremberg, Neurath est libéré au bout de neuf ans sur l'insistance du Vatican, qui s'entremet pour défendre ce catholique plus ou moins fervent. Il passe les deux dernières années de sa vie sur le domaine familial et meurt sur son lieu de naissance, à l'âge de 83 ans[2].

À l'agriculture, c'est un autre baron qui est nommé, à la fois *Reichsminister* pour l'agriculture et l'alimentation et *Reichskommissar für die Osthilfe* (commissaire du Reich pour l'aide aux territoires de l'Est). Magnus Freiherr von Braun, né lui aussi sur le domaine familial, en Prusse-Orientale, en 1878, est fils de grand propriétaire terrien. Juriste formé à Göttingen et Königsberg, membre des corporations étudiantes (*Corps Saxonia*), il fait une carrière au ministère du Commerce, puis comme haut fonctionnaire territorial à l'Est ainsi qu'à la chancellerie du Reich. Un temps administrateur civil des zones occupées par l'armée pendant la Grande Guerre, puis préfet de police à Stettin et haut fonctionnaire au ministère prussien de l'Intérieur, il est radié des cadres en raison de ses sympathies pour les putschistes Kapp et Lüttwitz, qui ont fomenté une insurrection contre le gou-

1. Norbert Frei *et al.*, *Das Amt und die Vergangenheit. Deutsche Diplomaten im Dritten Reich und in der Bundesrepublik*, Munich, Karl Blessing Verlag, 2010.

2. Lars Lüdicke, *Constantin von Neurath. Eine politische Biographie*, Paderborn, Schöningh, 2014.

vernement de la République de Weimar en 1920. Il passe une dizaine d'années dans les structures représentatives des coopératives agricoles, devient dirigeant des coopératives Raiffeisen à l'Est puis dans les instances nationales. Magnus von Braun représente, par héritage comme par profession, les intérêts des agrariens, qu'il défendra sans ciller. Il est, par ailleurs, le père de deux célébrités qui ont délaissé la glèbe et les blés pour la chimie et la mécanique. Alors que son fils aîné, Sigismund, a embrassé la diplomatie, au service du « IIIe Reich » puis de la RFA, les deux cadets ont la tête scientifique et technique. Magnus von Braun fils devient *Diplom-Ingenieur* en chimie, ainsi qu'aviateur, avant d'être recruté par son frère, le *SS-Sturmbannführer* Dr. Wernher von Braun, concepteur des fusées V2. Les deux frères sont exfiltrés en 1945 vers les États-Unis : Wernher y devient le père du programme spatial américain et Magnus *top manager* chez Chrysler, puis directeur général de Chrysler Europe à Londres. Leur père quitte le ministère de l'Agriculture le 28 janvier 1933 et se retire dans l'un de ses domaines, en Silésie, avant de suivre ses fils aux États-Unis en 1947, puis de revenir vivre sur une autre de ses propriétés, en Bavière, où il meurt à 94 ans, en 1972[1].

Un troisième baron est nommé aux Transports et à la Poste : haut fonctionnaire de la *Deutsche Reichsbahn*, technicien passionné des chemins de fer, Peter Paul Freiherr und Edler Herr von und zu Eltz-Rübenach, plus simplement nommé Paul Freiherr von Eltz-Rübenach, restera à son poste avec Schleicher puis Hitler, jusqu'en 1937, date à laquelle ses critiques envers la politique des nazis à l'égard de l'Église catholique conduisent à sa démission[2].

Quatrième baron, Wilhelm Freiherr von Gayl. Né en 1879 à Königsberg (Prusse-Orientale) d'un père général, il a suivi un cursus de droit et d'administration aux Universités de Bonn, Göttigen et Berlin, et a lui aussi été membre de corporations nationalistes (*Corps Saxonia* et *Borussia Bonn*) avant de deve-

1. Christina von Braun, *Stille Post. Eine andere Familiengeschichte*, Berlin, Propyläen, 2007.

2. Andreas von Mettenheim, *Paul Freiherr von Eltz-Rübenach. Technokrat, Katholik und Politiker im Kabinett Hitlers*, Berlin, Duncker & Humblot, 2023.

nir haut fonctionnaire de l'État de Prusse. Ce grand propriétaire terrien de Prusse-Orientale, proche d'Alfred Hugenberg et du cercle des amis nationalistes et colonisateurs décrit par Ludwig Bernhard, devient directeur de la « Société agricole » qui vise à coloniser cette région (*Ostpreussische Landgesellschaft*) puis, après-guerre, de la « Société pour la promotion de la colonisation intérieure » (*Gesellschaft zur Förderung der inneren Kolonisation*). Pendant la Grande Guerre, il dirige la section politique de l'administration militaire des territoires occupés à l'Est (*Ober Ost*) et conseille à Ludendorff et Hindenburg l'épuration ethnique de ces régions qui se situaient entre la Baltique et la Biélorussie par la confiscation des biens et l'expulsion des Polonais, Russes et Juifs[1]. Cet aristocrate latifundiaire, *deutschnational* et rigoureusement antisémite, est l'homme des lobbies agrariens et, à ce titre, il est celui qui intervient auprès du président Hindenburg pour lui rapporter, en mai 1932, le détail du plan de réforme agraire élaboré par le gouvernement Brüning. Soucieux de préparer la relève à la guerre, il préside l'association « pour l'entraînement de la jeunesse » et jouit de la faveur d'Hindenburg qu'il connaît depuis 1916. Il est nommé ministre de l'Intérieur le 1er juin 1932 avec quelques idées bien arrêtées sur les sujets qui lui tiennent à cœur, comme la communication gouvernementale, les rapports entre la Prusse et le Reich, ainsi que le droit de la nationalité — tous domaines où, en accord avec Papen, il va agir dans un sens pas précisément favorable à la Constitution et aux libertés publiques.

À l'économie, c'est le lobbyiste patronal et *Professor Dr.* Hermann Warmbold, membre du conseil d'administration de la IG Farben, déjà en poste sous Brüning depuis octobre 1931, mais démissionnaire fin avril 1932 par opposition à la ligne austéritaire du chancelier, qui est reconduit. La justice, quant à elle, est confiée au ministre bavarois du même ressort, le Dr. Franz Gürtner. C'est lui qui avait veillé à ce que la peine de forteresse prononcée contre Adolf Hitler

1. Vejas Gabriel Liulevicius, *Kriegsland im Osten. Eroberung, Kolonisierung und Militärherrschaft im Ersten Weltkrieg*, Hambourg, Hamburger Edition, 2002, 374 p., et Abba Strazhas, *Deutsche Ostpolitik im Ersten Weltkrieg. Der Fall Ober Ost 1915-1917*, Wiesbaden, Harrassowitz Verlag, 1993, 289 p.

en 1924 soit la plus légère et la plus douce possible, la plus courte également, car Hitler n'avait servi qu'une année de détention sur les cinq d'un verdict déjà plus que clément. Gürtner sera reconduit sous Schleicher et, bien sûr, sous Hitler, jusqu'à sa mort fin 1941[1]. Sa nomination est un signe amical adressé aux nazis par Schleicher dans le cadre de sa politique d'« apprivoisement » (*Zähmung*) du NSDAP.

Méticuleusement préparée par un militaire, haut fonctionnaire du ministère de l'Armée et proche conseiller du président, la nomination de ce gouvernement surprend tout le monde en Allemagne. Les ministres, nous l'avons dit, sont des inconnus du grand public, jusqu'au chancelier. Leur absence de représentativité sociale atteint un niveau caricatural : la République de Weimar est née avec, à sa tête, un fils d'artisan-sellier de Heidelberg. Treize ans plus tard, ce sont deux héritiers à particules qui la dirigent, flanqués d'un cabinet composé de survivances du *Kaiserreich* et du Saint Empire : six nobles sur huit, dont quatre représentants de la noblesse titrée, trois barons et un comte. Les roturiers, quant à eux, sont des grands bourgeois liés, pour l'un, à l'industrie chimique et aux agrariens et, pour l'autre, aux nazis — en tout cas, deux titulaires d'un doctorat.

Le nouveau chancelier publie une proclamation qui fait office de déclaration de politique générale en l'absence de discours devant le Reichstag, qui est dissous le jour même par ordonnance présidentielle — une première, qui en dit long sur le respect de la nature parlementaire du régime.

Les propos du 4 juin laissent peu de doutes sur les inspirations et les intentions du cabinet, qui constate que « le peuple allemand se trouve dans une crise morale et matérielle sans précédent », en temps de paix, aurait-on pu rajouter pour éviter l'exagération rhétorique. On exige de lui des « sacrifices abominables » pour parcourir le « chemin de croix » (*sic*) vers la « liberté intérieure et extérieure ». Cela requiert une « concentration (...) de toutes les forces natio-

1. Lothar Gruchmann, *Justiz im Dritten Reich. Die Ära Gürtner, 1933-1940*, Munich, Oldenbourg, 2001, 1 309 p.

nales » qui n'a pas été obtenue par le précédent chancelier. Un hommage est rendu au « courage » du « Reichskanzler Dr. Brüning », mais la « gabegie de la démocratie parlementaire » comme « l'ébranlement des finances du Reich » demeurent : « Aucune des réformes nécessaires pour une convalescence réussie — réforme administrative, financière, adaptation du train de vie de l'État à la pauvreté de notre nation n'a dépassé le stade de la réflexion ». Les « assurances sociales », notamment, « sont au bord de la faillite » car « les gouvernements d'après-guerre » ont pratiqué ni plus ni moins qu'un « socialisme étatiste », transformant l'État en « une sorte de bureau de bienfaisance ». Cet assistanat est constitutif d'un phénomène plus large qui « affaiblit les forces morales de la nation » : le « bolchevisme culturel », ce « poison qui menace de détruire les fondements moraux » du pays parce que « les forces chrétiennes du pays ont été trop enclines à faire des compromis » avec « le marxisme athée », doit être combattu.

Le ton est donné : des « réformes », donc, ajointées à une croisade culturelle, une reconquête chrétienne et morale du pays contre l'épouvantail marxiste (SPD, KPD, syndicats) et la fausse doctrine de « la lutte des classes », qui n'existe pas dans un pays « chrétien ». Si l'on ajoute à cela la touche de pragmatisme et de volontarisme du gouvernement de résultats « qui ne fait pas de promesses, qui veut agir et ne veut être jugée que sur son action », l'on obtient une ritournelle plutôt familière aux oreilles contemporaines, d'autant plus que Papen souhaite une « clarification en politique intérieure[1] ».

Le même jour, *programmgemäss*, Hindenburg fait donc usage de l'article 25 et dissout le Reichstag. La date des élections législatives est fixée au 31 juillet 1932. S'ouvre une campagne électorale de sept semaines sous les pires auspices car, le 14 juin, conformément à l'autre promesse que Schleicher avait faite à Hitler, les SA et les SS, interdits quelques semaines plus tôt par le général Groener, ministre des Armées et ministre de l'Intérieur de Brüning, sont à nouveau

1. Regierungserklärung, 4. Juni 1932, Akten der Reichskanzlei, BArch R 43 I/1456, f° 289.

autorisés. Une violence politique inédite se déchaîne dans les rues des villes de l'Allemagne, théâtre, selon l'expression des contemporains, repris par les historiens, d'une « quasi-guerre civile » ou d'une « guerre civile latente[1] ».

La décision de dissoudre le Reichstag, élément majeur de l'accord discret passé avec les nazis, est prise au pire moment, car le NSDAP est en dynamique électorale, comme en témoignent des scrutins majeurs qui se tiennent dans les Länder depuis un an. En mai 1931, les nazis ont obtenu 27 % des voix en Schaumburg-Lippe, devenant le deuxième groupe parlementaire derrière le SPD. Le 15 novembre 1931, dans le Land de Hesse, les nazis obtiennent un score inédit (37 %), loin devant le SPD, qui perd la majorité mais qui continue à administrer les affaires courantes car aucune nouvelle majorité de gouvernement n'émerge de ce scrutin. La série brune se poursuit lors des échéances électorales de 1932. Le 13 mars, des élections se tiennent en Mecklemburg-Strelitz, qui consacrent une nette poussée du NSDAP, à 24 %, derrière le SPD (27) et le DNVP (31). L'alliance des droites aboutit, le 8 avril, à l'investiture d'un gouvernement de coalition DNVP-NSDAP, un *Staatsministerium* composé de deux membres, le Dr. Heinrich von Michael (DNVP) et le Dr. Fritz Stichtenoth (NSDAP).

Le 24 avril 1932 est ce que l'on appelle en Allemagne un *Superwahltag* (un jour à scrutins multiples), car ce sont rien de moins que les parlements de Prusse, Bavière, Württemberg, Hamburg et Anhalt qui sont renouvelés. Les résultats sont alarmants : partout les nazis terminent premiers, sauf en Bavière où le BVP (national-catholique) garde une avance infime de trois centièmes de points (32,55 % contre 32,52). Quelques centaines de voix font la différence dans le grand État du Sud, deuxième Land du Reich, où Heinrich Held (BVP) peut reconduire son gouvernement, désormais cabinet minoritaire soutenu par 57 députés (sur 128), toléré par le SPD (20 députés) qui adopte en Bavière la même ligne qu'au niveau du Reich : face au danger représenté par les

1. Dirk Blasius, *Weimars Ende. Bürgerkrieg und Politik 1930-1933*, Göttingen, Vandenhoeck und Ruprecht, 2005, 188 p.

nazis, qui ont gagné 26,4 points depuis 1928 (6 % à l'époque), mieux vaut soutenir le cabinet national-conservateur de Held (coalition BVP-Bauernbund-DNVP), dont fait cependant partie le Dr. Franz Gürtner, proche du NSDAP.

Dans le Land de Anhalt, le NSDAP devient le premier parti en nombre de voix (41 %) et de sièges (15). Il forme un gouvernement de coalition NSDAP-DNVP le 21 mai, un cabinet d'extrême droite qui succède au gouvernement de centre gauche SPD-DDP jusqu'alors aux affaires. À Hamburg, ville ouvrière dirigée par une coalition de centre gauche sous la houlette du SPD, les nazis avaient déjà spectaculairement progressé entre 1926 et octobre 1931 (+ 24 points). Les élections à la *Bürgerschaft* (le nom du parlement de la Ville Libre) ayant consacré une majorité de blocage (26 % pour le NSDAP, 5,6 % pour le DNVP et 22 % pour le KPD), de nouvelles élections sont organisées en avril 1932. Le NSDAP confirme sa progression et gagne 5 points en six mois (31,2 %). Il devient ainsi le premier parti à Hamburg, mais le SPD, qui a gagné 2,5 points (à 30,2 %), tout comme son allié DDP (à 11,2 %), s'estime légitime pour administrer les affaires courantes avec le gouvernement (*Senat*) qui est en place depuis 1928. La situation est bloquée.

Dans le troisième Land d'Allemagne, en Württemberg, les nazis gagnent près de 25 points par rapport à 1928, avec 26,4 % et 23 sièges sur 80. L'ancien premier parti, le SPD, décroche de 23 à 16 %. Aucune majorité ne se dégageant, le gouvernement de droite et centre droit reste aux affaires courantes car, là aussi, le parlement est bloqué.

Il en va de même dans le plus grand Land du pays, la Prusse, presque 2/3 du Reich (par comparaison, la Bavière, son second, en représente 11 %), qui renouvelle elle aussi son Landtag le 24 avril. L'enjeu est tel que la participation bondit de 6 points, de 76 à 82 %, par rapport à 1928. Depuis 1925, le Dr. Otto Braun (SPD) y dirige un gouvernement de coalition SPD-Zentrum-DDP, soit les partis de la « coalition de Weimar », au pouvoir en Prusse presque sans interruption depuis 1919. Symbole de la démocratie et de la viabilité de la République pour les démocrates, la Prusse apparaît à droite comme un gigantesque abcès à crever : la droite nationaliste

et l'extrême droite avaient organisé le 9 août 1931 un plébiscite pour dissoudre le Landtag et provoquer des élections anticipées propres, selon elles, à renverser le gouvernement Braun. Le vote avait échoué et les élections se sont tenues normalement à l'issue de la mandature de quatre ans. Les résultats sont préoccupants : le NSDAP fait un bond inédit de presque 35 points. Lui qui ne représentait presque rien en 1928 (1,84 %) obtient 36,3 % des voix et 162 sièges (sur 423). Le SPD perd 8 points (de 29 à 21,19 %, soit de 137 à 94 sièges), le DDP s'effondre de 3 points, à 1,5 % (de 21 sièges à 2), tandis que, immarcescible, le Zentrum se maintient, gagnant même cinq centièmes de point (de 15,23 à 15,28 %) mais perdant quatre sièges (de 71 à 67). Le DNVP accuse quant à lui un net recul : la stratégie d'extrême droite du chef du parti et de sa presse a profité aux nazis, non à ce parti nationaliste-conservateur, voire nationaliste-réactionnaire qui, en nazifiant son discours ainsi que l'espace public par la force de frappe de l'empire médiatique Hugenberg, a perdu son âme et ses électeurs en Prusse, passant de 17,4 à 6,9 %, un recul de plus de dix points qui se paye comptant en nombre de députés (de 82 à 31). Le DVP (Deutsche Volkspartei), représentant de la droite nationale-conservatrice, perd quant à lui 7 points, au profit du NSDAP.

Les résultats des élections législatives prussiennes sont un choc pour ceux qui ont bien identifié le danger que représente l'extrême droite. Les nazis sont en situation de prendre le pouvoir dans ce Land immense, et de nommer des fonctionnaires, des préfets et des commissaires de police, des instituteurs, enseignants et professeurs des Universités parmi les plus importantes du pays (Berlin, Francfort-sur-l'Oder, Königsberg...) s'ils parviennent à constituer une coalition parlementaire. Le choix s'impose : le meilleur partenaire de coalition pour le NSDAP n'est pas le DNVP qui, depuis qu'il a perdu 51 députés, ne peut constituer une majorité avec lui, mais le Zentrum, dont les 67 sièges au Landtag assureraient une large majorité à cette coalition *braunschwarz*, brun-noir, selon les couleurs attribuées aux deux partis qui, avec 229 députés, seraient à l'aise dans un parlement de 423 membres (majorité absolue à 212).

Cette impressionnante litanie de résultats, que l'on pourrait compléter par les scrutins municipaux et cantonaux dans toute l'Allemagne, révèle une telle dynamique en faveur du NSDAP que la dissolution du Reichstag prononcée le 4 juin n'a aucun sens. Rappelons que la précédente dissolution, risquée, a abouti à une progression nazie qui a installé le parti dans le pays. Brüning, du moins, avait un plan. Il prévoyait de laisser courir la mandature jusqu'à son terme, en 1934 : les experts économiques du gouvernement anticipaient un retournement de conjoncture et un retour à la croissance vers l'été 1932. Les meilleures têtes politiques du Reich excluaient donc de toucher au Reichstag car le calendrier électoral, depuis la dissolution de 1930, offrait cet oxygène. Seuls les nazis réclamaient un retour aux urnes à cor et à cri, et seuls des idiots utiles de la droite et du centre furent en mesure de le leur accorder.

La situation en Prusse est bloquée à la suite des élections du 24 avril 1932. La coalition de Weimar (SPD, Zentrum, DDP) au pouvoir quasiment sans interruption depuis 1918 en Prusse (*Preussenkoalition*) ne dispose plus de majorité. En prévision de résultats électoraux qui s'annonçaient catastrophiques pour le camp démocratique, et face à la perspective d'une majorité d'extrême droite, le groupe SPD au Landtag de Prusse avait fait voter le 12 avril 1932, soit douze jours avant les législatives, un changement de règlement du parlement qui disposait que, désormais, l'élection du ministre-président de Prusse se ferait à la majorité absolue et non plus relative. En conséquence, les nazis ne parviennent pas à élire chef du gouvernement l'un des leurs, et des négociations discrètes sont entamées avec le Zentrum pour une coalition brun-noir. À la tête du Parlement, c'est bien un député NSDAP, Hanns Kerrl, qui est élu, mais le gouvernement d'Otto Braun reste en place pour expédier les affaires courantes, une situation que connaissent donc cinq autres Länder (Bavière, Saxe, Hesse, Württemberg et Hambourg) sans que le gouvernement du Reich y trouve rien à redire.

Le cas de la Prusse est cependant différent : le plus grand État du Reich est un État « rouge » ou, du moins, un sym-

bole de la démocratie weimarienne. Avec sa superficie et sa population massives, il dispose d'une force de police de 90 000 hommes, quasi équivalente aux effectifs officiels de la Reichswehr. Enfin, en presque quatorze ans de pouvoir, les sociaux-démocrates ont installé à la tête des administrations des fonctionnaires nettement opposés à la politique de droite dure du gouvernement central. Dès le 11 juin, Papen, qui a convié des représentants des Länder à la chancellerie, évoque la nomination d'un commissaire du Reich en Prusse si aucun gouvernement n'est désigné par le Landtag. En coulisses, il fait pression sur le Zentrum pour que des négociations aboutissent à une coalition avec les nazis, mais sans succès : les nazis, dans la perspective des élections législatives du 31 juillet, ne sont pas pressés de faire affaire avec un parti du *System*. L'hypothèse d'une déposition du gouvernement de Prusse par ordonnance présidentielle de l'article 48-1 court dans Berlin. Cette ordonnance est déjà signée, à Neudeck, par Hindenburg, dès le 14 juillet 1932, lors d'une visite de Papen et de Gayl[1] — une ordonnance blanche, qui n'attend que les motivations et la date. Peu de temps auparavant, Carl Severing, le ministre de l'Intérieur prussien, avait rencontré Gayl lors d'une conférence des ministres de l'intérieur des Länder et du Reich, le 22 juin, puis en tête à tête quelques jours plus tard, pour parler de la *Reichsreform* et des violences politiques de la campagne électorale. Severing, qui sait la Prusse menacée par le Reich, propose une « union personnelle des ministres compétents du Reich et de Prusse » pour mettre sous contrôle de l'État central les imposantes forces de police du plus grand des Länder — une proposition surprenante, voire stupéfiante de la part du ministre censément le plus puissant du plus grand État allemand, de la part, également, d'un social-démocrate attaché à la Constitution et au principe fédéral. Gayl assiste ainsi à une capitulation en rase campagne, avant même tout combat, de la part du gouvernement prussien — un élément qui a sans doute contribué à le convaincre que le temps était mûr pour une action du Reich contre la Prusse[2].

1. Wolfram Pyta, *Hindenburg*, *op. cit.*, p. 712.
2. Carl Severing, *Mein Lebensweg*, Cologne, Greven, 1950, Band 2, p. 340.

Le prétexte à l'intervention du Reich dans les affaires du Land est tout trouvé : l'autorisation donnée aux SA et SS de se réunir, manifester et s'exprimer, deux mois seulement après l'interdiction édictée par le précédent gouvernement, suscite une explosion de violence qui rappelle les débuts de la République de Weimar, marqués par un nombre inquiétant d'assassinats politiques. En l'espèce, le mois de juillet 1932 marque un point d'orgue de la violence politique en Allemagne, avec près de 100 morts et plus de 1 000 blessés graves. Plusieurs épisodes marquent les journalistes et l'opinion publique, comme les « incidents d'Ohlau », en Silésie, le 11 juillet, qui voient la mort de deux SA et plusieurs dizaines de blessés par balles dans des affrontements provoqués par les *Reichsbanner* du SPD et l'*Eiserne Front* antifasciste (SPD et KPD). Ce drame permet aux nazis de déployer leur rhétorique obsidionale et victimaire : le NSDAP présente toujours sa violence comme une légitime défense face à une insupportable et lâche agression — contre l'évidence statistique, qui montre que, au contraire, les 2/3 des décès sont dus à la violence des SA[1]. Six jours plus tard, c'est à l'autre extrémité de la Prusse, dans la banlieue de Hambourg, que se déroule le « dimanche sanglant d'Altona » : pour affirmer leur conquête et leur maîtrise de l'espace, plusieurs milliers de SA défilent dans ce quartier ouvrier très majoritairement socialiste et communiste. Altercations verbales et physiques ponctuent la marche, puis des coups de feu de part et d'autre, deux SA étant mortellement touchés. L'intervention de la police de Hambourg, qui ouvre le feu, fait 16 morts dans les rangs des habitants, sous les ordres du *Polizeioberleutnant* Franz Kosa, un policier engagé à l'extrême droite depuis le début des années 1920, sympathisant nazi, qui a su rassembler et

1. Sven Reichardt, *Faschistische Kampfbünde. Gewalt und Gemeinschaft im italienischen Squadrismus und in der deutschen SA*, Cologne, Böhlau, 2002, 814 p., et « Totalitäre Gewaltpolitik ? Überlegungen zum Verhältnis von nationalsozialistischer und kommunistischer Gewalt in der Weimarer Republik », in Wolfgang Hardtwig (dir.), *Ordnungen in der Krise. Zur politischen Kulturgeschichte Deutschlands 1900-1933*, Munich, Oldenbourg, 2007, 566 p., p. 377-402. Voir également Andreas Wirsching, *Vom Weltkrieg zum Bürgerkrieg ? Politischer Extremismus in Deutschland und Frankreich, 1918-1933/39. Paris und Berlin im Vergleich*, Munich, Oldenbourg, 1999.

organiser autour de lui un commando à sa main, lequel, après 1933, sera engagé dans la chasse aux communistes[1].

L'épouvantable massacre d'Altona offre un prétexte rêvé au gouvernement. Celui-ci, nous l'avons vu, dispose d'un blanc-seing présidentiel sous la forme d'une ordonnance blanche qu'il suffit de remplir et de dater. C'est chose faite le 20 juillet : les principaux ministres prussiens sont convoqués à 10 heures à la chancellerie pour s'entendre signifier leur suspension par ordonnance. En réalité, deux textes sont édictés par Papen ce jour-là : le premier est l'« ordonnance du président du Reich pour la sécurité et l'ordre publics sur le territoire du Land de Prusse », signé de « Neudeck und Berlin[2] » ; pris sur le fondement des articles 48-1 et 48-2 de la Constitution, il nomme Franz von Papen « commissaire du Reich pour le Land de Prusse », l'autorise à « relever les ministres prussiens de leurs fonctions » et à nommer des commissaires du Reich pour les exercer. Concrètement, les ministres se voient signifier qu'ils n'ont plus accès à leurs bureaux et le maire d'Essen, le magistrat et ancien procureur Franz Bracht (Zentrum puis, depuis 1930, sans étiquette), est nommé commissaire du Reich à l'Intérieur.

Une seconde ordonnance est édictée dans la matinée, qui vise non plus les institutions de la Prusse, mais la population de la métropole du Grand-Berlin et de la province du Brandebourg, qui l'environne[3]. Conformément à l'article 48-2, les droits et libertés fondamentales du citoyen y sont suspendus « jusqu'à nouvel ordre » et « en conséquence, sont autorisées les restrictions de la liberté personnelle, de la libre expression, y compris par voie de presse, de la liberté d'association et de réunion, ainsi que des atteintes au secret des correspondances postales, télégraphiques et téléphoniques,

1. Léon Schirmann, *Justizmanipulationen. Der Altonaer Blutsonntag und die Altonaer bzw. Hamburger Justiz 1932-1994*, Berlin, Typographica Mitte, 1995, p. 28.

2. « Verordnung des Reichspräsidenten, betreffend die Wiederherstellung der öffentlichen Sicherheit und Ordnung im Gebiet des Landes Preussen », in *Reichsgesetzblatt*, Teil I, Nr. 48, 20. Juli 1932, p. 377.

3. « Verordnung des Reichspräsidenten, betreffend die Wiederherstellung der öffentlichen Sicherheit und Ordnung in Gross-Berlin und Provinz Brandenburg », in *Reichsgesetzblatt*, Teil I, Nr. 48, 20. Juli 1932, p. 377-378.

des perquisitions et des réquisitions visant la propriété individuelle en dehors de tout cadre légal ». Le texte est à la fois classique, par l'énumération des articles de la Constitution qu'il suspend, et sidérant, non seulement par les précisions qu'il apporte mais aussi par le contexte qu'il vise : de telles mesures ont déjà été édictées en 1923 par le président Ebert, mais dans des situations de quasi-guerre civile et d'insurrection armée. Ici, rien : le gouvernement du Reich emploie une artillerie juridique massive pour disperser des fantômes. Pire, l'exécution de la seconde ordonnance pour Berlin et le Brandebourg est confiée au « ministre de l'Armée », von Schleicher, doté du « pouvoir exécutif » et habilité à le confier à « un commandant militaire ». Autrement dit, la loi martiale est proclamée dans la capitale et ses environs, car l'armée prend le contrôle de la police[1] : à cet effet, Schleicher nomme le *Generalleutnant* Gerd von Rundstedt, commandant de la 3e région militaire, « commandant en chef » de Gross-Berlin et du Brandebourg. Une petite unité de la Reichswehr, sous les ordres du capitaine Vincenz Müller, secrètement appelé de sa caserne bavaroise à Berlin et prétextant un congé, se rend à la préfecture de police de Berlin et place en état d'arrestation les hauts fonctionnaires prussiens Albert Grzesinski (préfet de police), Bernhard Weiss (vice-préfet) et Magnus Heimannsberg (chef de la police berlinoise), avant de les conduire à la maison d'arrêt de Berlin-Moabit. Partout en Prusse, la prise de contrôle des administrations et des polices se déroule de manière synchronisée, avec des officiers arrivés secrètement sur zone plusieurs jours auparavant, dans un ballet conspiratif parfaitement mis en musique par les services de von Schleicher, ce qui conduit les historiens de la séquence à parler de coup d'État[2].

Les hauts fonctionnaires arrêtés sont relâchés dans la soirée contre un engagement écrit à ne pas interférer dans les affaires de l'administration. Quant aux ministres, Severing conteste avec force la légalité de l'ordonnance présiden-

1. *Ibid.*, § 2, phrase 2.

2. Sur le déroulement conspiratif, voir Heinrich-August Winkler, *Weimar, 1918-1933. Die Geschichte der ersten deutschen Demokratie*, Munich, Beck, 1993, p. 503 sq.

tielle en faisant valoir que la Prusse n'a pas manqué à ses devoirs d'assurer la sécurité et l'ordre public et en déclarant à Papen qu'il « ne céderait qu'à la violence » car « celui qui sème le vent récolte la tempête[1] ». Face à ces mâles protestations, Papen invoque la « raison d'État » et invite le ministre à saisir le Tribunal de l'État à Leipzig. Severing maintient que les conditions prévues à l'article 48-1 et 2 ne sont pas remplies, récuse la constitutionnalité de l'acte, flétrit la duplicité du ministre de l'Intérieur Gayl, s'étonne que l'on n'ait pas activé l'article 15 de la Constitution, qui permet au Reich de formuler des instructions aux Länder et d'envoyer des commissaires du Reich pour veiller à l'application des lois fédérales — une argumentation impeccable qui se heurte au mur du coup d'État. Severing répète qu'il s'inclinera seulement devant la « force physique brute » (*Brachialgewalt*), conduisant le chancelier à lui demander ce qu'il entend par là : « Le ministre Dr. h.c. Severing expliqua alors qu'il entendait se rendre à son bureau et expliquer au commissaire du Reich qu'il ne le quitterait qu'en cas d'arrestation[2] », comme si un scénario se dessinait, qui permettrait à chacun de garder la face. Il en fut ainsi. Goebbels, dans son Journal, ne cache pas son intense satisfaction. Avec le « coup de Prusse », la gauche est brisée et le gouvernement Papen achève de démontrer sa servilité à l'égard du parti nazi : « Tout roule comme prévu (*programmässig*). Bracht est nommé commissaire du Reich. Severing affirme qu'il ne cédera qu'à la force des baïonnettes. Une légère pression de la main suffit » car tout le monde « se défile lâchement » : « Les rouges, il suffit de leur montrer les dents, ils se couchent. Les socialos et les syndicats ne bougent pas le petit doigt (...). Nous nous réunissons en cercle restreint et inscrivons sur un petit bout de papier — notre liste de course ! — tout ce que Bracht doit faire désormais[3] ». Le lendemain, Goebbels rend son verdict, terrible : « Les rouges ont raté leur heure. Elle ne reviendra

1. « Besprechung mit den preußischen Staatsministern Hirtsiefer, Severing und Klepper am 20. Juli 1932, 10 Uhr », BArch, R 43 I/2280, f° 119-122.
2. *Ibid.*
3. Joseph Goebbels, *Tagebücher*, 20. Juli 1932, p. 675.

jamais[1] ». De manière plus légère, la rue berlinoise traduit les événements en jeux de mots, comme *Bracht bricht Brecht* (le commissaire du Reich Bracht l'emporte sur le Dr. Arnold Brecht, l'homme fort de l'administration prussienne) ou *Brecht hat das Recht, Bracht hat die Macht* (Brecht a le droit pour lui, mais Bracht a la force de son côté).

Le soir du 20 juillet, le chancelier von Papen prononce sur toutes les ondes allemandes un discours exposant la « situation politique en Prusse » et annonçant sa nomination comme commissaire du Reich. En cette quasi-veille des élections législatives, prévues onze jours plus tard, l'argumentaire du gouvernement se révèle une charge unilatérale contre les communistes et un plaidoyer pour une attitude raisonnable et ouverte envers les nazis.

Le gouvernement prussien en place, explique Papen, « est dépendant de la position tactique du parti communiste car, d'après les élections au parlement de Prusse, ce sont 47 % des suffrages exprimés qui se sont portés sur le NSDAP et sur le DNVP[2], 37 % sur les autres partis et le reste, 16 %, sur le parti communiste. Je ne souhaite pas ici dire si nous pouvons encore parler de circonstances parlementaires normales lorsqu'une telle position-clef est attribuée au parti communiste par l'attitude de certains partis[3] ».

Le communisme, c'est l'ennemi : Papen rappelle la stratégie ouvertement révolutionnaire du KPD, dirigée contre l'État et ses institutions de répression (police et armée), et ajoute, par tactique rhétorique, hyperboles et mensonges. Les communistes visent rien de moins que « la destruction des fondements religieux, moraux et culturels de notre peuple. Et c'est bien le parti communiste qui, par ses groupes de terreur illégaux, a semé la mort et le meurtre dans notre vie politique » — ce qui est factuellement faux, les 2/3 des violences et des morts étant dus à l'activité des SA et des SS. Menant « un combat permanent contre les fondements

1. *Ibid.*, 21. Juli 1932, p. 676.

2. Papen gonfle les chiffres : 43,2 % cumulés pour le NSDAP et le DNVP, auxquels il ajoute sans doute les pourcentages recueillis par quelques micro-partis d'extrême droite et par le DVP.

3. « Rede Reichskanzler Franz von Papen, 20. Juli 1932 ».

vitaux de l'État, de la famille et de l'Église », le KPD n'en est pas moins le seul « extrême » à éradiquer :

> Je n'hésite pas à dire haut et fort que c'est le devoir moral de tout gouvernement de distinguer clairement les ennemis de l'État, entre ceux qui détruisent notre culture, et ceux qui se battent pour le bien commun de notre peuple (...). C'est parce que l'on n'a pas su se décider, dans les cercles politiques qui comptent, à abandonner ce signe égal que, en matière politique et morale, on trace entre les communistes et les nazis, que l'on a créé ce front républicain artificiel qui a enrôlé les forces communistes, hostiles à l'État, dans un front commun contre le mouvement montant du parti nazi. Le gouvernement du Reich ne se reconnaît dans aucun parti, mais il reconnaît le devoir moral de constater que recruter de tels éléments [de gauche] pour le combat politique met gravement en danger les fondations de l'État[1].

Le discours de Papen est bien dans la ligne de sa politique, esquissée par Brüning puis approfondie par Schleicher : l'ennemi n'est plus à droite, comme l'avait déclaré le chancelier Joseph Wirth (Zentrum) après l'assassinat par l'extrême droite du ministre Walther Rathenau à l'été 1922. Dix ans plus tard, l'ennemi est à gauche (le KPD, certes, mais aussi le SPD, dépossédé de son pouvoir en Prusse), et l'extrême droite apparaît comme un agrégat de citoyens raisonnables, animés du légitime souci du bien commun, injustement privés de leur victoire en Prusse par des manigances des partis déchus qui ne se maintiennent que par le soutien des communistes.

Propos ahurissants dans la bouche d'un chef de gouvernement. S'il est fondé à rappeler que le KPD ne démord pas de sa ligne révolutionnaire, Papen ment ouvertement en attribuant la violence politique qui fait rage dans le pays aux seuls communistes et, s'il peut bien flétrir l'objectif communiste d'un « renversement violent de l'ordre constitutionnel », il passe sous silence que le NSDAP est un parti putschiste qui

1. « Rundfunkansprache Reichskanzler Franz von Papen, 20. Juli 1932 », in *Die Reichskanzler der Weimarer Republik in Originaltonaufnahmen*, Deutsches Rundfunkarchiv — Stiftung von ARD und Deutschlandradio, 2007, CD, Track 20, 3'46".

admet avoir révisé sa position pour des raisons simplement tactiques et que, de l'aveu même d'Hitler, s'il entend respecter la Constitution pour arriver au pouvoir, ladite Constitution fixe à ses yeux les règles du jeu, non les buts de ce jeu. Ces propos, récents, ont été tenus en février 1932 lors d'une séance houleuse du Reichstag par le Dr. Joseph Goebbels, dont les discours particulièrement virulents ne font que répéter ce qu'Hitler, à la barre du tribunal de Leipzig, disait en défense de deux officiers de la Reichswehr accusés de faire de la propagande politique nazie, le 25 septembre 1930 : « des têtes vont rouler dans le sable » avait déclaré Hitler dans un témoignage perçu comme un « serment de légalité » dont la violence était plus que sous-jacente et que le parquet aurait pu aisément poursuivre sur le fondement de l'article 86 du Code pénal de 1871 qui réprimait toute préparation à une entreprise de haute trahison. Autrement dit, les nazis ne faisaient pas mystère, y compris dans l'enceinte des tribunaux, qu'ils comptaient subvertir l'ordre constitutionnel par la violence, même s'ils disaient vouloir le respecter pour parvenir au pouvoir. Il reste, par ailleurs, que les agissements des troupes de voyous nazis contredisaient quotidiennement les déclarations modérément apaisantes de leurs chefs, et singulièrement en cet été 1932 marqué par une véritable explosion de la violence des SA et des SS dans les rues.

La menace rouge est bien mince. Les réactions au « coup de Prusse » sont nulles : les ministres se laissent relever de leurs fonctions, les hauts fonctionnaires de la police berlinoise sont relâchés contre auto-attestation... Les organisations (SPD, KPD, syndicats), quant à elles, ne bougent pas, au rebours de ce qu'elles avaient fait en mars 1920, lors de la tentative de putsch d'un groupe de militaires et de paramilitaires d'extrême droite, dont une grève générale immédiate avait eu raison. De fait, face à l'absence totale de menace, la seconde ordonnance du 20 juillet est levée par ordonnance dès le 26 juillet. Le général von Rundstedt, qui a bien mérité du gouvernement, est promu *General der Infanterie* et commandant en chef du groupe d'armées I à Berlin. Plus tard, ses mérites militaires (conquête — en réalité destruction — de Varsovie en 1939 et invasion de la France) lui vaudront

le grade de maréchal du Reich. La levée de l'état de siège rend la police aux commissaires du Reich nommés par Papen et Bracht, rétablit les libertés constitutionnelles et évite de justesse la modification du Code pénal et la constitution de « tribunaux spéciaux » prévues par l'ordonnance[1]. Le diable se cachant volontiers dans les détails, l'ordonnance du 26 juillet précise que « les interdictions de périodiques imprimés » formulées par le commandant militaire « ne sont pas concernées par ces dispositions[2] ». Il reste manifestement toujours quelque chose des dispositions d'exception dans le droit commun, une nébulosité de traîne, un effet d'inertie, qui est celui d'un pouvoir exécutif qui, toujours, tend à abuser de lui-même, par commodité ou par projet.

C'est dans un contexte de violence inédite que les élections législatives se tiennent le 31 juillet 1932. Pour le dire dans les termes, mesurés et polis, du Pr. Ernst-Rudolf Huber, élève de Carl Schmitt et, via son directeur de thèse, proche collaborateur du gouvernement dans le procès qui l'oppose au gouvernement de Prusse, il reste difficile de comprendre ce que Papen, Hindenburg et leurs entourages espéraient d'une dissolution prononcée en pleine marée montante des nazis[3]. Les élections au Landtag de Prusse, le 24 avril 1932, avaient donné 36 % au NSDAP — une sorte de sondage quasi à l'échelle, dans un Land qui représentait les 2/3 du Reich. Le 31 juillet, les nazis obtiennent 37,3 % des voix, soit un gain de 19 points par rapport au précédent scrutin de septembre 1930 qui double leur score et leur nombre de sièges, qui passe de 107 à 230 — ce qui fait du NSDAP le plus grand groupe parlementaire, très loin devant le SPD, second avec 133 députés et 21,6 % des voix.

Les législatives marquent une défaite terrible pour le gou-

1. « Verordnung... », texte cité, § 4 et § 5, in *Reichsgesetzblatt*, *op. cit.*, p. 378.
2. « Verordnung des Reichspräsidenten, betreffend die Aufhebung der Verordnung über die Wiederherstellung der öffentlichen Sicherheit und Ordnung in Gross-Berlin und Provinz Brandenburg, 26. Juli 1932 », in *Reichsgesetzblatt*, Teil I, Nr. 51, 26. Juli 1932, p. 387.
3. Ernst-Rudolf Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte seit 1789. Die Weimarer Reichsverfassung*, Stuttgart, Kohlhammer, 1981, p. 273.

vernement Papen : la gauche « marxiste » se maintient (le SPD a perdu 2,9 points, le KPD en a gagné 1,2), de même que le Zentrum, dont la légère progression (presque un point, à 15,7 %) n'est en rien une marque d'amitié pour Papen, que le parti voue aux gémonies depuis qu'il a remplacé Brüning — Papen ayant préféré rendre sa carte avant d'être exclu comme un malpropre. Quelle est la base électorale, et donc démocratique, du gouvernement ? Sur quels partis s'appuyer au Reichstag ? Si l'on additionne le DNVP, le DVP (national-libéral) et le DDP (centre-gauche), on arrive à 9 % et environ 50 sièges, en allant chercher des micropartis comme le Parti de l'économie et le Parti des paysans... Les partis de la droite bourgeoise ou du centre bourgeois (*Bürgerliche Mitte*), qui représentaient environ 50 % des voix en 1928 (en comptant le Zentrum et le BVP), puis 38 % en 1930, sont tombés à presque rien — en dessous de 25 % si l'on compte, généreusement, le Zentrum et le BVP.

Dans ces conditions arithmétiques désastreuses, il faut vaillamment poursuivre dans le sillon creusé depuis des mois : l'alliance avec les nazis, auxquels toutes les marques de considération et de bonne volonté ont été adressées, de l'autorisation des SA et SS (avec les conséquences meurtrières que l'on sait) à la dissolution du Reichstag, en passant par la révocation du gouvernement SPD-Zentrum de Prusse, le tout sur fond de conciliabules et de concertations secrètes permanentes. Schleicher et Papen ont toutefois été méticuleusement abusés par les nazis, qui n'ont aucune intention de respecter les termes d'un quelconque accord, fût-il tacite. Leur perspective est purement utilitariste : tout ce que les idiots utiles de la droite et du centre peuvent leur offrir, ils le prennent, quitte à promettre ceci ou s'engager sur cela, à la réserve mentale constante près qu'ils ne s'estiment liés par rien d'autre que leur soif de pouvoir propre.

Chapitre VI

LE « NOUVEL ÉTAT » DES LIBÉRAUX AUTORITAIRES

Ceux qui attendaient de Franz von Papen qu'il soit un homme de paille en sont rapidement pour leurs frais. Par sociologie et par caractère très sûr de sa valeur et de son destin, Papen se charge de démentir rapidement celui qui l'a fait chancelier. Kurt von Schleicher avait en effet coutume de traiter avec une condescendance paternaliste celui qu'il appelait « mon Fanfan » (*Fränzchen*) et dont il disait, avec un dédain plus prononcé encore, qu'il n'était certes pas « une tête », mais tout de même « un sacré chapeau[1] ». De sa « tête », à vrai dire, il n'avait que faire car il était, lui, le vrai cerveau de toutes les intrigues politiques de cette fin de règne présidentiel.

À ceux qui, comme les nazis, estiment que le gouvernement Papen n'est là que pour chauffer la place, un des plus proches conseillers du nouveau chancelier se charge de répondre : « Un gouvernement de transition ? Cela n'est pas exactement la conception du cabinet[2] ». La réponse prend en réalité la forme d'un ouvrage de près de 100 pages, publié en juillet 1932 pour exposer plus au long les conceptions de Papen et les ambitions du *Cabinet Papen-Schleicher-Gayl*[3] en prévision des élections législatives du 31 juillet, rédigé par Walther

1. Kurt von Schleicher au latifundiaire poméranien Friedrich-Karl von Zitzewitz-Muttrin, cité in Walter Tormin *et al.*, *Die Weimarer Republik*, Hannover, Fackelträger Verlag, 1973, p. 220.

2. Walther Schotte, *Das Kabinett Papen, Schleicher, Gayl*, Leipzig, Kittler, 1932, 91 p., p. 86.

3. Titre cité.

Schotte, un journaliste qui, dans les années 1920, est devenu un des penseurs de la « révolution conservatrice » et une des chevilles ouvrières de la structuration des milieux conservateurs et réactionnaires. Ce docteur en histoire, auteur d'un important travail sur les rapports entre pouvoir et société dans la Marche de Brandebourg, ancêtre du royaume de Prusse, a ainsi été le cofondateur du *Herrenklub* — ce club des Messieurs/Patrons/Seigneurs qui, comme d'autres cercles de sociabilité des élites patrimoniales, a été fondé entre 1918 et 1920, à un moment où celles-ci paniquent et souhaitent s'organiser face à la menace révolutionnaire. Un temps proche du DDP, il a évolué vers une droite nationale-conservatrice, comme en témoignent ses publications en défense de la germanité à l'Est, mais également très favorables aux milieux d'affaires, dont il est organiquement proche. Il est, avec Edgar Jung, une des deux plumes du chancelier et, avec lui, un de ceux qui veulent donner un corpus théorique — historique, politique, économique — au gouvernement de von Papen. Les élections du 31 juillet n'ayant pas précisément tourné en faveur du pouvoir, Walther Schotte publie, lors de la campagne des nouvelles élections, celles du 6 novembre, un autre ouvrage, plus abondant (165 pages) et doté d'un titre bien plus ambitieux — *Der neue Staat*. C'est rien de moins qu'un « nouvel État » que Papen, ses ministres et leurs entourages veulent faire advenir, et que Schotte résume par « une économie revitalisée, la sécurité juridique, l'ordre, la paix publique, la liberté[1] », le tout servi par le volontarisme et le pragmatisme du gouvernement car, comme le note Papen dans sa préface : « Retour au réel, esprit de responsabilité, et de l'action — voilà les mots d'ordre de 1932[2] »...

Le *neuer Staat* repose sur une volonté de « réforme » — un mot plus que récurrent — de l'État en matière budgétaire, administrative et constitutionnelle. Porteur d'une politique, il est également solidaire d'une géopolitique qui n'est qu'esquissée, mais qui est digne d'intérêt, sinon originale, voire

1. Walther Schotte, *Der neue Staat*, Berlin, Neufeld und Henius, 1932, 165 p., p. 114.
2. Franz von Papen, in *Der neue Staat*, *op. cit.*, p. 5.

mystique, comme nous le verrons. Ces deux aspects sont des décoctions de la « révolution conservatrice » qui est, sinon la philosophie officielle du nouveau pouvoir, du moins son bain culturel. Mais pour Papen et sa suite, c'est bien l'économie qui importe en premier lieu, sans doute parce que l'économie dicte l'essentiel de la réalité politique et sociale allemande depuis 1929, et parce que les nouveaux ministres apparaissent, à bien des égards, comme les fondés de pouvoir du capitalisme allemand, auxquels ils sont personnellement, professionnellement et intimement liés.

En matière économique et sociale, Papen et son entourage se révèlent libéraux ou, dans des termes plus contemporains mais pas forcément anachroniques, résolument pro-business. Ces gens-là aiment l'entreprise et ne s'en cachent pas, tout autant qu'ils condamnent le principe même de l'État-providence. Leur doctrine est, assez littéralement, celle du *Reichsverband der Deutschen Industrie* et des patrons qui fréquentent les clubs d'influence de la droite dans ses deux nuances principales, libérale-autoritaire et nationale-conservatrice.

L'ouvrage *Der neue Staat* formule une profession de foi économique sans ambiguïtés : « Le gouvernement s'est clairement prononcé en faveur de l'économie ouverte, du libre commerce extérieur (...), pour l'économie privée, pour le capitalisme, pour l'individualisme, soit, dans les mots du chancelier lui-même, "pour l'initiative privée et l'activité libre de tous les acteurs de l'économie"[1] ». Interrogé dans le cadre de cet ouvrage, Papen confirme et précise que « l'initiative économique privée et le libre exercice des droits et des devoirs de la propriété privée sont indispensables à un développement économique sain[2] ».

À l'instar de Carl Schmitt, qui a dénoncé une mutation néfaste de l'État depuis la fin du XIXe siècle et, surtout, depuis la Grande Guerre, Papen estime qu'il faut revenir sur « l'étatisation de l'économie[3] » : « Il faut refaire le chemin inverse

1. Walther Schotte, *Der neue Staat*, *op. cit.*, p. 94.
2. *Ibid.*, p. 94.
3. *Ibid.*, p. 96.

et retourner au capitalisme, à l'économie privée, à la libre initiative de l'individu[1] », si fortement contestés par le dirigisme des états-majors et par l'économie de guerre. C'est, en substance, ce que Carl Schmitt expose au même moment devant les patrons rassemblés au Club de l'Industrie de Düsseldorf (cf. *infra*).

Désétatiser la vie économique, c'est, contre toute tentation socialisante, réaffirmer, comme le fait Papen, que toutes les entraves au libre déploiement des forces vives de l'économie doivent être levées sans hésiter. Comme on le dira plus tard, en contexte néo-libéral, il faut faire subir aux différents codes, notamment au Code du travail, une sévère cure d'amaigrissement, et procéder à un choc de simplification : « Il faut éviter que de nouvelles constructions abstraites viennent entraver la libre circulation dans l'économie. Tout au contraire : il faut assouplir et déréglementer partout où nous le pouvons[2] ».

Le plaidoyer pro-business semble à ce point sorti d'une brochure du RDI qu'une question d'ordre philosophique en vient à se poser à l'auteur lui-même. Dans quelle mesure de tels amoureux de l'entreprise, de la dérégulation généralisée et du profit peuvent-ils encore se prétendre conservateurs ? Dans quelle mesure le « programme économique du gouvernement du Reich[3] » est-il fidèle à cette vénérable tradition politique alors que les principes proclamés semblent plutôt relever du libéralisme pur et simple ?

La réponse est dans le lien conceptuel, voire ontologique, qui existe entre liberté, responsabilité et conservatisme : « Le conservatisme comme vision du monde repose sur la liberté de l'individu, car sans liberté, l'homme ne peut être responsable. Or toute politique conservatrice procède de la responsabilité de l'individu[4] ».

L'assaut contre le dirigisme s'accompagne d'une attaque plus féroce encore contre le principe même des assurances sociales et, en réalité, de l'État-providence. L'État a estimé

1. *Ibid.*
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*,
4. *Ibid.*, p. 97.

opportun d'intervenir dans la vie économique en soutenant les faibles, les ratés et les malades qui, individus comme entreprises, étaient appelés par la dure loi de la vie à disparaître et à mourir :

> Les gouvernements d'après-guerre ont cru pouvoir soulager les employeurs et les employés de tous leurs soucis matériels en encourageant une sorte de socialisme d'État, en faisant de l'État une sorte de bureau d'aide sociale, ce qui a eu pour conséquence d'affaiblir les forces morales de la nation. Ils lui ont imposé des tâches étrangères à sa mission. Le résultat en a été une progression du chômage, ce qui a accentué l'affaiblissement moral de la nation, encore aggravé par cette malheureuse lutte des classes, si hostile à la communauté du peuple et entretenue par le bolchevisme culturel qui a gangréné les fondements moraux de l'Allemagne[1].

Le « bolchevisme culturel », dénoncé sans cesse, c'est donc aussi cela : une entreprise d'affaiblissement et d'efféminement de la nation, dévirilisée par les cajoleries permanentes d'un État maternant qui, au lieu d'éduquer à la lutte pour la vie, ne cesse de panser, soigner et bercer une population habituée, non à lutter, mais à recevoir la becquée des allocations. Cette idée, typique du darwinisme social le plus radical, par ailleurs défendue avec vigueur et constance par les nazis eux-mêmes, est le cœur nucléaire de la philosophie sociale des partisans du « nouvel État », un État qui abdique toute prétention régulatrice, redistributive et corrective des inégalités sociales : « L'État ne peut compenser le destin et ne peut faire cesser le combat pour la vie, en prévenant tous les risques ; il ne peut pas conduire les forces vitales, parce qu'elles s'en remettraient à l'État, à cesser leur lutte[2] ».

Cette critique de principe, d'ordre philosophique, vise particulièrement, de manière plus politique et concrète, l'assurance chômage. Aux yeux des nouveaux maîtres de l'Allemagne, qui se font ainsi les porte-voix du patronat, « personne ne peut plus sérieusement vouloir, aujourd'hui, défendre le principe

1. Walther Schotte, *Das Kabinett Papen-Schleicher-Gayl*, *op. cit.*, p. 64.
2. *Ibid.*, p. 155-156.

d'une assurance chômage (...). L'assurance chômage a été un non-sens total[1] ». Elle est répudiée sur le fondement d'une argumentation à la fois spécieuse et grossière, contraire à toutes les réflexions qui, depuis la fin du XIXe siècle, ont présidé à l'instauration d'un État-providence. Elle peut se résumer à l'idée que chacun est comptable de soi, que le chômage est la faute d'un individu et non d'un système économique, et que le chômeur est fermement invité à se débrouiller tout seul.

L'indigence du propos, rude à défaut d'être robuste, culmine dans un éloge stupéfiant du travail au noir : « Le chômage (...) n'est pas une fatalité, ce n'est pas un destin ! L'offre abondante du travail au noir le prouve suffisamment. Le chômeur sait parfaitement s'en sortir tout seul. Le travail est une marchandise qui s'échange à un prix plus ou moins élevé selon l'état du marché[2] ». L'État n'a rien à voir dans le fonctionnement libre de ce marché où du « matériel humain » (l'équivalent, à l'époque des « ressources humaines ») s'échange contre de l'argent. À la limite, si le chômage devient massif et se répand anormalement (mais pourquoi ? mystère, car on ne propose ici aucune réflexion systémique ou, encore moins, critique sur le capitalisme), alors « l'État doit tenter d'aider là où il le peut », mais « à vrai dire, c'est plutôt la charité privée, c'est l'individu, qui doit alors aider ». Rien à faire : « parler d'assurances sociales, c'est obliger l'État à prendre sur lui le risque inhérent à toute vie[3] » qui, comme on le sait, n'est que lutte, concurrence et consécration de la performance individuelle, de telle sorte que, affirme Papen, « nous devons rétablir partout le principe de responsabilité individuelle[4] ». Que l'on ne se méprenne pas : « La protection de l'État ne peut pas supprimer le risque inhérent au combat pour la vie[5] », et « seule la performance importe » pour définir le rang et la place de chacun dans la « communauté du peuple » qui n'a de « commun » qu'une étymologie en réalité bien lointaine... Cette communauté n'est en rien une entité politique fondée

1. *Ibid.*, p. 153.
2. *Ibid.*, p. 154.
3. *Ibid.*
4. *Ibid.*, p. 156.
5. *Ibid.*, p. 149.

sur la solidarité et les droits, mais un groupe humain dont la définition est essentiellement négative, faite d'efforts et de devoirs car « s'il existe un droit au travail, alors il y a un devoir de travailler[1] », d'où l'idée d'un « service du travail (...) qui ne serait pas seulement volontaire[2] » et que l'on imagine rémunéré au minimum vital.

Dans un monde à ce point individualiste, où le public recule partout face au privé, c'est bien à la charité privée que l'on est prié d'avoir recours : « c'est l'individu qui doit s'en sortir tout seul, ou bénéficier de l'entraide entre individus » en sollicitant « la famille, le cercle des amis ». Haut les cœurs, bande de fainéants ! Les libéraux autoritaires prennent, avant l'heure, les accents du développement personnel : « le chômage n'est pas une fatalité. On doit le combattre ![3] », qu'on se le dise.

Franz von Papen précise, dans le cadre d'un entretien, qu'une telle politique s'avère, en réalité, être la politique sociale par excellence car, c'est bien connu, la meilleure politique sociale, c'est la politique de l'emploi. Dans un syllogisme parfait, le chancelier défend qu'une politique de dérégulation et de subventions massives aux entreprises est la meilleure politique sociale, au contraire d'une pratique de l'allocation qui, elle, affaiblit et éteint les forces vives du pays : « L'État social, c'est l'État qui crée du travail, mais soyons plus précis : la seule politique sociale de l'État, c'est de créer du travail qui rapporte de l'argent. Un État social, c'est un État qui rend à nouveau possible le travail rentable, partout, dans chaque entreprise privée. Donc le seul État réellement social, c'est l'État qui rend le travail rentable[4] ». *Quod erat demonstradum*, peut-on penser, mais quelle curieuse rhétorique argumentative, où le syllogisme le cède à l'anadiplose : pour arriver à la conclusion que l'État social, c'est l'État antisocial (un État qui détruit le droit du travail pour rendre celui-ci « rentable »), on sacrifie moins au raisonnement qu'à la comptine, celle des *Trois p'tits chats*.

1. *Ibid.*
2. *Ibid.*, p. 150
3. *Ibid.*, p. 155.
4. *Ibid.*, p. 156.

Papen expose la même chose devant un cercle patronal lorsque, pendant la campagne des législatives du 6 novembre 1932, il défend la politique de son gouvernement, avec un autosatisfecit sans ambages :

> Le programme économique du gouvernement du Reich est (...) un appel à la prise de responsabilité enthousiaste des entrepreneurs, un appel à l'initiative privée. Sans craindre d'exagérer, je pense pouvoir dire qu'aucun programme économique de l'après-guerre n'a rencontré une telle approbation dans les cercles économiques (...).
>
> Le principe du programme économique du gouvernement est de créer de la confiance, d'écarter toute défiance et tout pessimisme susceptible de tuer dans l'œuf le désir d'entreprendre (...). Quoi que l'on puisse, dans le détail, trouver à redire à ce programme économique (...), il est parvenu à revivifier la prise de risque économique, il a créé du travail et de la croissance (...)[1].

Comme de juste, cette politique d'aide aux entreprises, par des subventions directes ou par des crédits d'impôt, est présentée derechef comme la politique sociale par excellence. Parant les critiques des adversaires de gauche, Papen se défend d'être le chancelier des patrons :

> Une critique particulièrement forte contre le programme du gouvernement concerne son versant social. On est même allé jusqu'à affirmer que le gouvernement du Reich était hostile aux salariés ! Je pense pour ma part que les ouvriers qui auront été maintenus en emploi et en subsistance d'après les statistiques de septembre que j'évoquais à l'instant, ne seront pas portés à formuler cette critique. Nous ne distribuons pas des "milliards aux entreprises" ! Nous avons un objectif unique : donner au plus grand nombre de travailleurs des opportunités d'emploi. Je crois que le succès que notre programme économique connaît déjà nous a donné raison. Tout ce qui renforce l'esprit d'entreprise dans ce pays, tout ce

1. Franz von Papen, « Rede des Reichskanzlers auf der außerordentlichen Tagung des Bayerischen Industriellenverbandes in München am 12. Oktober 1932 », Akten der Reichskanzlei, R 43 I/1903, f° 73 sq.

qui conduit à une stimulation de l'activité économique et à une augmentation du chiffre d'affaires constitue la meilleure politique sociale qui soit[1].

Pour Papen et son entourage, et cela est assez inédit sous la plume et dans la bouche de responsables politiques qui se prétendent « nationaux » et « conservateurs », le politique apparaît subordonné à l'économique — critère décisif qui permet de les qualifier de libéraux. Dans le discours du 12 octobre 1932 devant les patrons bavarois, Franz von Papen a affirmé que « la condition indispensable pour une convalescence durable de l'économie » était « la réforme de la Constitution du Reich allemand » et que, donc, l'inflexion autoritaire (centralisatrice, en l'espèce) du pouvoir berlinois n'avait de sens que comme moyen en vue d'une fin — le libre déploiement de l'activité économique privée :

> Sans un environnement politique stable, le commerce et l'activité de notre peuple ne peuvent prospérer. La Constitution de Weimar a montré, pendant treize années, qu'elle n'était pas en mesure de créer ces conditions stables. Nous savons tous, désormais, que le temps de la réforme constitutionnelle est venu (...). Le temps d'une législation exclusivement obtenue par l'article 48 est révolu (...). Nous voulons créer un État puissant et au-dessus des partis, qui ne serait pas l'objet des forces politiques et sociales, qui ne serait pas renvoyé de l'une à l'autre comme un ballon, mais qui trônerait au-dessus d'elles, inébranlable (...).

Autrement dit, l'usage systématique d'un expédient comme l'article 48-2 doit céder la place à un régime structurellement autoritaire et non plus conjoncturellement antiparlementaire, au gré des à-coups de l'exécutif contre le Parlement. Il faut aux acteurs de l'économie une sécurité juridique et une visibilité à plusieurs mois, voire à plusieurs années — une prévisibilité politique et une tranquillité publique, sans combats de rues, rumeurs d'insurrection ou menaces de putsch. Papen ne se lasse pas de l'expliquer en des termes dénués d'ambiguïté :

1. *Ibid.*

« C'est pour la nation, mais c'est aussi pour l'économie que je veux un État fort (...). L'ordre et la paix civile, et encore l'ordre (...) sont les présupposés de toute vie économique qui repose sur la libre initiative de l'entreprise privée »[1].

Aux yeux du nouveau chancelier, il est temps d'acter la mutation autoritaire et antiparlementaire de la Constitution de 1919, dont la pratique présidentialiste, depuis 1919, a changé la nature. Au lieu de tirer des bords au fil d'ordonnances présidentielles, mieux vaut afficher un cap nouveau par une réforme constitutionnelle :

> Le gouvernement du Reich doit désormais être indépendant des partis, et sa permanence ne doit pas être exposée à des majorités de hasard. Les relations entre gouvernement et représentation nationale doivent être définies de telle sorte que ce soit bien le gouvernement, et non le parlement, qui exerce la puissance de l'État. Comme contrepoids face à des décisions unilatérales et commandées par les intérêts de certains partis, l'Allemagne a besoin d'une Chambre haute dotée de droits précis et capable de participer puissamment à l'œuvre législative du Parlement. À l'heure actuelle, le seul correctif existant contre un système parlementaire excessif et contre l'incompétence du Reichstag, c'est le pouvoir réglementaire exercé par le président du Reich sur le fondement de l'article 48 de la Constitution. Dès lors, toutefois, que des conditions normales et stables prévaudront, il n'existera plus aucune raison d'user de l'article 48 de la manière que nous connaissons[2].

De fait, c'est bien un changement de régime politique qui est en ligne de mire du gouvernement Papen et des conseillers du chancelier. Par fonction, comme par intérêt pour la matière, c'est le ministre de l'Intérieur, Wilhelm Freiherr von Gayl, qui en est chargé, en étroite collaboration avec le cabinet du chef du gouvernement. Le baron von Gayl tient un long discours programmatique sur le sujet de la « réforme

1. Walther Schotte, *Der neue Staat*, *op. cit.*, p. 124.
2. *Ibid.*

générale » (*Gesamtreform*) du Reich et de l'État lors du dîner annuel de la presse berlinoise, le 28 octobre 1932[1]. Le ministre annonce moins une « rénovation de l'État » (*Neubau*) que son « renforcement » (*Ausbau*) propre à « le rendre plus apte à répondre aux défis de notre époque » : « Que la situation en Allemagne exige des réformes, tout le monde en est conscient, et il est inutile de s'attarder là-dessus. Nous considérons, pour ne parler que des points essentiels, qu'il faut remédier à des défauts dans les rapports entre le Reich et les Länder, dans l'administration du Reich, en matière financière et dans la Constitution du Reich ». À titre personnel, confie le ministre, « je suis fondamentalement un partisan de l'idée monarchiste ». Étonnant : le ministre de l'Intérieur de la République, chargé, *ex officio*, de protéger la Constitution, ne cache pas qu'il souhaite une autre forme de gouvernement, tout en précisant qu'il se refuse vertueusement à « ne serait-ce qu'évoquer un changement dans la forme de l'État » — subtile prétérition, car c'est ce qu'il vient précisément de faire.

La question du fédéralisme allemand est brûlante en cet automne 1932, car le gouvernement du Reich a soumis le plus grand des Länder, la Prusse, à ce que, depuis le Saint Empire, on appelle une *Reichsexekution*, soit des mesures exécutives contraignantes de l'État fédéral contre un État fédéré, qu'elles soient de nature administrative, policière ou militaire — en tout cas, un viol manifeste de l'autonomie politique d'un Land pour des raisons d'unité et de sécurité nationale, en l'espèce sur le fondement de l'article 48-1 de la Constitution de 1919. Le *Preussenschlag*, le « coup de Prusse » a été vécu comme un coup d'État par la gauche, l'essentiel des démocrates et par les gouvernements de quelques Länder qui ont attaqué le gouvernement du Reich pour violation de la Constitution devant le Tribunal du Reich de Leipzig[2].

1. Wilhelm Freiherr von Gayl, « Rede des Reichsministers des Innern auf dem Jahresbankett des Vereins Berliner Presse am 28. Oktober 1932 », BArch, R 43 I/2480, f° 272-274.

2. Gabriel Seiberth, *Anwalt des Reiches. Carl Schmitt und der Prozess « Preussen contra Reich » vor dem Staatsgerichtshof*, Berlin, Duncker & Humblot, 2001, 318 p.

Le ministre leur adresse un message d'apaisement. Certes, « l'État unitaire » a ses vertus, mais quiconque « se plonge sérieusement dans l'histoire de notre peuple » ne peut que « formuler une profession de foi envers l'État fédéral » : « Aucun État allemand ne peut être privé de son autonomie contre son gré, ni être rattaché de force à une plus grande entité[1] ». De même, alors que la carte du Reich est mouchetée de particularismes hérités de l'histoire, de multiples enclaves et exclaves qui font apparaître des territoires prussiens en Thuringe et en Württemberg, tout comme l'immense Prusse semble mitée par la simple existence de ces petits Länder que sont le Anhalt-Dessau, la Lippe-Detmold, le Braunschweig (dont le territoire est discontinu, comme celui de la Hesse et du Oldenburg), de telle sorte que la carte du Reich présente une complexité quasi médiévale, son lissage « ne présente aucun caractère d'urgence », car toute simplification territoriale donnerait naissance à de « nouvelles forces particularistes et centrifuges » dont l'histoire allemande est si riche : « C'est pourquoi nous tenons au caractère fédéral du Reich et au respect de sa configuration territoriale[2] ». La précision, de la part d'un ministre qui a contresigné les ordonnances d'exception contre la Prusse, est notable, quoique sujette à caution. La question des « rapports entre la Prusse et le Reich » n'est pas évacuée pour autant. Le ministre ne méconnaît pas la singularité de ce Land qui « couvre les 3/5e du Reich et qui s'étend à travers toute l'Allemagne, d'est en ouest » : « Dans sa capitale gouvernent le Reich et l'État de Prusse côte à côte et, parfois, pour des questions vitales qui concernent la nation tout entière, l'un contre l'autre ». Pas de doute pour le gouvernement : « cette situation est intenable », et il faut revenir à la solution qu'avait trouvée Bismarck qui, dans l'ancien Reich, celui de 1871, avait mutualisé et fusionné les gouvernements du Reich et de la Prusse, de telle sorte que le chancelier de Prusse était également le chancelier du Reich dans un « lien organique » que la Constitution de Weimar a

1. Wilhelm Freiherr von Gayl, « Rede des Reichsministers des Innern auf dem Jahresbankett des Vereins Berliner Presse am 28. Oktober 1932 », discours cité.
2. *Ibid.*

malheureusement dissous. Il est donc « nécessaire de repenser le lien Reich-Prusse dans le sens d'une liaison organique entre les deux[1] », ce qui est sans doute rendu plus urgent encore depuis le jugement de Salomon rendu par le *Staatsgerichtshof* le 25 octobre, qui réussit la prouesse de donner raison au gouvernement du Reich tout en donnant satisfaction au plaignant, le gouvernement de Prusse[2].

Gayl expose également la nécessité de procéder à une simplification administrative, car la Constitution de Weimar a suscité des doublons coûteux entre Reich et Länder, notamment en Prusse. Invoquant l'inévitable bon sens populaire, le ministre défend que « les décisions doivent être prises par ceux qui connaissent la situation locale et les gens qui seront touchés par ces décisions, elles ne doivent pas être prises pour justifier l'existence d'instances centrales » inutiles : « Il est nécessaire de procéder à un transfert de compétences vers les Länder et les communes ainsi qu'à un transfert de charges et de ressources qui leur permette d'exercer ces compétences de manière autonome[3] ». À cet effet, « les travaux préparatoires à la suppression des administrations centrales devenues inutiles sont achevés ». Sont concernées « les administrations des Finances et de la Poste », tandis que « la simplification des administrations sociales est en cours d'examen, tout comme la réduction du périmètre des ministères du Reich et le démantèlement de leurs compétences[4] ». Sont ainsi identifiés des gisements d'économies importants, voire massifs, qui permettront de diminuer les impôts, antienne volontiers entonnée, y compris sur un ton assurément populiste, quand Papen, par ailleurs, imagine que l'administration rende des comptes très précis sur l'emploi des deniers publics : « le contribuable doit pouvoir » savoir et contrôler « ce que l'on fait avec ses impôts[5] » et en avoir pour son argent.

1. *Ibid.*
2. Gabriel Seiberth, *Anwalt des Reiches*, *op. cit.*
3. Wilhelm Freiherr von Gayl, « Rede des Reichsministers des Innern auf dem Jahresbankett des Vereins Berliner Presse am 28. Oktober 1932 », discours cité.
4. *Ibid.*
5. Walther Schotte, *Der neue Staat*, *op. cit.*, p. 120.

Son ministre de l'Intérieur prêche la patience : « Quiconque estimerait que le tempo des réformes (*sic*) est trop lent doit être bien conscient que nous devons être raisonnables et ne pas nous précipiter et que ces réformes sont menées, dans un travail considérable, par un petit cercle d'hommes qui, parallèlement, doivent répondre à des obligations quotidiennes urgentes et dont la résistance physique se heurte à des limites bien humaines[1] ».

Le morceau de bravoure concerne enfin la « réforme de la Constitution », qui a suscité « bien des supputations et des craintes, toutes dépourvues de fondements », que l'on se rassure : « Le soupçon le plus lourd contre les intentions du gouvernement est qu'il voudrait rédiger une Constitution de convenance, qui lui assurerait un pouvoir sans fin et qui, pire, le confierait à une toute petite élite au mépris des droits du peuple allemand et, plus précisément, de ceux des travailleurs allemands ». De telles imputations ne sont que des spéculations indues, attribuables à « la nervosité générale », aux « bruits infondés », au « niveau de tension politique bien regrettable » : le gouvernement « n'est guidé que par la seule volonté (...) de servir le peuple tout entier (...). Nous contreviendrions grossièrement à notre devoir si nous conduisions cette réforme de la Constitution au seul bénéfice de certains intérêts politiques, corporatistes ou économiques. La Constitution a pour principe et pour fin le citoyen allemand, et non je ne sais quelle classe privilégiée[2] » — cela mérite manifestement d'être rappelé.

Ceci étant dit, il est temps de préciser en quoi va consister la réforme du régime. Il n'est, nous l'avons vu, pas question de rappeler un Hohenzollern sur le trône, mais de corriger, pour l'améliorer, le texte de 1919, en le rendant plus efficient. Nul ne conteste que « le premier défaut réside dans un parlementarisme excessif. Des décisions importantes ne peuvent dépendre d'une majorité de hasard ». Il faut donc compenser le pouvoir de « la représentation du peuple », le

1. Wilhelm Freiherr von Gayl, « Rede des Reichsministers des Innern auf dem Jahresbankett des Vereins Berliner Presse am 28. Oktober 1932 », discours cité.
2. *Ibid.*

Reichstag, par « le renforcement des droits du Reichsrat », la seconde chambre, équivalent du Sénat et lieu de la représentation des Länder, ou bien par « la création d'une chambre corporative[1] ».

Pour prévenir « le changement constant de gouvernement », il faut « réformer l'article 54 de la Constitution du Reich » et veiller à ce qu'une « force gouvernementale assurée soit indépendante de ce que font les partis ». Prévenir cette instabilité gouvernementale évitera également à l'avenir « des dissolutions devenues trop fréquentes ».

Enfin, le droit de vote doit être également revu. Pour favoriser des majorités conservatrices, il semble pertinent de relever la majorité électorale de 5 ans, pour revenir à la situation de l'ancien régime (droit de vote à 25 ans) et de donner une « voix supplémentaire à celui ou celle qui nourrit sa famille, ainsi qu'aux vétérans de la Grande Guerre afin de souligner l'importance du chef de famille pour notre peuple et d'exprimer la reconnaissance de la patrie à ceux qui ont combattu pendant la guerre[2] ».

Le ministre espère que « les Länder et la représentation nationale » sauront se convaincre de « la nécessité des réformes » à mener et prévient, non sans menace latente, que « la manière dont procédera le gouvernement du Reich en ces matières dépendra de l'évolution en politique intérieure dans les semaines et les mois à venir. Il ne peut toutefois subsister le moindre doute sur la résolution du gouvernement qui ne trahira pas son devoir de réformer[3] », même s'il devait être battu lors des élections législatives du 6 novembre 1932, projection la plus plausible à cette date.

Politiquement, il est donc clair que, du point de vue du gouvernement, il faut prendre congé de la démocratie parlementaire. La Constitution de 1919, nous l'avons vu, était grosse de ce risque, celui d'un retournement de la hiérarchie des pouvoirs entre un Parlement, qui primait aux yeux des

1. *Ibid.*
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*

constituants, et un président, lui aussi élu au suffrage universel direct, et doté de prérogatives considérables. Le gouvernement Papen prend acte, de manière explicite, de la mutation de pratique constitutionnelle, pendant deux ans, par le chancelier Brüning. Le chancelier et son entourage disent ouvertement que le pouvoir ne réside plus au Reichstag, mais dans le palais présidentiel de la Wilhelmstrasse. Chez ces catholiques conservateurs, voire réactionnaires, il s'agit là d'un juste retour au principe du pouvoir personnel, comme sous l'ancien régime, dont manifestement ils n'ont guère fait le deuil. Papen confie à Walther Schotte que « nous sommes dans notre conviction intime des monarchistes[1] » mais que, comme le dit aussi Gayl, l'heure de rompre avec la forme républicaine n'est pas encore venue. Une République autoritaire convient très bien et, par bonheur, l'incarnation des institutions en ce début des années 1930 permet de conjuguer, en la personne d'Hindenburg, pouvoir légal et pouvoir charismatique. Selon Schotte, « le gouvernement peut compter sur l'*auctoritas* du président du Reich, dont se réclame explicitement le chancelier, et sur la *potestas* qui lui revient en propre[2] ». L'*auctoritas* est propre à la personne et au mythe d'Hindenburg, statue du commandeur et incarnation de la Prusse éternelle. Sa main signe des ordonnances qui arment la *potestas*, i.e. la puissance effective et contraignante, du gouvernement qui dirige le pays en son nom et sur le fondement de son autorité.

La République autoritaire ainsi dessinée est un régime présidentiel, et le président, en sa personne et en sa fonction, devient, sous la plume des « révolutionnaires conservateurs » qui forment l'entourage du chancelier, la seule source de pouvoir : « Le gouvernement ne peut plus dépendre du parlement et des partis, il doit reposer sur l'autorité présidentielle. Il doit avoir un fondement solide dans le pouvoir du président, dans la confiance accordée par le président au gouvernement qu'il a nommé[3] ». Se trouve ainsi tranchée la

1. Walther Schotte, *Der neue Staat*, *op. cit.*, p. 37.
2. Walther Schotte, *Das Kabinett Papen, Schleicher, Gayl*, *op. cit.*, p. 88.
3. Walther Schotte, *Der neue Staat*, *op. cit.*, p. 33-34.

querelle des légitimités : selon la Constitution de Weimar, le gouvernement procède du Parlement et de sa majorité, car il doit jouir de sa confiance (art. 54 et 56), mais il procède également du président, qui nomme le chancelier et, sur proposition de celui-ci, les ministres (art. 53). Ce qui se dessine à l'été 1932, c'est un gouvernement fondé sur le seul article 53, c'est-à-dire sur la volonté du président, qui le nomme et le révoque selon son bon plaisir. La *potestas* de l'exécutif, par ailleurs, doit désormais être fondée sur les articles 25 (droit de dissolution du Reichstag par le président) et l'article 48-2 (décrets-lois exécutifs d'urgence sur signature présidentielle).

C'est bel et bien un changement de régime qui est ici défini, et un coup d'État interprétatif, car sont avancées une lecture et une pratique de la Constitution qui ne correspondent en rien à la volonté de l'Assemblée constituante de Weimar qui avait créé un régime parlementaire (art. 54 et 56), instituant un président comme arbitre et garant en dernier recours, en cas de crise majeure, contre laquelle il pouvait agir avec l'article 48. Jamais il n'a été prévu que l'exception devienne la règle, ni que l'état d'urgence devienne le droit commun.

Figure historique d'Hindenburg aidant, c'est une véritable mystique du pouvoir présidentiel qui est formulée : « le pouvoir de l'État appartient au président du Reich qui est certes élu par le peuple mais qui n'est responsable que devant Dieu[1] ». Juridiquement, le propos est délirant, car la Constitution ne fait pas une seule fois référence à un quelconque dieu, ni dans le préambule, ni dans les 181 articles qui la composent. Les articles 135 à 139 font bien au contraire de l'Allemagne un État et une nation laïques, disposant même que nul ne peut imposer, en quelque circonstance que ce soit, un serment de nature religieuse (art. 136). Tout au plus laisse-t-elle cette possibilité pour le serment de prise de fonction du président du Reich (art. 42), ce dont Hindenburg, protestant très pieux, ne s'est pas privé. Il reste que poser le principe d'une « responsabilité devant Dieu » est proprement extravagant, contraire à l'esprit comme à la lettre de la Constitution. Schotte se ressaisit plus loin

1. *Ibid.*, p. 45.

en réitérant que si tout « repose sur le pouvoir et l'autorité du président du Reich », c'est bien parce que ce dernier est « élu par le peuple[1] ». République autoritaire, le « nouvel État » est donc un régime plébiscitaire que, sous d'autres cieux, on qualifierait volontiers de bonapartiste alors que, pour les penseurs de la « révolution conservatrice », il s'agit de tout autre chose. Foin de la France, de sa souveraineté populaire et de son contrat social ! À l'instar de Spengler, Moeller et Jung, Schotte vomit la France, ses principes et ses catégories, sa raison et son histoire. Il faut rompre avec « la France de 1791, la France de la Grande Révolution, du libéralisme politique et de l'atomisme, la France de Napoléon et des grandes campagnes militaires impérialistes qui ont frappé l'Europe[2] ». Organicisme contre atomisme, autoritarisme vs. libéralisme politique, tradition contre révolution : l'Allemagne, en revenant à elle-même, rompt avec son antithèse, la France, dont l'esprit avait infusé dans cette Constitution démocratique et parlementaire incompatible avec son essence. La présidence Hindenburg, ce chêne vivant issu des plus belles forêts germaniques, offre le *kairos* d'un retour à soi.

Nous avons humé le parfum d'encens d'une mystique politique assez étonnante autour du pouvoir présidentiel, mais, plus qu'en politique intérieure, c'est en matière géopolitique que l'inspiration religieuse est bien présente. Rien d'étonnant pour ces publicistes et hommes politiques qui, généralement catholiques, vivent dans un espace intérieur orienté par la verticalité d'une transcendance. Leur univers mental n'est donc pas unidimensionnel, limité aux impératifs de profit et de croissance dont ils parlent par ailleurs si volontiers.

À plusieurs reprises, le chancelier évoque, ou plutôt invoque, « l'idée du *sacrum imperium* », concluant même un de ses discours majeurs par une singulière péroraison quand, devant une assemblée de patrons bavarois, il espère que « se diffusera partout, des Alpes à la Memel, la

1. *Ibid.*, p. 117.
2. Walther Schotte, *Das Kabinett Papen, Schleicher, Gayl*, *op. cit.*, p. 61.

force invisible du *sacrum imperium*, l'idée indestructible du Saint Empire germanique[1] ». À tous ceux qui auraient été déconcertés par cette référence religieuse et médiévale, Papen livre une exégèse bienvenue dans un discours tenu quelques jours plus tard à Paderborn : « L'idée du *sacrum imperium*, du Saint Empire germanique, dont j'ai parlé à Munich comme d'une aspiration des générations futures des Alpes au Niémen, n'est pas née à l'âge des nations. Elle n'est pas non plus, au rebours de ce qu'ont affirmé des journalistes étrangers, une idée "impérialiste" au sens où elle serait lourde de désirs de domination hégémonique. Elle est bien plutôt l'expression d'une grande solidarité des peuples de l'Occident, celle que l'Église catholique a contribué à forger au fil des siècles, l'expression d'une mission civilisatrice allemande au cœur de l'Europe sur laquelle nous attirons l'attention de la jeune génération, au-delà du matérialisme de notre époque[2] ».

Mission civilisatrice : voilà qui fleure avec trop d'insistance la condescendance coloniale et, contre les dénégations de pure forme, les tentations hégémoniques dirigées vers (et contre) la Mitteleuropa — tentations bien inscrites dans la culture des élites économiques et militaires allemandes. Walther Schotte en est bien conscient, qui livre une glose apaisante, peut-être lénifiante, des enthousiasmes géopolitiques et médiévalisants du chancelier : « Papen n'a aucune visée impérialiste en Europe ou pour la race blanche. Il considère la mission de l'Europe à partir de son point de vue chrétien et catholique : cette mission est de nature culturelle, spirituelle. Elle consiste à défendre et maintenir la civilisation chrétienne comme forme de vie voulue par Dieu[3] » et d'œuvrer ainsi à « la pacification de l'Occident[4] ». Il s'agit

1. Franz von Papen, « Rede des Reichskanzlers auf der außerordentlichen Tagung des Bayerischen Industriellenverbandes in München am 12. Oktober 1932 », Akten der Reichskanzlei, R 43 I/1903, f° 73 sq.

2. Franz von Papen, « Rede des Reichskanzlers vor Vertretern der westdeutschen Wirtschaft in der Paderborner Schützenhalle am 16. Oktober 1932, 11.30 Uhr », BArch, R 43 I/1144, f° 318-321.

3. Walther Schotte, *Das Kabinett Papen, Schleicher, Gayl*, *op. cit.*, p. 61.

4. *Ibid.*, p. 62.

donc de « défendre et maintenir » : il est ici moins question de vecteur que de soutènement ou, en termes de théologie chrétienne, de *katechon*. Ce détail de la seconde lettre de Paul aux Thessaloniciens revêt une importance capitale chez les chrétiens soucieux de penser une philosophie de l'histoire où le libre arbitre et l'action de l'homme importent et où tout n'est pas abandonné à la Providence, soucieux, également, de fonder l'action et l'institution dans une pensée théologico-politique. Le *katechon*, littéralement celui qui retient et empêche, temporairement, la venue du Malin, est identifié par les penseurs de la révolution conservatrice au Reich, comme le Dr. Wilhelm Stapler, ancien élève de Husserl, figure du *Hamburger Kreis* et éditeur de la revue *Deutsches Volkstum*, qui écrit que « l'essence du Reich n'est autre que la responsabilité apocalyptique (Thessaloniciens, II, 2, 6-7). Chaque État a pour fin de veiller à l'ordre et à la paix, mais le Reich vise cette fin-là dans un sens tout particulier[1] ». Carl Schmitt développera cette idée, dont il fait la pierre d'angle de toute conception chrétienne de l'histoire, dans ses travaux sur le droit international, couronnés, en 1951, par *Le nomos de la terre* : « Je crois au *katechon*. C'est, pour le chrétien que je suis, la seule possibilité de comprendre l'histoire et de lui trouver un sens[2] ».

1. Wilhelm Stapel, « Das Reich. Ein Schlusswort », in *Deutsches Volkstum*, 1933, p. 183.
2. Carl Schmitt, *Glossarium*, 19 décembre 1947.

Chapitre VII

« MAIS VOUS COMPTEZ GOUVERNER COMMENT ? »

Lors du scrutin législatif du 31 juillet 1932, le désastre pour le gouvernement est total et, sur le papier, de même qu'à la une des journaux, les nazis sont les grands vainqueurs. Goebbels, dans son Journal, note cependant avec une contrariété évidente que « les résultats sont tombés. On a progressé d'une broutille[1] ». Goebbels ne parle évidemment pas des gains spectaculaires engrangés depuis les précédentes élections au Reichstag, moins de deux ans auparavant, soit 19 points de plus et, en nombre absolu de voix, une progression de 115 %, ce qui n'a rien d'une *Kleinigkeit* : il compare les résultats des législatives du 31 juillet avec ceux de la présidentielle des 13 mars et 10 avril. Au second tour de la présidentielle, avec un taux de participation de 83,5 %, ce sont 36,8 % des voix qui se sont portées sur le nom d'Hitler, soit 13, 418 millions de bulletins. Le 31 juillet, avec un taux de participation de 84 %, ce sont 13, 7 millions d'électeurs qui votent NSDAP : un gain de 282 000 voix et de 0,5 point. Une vétille, donc.

Le docteur en littérature Joseph Goebbels ne s'embarrasse pas de circonlocutions pour qualifier le résultat : c'est, selon une formule qu'il affectionne, « à gerber » (*zum Kotzen*), car « le marxisme », lui, « a beaucoup gagné », ce qui n'est pas évident si l'on considère les 2,9 points de moins pour le SPD et le gain de 1,2 point pour le KPD — certes plus de deux fois

1. Joseph Goebbels, *Tagebücher*, 31. Juli 1932, *op. cit.*, p. 681.

plus que les nazis. Goebbels, là encore, se souvient que Thälmann a fait 10,2 % le 10 avril 1932 et que 14,5 % des électeurs ont voté KPD aux législatives — un bond substantiel, donc, mais qui correspond peu ou prou au score de premier tour de la présidentielle, en mars (13,2 %).

Goebbels note les réactions à la « maison brune », siège du parti nazi à Munich, et il en synthétise les analyses : « Résultat, on doit maintenant exercer le pouvoir et éradiquer le marxisme, d'une manière ou d'une autre ! (...) On n'arrivera pas à la majorité absolue, on doit donc choisir une autre voie ». Il est question d'alliance avec le Zentrum, « qui peut faire pencher la balance au parlement », mais l'ambiance est morose, voire déprimée. Malgré le succès, Goebbels et la hiérarchie du NSDAP, qui savent lire des tableaux et des graphiques, ont conscience que le plafond est atteint et que le parti, désormais, va faire plateau, s'il ne décroche pas lors de prochaines échéances. « Enfin bon », conclut-il pour se donner courage, « on est encore là, et on peut agir[1] ».

Il y a urgence, car le fruit de la mobilisation militante et politique, qui est mûr, va rapidement devenir blet en cet été de canicule, dont Goebbels note « la chaleur de four[2] » jusqu'en Bavière. Le risque est que des négociations et des intrigues « nous rendent chèvres » et, au-delà, que tout le monde devienne « dingue », car le succès escompté n'est pas là, et parce qu'Hitler n'a pas été appelé à la chancellerie : « Il nous faut le pouvoir maintenant. Il faut que nous gouvernions et que nous montrions de quoi nous sommes capables. Il ne faut pas baisser le regard. Ou c'est l'opposition à mort, ou c'est le pouvoir. Pas question de tolérer le gouvernement, ça nous tuerait. C'est aussi l'avis d'Hitler. Tout est calme à Berlin, et j'ai encore dormi tout mon saoul. Bon, maintenant, vacances », note-t-il le 2 août.

Les réflexions stratégiques et les calculs tactiques vont bon train à Tegernsee, où Hitler « est là jusqu'à mercredi » : « On réfléchit. Des décisions lourdes. Par la voie légale, avec le Zentrum. C'est à gerber (...). On réfléchit, mais on n'aboutit

1. *Ibid.*
2. *Ibid.*, p. 682.

à rien (...). Il faut que quelque chose se passe enfin » car, de toute manière « on ne prend aucun plaisir à ces vacances ». Deux jours plus tard, le 7 août, Hitler rencontre Schleicher, toujours l'artisan des combines et des combinaisons, pour lui « présenter nos exigences », car le NSDAP, premier parti au Reichstag désormais, doit être appelé, en bonne logique parlementaire, celle de la Constitution de 1919 et de la pratique institutionnelle jusqu'en mars/juillet 1930, au gouvernement : « Frick à l'Intérieur, Göring à l'Aviation, Strasser au Travail, Goebbels à l'Éducation, et Hitler chancelier. Donc : tout le pouvoir ou rien, c'est comme ça, on ne va pas négoter. Il croit que les barons vont céder. Et le vieux ?[1] » Les « barons » du gouvernement sont des mous, aux yeux de Goebbels et d'Hitler mais, depuis 1930 et l'inauguration d'une pratique présidentielle du pouvoir, tout dépend en effet du « vieux ».

Les entretiens entre Hitler et Schleicher sont féconds et « le chef » est confiant : « Tout est en ordre, dans une semaine, l'affaire est réglée. Le chef sera chancelier et ministre-président de Prusse, Strasser à l'Intérieur pour le Reich et pour la Prusse, Goebbels aux Cultes en Prusse et à l'Éducation pour le Reich, Darré à l'Agriculture pour les deux. Frick sera secrétaire d'État à la chancellerie, Goering aura l'aviation, on garde la Justice[2], Warmbold sera à l'économie, Krosigk aux Finances et Schacht à la Reichsbank. Un cabinet de bonshommes. Si le Reichstag refuse de voter la loi d'habilitation, on le renvoie à la maison. Hindenburg veut mourir avec un cabinet national[3] ». Goebbels ne se masque pas son émotion : « Je ne réalise pas bien encore. On est aux portes du pouvoir. Il faut garder ses nerfs, il ne faut pas flancher. Être courageux. L'heure décisive a sonné. Magda est très heureuse. Moi aussi[4] ». Il est question ici de pouvoir, mais aussi de bonheur domestique, car Magda Goebbels doit

1. *Ibid.*, 5. August 1932, p. 689.
2. Le Dr. Gürtner, ministre de la Justice du Reich, est considéré par les nazis comme un ami — il l'a abondamment prouvé dans ses responsabilités, identiques, en Bavière. Il sera du reste prorogé après 1933, demeurant l'inamovible chef de l'autorité judiciaire jusqu'à sa mort, en 1942.
3. *Ibid.*, 7. August 1932, p. 680.
4. *Ibid.*

accoucher de leur premier enfant d'ici à la fin du mois. Ce sera une petite fille, Helga. Jolie, vive, intelligente, Helga ne fêtera jamais son 13e anniversaire. Hébétée par une injection de morphine, elle fut assassinée par sa mère, au fond du bunker, le 1er mai 1945, ainsi que ses quatre sœurs Hildegard, 11 ans, Holde, 8 ans, Hedwig, sept ans, et Heidrun, quatre ans, et son frère, Helmut, neuf ans.

On pense à ces enfants quand on lit, sous la plume de leur père, qui adorait Helga et qui fera de Holde, née prématurée en 1937, de santé fragile et en retrait de la fratrie, sa petite favorite, cette phrase terrible : « On ne le rendra jamais, le pouvoir. Ce sont nos cadavres qu'il faudra sortir de là[1] ». L'armée soviétique, le 2 mai 1945, s'en chargea après avoir découvert les six corps, en chemise de nuit, rubans de fête dans les cheveux des petites filles.

Quelques jours plus tard, l'humeur est toutefois encore à l'optimisme : en ce 11 août, fête de la Constitution de Weimar, Goebbels note que « c'est la dernière, laissons-leur cette petite joie ! ». La soirée en montagne, sur l'Obersalzberg, est « merveilleuse » : « On voit des étoiles filantes. On se souhaite bonheur et liberté[2] », mais un coup de fil de Werner von Alvensleben, homme d'affaires et homme de confiance de Schleicher, fondateur de l'« Union allemande pour la défense de la civilisation occidentale » (*sic*) et cousin du futur général SS Ludolf-Hermann von Alvensleben, un proche d'Himmler, vient refroidir l'atmosphère de cette nuit de vacances : « Ces messieurs veulent négocier comme des maquignons ! (...) Hitler le remet d'équerre, bravo ! Il ne faut rien lâcher et garder ses nerfs. Il faut aussi faire manœuvrer la SA, ça met de l'ambiance » car tous ces SA « autour de Berlin rendent ces messieurs un peu nerveux. C'est le but[3] ». Qu'attendre des négociations avec la « Wilhelmstrasse » ? De toute façon, écrit Goebbels, « maintenant, c'est tout ou rien ». Adieux à la Bavière, en route pour Berlin : « On se lève tôt, et on rentre : les beaux jours, c'est fini[4] ».

1. *Ibid.*
2. *Ibid.*, 11. August 1932, p. 681.
3. *Ibid.*, p. 681-682.
4. *Ibid.*, p. 682.

Il va falloir jouer serré avec Schleicher et Papen. La solution à l'amiable semble s'évanouir, car ils ne veulent « plus donner la chancellerie à Hitler, alors que c'est la condition sine qua non ». Donc « on peut toujours leur faire peur avec le Zentrum », i.e. avec une coalition noir-brun, entre le NSDAP et le parti du Centre, une hypothèse qui court, pour le gouvernement du Reich, qui aurait ainsi une majorité, comme en Prusse. C'est la voie envisagée au cas où les « barons » ne voudraient pas d'un « cabinet présidentiel », soutenu par l'article 48-2, avec les nazis : « Si on ne nous donne pas tous les pouvoirs pour régler son compte au marxisme, notre prise de pouvoir n'a aucun sens[1] ». L'accession au pouvoir doit être légale, mais ensuite, comme le disait Hitler devant des juges, « les têtes vont rouler ».

Autour du 10 août, les spéculations et les négociations vont dans tous les sens : le pouvoir semble perdu, « la Wilhelmstrasse veut bien, puis ne veut plus », tandis qu'Ernst Röhm se démultiplie auprès de Schleicher et de Papen, deux militaires de carrière, comme lui, et qu'il est chargé de « sonder[2] ». Schleicher s'amuse de ce capitaine de la *Reichswehr* que Goebbels appelle respectueusement le *Stabschef*, le chef d'état-major de la SA, un reître couturé de balafres, sanguin, brutal, chef d'orchestre des violences commises quotidiennement par les Sections d'Assaut, mais doux comme un agneau devant la hiérarchie, faisant révérencieusement antichambre chez *der General* et lui demandant formellement audience, dans les formes requises par l'usage et les manuels d'instruction.

C'est Röhm qui est chargé de négocier les pleins pouvoirs, car sans eux, Hitler ne peut « se rendre maître de la situation ». Donc s'il ne les obtient pas, « il doit refuser, mais s'il refuse, la conséquence en sera une gigantesque dépression dans le parti et notre électorat[3] », car militer et voter, manifestement, ne servent à rien.

Dans un régime ultraprésidentiel comme la pratique insti-

1. *Ibid.*
2. *Ibid.*, 12. August 1932, p. 683.
3. *Ibid.*, p. 683.

tutionnelle en a décidé depuis 1930, tout dépend des calculs et options du gouvernement et du président qui le maintient en vie par sa signature — la collaboration entre Papen et Hindenburg est, à cet égard, exemplaire de confiance et de fluidité, assurant régulièrement au chancelier l'obtention d'ordonnances blanches, que le président du Reich signe à Neudeck lors des visites de celui qui est en quelques semaines devenu son favori.

Le gouvernement se réunit pour un conseil des ministres le 10 août 1932, pour discuter d'affaires pressantes — la vague de terreur politique, car les actes de violence et les meurtres n'ont pas cessé avec les élections, le score des nazis ayant donné aux SA et SS un sentiment de puissance et d'immunité inédit, conjoint à une exaspération, voire à une rage, de ne pas voir Hitler appelé à diriger le gouvernement. Les nazis fulminent : ils se sont astreints au légalisme depuis le fiasco sanglant du putsch de 1923, et voilà que c'est le pouvoir qui ne respecte plus la légalité. La logique institutionnelle d'un régime parlementaire commande d'appeler le chef du parti ou de la coalition majoritaire au pouvoir, quitte à ce que le parlement refuse la confiance. Mais, depuis mars 1930, la pratique constitutionnelle est présidentielle, et Hindenburg, désormais habitué à choisir son chancelier comme il l'entend, et sans tenir compte des partis, répugne à nommer Hitler. L'autre affaire pressante, inscrite à l'ordre du jour du conseil, est précisément la question politique : comment gouverner et avec qui, ou, plus clairement, comment se maintenir au pouvoir, car il apparaît évident à Papen, à Schleicher et à leurs collègues que, nommés le 4 juin précédent et dotés d'un programme, celui du *neuer Staat*, il n'est pas question de rendre les portefeuilles et la conduite de l'État.

Le compte rendu de la réunion du 10 août est très éclairant sur les analyses et les motivations des différents ministres qui comptent — en l'espèce, outre Papen, Schleicher et Gayl et, peut-être, les ministres de l'Économie (Warmbold) et des Finances (Krosigk) qui dessinent l'horizon temporel de l'action du gouvernement. Leurs interventions rappellent en effet que des élections vont avoir lieu aux États-Unis en

novembre 1932 et que les économistes en attendent raisonnablement une inversion de la conjoncture américaine et mondiale car si, comme il est raisonnable de le penser, Herbert Hoover est battu et Franklin Roosevelt élu, une politique de relance massive va permettre une sortie de dépression, les effets du plan américain se conjuguant à ceux du plan allemand. Autrement dit, il faut tenir jusqu'au printemps 1933, avis partagé précédemment par Brüning (qui dessinait un horizon à l'été-automne 1932) et, désormais, par Schleicher. C'est, comme souvent, Kurt von Schleicher, ministre des Armées, qui pose l'alternative politique en toute clarté : le gouvernement peut « rester en poste avec une composition inchangée », ce qui implique de se mettre en formation de « combat » contre les oppositions au Reichstag, en pariant sur un avenir de moyen terme, en l'espèce « sur des réalisations concrètes, dans la durée », des résultats économiques et sociaux qui ne manqueront pas de lui valoir « la majorité dont il a besoin sur le long terme[1] ». Cette option est la plus coûteuse en temps — mais aussi, il laisse Gayl le développer, en légalité, car l'achat de temps requiert de prendre quelque liberté avec la Constitution. Le second terme de l'alternative est une « négociation avec les nazis au sujet de l'entrée de certains d'entre eux dans le gouvernement, sous une forme encore indéfinie », la « solution la plus aisée » mais qui ne peut être vraiment décisive que si Hitler lui-même accepte d'entrer au gouvernement.

L'analyse la plus froide des résultats électoraux est formulée par le baron Wilhelm von Gayl, ministre de l'Intérieur, qui identifie trois tiers socio-électoraux, trois blocs qui divisent l'Assemblée : « On peut attribuer un bon tiers des électeurs aux nazis (...). La gauche ouvrière organisée dans le SPD, avec les communistes, est à peine moins forte. Entre ces deux piliers, il y a le centre comme force importante », le Zentrum, parti catholique de centre droit en dérive nette vers la droite, qui se maintient en effet, immarcescible, avec 15 % des voix et, au-delà de ce seul parti, d'autres forces constitutives du « centre »

1. « Ministerbesprechung 10.8.1932, 17.30 Uhr », Akten der Reichskanzlei, BArch, R 43 I/1457/f° 271-288, 2. Politische Lage.

politique de l'assemblée, les partis de cette « médiane bourgeoise » (*bürgerliche Mitte*) sur laquelle le gouvernement souhaite s'appuyer, mais qui s'érode de plus en plus. Problème : le Zentrum, que les partisans de la chute de Brüning intégraient dans leur petite arithmétique électorale, a très mal pris l'éviction de son chancelier, le renvoi de ses ministres et la trahison de von Papen. On reste médusé par la désinvolture et l'inconséquence de la camarilla et de Papen : depuis deux ans, les « cabinets présidentiels » travaillaient en bonne intelligence avec le Reichstag, grâce à la « politique de tolérance » du SPD, qui bloquait systématiquement les motions de censure, les rejets des ordonnances et excluait toute perspective de destituer le président du Reich. Ce soutien de la gauche étant devenu insupportable à Hindenburg et à Schleicher, il fallut de toute urgence une évolution *nach rechts*, vers la droite : la dissolution du 4 juin ne se comprend que sur cet arrière-fond de calcul politique — le « cabinet des barons » serait soutenu par une alliance de droite et d'extrême droite, avec ou sans le DNVP, imprévisible en raison des ambitions mal définies d'Hugenberg mais, pour sûr, avec le Zentrum et les nazis. Raté.

Que faire ? S'allier avec les nazis, respecter le résultat des urnes en leur confiant le pouvoir présente un danger : « Si un gouvernement dirigé par les nazis prenait le timon, cela provoquerait une résistance féroce de la gauche. Les communistes passeraient immédiatement à la structuration d'un front antifasciste, dont la conséquence serait une lutte à mort, avec des actes terroristes d'une intensité inédite. Il est rassurant de constater, avec le ministre des Armées, que nos forces militaires ne seront pas entièrement du côté des nazis. Mais si les nazis ont le gouvernement en mains, ils disposeront de tous les moyens de l'État, et il est vraisemblable qu'ils en useront pour se venger de la manière dont on les a réprimés jusqu'ici. Le fait qu'un gouvernement doive se tenir au-dessus des partis est une chose qui échappe encore vraisemblablement aux dirigeants de ce parti[1] ». Il y aurait beaucoup de points à commenter dans

1. « Reichsinnenminister Wilhelm Freiherr von Gayl, Ministerbesprechung 10.8.1932, 17.30 Uhr », Akten der Reichskanzlei, BArch, R 43 I/1457/f° 271-288, 2. Politische Lage.

cette intervention du ministre, révélatrice d'une culture politique qui pose en idéal le surplomb gouvernemental — celui d'un cabinet de hauts fonctionnaires, de techniciens, indépendants des partis —, nourrie de préjugés favorables au « camp national », injustement et disproportionnellement « réprimé » par l'État, mais circonspecte face à l'extrémisme des nazis dont, par ailleurs, aucune des idées ne semble rencontrer de critique ou de répudiation nette, leur forme d'expression seule, par la violence et par l'hypertrophie rhétorique, étant sujette à caution. Gayl, significativement, identifie un danger à gauche, celui de la « résistance antifasciste » et des actes « terroristes » qui l'accompagneraient : ce risque de guerre civile provoquée par la gauche est, en somme, le principal argument qui plaide contre un gouvernement NSDAP. Par bonheur, le gouvernement dispose de la force armée, celle de la *Reichswehr* et de la police — rappelons que le récent « coup de Prusse » a placé sous les ordres directs du commissaire du Reich et chancelier von Papen les 90 000 hommes de la police prussienne. Schleicher a, dans son intervention, rassuré ses collègues sur l'état d'esprit des forces de l'ordre et des forces armées du pays : « dans le cas » où le gouvernement affronterait une majorité hostile au Reichstag pour rester aux affaires et dépendrait donc, d'une manière ou d'une autre, de la force, le ministre « veut souligner tout particulièrement que le risque que la force publique ne se range pas derrière le gouvernement *n'est plus* à redouter. L'armée et la police fonctionneront sans trêve au bénéfice du gouvernement, car, dans leurs rangs, on n'a plus le sentiment que le mouvement national a été réprimé. On y est au contraire convaincu que chaque parti politique a eu une chance honnête (*eine faire Chance*) de gagner. L'armée, en particulier, sera prête à marcher contre quiconque s'oppose à l'autorité du gouvernement ». Ces deux passages sur les forces de l'ordre résonnent avec les observations du Journal de Goebbels, qui note à plusieurs reprises l'amabilité, voire la partialité de la police en faveur des nazis[1].

1. Voir notamment les *Tagebücher*, 20. Juli 1932, p. 675. Goebbels raconte que, sur la route de Weimar à Gotha, son véhicule se trouve pris dans une manifestation communiste. Les occupants de l'auto croient leur dernière heure venue.

Papen, Gayl et Schleicher ont donc donné des gages aux nazis (abrogation de l'interdiction des SA et des SS, dissolution, attribution d'une plage de radiodiffusion sur les ondes de l'État dont Goebbels et Strasser ont su faire le meilleur usage, modération de la police et de la justice face aux cogneurs et aux tueurs nazis...), leur ont donné une *faire Chance* de se défendre politiquement non seulement pour les amadouer (*zähmen*) mais aussi pour adresser un message aux policiers et militaires sensibles au « mouvement national » et outrés que l'on traite parfois les patriotes comme les communistes. Le gouvernement s'est ainsi assuré la fidélité des troupes et ayant compté ses forces, il peut donc travailler à l'hypothèse dictatoriale — par la force, contre le Reichstag.

Le recours à la force et au viol de la Constitution est ouvertement discuté en conseil des ministres par le ministre de l'Intérieur lui-même qui, ès qualités de « ministre de la Constitution » doit tenir, le lendemain, un discours pour le « jour de la Constitution », cette fête du 11 août qui commémore la promulgation, à Weimar, de la loi fondamentale et fait office, depuis 1919, de fête nationale... Gayl estime que « la situation économique » ainsi que l'instabilité d'un attelage possible entre NSDAP et Zentrum, voué selon lui à l'échec, impose que « le gouvernement « s'accroche à son poste (*ausharren*) », ce qui implique « de mener un combat à la vie, à la mort » : « En dernière analyse, on parle ici d'une révolution par en haut (*von oben*) », une formule classique en Allemagne depuis les années 1807-1813 et les décennies de réaction postérieures à 1848, épisodes résumés par une phrase fameuse de Bismarck, qui indique que toute révolution, en Allemagne, est faite par les princes et les gouvernements, sans le peuple voire contre le peuple. Le ministre de l'Intérieur défend ici ouvertement l'option du coup d'État, un putsch consistant à « dissoudre à

« Un homme s'approche de la voiture. Nous voyons des uniformes. Un commandant de police s'adresse à nous :

— Dr. Goebbels ?

— *Jawohl !*

— Heil Hitler !

C'est un brave militant nazi de Thuringe, qui s'est porté au-devant de nous avec son commando d'intervention pour nous ouvrir le chemin ».

nouveau le Reichstag et à reporter *sine die* les élections », car un nouveau scrutin aboutirait sans doute au même résultat que celui déploré par le gouvernement : « Le gouvernement devra agir comme sa conscience le lui commande, ainsi que le bien du peuple. On entrera sans doute en conflit avec la Constitution, mais ce sera l'affaire du président du Reich », auquel il faudra « poser la question pour savoir s'il est prêt à se rendre maître de la situation avec le cabinet actuel ». Les différents ministres se montrent d'accord avec Schleicher et Gayl : une ligne de combat, une politique de relance économique, l'attente de résultats positifs. Papen résume les choses ainsi : « trouver une voie qui conserve le maximum de pouvoir au gouvernement actuel », dont la politique est la bonne, comme en témoigne le soutien de « larges cercles » informés. À une remarque ultime de son ministre de l'Intérieur qui souhaite répéter que « confier la direction du gouvernement aux nazis ne doit être envisagé en aucun cas », Papen répond que « les négociations à venir vont clarifier cette question ».

À la lumière de ces propos, on comprend mieux le désarroi croissant des nazis, dont le Journal de Goebbels se fait l'écho quotidien. À Caputh, résidence des Goebbels dans le cadre idyllique du lac de Wannsee et de la rivière Havel, situés à l'ouest de Berlin, Hitler est informé des discussions entre Röhm, Schleicher et Papen le 12 août au soir. Les nouvelles ne sont pas bonnes, car l'attribution de la chancellerie au « Führer » ne semble plus à l'ordre du jour, contrairement à ce dont Schleicher l'assurait autour du 5 août : Hitler « passe la soirée à marcher de long en large dans sa chambre et sur la terrasse. On voit que ça travaille en lui. La décision qu'il devra prendre demain est d'une importance terrible ». C'est en effet le 13 août qu'Hitler est officiellement invité à rencontrer Papen et Schleicher, à midi, puis le président du Reich — dans la série des consultations politiques, le tour des nazis arrive, avec l'espoir, dicté par la pratique parlementaire, que le chef du premier parti du Reichstag sera invité à former le gouvernement.

Ce 13 août entre dans l'histoire du NSDAP comme le « drame du 13 août » et va être érigé en chrononyme dans les réflexions privées et les propos publics de la hiérarchie

du parti, « le 13 août » (1932) devenant peu ou prou l'équivalent du « 9 novembre » (1923), l'héroïsme et la mort en moins. Hitler se voit offrir « la vice-chancellerie », une « effronterie impossible » car, derrière, on perçoit bien « l'intention de l'user, lui et le parti[1] » en l'enchaînant à des responsabilités gouvernementales et à une politique sur laquelle il n'aura pas la main. Échec : « Toutes ces négociations pour rien », note Goebbels. L'entrevue avec Hindenburg n'est guère plus féconde : « Le Führer part avec le Dr. Frick et le chef d'état-major Röhm (...). En à peine une demi-heure, il est de retour. Échec. Tout a été rejeté (...). On rentre à nouveau dans l'opposition (...). Imaginer que le Führer puisse être le vice-chancelier d'un cabinet de droite bourgeoise est trop grotesque pour que l'on prenne cette idée au sérieux[2] ».

L'entrevue avec Hindenburg a été méticuleusement protocolisée par le secrétaire général de la présidence du Reich, le Dr. Otto Meissner, mais aussi par les nazis, qui ont hautement protesté contre le communiqué officiel envoyé à la presse par les services de Meissner. De fait, ce communiqué a été tourné à la manière « de la dépêche d'Ems », cette manipulation de la presse voulue par Bismarck pour humilier l'ambassadeur de France et provoquer Napoléon III qui, à l'époque, en juillet 1870, s'était jeté sur le chiffon rouge et avait déclaré la guerre à la Prusse. Parler d'Ems, c'est en effet parler de guerre : a-t-on l'intention de jeter les nazis dans l'illégalité ? Goebbels note combien il est difficile de tenir les SA, qui piaffent d'impatience et sont prêts à en découdre car si la voie légale ne mène à rien, autant lâcher les coups, se faire plaisir en cassant du communiste, voire prendre le pouvoir par la force. Éprouvant de la sympathie pour Röhm, il observe à quel point sa tâche, ainsi que celle de ses subordonnés, est complexe : « Qui sait si leurs formations pourront être tenues ? Rien n'est plus difficile que de dire à une troupe certaine de sa victoire que le succès vient de lui glisser des mains. Un devoir bien amer, mais il

1. *Ibid.*, 13. August 1932, p. 684.
2. *Ibid.*, p. 685.

faut bien en passer par là[1] », car la hiérarchie nazie ne veut pas prendre le risque de la violence de masse, susceptible de détourner une grande partie de son électorat, qui vote pour l'ordre et qui associe communisme et troubles civils.

Le communiqué officiel est, de fait, cinglant : « Le président du Reich von Hindenburg a reçu cet après-midi, en présence du chancelier du Reich von Papen le Führer du NSDAP Adolf Hitler pour discuter de la situation politique et du remaniement (*Umbildung*) du gouvernement du Reich », le terme de « remaniement » étant particulièrement déplacé après une telle défaite électorale.

Sans égards particuliers, le communiqué précise que le président a demandé « à Hitler » (*sic*) s'il « était disponible pour entrer, avec d'autres personnalités qualifiées du NSDAP, dans un gouvernement dirigé par le chancelier du Reich von Papen. Monsieur Hitler a répondu par la négative et a formulé l'exigence que le président du Reich lui confie la direction du gouvernement du Reich et le pouvoir total de l'État dans son entier (*sic*). Le président du Reich von Hindenburg a rejeté cette exigence avec détermination en rappelant que, en responsabilité devant sa conscience et devant le pays, il ne pouvait confier la totalité du pouvoir gouvernemental au mouvement nazi qui en userait de manière unilatérale ». Le communiqué blâme Hitler de ne pas soutenir un « gouvernement national » et lui enjoint de mener une « opposition chevaleresque », un « avertissement sérieux du président du Reich ». Le secrétaire d'État Erwin Planck, secrétaire général de la chancellerie du Reich et fils du physicien Max Planck, a assisté aux rencontres et confie, « sous le sceau du secret » à son prédécesseur Hermann Pünder que ses services ont effectivement voulu « faire une dépêche d'Ems » et que, en réalité, « Hitler n'a jamais demandé la totalité du pouvoir (...). Le président du Reich n'avait aucune intention de donner la chancellerie aux nazis, il n'éprouve aucun respect pour le caporal de Bohême et il a trouvé répugnant de devoir serrer la main au fusil chargé par la culasse (*Hinterlader*)[2] », jeu

1. *Ibid.*
2. Hermann Pünder, *Politik in der Reichskanzlei*, Tagebucheintrag 18.08.1932, p. 141.

de mots d'une grossièreté extrême pour désigner Ernst Röhm, militaire de carrière et homosexuel notoire.

Hitler et les responsables du NSDAP sont hors d'eux et adressent une demande de correctif à la chancellerie et à la présidence[1], un courrier adressé également à l'homme de liaison, ce bon « général Schleicher, qui s'efforce de ne pas couper les ponts (ce qui est bien dans son caractère)[2] » (Goebbels). Avec « l'assurance de sa plus haute considération », Hitler demande le retrait du communiqué et la diffusion d'un compte rendu plus proche de la vérité des faits, sous peine de voir diffusé celui que signent Hitler, Frick et Röhm le 15 août — ce qui est fait, car la présidence et la chancellerie ne donnent pas suite. Les chefs nazis y expliquent qu'ils ont demandé la chancellerie mais, en aucun cas, « la totalité du gouvernement » dont la composition doit encore faire l'objet de « négociations ». Hindenburg regrette, rappelle qu'il a « tenu ses promesses » au NSDAP et « tend la main au camarade de guerre[3] » qu'est le vétéran Hitler. Le verbatim correspond assez exactement à celui qu'a dressé, pour archivage, le secrétaire d'État Meissner, Hindenburg précisant même qu'il tend la main en « camarade » car « nos chemins seront peut-être amenés à se recroiser à l'avenir », des propos amènes que le vieux maréchal souligne : « Nous sommes tous deux de vieux camarades et nous entendons le rester[4] ». Les deux documents diffèrent sur la question du gouvernement. Meissner note qu'Hitler a réclamé la chancellerie et « la direction de l'État dans son ensemble », mais rien n'apparaît sur la composition du gouvernement et rien n'indique qu'Hitler exige que tous les ministres soient NSDAP — les réflexions des chefs nazis indiquent même le contraire. En tout état de cause, la volonté de Papen, Schleicher, Gayl et Hindenburg

1. « Adolf Hitler an den Reichswehrminister, Staatssekretär Dr. Meissner, Staatssekretär Pünder », Akten der Reichskanzlei, BArch R 43 I/1309, f° 221-229.

2. Joseph Goebbels, *Tagebücher*, *op. cit.*, p. 686.

3. *Ibid.*, Anlage, « Besprechung in der Reichskanzlei am 13.08.32. Dauer insgesamt von 16.15 Uhr bis 16.35 Uhr ».

4. « Aufzeichnung Staatssekretär Dr. Meissner — Besprechung des Reichspräsidenten mit Adolf Hitler, 13.08.1932, 16.15 Uhr », Akten der Reichskanzlei, BArch R 43 I/1309, f° 215-219.

étant de n'accepter qu'un appoint nazi au gouvernement, les demandes d'Hitler apparaissent exorbitantes. Meissner rapporte également la teneur d'un échange plus vif qui s'est tenu après l'audience, « dans le couloir », entre les émissaires nazis et le chancelier. Hitler y annonce une opposition sans merci et prévient que la situation ne peut déboucher que sur son accession à la chancellerie ou à « la chute du PR (*zum Sturz des R.P.*)[1] ». Le compte rendu signé par Hitler, Frick et Röhm rapporte en effet un échange tendu entre Papen et Hitler :

> A. HITLER : Mais vous comptez gouverner comment ? Est-ce que le gouvernement croit pouvoir gouverner avec le Reichstag ?
> F. VON PAPEN : Le Reichstag ! Je m'étonne que vous, précisément vous, accordiez encore la moindre valeur au Reichstag ! Je vais engager toute la puissance de l'État contre l'extrême gauche et contre l'extrême droite, sans faire de différence !
> DR. FRICK : Monsieur le Chancelier du Reich, vous voulez donc instaurer une dictature militaire sans soutien populaire ?[2]

Il n'y aura pas de gouvernement Hitler. Du moins pas encore, car Hindenburg n'a pas voulu brûler ses vaisseaux et parce que, si l'on y est un peu attentif, ce que les responsables du parti nazi ont en tête — un gouvernement Hitler reposant sur une coalition droite-extrême droite — est précisément ce qui va advenir quelques mois plus tard, et c'est bien ce que la direction du parti nazi espère arracher à Hindenburg : « On va se battre. La Wilhelmstrasse va bien finir par lâcher. Papen n'est pas Cromwell et, à la fin des fins, c'est bien la force et l'opiniâtreté qui l'emportent sur tous les obstacles (...). Notre parti est d'autant plus fort qu'il va mal. La Wilhelmstrasse n'en croira pas ses yeux : on sortira de tout ça vainqueur[3] », note Goebbels qui, après des heures à dicter des

1. *Ibid.*
2. Anlage, doc. cité.
3. Joseph Goebbels, *Tagebücher*, *op. cit.*, 13. August 1932, p. 685-686.

ordres, taper à la machine, préparer des éditos, se console de tout cela après minuit en « lisant la correspondance de Frédéric le Grand ».

La prochaine échéance politique est la réunion du Reichstag élu le 31 juillet, une séance inaugurale programmée pour le 30 août. En attendant, le gouvernement est occupé à peaufiner ses ordonnances économiques et, parallèlement, à ferrailler avec le parti nazi, dont tout l'appareil se mobilise pour cinq membres de la SA, condamnés à mort après l'assassinat, dans des conditions atroces, d'un militant communiste réveillé en pleine nuit et battu, piétiné, poumon perforé par un coup de feu et pomme d'Adam écrasée à coups de talon... Le « meurtre de Potempa » horrifie l'Allemagne mais soude les rangs nazis, tout en révélant que les 400 000 SA ne pourront pas être tenus longtemps, tant ils doutent, désormais, de la stratégie électoraliste d'Hitler[1]. Dans ce climat détestable, il est opportun de lâcher du lest face à la menace explicite d'une insurrection nazie, Hitler ayant décidé de hausser le ton et d'exiger la grâce des assassins, dont la peine est commuée en détention à perpétuité, mais aussi de réfléchir aux moyens de conserver le pouvoir.

Le gouvernement ayant pris conscience que le NSDAP est irrémédiablement *auf Oppositionskurs*, la voie illégale esquissée par le ministre de l'Intérieur lors du conseil des ministres du 10 août est désormais la seule pour se maintenir au pouvoir. Les juristes du ministère des Armées, autour de Schleicher, y travaillent, ainsi que le Pr. Carl Schmitt et son élève préféré, le jeune maître de conférences Ernst-Rudolf Huber, dont le mois d'août est occupé à préparer la défense du Reich contre la Prusse à Leipzig et, parallèlement, à échafauder un argumentaire qui convaincrait « le vieux » de déroger à son honneur et de violer la Constitution. La chose n'est guère aisée car, contrairement à Papen et Schleicher, aux ministres et à leurs entourages, Hindenburg a prêté serment deux fois à la Constitution du Reich (1925 et 1932), un serment adorné

1. Johann Chapoutot, *Le meurtre de Weimar*, Paris, PUF, 2010 ; rééd. coll. Quadrige, 2015.

de deux formules religieuses que ce protestant très pieux entend d'autant plus respecter que l'heure de rencontrer son Créateur va bientôt sonner.

Le moment décisif intervient le 29 août 1932. Papen, Schleicher et Gayl font le long voyage de Berlin à Neudeck pour y retrouver, sur la terrasse de son *Gut*, un Hindenburg de plus en plus absent de la capitale, et l'inévitable Meissner. Une séance de travail en cet agréable jour d'été fixe le *modus operandi* : le gouvernement tentera d'obtenir la confiance du Reichstag. S'il n'y parvient pas, le Reichstag sera dissous et les élections reportées *sine die*, alors que la Constitution fixe un délai de 60 jours maximum pour le scrutin. Ce viol explicite de l'article 25 repose sur une interprétation assez créative de l'article 42, qui fixe la formule du serment présidentiel. Lors de sa prise de fonction, le président du Reich jure en effet de « consacrer ses forces au bien du peuple allemand » et de le « préserver de tout dommage », le terme de *Schaden* ressortissant au vocabulaire du risque, naturel en premier lieu, et désignant le préjudice, le dommage et le dégât, voire le malheur. Autrement dit, le serment de « remplir avec conscience ses devoirs » implique avant tout de protéger le peuple allemand, plus encore que de « préserver la constitution et les lois du Reich ». En toute logique, les deux sont confondus, car la Constitution est censée avoir été écrite pour le « bien du peuple allemand ». Or il appert que la Constitution n'a pas tout prévu — en l'espèce une absence durable de coopération entre le législatif et l'exécutif. La décision de ne pas confier la chancellerie aux nazis procède du devoir de protection du peuple — les nazis se révélant, en août plus encore qu'en juillet, des terroristes et des assassins. Aucune majorité positive et aucune majorité de tolérance ne se dessinant, on entre dans un territoire politique non cartographié et, semble-t-il, non normé. Si la Constitution prévoit un état d'urgence ou d'exception de droit positif (l'article 48), on est ici en présence d'un cas suprapositif[1] qui exige d'interpréter

1. Sur le *überpositives Notstandsrecht*, voir Peter Blomeyer, *Der Notstand in den letzten Jahren von Weimar*, Berlin, Duncker & Humblot, 1999, p. 298-358.

la lettre de la Constitution selon son esprit — esprit dicté en l'espèce par le serment du président du Reich.

La présidentialisation du régime confère ainsi à un article somme toute mineur de la Constitution une importance imprévue : Gayl, Papen et Schleicher proposent au chef de l'État d'exciper de l'article 42 pour violer en toute bonne conscience l'article 25. Ainsi, arguent-ils, le président, bien loin de se parjurer, est plus fidèle à son serment que s'il convoquait des élections dans le délai fixé par la Constitution, plongeant derechef l'Allemagne dans les affres de l'instabilité. Cette instabilité, source de paralysie, de faillite, voire de guerre civile, est constitutive de ce que les juristes gouvernementaux appellent alors le *Staatsnotstand*, notion plus philosophique que réel concept juridique, dans la mesure où le droit, depuis 1849, ne connaît que le *Notstand* (état d'urgence ou état d'exception). Le *Staatsnotstand* désigne au fond cette situation suprapositive où la Constitution ne peut plus rien pour l'État : le mot doit être compris au sens littéral de situation ou d'état de détresse de l'État, une catalepsie provoquée par la contradiction insoluble entre les pouvoirs qui le constituent et qui, non envisagée par les constituants, ne peut être réglée par la loi fondamentale.

Convaincu par ce raisonnement et par la supériorité d'un acte légitime sur le simple respect positif de la légalité — la distinction légal/légitime étant une des friandises offertes de longue date par Carl Schmitt —, Hindenburg signe une ordonnance blanche de dissolution du Reichstag, à motiver et dater quand Papen jugera opportun d'en faire usage.

Opter pour le coup d'État — c'est une appellation possible pour le viol de la Constitution par un gouvernement désireux de se maintenir au pouvoir contre le résultat des élections — est un jeu dangereux, dont les conséquences sont bien résumées par Goebbels : « Si, en face, on viole la Constitution, alors nous ne sommes plus tenus à la légalité, et bonjour la grève des impôts, le sabotage et l'insurrection[1] ». Bien informé, Goebbels sait ce qui s'est décidé entre Hindenburg et ses principaux ministres et conseillers dès le

1. Joseph Goebbels, *Tagebücher*, *op. cit.*, 28. August 1932, p. 691.

lendemain : « De Neudeck arrive la nouvelle que l'on ne va toucher à rien. Donc la dissolution est inévitable. Mais parler d'état d'urgence politique, non. Le gouvernement ne se trouve pas en détresse[1] ». Les manigances et les arguties juridiques du gouvernement aboutissent à la « dictature » : Goebbels y consacre son éditorial du journal *Der Angriff* (*L'attaque*) le 1er septembre 1932[2] et s'offre le luxe de poser au gardien de la Constitution et au garant du bon fonctionnement parlementaire de la démocratie libérale.

Le bon moment pour une dissolution aurait sans doute été le lendemain de Neudeck, afin de tuer le Reichstag dans l'œuf. C'est en effet le 30 août que le nouveau Parlement se réunit pour une première séance, consacrée à l'élection du président de la chambre. Cette séance est un résumé saisissant de l'impasse dans laquelle se trouve le gouvernement. Elle est présidée par la doyenne d'âge, la députée communiste Clara Zetkin, 76 ans qui, selon le député Goebbels, « grommelle un sermon interminable[3] » — un discours circonstancié, en effet, qui décrit la situation économique, sociale et politique de l'Allemagne, constatant « l'effondrement du capitalisme » et flétrissant « une crise qui plonge de vastes pans du peuple ouvrier dans des souffrances terribles ». Cet acte de décès du libéralisme économique s'accompagne d'une autopsie du libéralisme politique : « L'impuissance du Reichstag et la toute-puissance du cabinet présidentiel sont l'expression de la décadence du libéralisme bourgeois qui accompagne nécessairement l'effondrement du mode de production capitaliste [...] ». La conclusion de son discours, logique car déduite de son analyse, n'en est pas moins stupéfiante à ce moment et en ce lieu : « Je déclare ouverte la nouvelle législature, conformément à mon devoir de doyenne de cette assemblée, et dans l'espoir que, en dépit de mon invalidité, je connaîtrai le bonheur d'ouvrir en tant que doyenne le premier congrès de l'Allemagne soviétique ». La perspective de l'avènement du *Sowjetdeutschland* se dissipe momentanément avec le scru-

1. *Ibid.*, 30. August 1932, p. 693.
2. Joseph Goebbels, « Goldene Worte für einen Diktator und für solche, die es werden wollten », in *Der Angriff*, 1.09.1932.
3. Joseph Goebbels, *Tagebücher*, *op. cit.*, 30. August 1932, p. 692.

tin pour élire le président du Reichstag. Les derniers mots de Zetkin sont adressés à « M. le Député Goering [qui] a été élu président du Reichstag. Je lui demande s'il accepte cette élection ». Hermann Goering ayant prononcé un sonore *Jawohl*, Clara Zetkin peut conclure : « Mon office de doyenne est donc rempli et le président élu du Reichstag va exercer ses fonctions[1] ». Une communiste révolutionnaire cédant la présidence à un nazi. On est médusé par la scène et tenté d'y voir, dans un résumé saisissant, l'effondrement d'une démocratie. La dramaturgie du moment semble résumer ce qui fait office d'étiologie, voire de catéchisme : les extrêmes, qui s'unissent car ils se rejoignent dans leur commune hostilité à la démocratie, se révèlent les fossoyeurs de Weimar. À ceci près que Goering est élu président du Reichstag par les voix cumulées des nazis et du Zentrum, ainsi que de quelques autres députés de droite — en aucun cas des communistes. À ceci près, également, que la situation du 30 août est due à une dissolution idiote et que le forçage du gouvernement coalise contre lui les mécontentements les plus divers, celui des nazis et des communistes ne le cédant en rien à celui du Zentrum.

La première séance du Reichstag est fixée par le « conseil des anciens », la conférence des présidents au sein du parlement, au 12 septembre. Dans l'intervalle, le gouvernement agit sur le front économique. L'essentiel de ce que l'on appelle désormais le « plan Papen » de relance de l'économie est publié sous la forme d'une ordonnance d'urgence de l'article 48 le 4 septembre — la signature avait été apposée par le président lors de la visite de ses ministres le 29 août et l'acte, postdaté, est signé de Neudeck. Le plan Papen de « relance de l'économie » (*Belebung der Wirtschaft*) met en œuvre cette « politique de l'offre » favorable aux entreprises, gâtées par des crédits d'impôt et des subventions directes et poursuit, non sans accélérer avec vigueur, le démontage de l'État-providence allemand par des « mesures socio-politiques » orientées vers la « simplification », « les économies budgé-

1. Clara Zetkin, « Rede als Alterspräsidentin zur Eröffnung des Reichstags », in *Verhandlungen des Reichstages*, VI. Wahlperiode, 1932, Vol. 454, p. 1-3.

taires », le « rétablissement des finances » et « l'allègement des charges pour l'économie[1] ». Pour les entreprises, et ce sont les premiers chapitres de l'ordonnance présidentielle, sont créés des « bons fiscaux » pour les « réductions d'impôt » accordées aux patrons qui recrutent et « emploient plus de salariés que dans la moyenne des mois de juin, juillet et août 1932[2] » — un critère particulièrement favorable vu qu'il s'agit là des mois d'été et que le recours au travail partiel est massif. S'ajoutent à ces mesures des aides aux établissements de crédit bancaire, afin qu'ils puissent répondre plus rapidement et favorablement aux demandes d'emprunts de la part des entreprises, et des baisses unilatérales des salaires de branche. Ces mesures « d'augmentation et de préservation du taux d'emploi » font l'objet d'une seconde ordonnance, prise sur le fondement des ordonnances d'urgence des 14 juin 1932 (« pour la préservation de l'aide aux chômeurs et des assurances sociales ainsi que pour l'allègement des charges sociales des communes ») et du 4 septembre[3].

Une politique injuste et anti-sociale dont les syndicats allemands, unanimes, pointent le caractère dévastateur dans un contexte où les salariés et les chômeurs allemands ne cessent d'être éprouvés. Rien d'étonnant à ce que le retrait de ces ordonnances (art. 48-3) soit à l'ordre du jour de la première séance de travail du Reichstag le 12 septembre — une séance périlleuse pour le gouvernement qui fait face à une majorité d'oppositions inédite. Pour sa première apparition parlementaire en tant que chancelier, Papen compte enfin prononcer un discours de politique générale (le précédent Reichstag ayant été dissous avant qu'il ne puisse le faire), mais le KPD propose immédiatement une motion de rejet des ordonnances et une motion de censure. S'y opposent le DNVP et le DVP, mais le NSDAP demande, par la voix du Dr. Frick, une suspension de séance pour consultation, qui se tient dans la résidence du président Goering, où Hitler, qui n'est pas

1. « Verordnung des Reichspräsidenten zur Belebung der Wirtschaft, 4. September 1932 », in *Reichsgesetzblatt*, Teil I, 5. September 1932, p. 428.
2. *Ibid.*, p. 425.
3. « Verordnung zur Vermehrung und Erhaltung der Arbeitsgelegenheit, 5. September 1932 », in *Reichsgesetzblatt*, Teil I, 5. September 1932, p. 433 sq.

député, donne la consigne de renverser le gouvernement. Pendant ce temps, comprenant le danger, Papen envoie une estafette quérir en catastrophe l'ordonnance de dissolution du Reichstag, signée en blanc par Hindenburg le 29 août, à charge pour le gouvernement de la dater, de la motiver et de la remettre au président du Reichstag le moment venu — et ce moment est la première heure de séance plénière ! Vers 16 heures, le document est enfin daté et signé, consigné dans un portefeuille rouge et agité par Papen devant les députés qui regagnent leurs sièges. Contrairement au règlement, le président Goering omet de donner la parole au chancelier, qui dépose sans mot dire l'ordonnance sur son bureau, pendant que Goering fait procéder au vote, tout en ignorant ostensiblement le maroquin rouge. Le résultat du vote est une défaite inédite pour Papen, renversé par 512 voix contre 42. Tout le monde a voté la censure, à part les partis de droite DNVP et DVP (47 sièges à eux deux). L'étendue de la catastrophe est résumée par un pourcentage : le gouvernement est renversé par 92,5 % des députés.

Le débat sur la légalité du vote et sur sa validité est immédiat : Goering ayant contrevenu au règlement et refusé de donner la parole au chancelier et celui-ci ayant déposé l'ordonnance de dissolution pendant le vote, le Parlement a été dissous *ipso facto* et le gouvernement ne peut avoir été légalement renversé. Il reste le fait politique — cette débâcle majeure — et sa perception médiatique, au-delà des arguties juridiques. Deux choses sont certaines : le Parlement est dissous, l'ordonnance publiée au *Reichsgesetzblatt*[1] le jour même, et le projet de reporter les élections *sine die* en violant l'article 25 de la Constitution n'est plus à l'ordre du jour. En étant renversé aussi massivement, Papen ne jouit plus du moindre soupçon de légitimité politique pour poser au père de la nation et commettre des entorses légales. Le risque d'insurrection est pris par Schleicher bien trop au sérieux. Au sein du conseil des ministres, seul le ministre de l'Intérieur, von Gayl, persiste dans une ligne ouvertement

1. « Verordnung des Reichspräsidenten über die Auflösung des Reichstags, 12. September 1932 », in *Reichsgesetzblatt*, Teil I, 12. September 1932, p. 441.

Chapitre VIII

LES FORCENÉS : RESTER AU POUVOIR MALGRÉ TOUT

Le 12 septembre au soir, après une débâcle historique, Papen, dont beaucoup questionnent la lucidité, se livre à un curieux exercice oratoire. Vexé de ne même pas avoir pu prononcer son discours de politique générale devant le Reichstag, il le partage *urbi et orbi* via la radiodiffusion d'État[1]. Comme s'il ne venait pas de subir la plus lourde défaite politique de toute l'histoire du pays, Papen, impavide, déroule son programme, manifestant sans aucune ambiguïté son intention de rester aux affaires.

Comme si de rien n'était, il est donc question de « reconstruire l'économie, mais aussi notre vie politique », de « tournant qui met fin à une époque, à une culture, celle du libéralisme politique », celle des « doctrines d'une démocratie purement formelle » qui ont abouti à un « édifice de secours » (*Notbau*), celui de Weimar, dont « 14 ans nous ont convaincus de tous les défauts de construction » : « Le gouvernement du Reich est d'avis que le système de la démocratie formelle a échoué devant l'histoire et le peuple allemand, et qu'il ne peut être réanimé ». C'est intéressant, mais rappelons que ledit « gouvernement du Reich » a perdu les législatives et ne dispose que d'une « majorité » de 7,5 % des députés... Au passage, on remarque que Papen qui, selon Goebbels, « emprunte toutes nos idées, de

1. « Rundfunkrede des Reichskanzlers, 12. September 1932 », Akten der Reichskanzlei, BArch R 43 I/1010, f° 59-63.

A à Z[1] », reprend aussi à son compte le terme de *System* dont les nazis usent et abusent.

Papen expose sa philosophie et son programme : « Le gouvernement du Reich a clairement dit, depuis le premier jour, que sa mission historique était d'en finir avec les failles architecturales de Weimar. Il se tromperait s'il acceptait que son successeur soit une coalition de partis bricolée selon la loi pendulaire des majorités parlementaires (...). Il se fourvoierait également si, à la place de ces coalitions changeantes, il acceptait la dictature d'un parti (...). Est-ce que des millions de personnes ont combattu le "système", c'est-à-dire le système du règne des partis (...) pour inaugurer la dictature d'un parti (...) ? », celle du NSDAP, dont Papen et Hindenburg affirment, faussement, qu'il a réclamé la totalité des portefeuilles ministériels le 13 août. Il s'agit donc de défendre l'État contre la prédation nazie, mais aussi d'assurer la stabilité du gouvernement en refusant l'alternance parlementaire, et, partant, de garder le pouvoir : ni dictature, ni démocratie électorale mais une voie médiane, centrale, sinon centriste ! À la place, von Papen et les siens, et le *neuer Staat* autoritaire, corporatif (via une deuxième chambre du Parlement), patriarcal et familialiste (via une réforme du scrutin qui pondère les voix des pères de famille et des anciens combattants), chrétien, présidentialiste. Il s'agit d'inaugurer « un mode de gouvernement (*Staatsführung*) qui se tient au-dessus des partis, comme forteresse imprenable de la justice et du droit et qui repose sur le pouvoir et l'autorité du président du Reich, élu par le peuple ».

Papen en appelle à une coalition des raisonnables, des bonnes volontés, à une « synthèse des forces qui poursuivent le même but, qui est de reconstruire l'État sur un fondement sain ». Le chancelier élargit cet appel aux nazis, qu'il ne désespère pas d'atteler à cette « concentration nationale » qu'Hindenburg souhaite toujours voir advenir : « Si, aujourd'hui, un gouvernement annonce un programme pour lequel un grand parti a milité dans ses grandes lignes, avec des millions de personnes, eh bien il fait face à la plus amère des oppositions, il se trouve combattu par le feu et l'épée,

1. Joseph Goebbels, *Tagebücher*, 28. August 1932, p. 691.

tout simplement parce que ce gouvernement n'est pas issu des rangs de ce parti ! ». Il en a été ainsi, soupire Papen, de « Bismarck, mon immense et incomparable prédécesseur », combattu par les nationaux-libéraux qui voulaient pourtant, tout autant que lui, l'union nationale, mais selon d'autres méthodes que le fer et le feu prônés par ce hobereau un peu rugueux. La référence à Bismarck, qui peut sembler burlesque en l'occurrence, la disproportion historique et intellectuelle (Bismarck, au rebours de sa réputation, était finement intelligent et d'une grande sensibilité et retenue...) étant béante, n'est pas vainement rhétorique : Papen s'installe dans une filiation et une continuité, dans une durée, également, qui peut faire fi des résultats des élections. Après tout, Bismarck, à peine nommé chancelier, lorsqu'il fit face à un vote contraire du parlement sur le budget militaire de 1862, décida tout simplement de suspendre la Constitution de 1849, d'ignorer le Landtag de Prusse, et de gouverner par décrets, anticipant sur l'article 48-2 et inaugurant le pouvoir exécutif d'exception.

Déplorant par ailleurs — reproche savoureux lorsqu'on gouverne contre la démocratie — un « ensauvagement (*Verwilderung*) du combat politique », auquel « il va bien falloir mettre un terme », Papen flétrit « une certaine manière de faire de la politique qui menace notre existence nationale » : « Il faut revenir à la loi de la raison politique, celle du bien commun national » contre les « méthodes moscovites qui n'ont aucune place en Allemagne ». L'appel à la raison raisonnable, au respect des convenances (laisser gouverner ceux qui sont désignés pour cela par la naissance et le réseau) est adroitement conjoint à la dénonciation de Moscou... Alors que l'on sort d'une séquence de violence nazie inédite, que les SA ne cessent de semer le chaos et d'assassiner avec une sauvagerie stupéfiante qui défie leur propre niveau de brutalité (le meurtre de Potempa est encore dans toutes les têtes), Papen, imperturbable, vise les communistes, coupables dans tous les cas — quand ils frappent eux-mêmes, certes, mais aussi quand les nazis cognent et vocifèrent car, dans ce cas, ils ne font qu'imiter les « cocos » (« *die Kommune* »).

Il reste que les nazis ont déçu le chancelier. Alors qu'ils

avaient tout pour s'entendre avec les libéraux autoritaires de son gouvernement, ils ont cru pertinent, par opportunisme électoraliste, d'esquisser une forme de tournant social, dans leur discours du moins, et d'emprunter aux « méthodes dépassées de la lutte des classes » : « Si ces messieurs du NSDAP (...) croient pouvoir améliorer leurs scores électoraux en combattant les "belles personnes", les supposés "barons", les "élites", comme ils les appellent, s'ils croient devoir revenir aux méthodes de cette lutte des classes qu'ils abhorrent pourtant, une grande déception les attend, car les marxistes de toutes obédiences leur sont, en ce domaine, bien supérieurs ». Quel dommage que ce fourvoiement tactique, poursuit Papen, qui n'hésite pas à rendre hommage « à leur grande réussite passée » : les nazis ont su « réhabiliter l'idée nationale dans le peuple allemand ». Leur place est indubitablement dans la « concentration nationale » que le président et le chancelier appellent de leurs vœux, et non dans un cavalier seul inepte, qui impose de « diffamer, insulter » la « classe dominante » qui ne demande pourtant qu'à travailler avec eux.

L'ennemi commun, on ne se lasse pas de le répéter, est le « marxisme » et, pire, car plus diffus et plus insidieux, le « bolchevisme culturel », épouvantail d'autant plus effrayant qu'il est, c'est le moins que l'on puisse dire, peu défini dans les discours et imprécations du pouvoir. Ce croque-mitaine, en tout cas, « détruit les fondements de la vie de notre État et notre peuple », via l'école publique, autre cible toute désignée pour expliquer la décadence allemande et la diffusion du *Kulturbolschewismus*, de l'homosexualité au féminisme, en passant par l'art moderne et la vie nocturne de Berlin. Papen reconnaît certes que la Constitution de 1919 consacre la liberté d'enseigner, mais pour autant que « les traditions historiques » du peuple allemand et les « vérités éternelles de la foi chrétienne » soient respectées. L'éducation ne doit pas encourager « l'individualisme » et « l'anarchie spirituelle », mais former des « chrétiens, des membres fidèles de notre peuple et des citoyens travailleurs » — cela vaut pour les écoles comme pour « l'enseignement supérieur », qui vise moins « une intellectualité étrangère à l'essence de notre

peuple (*volksfremd*) » que la formation de « cadres (*Führer*) intimement liés à notre nation ». L'éducation, qu'on se le dise, est une « mission allemande » — exit, au passage, l'universalité de cette « raison » dont le pouvoir se rengorge sans discontinuer.

Que d'ambitions, donc, pour un gouvernement défait et renversé, qui ne peut plus prétendre qu'à l'expédition des affaires courantes ! Papen n'en démord pas : en dépit des résultats électoraux et de la censure parlementaire, il maintient le cap et entend agir. Le gouvernement a un programme, pensé, cohérent, qui doit être appliqué. Tout au plus concède-t-il que l'approbation de ce programme n'est pas encore bien nette dans le pays ou, soyons précis, dans ce miroir déformant du peuple allemand qu'est la supposée représentation parlementaire : « Le gouvernement du Reich se considère comme l'exécuteur de la volonté nationale qui, pour n'avoir pas encore trouvé sa traduction dans certains partis, n'en correspond pas moins à la véritable, à la plus authentique volonté de notre peuple ». On ignore quel art divinatoire l'haruspice Papen pratique pour lire et interpréter ainsi la volonté populaire, mais il n'entend pas dévier ou se dérouter d'un iota : « Le gouvernement du Reich croirait contrevenir à son devoir envers le peuple allemand s'il renonçait à sa mission pour laisser la place à on ne sait quelle combinaison de partis dont la pérennité serait aussi douteuse que le caractère réalisable de son projet. Le gouvernement entend donner au pays la stabilité politique sans laquelle l'économie ne peut pas travailler ». C'est le « bon sens du peuple allemand » qui lui donnera le « soutien » nécessaire, car il est de bon sens de considérer que le bien de l'État est « au-dessus des partis ». Stabilité, vie des affaires, rejet de l'alternance et, du même geste, de la démocratie. La voie de la raison.

Un dernier paragraphe précise enfin que cet étonnant discours était initialement destiné aux « représentants élus du pays », dans cette « maison vouée au peuple allemand » qu'est le Reichstag. Effrontée, la « représentation nationale m'en a empêché (...) » et a eu le mauvais goût d'user de ses prérogatives constitutionnelles en renversant son gouvernement. C'est donc « pour cette raison que je dis au pays : avec

Hindenburg, pour l'Allemagne ! » — slogan vide à première vue mais qui, pour les plus amplement informés, renvoie aux réflexions sur le *neuer Staat*.

Les élections législatives sont fixées au 6 novembre 1932, dans le respect du délai constitutionnel de 60 jours maximum. Contrairement aux plans d'août 1932, le président ne va donc pas violer l'article 25 de la Constitution en excipant, c'eût été osé, mais témoignait de la créativité exégétique des juristes de Schleicher, de l'article 42 et du serment de prise de fonction. Tout était prévu pour ce coup de force institutionnel, mais Papen a été, comme souvent, dilettante et négligent, en se présentant au Reichstag sans le texte de l'ordonnance de dissolution signé 13 jours plus tôt, en blanc, par Hindenburg afin qu'elle soit dégainée et datée au moment opportun. Papen a mal anticipé, arrivant au Reichstag tout plein de lui-même et « sûr de sa victoire[1] ». Interdit devant la tournure des événements, il a subi un naufrage parlementaire inédit car les quelques dizaines de minutes perdues à aller quérir l'acte présidentiel ont donné tout son temps au Reichstag pour l'humilier à un point tel que, dans l'entourage du chancelier et du président, on estime désormais trop risqué de tenter le coup de force. L'opinion publique pourrait mal le prendre, les communistes auraient un prétexte rêvé pour entrer en insurrection, et les nazis s'estimeraient déliés de leur « serment de légalité ».

Les élections à venir sont cependant grosses d'espoir pour les libéraux autoritaires qui — c'est fascinant — estiment avoir des chances de gagner ou, du moins, de gagner quelque chose. A priori parfaitement loufoques, les espérances de la droite au pouvoir ne sont, à y regarder de plus près, pas complètement infondées. Certes, une majorité, même relative, relève de la chimère. Mais si, objectivement, Papen ne peut gagner, il apparaît que les autres non plus et qu'une reconduction des trois blocs identifiés en août par von Gayl est plausible, avec quelques pertes de charge pour le bloc marxiste (SPD-KPD) et le bloc d'extrême droite (NSDAP-

1. *Ibid.*, 12. September 1932, p. 699.

DNVP). Les nazis sont, de fait, menacés d'effritement. Leur dynamique électorale, auparavant effrénée, n'est plus hyperbolique et tout est question de focale : s'ils gagnent 19 points entre septembre 1930 et juillet 1932, leur progression entre le printemps et l'été 1932 est minime — ils le savent et ils s'en inquiètent. Malgré une propagande de tous les diables, Goebbels n'est guère optimiste et ses réflexions, Hitler est du reste d'accord, esquissent moins une équipée joyeuse qu'une préparation à l'impact. Le 2 novembre, quatre jours avant la tenue du scrutin, Goebbels note que « le Führer (...) est convaincu que, même si nous perdons des voix dans les grandes largeurs, cette élection aura été une grande victoire psychologique pour nous[1] » — pas certain, vu l'accablement que le résultat sème *in fine* dans le parti.

Au même moment, dans un nouveau discours radiodiffusé le 4 novembre, Papen, décidément fort bavard, pose les enjeux de ces élections législatives : « Il s'agit de faire advenir un nouveau mode de gouvernement (...) qui permette la collaboration d'un parlement capable de remplir sa tâche et d'un gouvernement doté d'une réelle autorité. On ne s'étonnera donc pas que les partis qui ont jusqu'ici dominé le pays s'en émeuvent et mettent en scène une guerre civile (...). Cette bureaucratie partisane a divisé l'Allemagne en deux camps : d'un côté les marxistes de toute obédience et, de l'autre, la bourgeoisie allemande[2] ».

Une fois encore, tout comme le 12 septembre, Papen regrette l'attitude des nazis : « Comme nous nous étions réjoui qu'Hitler appelle à combattre le marxisme ! Comme nous avions salué son appel au relèvement national ! Comme nous avions espéré qu'il soit capable de conduire les ouvriers séduits par le bolchevisme vers le camp national ! Mais sa percée dans les rangs du front rouge est demeurée minime, *et ce n'est certainement pas la faute de ce gouvernement, qui lui a laissé toute liberté d'action lors de la dernière campagne*

1. *Ibid.*, 2. November 1932, p. 708-709.
2. « Rundfunkansprache Reichskanzler Franz von Papen, 4.11.1932 », Reichs-Rundfunk-Gesellschaft (RRG), Deutsches Rundfunkarchiv — Stiftung von ARD und Deutschlandradio.

électorale et au cours de celle-ci[1]. Mais il n'étonne personne que M. Hitler ne progresse en rien dans l'électorat populaire : il utilise contre le camp national les mêmes méthodes de lutte des classes, de diffamation et d'agitation que les communistes, eux, maîtrisent parfaitement[2] ».

Suit l'inévitable tirade sur le *Kulturbolschewismus* : « Le bolchevisme athée veut nous priver de religion, de famille et des droits de la personne pour nous imposer le carcan des méthodes collectivistes et ainsi signer la mort d'une culture millénaire. Aucun moyen ne peut être assez violent pour faire disparaître du sol allemand la doctrine de ces faux prophètes[3] ». Avis à la gauche, donc : ennemis du peuple et de l'État, ils ne peuvent s'attendre qu'à la violence de ce dernier.

Pour le reste, le programme reste inchangé : « Ce n'est pas en seulement six mois que l'on peut remettre au travail six millions de chômeurs, rétablir les finances publiques, restaurer l'État et mener à bien des réformes politiques et économiques attendues par le peuple allemand depuis des années. Mais nous avons commencé partout à balayer les conséquences du règne des partis (...). Tout ce travail doit être couronné par la réforme de la Constitution, que nous espérons mener à bien avec les Länder et les parlements. C'est ce relèvement qui doit être notre objectif lorsque nous voterons le 6 novembre[4] ».

Quand Papen parle, les nazis engrangent, comme s'il faisait campagne pour eux en reprenant leurs thèmes et leurs idées, leurs raisonnements et leurs conclusions, en accréditant, par ailleurs, l'idée que la démocratie, dont on ignore avec superbe les verdicts électoraux, est une quantité négligeable et que le pays peut très bien vivre sans elle. S'il s'en réjouit, et s'il goûte cette victoire que l'on n'appelle pas encore grasmcienne, Goebbels ne laisse pas de s'en inquiéter, comme lorsqu'il note, le 28 août 1932 : « Papen a parlé à la radio. Un discours

1. C'est nous qui soulignons.
2. « Rundfunkansprache Reichskanzler Franz von Papen, 4.11.1932 », discours cité.
3. *Ibid.*
4. *Ibid.*

qui vient de nos propres idées, de A à Z[1] ». Dans l'ordre du discours, les libéraux autoritaires au pouvoir miment les nazis, tout comme, dans leur pratique du pouvoir, ils anticipent et exécutent leur programme, ce qui, pour le coup, rend la hiérarchie nazie très soucieuse. Un mois auparavant, après le « coup de Prusse » et les mesures d'exception qui avaient frappé la gauche dans les jours suivants, en application de l'état d'urgence pour l'ensemble du Land et de l'état de siège pour Berlin et le Gross-Berlin, Goebbels notait significativement : « Nous sommes nombreux à avoir peur que ce gouvernement en fasse tant qu'il ne nous reste rien à faire[2] ».

En attendant, c'est bien Goebbels qui inspire la ligne de la campagne du 6 novembre, plus encore que celle du 31 juillet. L'analyse, validée par Hitler, est que, face à un gouvernement aussi improbable de barons, jamais élus, hauts fonctionnaires et millionnaires étrangers à toute sociologie électorale du pays, il faut vitupérer la *Reaktion* et cogner dur sur le règne des privilèges, des élites et des réseaux de domination.

Sommet de cette agitation, la grève des transports berlinois que le syndicat communiste RGO déclenche le 2 novembre. Les employés de la BVG — la régie des trams, bus et trains de la capitale — demandent de revoir urgemment les mesures de baisse de salaire, de suppression des primes et d'économies diverses sur les structures de transport, soit rien que de très raisonnable pour des travailleurs qui ont vu leur revenu réel baisser de plus de 25 % depuis deux ans... De manière inattendue, le syndicat nazi, la NSBO, se joint au mouvement et assure un taux de participation quasi unanime : la ville de Berlin se met littéralement à l'arrêt. Goebbels relève que la « presse nous attaque comme une dingue, elle appelle ça du bolchevisme » — les nazis ne sont pas fiables, ne jouent pas le jeu des élites, qui s'étouffent de cette mauvaise manière. Pour Goebbels, qui ne se défend pas d'avoir une fibre sociale, cette grève « concerne la survie la plus élémentaire des travailleurs » de la BVG et offre l'occasion de prouver que « notre

1. Joseph Goebbels, *Tagebücher*, *op. cit.*, 28. August 1932, p. 691.
2. *Ibid.*, 22. Juli 1932, p. 676.

ligne anti-réactionnaire » est sincère et que les nazis proposent effectivement « de rompre avec les méthodes de la bourgeoisie[1] ». Hitler laisse faire, mais n'en pense pas moins. La répartition des rôles est bien élaborée : au « Führer » la tournée des patrons, les discours au Club de l'Industrie, les dîners discrets et les conciliabules secrets, à Goebbels l'agit-prop vouée à grappiller ce que l'on peut du côté de ceux qui ne sont rien. C'est, après tout, la mission historique du NSDAP, qui a été fondé pour cela entre 1919 et 1920 : capter un électorat tenté par l'internationalisme marxiste, le rabattre vers le nationalisme le plus strict, moyennant quelques slogans et promesses qui n'engagent que ceux qui y croient, le tout financé par la bourgeoisie qui a immédiatement saisi tout l'intérêt politique de cet attrape-nigaud d'anthologie. Le leurre national-*socialiste* est réactivé le temps d'une campagne, pendant que les émissaires de la direction du NSDAP se chargent de rassurer leurs contacts au RDI et dans les associations patronales de la Ruhr. Il reste que des notes internes circulent au sein de la direction nazie pour contrer la ligne « sociale » et revenir au plus vite aux fondamentaux. Rudolf Hess, puissant compagnon d'Hitler et, du reste, successeur désigné à l'époque, exprime les plus vives réserves à l'égard du « slogan "Contre le gouvernement des barons" », tant sur le fond programmatique que sur l'opportunité tactique, car le parti prête le flanc aux accusations de la droite et du centre contre « les tendances "lutte des classes" » qui ne sont pas du tout le fort des nazis : « Le dommage qui en résulterait du point de vue électoral serait plus important que le bénéfice. Une grande partie des électeurs venus de la droite » se rabattrait sur son parti d'origine et « compenser cette perte par un gain d'électeurs venus de la gauche est exclu : la majorité de ceux qui se rallient à ce slogan ira vers ceux qui pratiquent le plus radicalement ce genre de combat politique, ou restera chez soi. Or les plus radicaux sont les marxistes, parce que la lutte des classes est pour eux un fondement programmatique ». S'ajoute un problème déjà relevé par Goebbels : comment combattre avec virulence

1. *Ibid.*, 6. November 1932, p. 714-715.

« un gouvernement qui (...) réalise en pratique, voire a déjà ici et là réalisé, ce que les nazis veulent faire et qu'ils ne sont pas en mesure de mettre en application ». Dès lors, « les critiques qui s'adressent au gouvernement ne doivent pas rester des généralités ("gouvernement de privilégiés", "sociaux-réactionnaires", "héritiers sans mérite", etc.) mais doivent toujours être liées à des exemples concrets[1] ».

Que certains « cercles de la bourgeoisie » soient « effrayés par notre participation à la grève » n'est pas « le plus important » car, note froidement Goebbels, « ces cercles-là, on peut les ramener vers nous très facilement par la suite ». Il parle ici des électorats qui, de fait, vont migrer du NSDAP vers le DNVP, dans un mouvement pendulaire dont l'inversion n'est pas très compliquée — il suffira de ne plus parler de justice sociale, de ne plus vitupérer les « barons » et de ne plus afficher, sur les piquets de grève, la croix gammée trop près du drapeau rouge. Tout cela, c'est de la tactique. Ce dont Goebbels ne parle pas, ce sont les cercles qui comptent — industriels, banquiers, grands agrariens, hauts fonctionnaires —, qui sont travaillés en profondeur par des nazis de haut rang, gradés (comme Goering) ou officieux (comme Ribbentrop, qui met gracieusement sa villa berlinoise à disposition pour des soirées choisies). De tout cela, Goebbels, figure répulsive pour les belles gens, car trop social et bien trop intelligent, est exclu, comme il sera exclu, note Peter Longerich, des négociations secrètes qui, *in fine*, amènent Hitler à la chancellerie[2]. D'ailleurs, Goebbels ne figure jamais dans la liste des potentiels ministres établie à partir de décembre et il n'est pas membre du cabinet Hitler-Papen. Il faut dire que « nombreux sont les vieux membres du parti qui deviennent fous[3] » face à la ligne Goebbels, orthogonale au message classique, à droite toute, du NSDAP.

La grève est une réussite : « Plus aucune circulation. Berlin

1. Rudolf Hess, Memorandum, slnd, 1932, National Archives, Washington DC, American Committee for the Study of War Documents, Microfilm T-81, R-1, f° 11427-11432.

2. Peter Longerich, *Joseph Goebbels. Biographie*, Munich, Siedler Verlag, 2010, 990 p.

3. Joseph Goebbels, *Tagebücher*, *op. cit.*, p. 710.

est une ville morte », une « ambiance révolutionnaire[1] » qui inquiète le gouvernement et les élites de droite en général, qui mesurent, à l'échelle, ce qu'une coalition sociale ou insurrectionnelle momentanée entre communistes et nazis peut faire au pays. La leçon est bien apprise et retenue : d'une part, il est hasardeux, à tout le moins, de risquer cette coalescence par un coup d'État gouvernemental qui pourrait décider KPD et NSDAP à agir ; d'autre part, c'est évidemment lié, il faut à tout prix ramener les nazis à la raison et faire en sorte que la ligne de cet hérétique de Goebbels ne s'impose pas durablement. La grève et son succès sont une victoire psychologique et tactique certaine pour Hitler, qui donne à ses interlocuteurs du Kaiserhof, le palace où il a élu résidence, un avertissement sans frais.

Comme Rudolf Hess le redoutait, les élections législatives du 6 novembre sont un revers cinglant pour les nazis, presque une débâcle, car elles mettent fin à une série ininterrompue de succès nationaux qui, depuis 1928, de législatives en présidentielle, laissaient accroire que leur ascension était irrésistible. L'ordalie électorale quasi permanente dont, Länder et communes aidant, ils se prévalaient, tourne pour la première fois en leur défaveur, et massivement. Si le NSDAP reste le premier parti d'Allemagne, il perd la bagatelle de deux millions d'électeurs, soit 4 points (à 33 %) et 34 sièges de députés. Les pires craintes de la hiérarchie nazie se confirment, de même que les espoirs de tous ceux qui, eux aussi, ont bien compris que le NSDAP avait atteint son plafond entre l'élection présidentielle du printemps et les législatives de l'été : les nazis avaient peu gagné entre avril et juillet (280 000 voix), ils perdent désormais sept fois plus. Réunis à l'hôtel Kaiserhof, où Hitler établit ses quartiers berlinois, aux frais du parti, les hiérarques nazis sont suspendus à la TSF pendant la soirée électorale : « Haut-le-cœur permanent et dégoût à cause de la radio. Chaque nouvelle annonce une nouvelle défaite (...). On a pris une sacrée baffe[2] », « une défaite électorale (*Wahlniederlage*) »

1. *Ibid.*, 4. November 1932, p. 711-712.
2. *Ibid.*, 6. November 1932, p. 714.

niée publiquement, certes, mais reconnue sans ambages par le diariste, un recul inédit qui menace de diffuser « une ambiance de dépression dans le parti[1] ». Il reste que, Goebbels a raison de le noter, « derrière le gouvernement, on compte à peine 10 % du peuple. Ils ne peuvent pas tenir comme ça ». Le propagandiste s'empresse d'éditorialiser sur le thème « un chancelier sans peuple[2] », un « *Kanzler ohne Volk* » lancé comme slogan en première page de *Der Angriff* dès l'édition du 7 novembre.

En bonne logique parlementaire ou, tout simplement, démocratique, « Papen doit dégager[3] », mais comment le déloger ? Hitler se console en passant son temps chez les Goebbels : « Il philosophe, sur le droit du plus fort. Tout est intéressant et très bien pensé. Quel homme ! Pour lui, je me laisserais écarteler. Il lit beaucoup, c'est un puits de science. Une tête éminente[4] ». La tête éminente ne trouve cependant pas la martingale : le régime n'est plus parlementaire depuis plus de deux ans, le président et son entourage ont la main, et refusent de la tendre à Hitler. La situation du 13 août semble se reproduire : Hitler veut la chancellerie, on lui propose, au mieux, la vice-chancellerie, derrière Papen, et quelques portefeuilles. C'est non, bien sûr, mais combien de temps le parti peut-il tenir ainsi ? Le sommet de la courbe est passé, la dérivée est devenue négative. Au zénith, en août, les nazis n'ont pas été appelés — ou, plutôt, pas comme ils l'entendaient. Maintenant que le parti dégringole — le mot n'est pas trop fort —, que faire ? La stratégie électoraliste et légaliste du « Führer » ne mène visiblement à rien, une partie de la SA pousse au coup de force, une autre se débande, car Hitler et ses « faisans dorés » sont des politiciens minables comme les autres, une autre encore se mutine ici et là et menace de faire scission pour penser à des solutions plus efficaces.

Scission : c'est le cauchemar d'Hitler et de son premier

1. *Ibid.*, p. 715.
2. *Ibid.*, p. 715.
3. *Ibid.*, 8. November 1932, p. 715 et 9. November 1932, p. 716.
4. *Ibid.*, p. 716.

cercle. Le NSDAP en a déjà eu son lot, mais le parti, pense-t-on, se renforce en se purgeant — maxime dont les bruns ont défendu la pertinence au fil des départs, déjà nombreux. Désormais, le danger est existentiel, car celui que l'on voit prendre une dangereuse tangente est un très gros bonnet — rien de moins que le n° 2 du parti, dont l'intelligence théorique est infiniment supérieure à celle d'Hitler et dont le charisme est tout à fait comparable. Gregor Strasser est un nazi de la première heure, ou peu s'en faut. Secrétaire général du NSDAP, il est aussi un remarquable orateur et un polémiste redoutable. Adhérent depuis 1922, il a participé, comme commandant de la SA de Freising, à 40 kilomètres de Munich, au putsch de 1923. Il est, avec Joseph Goebbels, un des rares hiérarques du NSDAP à être titulaire d'un baccalauréat (Abitur), niveau auquel n'accédait guère que 1 % d'une génération à l'époque. Pharmacien-droguiste diplômé, sans être titulaire du doctorat, il est un bourgeois, fils de bourgeois dont les convictions nationalistes s'affermissent pendant la Grande Guerre, dont il est revenu lieutenant et doublement décoré de la croix de fer, ainsi que de l'ordre bavarois du mérite. S'il a prétendu avoir été membre de corps francs et avoir participé à la destruction de la République soviétique de Bavière dans le *Freikorps Epp* ainsi qu'au putsch de Kapp, il est plus sûrement avéré qu'il a été un responsable local de l'Union des soldats nationalistes, à Landshut, où se trouvait son officine, et l'organisateur d'un *Sturmbataillon Niederbayern* imposant, qui sera ensuite versé dans la SA. Strasser se fait, en 1924, élire député du Bloc raciste-populaire (*Völkischer Block*), une des organisations qui prennent la suite du NSDAP, interdit après le putsch, pendant qu'Hitler est en prison. Il est ensuite le premier Gauleiter de Bavière et, en 1926, responsable de la propagande et de la formation du parti, premier *Reichspropagandaleiter*, donc, avant Goebbels. Il est nommé par Hitler, en 1928, *Reichsorganisationsleiter* du NSDAP et, à ce titre, chef de l'administration générale du parti. Il est particulièrement implanté et populaire dans le nord de l'Allemagne, où il a structuré le « mouvement » depuis 1925 et où il a pu affirmer une ligne nationale-sociale peu en cour au sud, à Munich, où se trouve la « maison brune », la direction du parti, struc-

turée par la droite nationaliste bavaroise, conservatrice et antisociale, ainsi que par une SS élitiste et ultradroitière qui, peu à peu, fait refluer la SA. Très versé dans les questions économiques et très impliqué dans la direction quotidienne du parti, il fait figure de réel chef du mouvement, une concurrence que le principe de subordination paramilitaire des nazis (*Führerprinzip*) permet d'étouffer, mais qui se manifeste en termes doctrinaux : Gregor Strasser ainsi que son frère Otto, qui a quitté le parti en 1930[1], fédèrent ceux que l'orientation conservatrice, voire réactionnaire, à droite toute en tout cas, d'Hitler rebute.

À cette pondération différente des objectifs du parti s'ajoute une divergence tactique. Strasser a, comme Hitler, tiré les leçons de l'échec de 1923 et s'est rallié à la voie légaliste. En 1932, constatant l'échec de l'électoralisme nazi, constatant que le parti plafonne ou recule, il plaide pour une entrée au gouvernement, c'est-à-dire pour l'abandon de la ligne maximaliste qui consiste à réclamer à cor et à cri la chancellerie. Le NSDAP doit, à ses yeux, participer au pouvoir, comme cela a été proposé par Papen, ou disparaître. Le Journal de Goebbels abonde de propos critiques envers Strasser, dont il ne cesse de flétrir les initiatives politiques, le « sabotage » auquel se voue sa « clique », ses « infidélités permanentes », les escapades qui « sont plus fortes qui lui[2] ». Le lundi 5 décembre 1932, il note dans son Journal :

> À l'hôtel Kaiserhof, grande discussion d'analyse autour du Führer. On débat de notre attitude envers le gouvernement Schleicher. Strasser est d'avis que l'on doit tolérer Schleicher, ce qui provoque un affrontement sévère avec le Führer. Comme d'habitude, Strasser peint la situation du parti en noir sur fond noir (...). C'est par un hasard que nous apprenons pourquoi Strasser mène cette politique de sabotage : il a vu

1. Goebbels infère de la nocivité de cette fratrie des conclusions biologico-déterministes parfaitement congruentes avec la conception nazie de la biologie : « Les Strasser ont fait de gros dégâts chez nous. Au premier chef Otto, qui n'est qu'un nihiliste. Ça vient du sang, tout ça », in Joseph Goebbels, *Tagebücher, op. cit.*, 30. Dezember 1932, p. 741.
2. *Ibid.*, 20. November 1932, p. 723.

> Schleicher dimanche soir et s'est vu offrir le poste de vice-chancelier. Non seulement Strasser n'a pas décliné explicitement, mais il a de surcroît laissé planer l'idée de présenter une liste Strasser lors d'éventuelles nouvelles élections. C'est une trahison grave contre le Führer et contre le parti[1].

Schleicher est en effet, comme toujours, à la manœuvre, mais désormais plus clairement et, surtout, pour lui et non plus pour un Brüning ou un Papen. L'intrigant général a fini par considérer que Papen, qu'il avait fait installer à la chancellerie comme homme de paille, est devenu dangereux. Non seulement le simple « chapeau » se prend pour une « tête » mais, de surcroît, il s'accroche stupidement au pouvoir alors que deux défaites et une motion de censure l'ont discrédité à jamais, une obstination qui menace d'enflammer le pays. Surtout, Schleicher a changé d'avis à propos des nazis. Alors que, deux ans durant, il a travaillé à les agréger à la droite et au bloc national qu'Hindenburg souhaitait voir se constituer, alors que, en sus, il voyait avec faveur le développement de la SA et de la SS, les considérant, en quasi-sergent recruteur, comme des organisations de formation d'un « matériel humain » qu'il faudrait verser, le temps venu, dans l'armée allemande, Schleicher a, au rebours de Papen, pris la mesure de ce qu'il s'est produit à l'été 1932. Il a d'abord compris que la parole d'Hitler ne valait rien : alors que la camarilla a accédé à toutes ses demandes, ce petit caporal autrichien issu des bas-fonds de Vienne et de Munich a tout pris sans rien rendre, et exigé le pouvoir auquel on souhaitait plutôt l'atteler. En homme d'ordre, et en militaire nationaliste qui goûte peu la guerre civile, Schleicher a été effaré par le niveau de violence que les nazis ont déployée, non seulement lors de la campagne électorale de juillet, mais également en août. Schleicher a compris que l'on ne pouvait traiter avec de tels voyous. Certes, la droite nationaliste et les libéraux autoritaires ont tout pour s'entendre avec les nazis, dont le message ne diverge pas réellement du leur, mais, chez eux, la bonne éducation et la tempérance bourgeoise — qui per-

1. *Ibid.*, 5. Dezember 1932, p. 731.

met toujours de s'entendre pour satisfaire des intérêts bien compris — le cèdent à une forme de radicalité que Papen, avec le port altier et béat de l'échalas bien né, ne perçoit pas et que Schleicher qui, lui, le perçoit, ne comprend pas. Ce n'est pas Schleicher qui, à l'instar de Goebbels, écrirait que l'on ne le sortirait de son ministère que sous la forme d'un cadavre. Il y a chez les nazis une inquiétante étrangeté qui se révèle irréductible aux catégories d'analyse de ces rejetons des élites patrimoniales qui, pourtant, ont tout fait pour leur complaire et les obliger. En parlant de son chef, Goebbels note : « On fait de la politique avec le caractère plus qu'avec l'entendement. Et le monde appartient aux courageux ! C'est la grandeur du Führer que de poursuivre avec une obstination tenace un seul but, et d'être disposé à tout sacrifier à cet objectif. Voilà ce qui le distingue de ces politiciens bourgeois qui prétendent pourtant vouloir la même chose que lui (...). Alors courage, même si cela devient difficile et si l'on est accablé de soucis. Pas d'autre solution que de tenir bon[1] ».

Schleicher trouve les options de Papen en tout point désastreuses. À ses yeux, donc, plus question de tenter une quelconque alliance avec Hitler. D'ailleurs les négociations avec les nazis échouent tout aussi vite que celles du mois d'août, car la situation est inchangée : le gouvernement est sans majorité, Hitler réclame la chancellerie, et Papen lui propose d'être vice-chancelier. Le cabinet Papen démissionne le 16 novembre et Hitler est invité pour consultation par le président du Reich le 18. Le 19, Hindenburg reçoit la requête de « personnages éminents du monde économique » qui lui enjoignent de nommer le chef nazi à la tête du gouvernement.

Hitler refuse, comme en août, d'être le supplétif d'un gouvernement Papen reconduit dans ses fonctions, et interdit aux membres du NSDAP d'accepter le moindre portefeuille. Maintenant son exigence d'être chancelier et de disposer d'importants ministères, Hitler promet à Hindenburg de réunir une majorité parlementaire — NSDAP et Zentrum — et s'offre le luxe, une fois encore, de poser au garant de la Constitution, que Papen entend violer : « Au contraire de

1. *Ibid.*, 1. Oktober 1932, p. 702.

certains, j'ai toujours souligné la nécessité d'une collaboration avec la représentation nationale, sur le fondement de la Constitution », rejetant toute idée de « *Parteidiktatur* » et toute « expérience qui ne peut conduire, *in fine*, qu'à la violence nue, qui se trouve de ce fait vouée à l'échec[1] ».

Devant l'intransigeance d'Hitler, Hindenburg décide le 26 novembre de reconduire le chancelier Papen qui, privé de toute possibilité d'alliance et de soutien, décide, en forcené, d'opter pour le coup d'État, toujours soutenu par Gayl, ministre de l'Intérieur.

L'obstination de Papen effraye cependant la quasi-totalité de son cabinet, dont les ministres sont bien conscients que, battus deux fois et censurés en septembre à 92,5 %, ils ne représentent rien dans le pays, et qu'ils ne disposent d'aucune base électorale un tant soit peu sérieuse. Schleicher va se charger de donner le coup de grâce à Papen en demandant à ses services du ministère des Armées une expertise pour le cas critique (*Ernstfall*) d'un déclenchement de guerre civile. C'est le lieutenant-colonel Eugen Ott, chef de la section politique du ministère, qui, au cours du mois de novembre, a dirigé les travaux de la « simulation Ott » (*Planspiel Ott*). L'officier est invité à présenter les conclusions du groupe d'experts devant le conseil des ministres réunis autour de Papen le 2 décembre à 9 heures, et prend la parole à la suite des interventions des différents ministres, majoritairement opposés à la prorogation du gouvernement, contre l'avis de Papen et du seul Eltz von Rübenach. Johann Ludwig Graf Schwerin von Krosigk, ministre des Finances, a livré un compte rendu détaillé de cette séance, dont le protocole officiel est d'une brièveté rare. Ott expose que la Reichswehr ne sera jamais de taille face à une insurrection générale, possiblement aggravée par une agression polonaise à l'Est : « Cet excellent exposé a dépeint de manière plastique toutes les difficultés que la force des armes ne permettrait pas de surmonter (...). Il conclut (...) que la Reichswehr devait certes obéir à tous les ordres, et qu'elle le ferait, mais que les auteurs de l'étude ne pouvaient

1. « Adolf Hitler an Staatssekretär Dr. Meissner, 24.11.1932 », Akten der Reichskanzlei, BArch R 43 I/1309, f° 507-521.

faire autrement que demander et souhaiter que l'on éloigne ce calice de leurs lèvres[1] ». Schwerin relève « la profonde impression laissée par les propos de Ott sur les membres du cabinet », y compris sur Papen, dont il note « le visible état d'énervement et d'émotion », mais qui « ne semble pas convaincu » de l'inanité du coup de force. Le baron von Neurath ayant de nouveau enjoint à Papen de renoncer à la chancellerie, celui-ci part voir le président et revient avec une convocation pour Schleicher.

Les manœuvres du général pour évincer Papen et prendre lui-même la direction du gouvernement étaient un secret de polichinelle, comme le note Goebbels le 1er décembre : « La crise s'amplifie. Schleicher est favori. Les bruits les plus fous circulent (...). La presse hurle de curiosité[2] ». La nouvelle tombe, sans surprise : « Schleicher est nommé chancelier. C'est bien ainsi. C'est la dernière carte du vieux. On va tout de suite se mettre à gueuler comme des putois[3] » et peu importe car, « ce cabinet, je lui donne au maximum deux mois[4] ».

1. « Tagebuchaufzeichnung des Reichsfinanzministers über den Verlauf der Ministerbesprechung vom 2. Dezember 1932, 9 Uhr », *Tagebuch Schwerin v. Krosigk*, Institut für Zeitgeschichte, ZS/A-20, Bd. 4, fo 9-11.
2. Joseph Goebbels, *Tagebücher*, *op. cit.*, 1. Dezember 1932, p. 729.
3. *Ibid.*, 2. Dezember 1932, p. 730.
4. *Ibid.*, 4. Dezember 1932, p. 730.

Chapitre IX

LIBÉRALISME AUTORITAIRE, PATRONAT, NAZISME

La conquête des milieux patronaux est un objectif stratégique de la *Führung* du NSDAP. Plusieurs personnalités de l'entourage d'Hitler s'attellent à cette tâche, pour grossir les rangs des intermédiaires entre les nazis et l'industrie allemande, prêter main-forte à Hermann Goering et à Ernst Hanfstaengl, les deux préposés, depuis le début des années 1920, à l'organisation de dîners et à la quête de fonds pour le parti.

On trouve parmi ces entremetteurs le Dr. Otto Dietrich, un journaliste économique très intégré au milieu du patronat rhénan (il a épousé la fille du propriétaire de la *Rheinische Wirtschaftszeitung* (*RWZ*), considérée comme l'organe officiel, avec la *Kölner Zeitung*, des milieux économiques de la Ruhr). Dietrich, qui se pique également de philosophie, entre au NSDAP et en devient le *Reichspressechef*, un temps en concurrence avec Goebbels, qui finira par l'écraser et se le subordonner. Il coorganise une série de rencontres informelles et discrètes, voire secrètes, entre patrons allemands et Hitler, qui sillonne l'Allemagne en Mercedes pour leur rendre visite à l'été et à l'automne 1931[1]. Un autre journaliste économique, le Dr. Walther Funk, ancien chef de rubrique à la *Berliner Börsen-Zeitung*, met son carnet d'adresses et son impeccable réputation d'expert au service d'Hitler. Membre du parti nazi depuis juin 1931, il a aussi son fauteuil au *Herrenklub*, où

1. Wolfgang Ruge, *Deutschland von 1917 bis 1933*, Berlin, Deutscher Verlag der Wissenschaften, 1967, p. 407.

il peut rassurer investisseurs et patrons sur les dispositions du parti nazi : antimarxiste, le NSDAP prône le respect de la propriété privée, l'adhésion à l'économie de marché et la dérégulation sociale.

Wilhelm Keppler, quant à lui, est un patron de PME badois qui, las de la production de gélatine photographique, adhère au NSDAP en 1927 et organise déjà des rencontres entre le « Führer » et des entrepreneurs. À la demande d'Hitler, il fonde en 1932 un « Cercle d'études sur les questions économiques » (*Studienkreis für Wirtschaftsfragen*), surnommé le « cercle Keppler » (*Keppler-Kreis*), qui réunit journalistes, patrons de PME, quelques grands industriels et banquiers et universitaires pour nourrir le programme du NSDAP et favoriser les contacts. Il compte quelques noms majeurs de l'économie allemande comme le Dr. Hjalmar Schacht, ancien président de la Reichsbank et nazi convaincu, Albert Vögler, président du conseil d'administration du second aciériste au monde, les *Vereinigte Stahlwerke*, Emil Helfferich, président du conseil d'administration de la puissante HAPAG, premier armateur allemand, Gottfried von Bismarck-Schönhausen, un des principaux responsables du RDI, le banquier Kurt von Schröder — une farandole de titres et de particules qui montre que le choix des élites patrimoniales est fait. Après janvier 1933, le cercle Keppler se transforme en *Freundeskreis Reichsführer SS*, un « cercle des amis » qui verse chaque année au *Reichsführer SS*, Heinrich Himmler, une obole d'un million de marks.

Autour du Dr. Hjalmar Schacht se crée, en juin 1932, un service du NSDAP qui prend le nom de *Arbeitsstelle Dr. Schacht*, financé par les grands noms de l'industrie lourde allemande qui, parallèlement aux nationaux conservateurs (DNVP) et aux libéraux autoritaires (von Papen), misent désormais également sur les nazis[1]. Il en émane un bref ouvrage que Schacht publie à l'automne 1932. Intitulé *Principes de la politique économique allemande*[2], cet essai programmatique

1. Kurt Koszyk, « Paul Reusch und die "Münchner Neuesten Nachrichten" — Zum Problem Industrie und Presse in der Endphase der Weimarer Republik », in *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, Munich, IfZ, 1972/1, p. 74-104, p. 99.

2. Hjalmar Schacht, *Grundsätze deutscher Wirtschaftspolitik*, Oldenburg, Stalling, 1932, 75 p.

formule les propositions fondamentales d'un gouvernement nazi en matière économique, assez indiscernables de n'importe quel programme libéral pro-patronat. Schacht réclame ainsi une baisse drastique de l'impôt sur les entreprises et les bénéfices, une dérégulation massive, l'absence de limitation des salaires et des patrimoines et une diminution nette des prestations sociales, qu'il faudrait remplacer par de la charité privée. L'ancien banquier central, appelé à jouer un rôle déterminant dans les finances publiques du Reich, la défense de la monnaie et la politique de réarmement allemand sous Hitler, recommande également l'abrogation des salaires minimum de branche et l'absence de limitation du temps de travail — soit tout ce que réclament les libéraux, tout ce que mettent en œuvre les conseillers et ministres de Papen, et tout ce que les nazis poursuivront.

La cristallisation de l'hypothèse nazie se fait également dans des cercles de sociabilité qui regroupent patrons, financiers, assureurs, mais aussi journalistes, universitaires, militaires et hommes politiques de droite. Le rôle décisif échoit au *Herrenklub*, mais il faut également mentionner le *Hamburger Nationalklub*, fondé lui aussi en 1919 pour réunir la fine fleur du patriciat politique et économique du Nord[1]. C'est le *Nationalklub* qui, dès le 28 février 1926, rend Hitler *salonfähig*, fréquentable, en l'invitant à discourir devant ses membres. Le « Führer » y explique que « nous avons en Allemagne 15 millions de gens qui ont une orientation antinationale et aussi longtemps que ces 15 millions (...) ne sont pas ramenés dans le giron du sentiment national commun, tout ce que l'on dit à propos du relèvement économique et du relèvement national n'est que du bavardage sans intérêt (...). C'est à cette fin que le mouvement que je m'efforce de faire croître et arriver au pouvoir a été naguère fondé. Sa mission est claire : détruire, exterminer le marxisme[2] ». Il sera réinvité en décembre 1930, et Goebbels en 1931.

1. Manfred Asendorf, « Hamburger Nationalklub, Keppler-Kreis, Arbeitsstelle Schacht und der Aufstieg Hitlers », in *1999. Zeitschrift für Sozialgeschichte des 20. und 21. Jahrhunderts*, 2. Juli 1987, Heft 3, p. 106 sq.

2. Werner Jochmann, *Im Kampf um die Macht. Hitlers Rede vor dem Ham-*

Au nombre des autres organisations qui intègrent les nazis aux cercles de pouvoir, il faut mentionner la Société d'étude du fascisme (*Gesellschaft zum Studium des Faschismus*), un « réseau antidémocratique qui réunit conservateurs de droite et nazis[1] », fondée en décembre 1931 par des militaires, nobles et patrons favorables à l'union des droites, et au Front de Harzburg, récemment formé. Plus de 300 membres émargent à cette société, dont les conférences en soirée permettent à l'élite de la droite patronale et politique de converser avec Funk et Goering, le Dr. Schacht se chargeant, comme partout, de mettre son crédit, de (réel) génie des finances et de la monnaie, qui est immense depuis 1924, au service de l'hypothèse nazie.

Le point d'orgue de cette tournée du patronat allemand est incontestablement le quasi-meeting organisé par le principal cercle d'influence et de réflexion des industriels allemands, le prestigieux Club de l'Industrie de Düsseldorf, incontournable « lieu de rendez-vous des élites[2] », le 26 janvier 1932. Les patrons savent à quoi s'attendre, et sont déjà pleinement rassurés par la longue interview qu'Adolf Hitler a accordée à la presse britannique et américaine sept semaines plus tôt, le 4 décembre 1931[3], où il s'est présenté comme l'ennemi irréconciliable du marxisme, c'est bien le moins, mais surtout comme le garant des investissements étrangers en Allemagne.

Les patrons se pressent dans la salle de gala du grand Hôtel du Parc de Düsseldorf, à telle enseigne que Gustav Krupp lui-même doit, pour obtenir des places, intervenir auprès du président du club, Karl Haniel, qui constate que « l'affluence des membres du club surpasse nos projections les

---

burger Nationalklub von 1919, Francfort/Main, Europäische Verlagsanstalt, 1960, 120 p., p. 102-103.

1. Manfred Wichmann, « Die Gesellschaft zum Studium des Faschismus. Antidemokratisches Netzwerk zwischen Rechtskonservatismus und Nationalsozialismus », in Werner Röhr (dir.), *Bulletin für Faschismus- und Weltkriegsforschung*, H 31/32, Berlin, 2008, p. 72-104.

2. Volker Ackermann, *Treffpunkt der Eliten. Die Geschichte des Industrie-Clubs Düsseldorf*, Düsseldorf, Droste, 2006.

3. Wolfgang Ruge, *Deutschland von 1917 bis 1933*, Berlin, Deutscher Verlag der Wissenschaften, 1974, p. 416.

plus téméraires » et regrette que l'on « ne puisse pas pousser les murs[1] ». Une solution est trouvée : des haut-parleurs pour une retransmission en temps réel dans une salle adjacente — une première dans ce cercle de gens très bien élevés. Accompagné d'Hermann Goering, Hitler est accueilli à 18 heures par le maire de la ville, membre du DNVP, avant quelques mots d'usage de la part de Karl Haniel et de Fritz Thyssen, qui conclut sa bienveillante introduction par un « Heil, Herr Hitler ! » sans ambages.

Ceux qui venaient assister à un exposé de la doctrine économique du NSDAP en sont pour leurs frais. Hitler tient ce soir-là un monologue vigoureux sur les fondements de la « vision du monde » nazie. Le « Führer » du NSDAP commence par concéder que le « mouvement » a « la réputation d'être hostile aux milieux économiques[2] », ce qu'il regrette. Cela est dû, selon lui, au fait que les nazis ne placent ni l'économie ni la crise mondiale au centre de leur analyse : « Notre conception se distingue grandement de celle de nos adversaires. D'après nous, notre détresse actuelle n'a pas de causes ultimes et profondes dans des processus mondiaux de nature générale (...). S'il était juste que la misère allemande trouve sa cause nécessaire et unique dans une prétendue crise mondiale (...), alors notre avenir, en tant que peuple allemand, serait désespéré[3] ». Selon lui, la délectation morose induite par la contemplation de la crise est un fatalisme fautif, étranger à ce volontarisme de chaque instant que prône le NSDAP. La volonté de ceux qui veulent régénérer et sauver l'Allemagne a pour corollaire, bien évidemment, la responsabilité du chef, et la culpabilité des ennemis de la nation : « Comment donc peut-on modifier une situation pour laquelle on ne peut désigner aucun coupable ? Je pense

1. Thomas Trumpp, « Zur Finanzierung der NSDAP durch die deutsche Grossindustrie. Versuch einer Bilanz », in Karl Dietrich Bracher (dir.), *Nationalsozialistische Diktatur 1933-1945. Eine Bilanz*, Bonn, Bundeszentrale für Polit. Bildung, 1986, p. 144.

2. Adolf Hitler, « Rede vor dem Industrieclub Düsseldorf, 27. Januar 1932 », in Max Domarus, *Hitler — Reden und Proklamationen, 1932-1945*, Wiesbaden, Löwit, 1973, p. 89 sq.

3. *Ibid.*

que la conception selon laquelle une crise mondiale serait responsable de tout conduit nécessairement à un pessimisme dangereux (...). Je considère qu'il est de première importance de rompre radicalement avec l'idée selon laquelle notre situation serait uniquement liée à une détermination mondiale. Il n'est pas vrai que notre misère a pour unique cause une crise mondiale, une catastrophe mondiale, mais il est juste de dire que nous sommes entrés dans une crise générale parce que des fautes, chez nous, ont été commises[1] ». Hitler pointe ici les « criminels de novembre », ceux qui auraient poignardé l'armée allemande dans le dos, avant de signer Rethondes et Versailles. Mais attention à ne pas exagérer l'importance de la politique étrangère, du traité de paix de Versailles ou des normes de Genève, de la SDN : les nazis refusent autant l'économisme que le géopolitisme. Tout cela est secondaire : « Que signifie donc la politique ? (...) Elle n'est rien d'autre que la prise de conscience des intérêts vitaux d'un peuple et la conduite du combat pour la vie de ce peuple, par tous les moyens. Il est donc clair que ce combat pour la vie a pour origine le peuple lui-même et que le peuple est l'objet, la valeur en soi qui doit être préservée. Toutes les fonctions du corps du peuple doivent, en dernière analyse, servir une fin unique, qui est la préservation de ce corps à l'avenir. Je ne peux donc pas dire que la politique étrangère, ou la politique économique, ont la primauté[2] ».

Hitler ne prend donc pas particulièrement de gants pour parler à un auditoire de patrons dont le délassement dominical est généralement la lecture des pages « politique étrangère » des journaux du week-end. Il leur fait littéralement la leçon, en rétablissant l'ordre des priorités politiques : « Naturellement, un peuple a besoin d'une économie pour vivre. Mais l'économie n'est qu'une des fonctions dont le peuple a besoin pour pouvoir exister. Ce qui est essentiel, c'est le point de départ : le peuple, la race[3] ».

Adolf Hitler est un orateur habile qui, sans formation par-

1. *Ibid.*
2. *Ibid.*
3. *Ibid.*

ticulière, démontre une étonnante maîtrise des principes de la rhétorique. Après cette *captatio benevolentiae* un brin paradoxale, qui a consisté à prendre à contrepied son auditoire pour mieux susciter son attention, il peut dérouler un argumentaire sensible au cœur des patrons qui l'écoutent. Hitler expose ainsi que le nazisme est un inégalitarisme, une conception hiérarchique des communautés humaines mais aussi des individus composant ces communautés. À l'intérieur comme à l'extérieur des nations, la Révolution française a semé le chaos en diffusant le mensonge de l'égalité des races et des êtres : « Il existe deux manifestations intimement liées de la dégénérescence des nations. La première remplace la valeur de l'individu par le concept nivelant et purement quantitatif de la démocratie. La seconde nie la valeur intrinsèque de chaque peuple, nie les différences dans les dispositions biologiques et dans les réalisations des différents peuples (...). L'internationalisme et la démocratie sont des concepts inséparables (...). On nous dit qu'entre les nègres, les aryens, les mongols et les peaux-rouges, il n'y a aucune différence de valeur. Cette conception, qui est au fondement de toute la mentalité internationale et qui conduit à ce qu'on peut aujourd'hui voir un nègre présider une séance de la SDN, conduit nécessairement au fait que, à l'intérieur même d'un peuple, on en vient à nier les différences de valeur entre les membres de ce peuple[1] ».

L'auditoire est ainsi solidement ferré : ce type de discours, raciste et social-darwiniste, ne peut que parler à des patrons dont les idées, conservatrices, inégalitaires et volontiers racistes, consistent à naturaliser leur domination par l'idéologie du don (les êtres « doués » dominent), du mérite (on parvient au sommet par son travail), en somme par un discours de l'inégalité parmi les hommes qui met Rousseau et la Révolution française échec et mat. Hitler joue désormais sur du velours : « la grandeur d'un peuple n'est pas la somme des réalisations individuelles, mais la somme des performances des meilleurs. Qu'on ne me dise pas que la première image que donne la culture humaine est la réalisation de la masse !

1. *Ibid.*

(...) C'est au contraire l'œuvre de quelques génies bénis de Dieu (...). Donc si ces génies sont placés sur le même niveau que tous les autres, on assiste à un nivellement du génie, de la compétence et de la valeur de l'individu, un nivellement que l'on nomme fautivement souveraineté populaire. En réalité, il s'agit du pouvoir de la bêtise, de la médiocrité et de l'insuffisance, de la lâcheté, de la faiblesse, de l'incompétence. La souveraineté du peuple consiste bien plutôt à placer à sa tête les plus capables[1] ». L'idéologie de l'égalité a mené à la démocratie, système inepte qui conduit les médiocres à gouverner, ainsi qu'à cette abjecte démocratie internationale, sise à Genève, dans l'enceinte de la SDN. L'antidote est, pour le social-darwiniste rabique qu'est Hitler, le culte des géants, des champions et des chefs, de ceux qui ont réussi face à la masse de ceux qui ne sont rien et qui, naturellement, ne peuvent avoir voix au chapitre.

Suit un long développement sur la pertinence de la propriété privée, fondée en raison sur les « performances inégales » des individus, qui décident de l'appropriation du capital et des moyens de production et, partant, de la hiérarchie dans l'entreprise : ce sont bien les meilleurs, les plus « performants » qui sont à la tête de l'économie privée, et c'est bien ainsi. Dès lors, pourquoi en serait-il autrement en politique ? Pourquoi refuserait-on au pays d'être gouverné comme toute autre entreprise ? Hitler érige ainsi l'entreprise en modèle de ce que l'on n'appelle pas encore, cela viendra, la gouvernance politique : « Une fois que l'on a dit cela, il est fou de dire : en économie, tout le monde ne se vaut pas, mais en politique si ! Il est absurde de fonder la vie économique sur le principe de la performance, de la valeur de l'individu, donc sur l'autorité de la personne, mais de nier l'autorité de l'individu en politique, et de lui substituer la loi du plus grand nombre ! On constate donc une divergence croissante entre les conceptions qui régissent l'économie et celles qui président à la politique ; il faut donc tenter de réduire cette fracture en conformant les normes politiques aux normes de l'économie[2] ».

1. *Ibid.*
2. *Ibid.*

L'entreprise, ajoute-t-il, est un modèle de « performance », d'efficience et de réussite, tout comme l'armée. Or l'une comme l'autre reposent sur « un principe absolument anti-démocratique », le « principe de performance » (*Leistungsprinzip*).

On imagine l'auditoire comblé d'aise à ces paroles d'un Hitler que certains imaginaient encore à la tête d'un mouvement para-bolchevique ou crypto-socialiste ! Cet Hitler est bien des leurs, et il parle d'or : quand il répudie la démocratie, il vise aussi la démocratie d'entreprise, celle de la révolution de 1918 et des accords Stinnes-Legien, concédés en panique par un patronat en déroute qui, le 15 novembre 1918, a signé tout ce que l'on voulait pour contenir le mouvement des occupations d'usines et les expropriations en cours par un mouvement conseilliste qui multipliait les soviets d'ouvriers partout... Le patronat n'a eu de cesse de vouloir revenir sur ces accords, qui ont accordé la journée de 8 heures et la semaine de 5 jours, le principe de la représentativité syndicale dans l'entreprise, voire une forme de cogestion par les comités sociaux. Cette aberration a été rognée dans les années de gouvernement de la droite, de 1923 à 1928, mais pas assez au goût des patrons. Hitler, clairement, se pose en homme du patronat, et l'on sait qu'il ne les décevra pas : la démocratie d'entreprise, avec la loi du 20 janvier 1934[1], n'est plus qu'un mauvais souvenir pour ceux que, désormais, on appellera, tout au long de l'histoire du IIIe Reich, des *Betriebsführer*, i.e. des chefs (*Führer*) d'entreprise (*Betrieb*).

Mais ce n'est pas tout. Hitler sait parler au tréfonds de la psyché des patrons allemands qui, comme leurs homologues français, britanniques ou américains, ont une conception toute territoriale de l'expansion économique. Partout en Occident, racisme et darwinisme social ont été mêlés en une synthèse harmonieuse qui justifiait la pratique du capitalisme le plus inhumain ainsi que du colonialisme le plus agressif. Le premier allait, quoi qu'il en soit, de pair avec le second : de Jules Ferry à la Chambre des communes, les justifications

1. « Gesetz zur Ordnung der nationalen Arbeit (ou Arbeitsordnungsgesetz, AOG), 20. Januar 1934 », in *Reichsgesetzblatt*, 20.01.1934, p. 45 sq.

sublimes du projet colonial, présenté comme une œuvre de christianisation ou, laïcité française oblige, de civilisation, ont toujours fait office d'oripeaux d'un matérialisme plus brutal. La colonisation a toujours été la conquête et la domination d'un hinterland, cet arrière-pays que les géographes et géopoliticiens allemands définissent et nomment à l'usage de leurs collègues de la Sorbonne ou de Harvard, et où l'on puise ressources minières, bois brut, matières premières et une force de travail dont l'esclavage fait tendre le coût vers zéro.

On sait que la colonisation allemande fut tardive, et que Bismarck ne se décida à considérer la carte de l'Afrique que sous les pressions amicales de ses amis armateurs, avant que Guillaume II et von Bülow ne revendiquent, pour le Reich, une « place au soleil ». Mais l'industrie et la finance allemandes avaient d'autres visées : la boussole du capitalisme allemand indiquait moins le sud africain que l'est européen. Ce que les Allemands appellent *Kolonien* ou *Siedlungen* évoque moins la Namibie ou la Tanzanie que la Pologne, la Baltique, les Balkans ou l'Ukraine. L'un des patrons les plus puissants d'Allemagne le démontre par sa biographie même : avant de devenir le président du directoire de Krupp, puis un magnat des médias et le chef du DNVP, Alfred Hugenberg a été l'auteur d'une thèse de doctorat sur la colonisation intérieure du Reich allemand puis, pendant la Grande Guerre, le fondateur du Comité *Freie Ukraine* (Ukraine libre) qui militait pour la séparation entre l'Ukraine et l'Empire des Tsars ainsi que pour une hégémonie, soit directe (annexions), soit indirecte (protectorats) du Reich allemand à l'est de l'Europe, un projet couronné par la victoire des armées allemande et autrichienne sur le Tsar et par la paix de Brest-Litovsk du 3 mars 1918. Cette paix, qui consacrait les rêves pangermanistes et annexionnistes les plus fous, fut balayée par la défaite à l'Ouest et annulée par le traité de Versailles un an plus tard, autre raison majeure du ressentiment d'une nation privée de sa victoire à l'est.

Les nazis n'ont eu de cesse de faire fond sur ce ressentiment et de promettre réparation aux élites allemandes : ils auraient leur empire colonial européen.

À Düsseldorf, après avoir ressaisi l'histoire de « la race

blanche, qui s'est hissée au sommet du monde depuis l'Antiquité, en à peu près mille ans », Hitler prévient : « On dit parfois qu'il est possible de conquérir le monde du seul point de vue économique. C'est une des erreurs les plus massives et les plus terribles qui soient (...). On ne peut comprendre la situation actuelle du monde et la domination de la race blanche que si l'on comprend que la volonté de domination politique et celle de domination économique ne font qu'une ». Autrement dit, la sécurisation d'espaces d'hégémonie économique se fera par la force, pour le plus grand bénéfice de tous — l'industrie allemande y gagnera hinterland et débouchés, la race germanique son espace vital. Mais attention : cette mise en coupe réglée d'espaces européens conquis et colonisés obéira à des principes inégalitaires qui sont les seuls pertinents du point de vue racio-anthropologique (un Slave ne vaut pas un Germain), mais également en termes économiques. Le traitement des peuples, les termes de l'échange, les niveaux de salaire et des vies — tout doit être strictement inégalitaire : « La race blanche ne peut maintenir sa domination que si elle maintient la différence des niveaux de vie dans le monde. Donnez à nos "zones de débouchés", comme on les appelle, le même niveau de vie que celui que nous avons, et nous verrons bien vite que notre situation dominante, économiquement et politiquement, se dissout[1] ».

Après avoir montré que le patronat et les nazis habitaient le même univers mental (inégalité, performance, principe du chef), avaient les mêmes valeurs (propriété privée, hiérarchie, concurrence) et les mêmes références idéologiques (opposition de principe à la démocratie, darwinisme social, racisme), Hitler ouvre un horizon de prospérité et de profits potentiellement infini : avec le réarmement de l'Allemagne et le projet d'un empire colonial sur le sol même de l'Europe, c'est à une orgie de dividendes que le NSDAP convie.

De manière significative, Hitler tient aux patrons le même discours que celui qu'il infligera aux plus hauts cadres de l'armée allemande, réunis pour une réunion secrète, un an

1. Adolf Hitler, « Rede vor dem Industrieclub Düsseldorf, 27. Januar 1932 », discours cité.

plus tard, le 3 février 1933. Désormais chancelier du Reich, il expose les principes et les moyens d'une restauration de la puissance politique et militaire allemande, et disserte d'abondance, là encore, sur le lien entre économie et empire. De même qu'il a parlé d'armée et de guerre aux patrons, il parle beaucoup d'économie internationale aux officiers qu'il réunit dans les bureaux du ministre de la Reichswehr, le général Werner von Blomberg, où il fait l'éloge de la colonisation : « Dans la vie des individus, c'est toujours le plus fort et le meilleur qui s'impose. Il en va de même pour les peuples. La race européenne, cette petite minorité, a su, pendant des siècles, réduire en esclavage et utiliser des millions d'hommes pour édifier sur leur dos sa civilisation. C'était un échange : l'Europe livrait ses produits finis et partageait sa culture pendant que les races inférieures devaient donner leurs matières premières, leur travail, etc.[1] ». Mais ce monde idéal est menacé par une mondialisation économique qui est en train de rééquilibrer les capacités techniques et productives : « en Asie » et « dans le sud-est de l'Europe » (Balkans, Roumanie, Bulgarie, Grèce, Hongrie) sont « apparues des industries qui produisent à moindre coût et qui menacent de refouler la race des seigneurs et maîtres ». Hitler incrimine la Grande Guerre et les Réparations, mais aussi le « bolchevisme » qui entretient « la pauvreté et un très faible niveau de vie », car il y voit la condition de son succès. Résultat : les masses européennes appauvries éprouvent un sentiment de « solidarité avec les prolétaires des autres races » qui supplante tout sentiment d'appartenance à leur propre peuple. Il est donc impératif d'éradiquer le chômage, et Hitler ne voit que deux moyens à cette fin : « 1 — En exportant à tout prix et par tous les moyens ; 2 — Par une extension de l'espace vital allemand et une politique très ambitieuse de colonisation continentale. C'est cela que, pour ma part, je propose ».

Le gouvernement de « relèvement national » Hitler-Papen se propose donc de créer les conditions de cette conquête et de cette colonisation, par une régénération du pays : fin

1. Adolf Hitler, « Rede vor den Spitzen der Reichswehr, 3.02.1933 », Abschrift des kommunistischen Nachrichtendienstes, BArch, RY 5/I 6/10/88.

de la démocratie, éradication du marxisme, interdiction du pacifisme. La démocratie est gratifiée des mêmes propos que, un an plus tôt, devant les patrons. Répétons-le : Hitler semble s'adresser au même auditoire, il tient les mêmes raisonnements, use des mêmes concepts et propose les mêmes solutions. Il persiste ainsi : « Tout le monde sait que la démocratie dans l'armée serait une absurdité. Dans l'entreprise aussi, elle est nocive. Les conseils d'entreprise, tout comme les conseils de soldats, sont une aberration ».

Comme un an plus tôt, après avoir démontré, de manière implacable, que les principes et les fins sont identiques entre la « vision du monde » nazie et l'auditoire, Hitler offre aux officiers des perspectives matérielles proprement féeriques : le patronat avait pu entrevoir, et très vite comprendre, la manne du réarmement ; les officiers de la *Reichswehr*, quant à eux, voient se dessiner la réintroduction du service militaire, la multiplication par 30 des effectifs, et une guerre « pour la conquête du biotope à l'Est ». Eux aussi comprennent très vite ce que cela signifie en termes de carrière, de promotion de grade et de pouvoir. Chez les militaires aussi, on sait calculer, et on connaît les grilles d'avancement. Un jeune capitaine comme Erwin Rommel peut légitimement ambitionner d'être colonel, voire général, avant sa fin de carrière. Huit ans plus tard à peine, en 1942, il est feld-maréchal du Reich.

Le discours de Düsseldorf est un succès, comme en témoignent les « longs applaudissements enthousiastes » remarqués par un auditeur ou « les applaudissements nourris[1] » que note un rapport du préfet de police de la ville. Hitler, Goering et Ernst Röhm passent le lendemain dans le château de Landsberg, propriété de Fritz Thyssen, en compagnie d'Ernst Vögler et d'Ernst Poesgen, qui invitent Goering à prononcer une nouvelle conférence devant le Club de l'Industrie en avril 1932.

Cette manifestation vient confirmer l'estime des industriels et des banquiers à l'égard du parti nazi et d'Hitler. Il appa-

1. Karsten Schönbach, *Die deutschen Konzerne und der Nationalsozialismus 1926-1943*, Berlin, trafo Verlagsgruppe, 2015, p. 237.

raît manifeste que, comme en 1919-1920, au moment où il fut décidé d'adopter le nom de « parti national-*socialiste* des *travailleurs* allemands » ainsi qu'un programme en 25 points qui contient quelques dispositions anticapitalistes, le discours social du parti n'est pas à prendre au sérieux : il reste un leurre pour attirer un électorat qui, sinon, serait tenté par la gauche. L'aile anticapitaliste du parti a, du reste, claqué la porte avec fracas lorsque Otto Strasser, son chef, a rendu sa carte en 1930 et publié un texte célèbre intitulé « Les socialistes quittent le NSDAP[1] ». La ligne du parti nazi est de droite, favorable au capital, hostile au mouvement ouvrier, à ses revendications et à ses grèves, viscéralement opposée à un marxisme qu'il s'agit, selon Hitler, d'« exterminer », ni plus ni moins.

Lesdits ouvriers ne s'y trompent pas qui, contrairement à ce que l'on peut lire dans certains manuels ou publications de seconde main, n'ont jamais majoritairement porté leurs suffrages vers le NSDAP[2]. Il en va de même des chômeurs[3] : la superposition des courbes du chômage et du vote nazi est fallacieuse, car la privation d'emploi n'est en aucun cas une « variable indépendante[4] » qui peut être isolée des autres — en l'espèce, de la confession et de la localisation (région, ville, taille de la ville). On observe une forte corrélation positive entre protestantisme et vote nazi, de même qu'entre vote NSDAP et faible taux de chômage : « Là où le taux de chômage était le plus élevé, le NSDAP enregistrait des scores électoraux plus faibles[5] ».

Au-delà du *Mittelbau*, cette couche intermédiaire de patrons

1. Otto Strasser, « Die Sozialisten verlassen die NSDAP », in *Der nationale Sozialist*, 4. Juli 1930, zitiert nach Reinhard Kühnl, *Der deutsche Faschismus in Quellen und Dokumenten*, Cologne, Pahl-Rugenstein, 1977, p. 122 sq.

2. Jürgen Falter, « Unemployment and the Radicalization of the German Electorate 1928-1933. An Aggregate Analysis with Special Emphasis on the Rise of National-Socialism », in Peter Stachura, *Unemployment and the Great Depression in Weimar Germany*, New York, St Martin's Press, 1986.

3. Voir, pour une remarquable synthèse de la littérature internationale sur ce sujet, Emmanuel Pierru, « La tentation nazie des chômeurs dans l'Allemagne de Weimar. Une évidence historique infondée ? Un bilan des recherches récentes », in *Politix*, 2002, n° 60, p. 193-223.

4. *Ibid.*, p. 194.

5. *Ibid.*, p. 200.

de PME si puissante en Allemagne et majoritairement acquise aux nazis en 1932, c'est le grand patronat qui verse dans le soutien au NSDAP — parti qui réussit le tour de force de concilier les quasi-contraires : petits et grands patrons, donc, industrie et banque, industrie lourde et grands agrariens, tous convaincus que l'hypothèse nazie est la solution le plus crédible et la plus raisonnable pour assurer la « stabilité » du pays (i.e. mettre fin au parlementarisme) et prévenir tout risque de « guerre civile » (i.e. étouffer toute insurrection communiste dans l'œuf). Des travaux déjà anciens ayant relativisé le rôle et la responsabilité de ce que les marxistes appellent le « capital » ou les puissances d'argent dans le financement et l'accession des nazis au pouvoir, précisons que nous travaillons avec une documentation lacunaire à plus de 90 %, en raison des destructions dues à la guerre, de la politique nazie d'effacement des traces dès 1943 et du toilettage opportun de nombreuses archives privées qui aboutissent à ce que, malencontreusement, on ne parvienne que fort mal à retracer ce que les magnats du charbon, de l'acier, de l'automobile, par exemple, ont bien pu faire entre 1930 et 1933 — l'historien du nazisme est familier de ces pudiques silences et de ces lacunes biographiques. Le croisement des correspondances, des journaux intimes, de la presse patronale et des démarches secrètes ou plus explicites permet cependant de conclure que la solution nazie est privilégiée par le monde des affaires après les élections du 6 novembre 1932, qui ont confirmé la fracturation de l'électorat et du Reichstag en trois blocs, et qui privent le gouvernement Papen de tout soutien populaire — à 92,5 % d'opposition, c'est le moins que l'on puisse dire. Lors du conseil des ministres décisif du 2 décembre, qui conduit Papen à renoncer à former un nouveau gouvernement, le Pr. Warmbold, ministre de l'Économie et personnage essentiel du grand patronat, cite les « dirigeants éminents du monde économique » qui demandent d'arrêter les frais, d'ouvrir la porte aux nazis car « la stabilité politique est nécessaire à la relance de l'économie[1] ». Papen s'est plaint, quelques jours auparavant, de ce « torrent de conseils contradictoires déversés sur le pré-

1. « Tagebuch Reichsfinanzminister Johann Ludwig Schwerin von Krosigk,

sident du Reich », qui « l'épuise » — ce que confirme le fidèle Dr. Meissner, inamovible secrétaire général de la Présidence, qui avertit le conseil des ministres que « l'état moral » du président est critique. Hindenburg, qui tient déraisonnablement à Papen, dont il s'est entiché, a reçu le 19 novembre 1932 une adresse et une requête (*Eingabe*) de « personnalités majeures du monde économique » qui lui demandent de faire le choix d'Adolf Hitler pour la chancellerie. Les signataires saluent « le tournant initié » par le président du Reich « dans la conduite des affaires de l'État » et reconnaissent tout comme lui la « nécessité d'un gouvernement plus indépendant des partis », sur le modèle des « cabinets présidentiels ». Or les résultats du 6 novembre n'offrent aucun « soutien » populaire au gouvernement Papen, dont les signataires saluent l'action : « Seuls le DNVP (...) et le parti national-socialiste sont fondamentalement opposés au régime des partis et approuvent les objectifs de Votre Excellence. Nous considérons ce résultat comme un motif de réjouissance exceptionnelle et ne saurions imaginer que la réalisation de votre objectif échoue parce que l'on poursuit dans la voie d'une méthode inefficace », i.e. un gouvernement ultra-minoritaire, impopulaire, qui ne reposerait que sur l'état d'urgence permanent et la force des armes. Pour mettre fin à la démocratie et assurer la stabilité que « l'économie » réclame, une autre voie s'impose :

> Il semble clair que des dissolutions répétées assorties de nouveaux scrutins permanents, propres à aggraver les conflits entre partis, ne peuvent que contrarier l'apaisement politique et le renforcement de notre économie. Il semble tout aussi clair que toute modification constitutionnelle qui ne serait pas soutenue par un grand mouvement populaire aboutirait à des effets économiques, politiques et psychologiques pires encore.
>
> Nous considérons donc comme notre devoir moral de prier humblement Votre Excellence de permettre la constitution d'un gouvernement propre à réaliser les objectifs définis par Votre Excellence, et que nous soutenons, de telle sorte que ce cabinet jouisse de la plus large approbation populaire.

4.12.1932, über den Verlauf der Ministerbesprechung am 2.12.1932, 9 Uhr », IFZ, ZS/A-20, Bd. 4, f° 9-11.

> Nous sommes libres de toute attache politique. Nous reconnaissons dans ce mouvement national (*nationale Bewegung*) qui traverse notre peuple l'aube prometteuse d'une ère qui, par le dépassement de la lutte des classes, créera les conditions propices à une croissance retrouvée de l'économie allemande. Nous sommes conscients que cette croissance requiert d'autres sacrifices. Nous croyons que ces sacrifices ne peuvent être volontairement réalisés que si le plus grand groupe de ce mouvement national se voit confier la direction du gouvernement[1].

Ce texte, érigé par les historiens est-allemands en preuve ultime que le *Monopolkapital* avait fait le choix d'Hitler pour perpétuer sa domination économique et assurer ses profits financiers, a vu sa signification fortement relativisée par une contre-historiographie aux accents aussi disculpants, voire apologétiques, que la première était volontiers accusatrice[2]. L'argument principal tient à la liste des signataires, modeste — 16, puis 19 noms. Mais l'argument est aisément réfuté par la qualité des pétitionnaires. Rédigé par le Dr. Hjalmar Schacht, le magicien des finances et héros de la renaissance monétaire allemande de 1923-1924, le texte est signé par les présidents de la CCI de Berlin, Hambourg et Hanovre, le PDG du plus grand producteur allemand de pétrole et de gaz naturel (Wintershall AG), le PDG de Pelikan (le célèbre papetier), le président du conseil de surveillance de la Hapag, le plus puissant armateur allemand, et membre du CA de la compagnie Esso Deutschland, le président du *Reichslandbund*, Ernst von Kalkreuth, sans oublier Fritz Thyssen et le banquier Kurt Freiherr von Schröder.

Il y a donc des noms qui manquent (Krupp, Springorum, Borsig, Bosch...), plus enclins à soutenir une solution libérale-autoritaire (Papen), mâtinée de national-conservatisme

1. Édition du texte, in Albert Schreiner, « Die Eingabe deutscher Finanzmagnaten, Monopolisten und Junker an Hindenburg für die Berufung Hitlers zum Reichskanzler (November 1932) », *Zeitschrift für Zeitgeschichte*, 1956/4, p. 366-369.

2. Pour une mise en perspective historiographique de cette source et des débats qui l'entourent, voir Kurt Pätzold, « Denkzettel für Hindenburg », in *Junge Welt*, 19/11/2007, p. 10.

(Hugenberg), prudents, également, à l'égard du potentiel de désordre qu'une nomination d'Hitler pourrait provoquer (soulèvement antifasciste) plutôt que réellement opposés à une solution Hitler. Ceux-là basculent en décembre 1932, au moment où Papen, évincé par Schleicher et fulminant de ressentiment, débute ses intrigues, via le baron-banquier von Schröder, pour approcher Hitler et sceller un pacte faustien avec lui. Le banquier Schröder témoigne que la démarche recueille un large assentiment. Dans son affidavit à Nuremberg, Kurt von Schröder précise : « Papen me demanda d'arranger une rencontre avec Hitler (...). Avant d'effectuer cette démarche, j'ai pris l'avis d'un certain nombre de grands patrons et j'ai voulu savoir le plus largement possible quelle était la position du monde économique à l'égard d'une collaboration entre les deux. Les efforts concertés des patrons allemands avaient pour objectif de voir arriver un homme fort à la tête du pays, apte à former un gouvernement durable[1] ». Quant au financement, il sera désormais massif après la rencontre du 20 février 1933, soit très tard, bien après que tout est joué, selon les apologètes. Or, le 20 février 1933, rien n'était joué, et le NSDAP a su faire fructifier le don de 3 millions de RM en propagande électorale pour les élections, absolument décisives, du 5 mars. Auparavant, entre septembre 1932 et janvier 1933, le parti nazi a épuisé ses réserves et vécu à crédit pour financer des dizaines de campagnes électorales, avec une débauche de moyens coûteux dont Goebbels fait l'énumération, avec l'émerveillement d'un enfant devant des jouets improbables — usage de l'avion, de la radio, du cinéma, graphisme élaboré des affiches et des tracts, brochures, titres de presse nouveaux et éditions spéciales en nombre... Défendre, comme a pu l'avancer sans rire Turner, que ce barnum inédit avait été financé par les cotisations des membres du parti et les billets d'entrée aux meetings est une plaisanterie. Le coût des campagnes électorales permanentes (Reich, Länder, communes) depuis 1929

1. « Eidestattliche Erklärung des Freiherrn Kurt von Schröder vor der amerikanischen Untersuchungsbehörde des Internationalen Militärgerichtshofes in Nürnberg », in Reinhard Kühnl, *Der deutsche Faschismus in Quellen und Dokumenten*, Düsseldorf, Rugenstein, 1977, p. 172-175.

ainsi que les frais fixes de la structure du parti, en croissance continue — locaux, nombre de permanents, effectifs de la SA, dont de nombreux membres ne peuvent financer leur équipement, voire leur gîte et leur couvert —, ne peuvent non plus avoir été totalement couverts par l'emprunt et la dette, mais quiconque a déjà eu à faire avec une banque se convaincra aisément que si les banques allemandes ont accordé des crédits importants aux nazis, c'est bien parce que les nazis jouissaient auprès d'elles d'un crédit politique et qu'il s'agissait là, pour elles, d'une traite sur l'avenir.

Quelques jours après cette démarche patronale, le 23 novembre 1932, et quelques mois après Hitler, le Club de l'Industrie accueille à Düsseldorf, pour une grande conférence, un orateur prestigieux, le Pr. Carl Schmitt, pour parler des liens entre État et économie privée. Le sujet est, structurellement, d'importance : sans remonter au XIXe siècle, qui a vu l'Université allemande, de Friedrich List aux « socialistes de la chaire », multiplier les réflexions sur l'intervention de l'État, les prétentions sociales-démocrates à étendre et approfondir le domaine du droit social — du droit du travail à l'assurance chômage — irritent le patronat allemand au dernier degré. Estimant s'être fait extorquer les accords Stinnes-Legien de novembre 1918, à un moment où, devant les occupations d'usines et les soviets d'ouvriers, il lâchait éperdument du lest, le patronat n'a eu de cesse de vouloir, avec ses relais de droite au Reichstag, revenir sur ces concessions. Le retour des sociaux-démocrates au gouvernement du Reich, en grande coalition (1928-1930), et les projets d'assurance chômage ont suscité une contre-attaque violente du RDI, matérialisée par une brochure célèbre de 1929, dont le titre (*Rebondir ou s'effondrer ? — Aufstieg oder Niedergang ?*) pose une alternative brutale et propose une direction sans ambages, développée par le texte : baisses d'impôt pour les entreprises, « réformes » des assurances sociales, baisse des dépenses de l'État, réduction de son périmètre fiscal et normatif, « simplification » administrative et réglementaire... Ce coup de boutoir pesa lourd dans la décision prise par les partis de droite de rompre la grande coalition et confirma

le président Hindenburg dans ses projets de « tournant à droite ». Du reste, le programme de Brüning et les ordonnances d'urgence que son gouvernement, deux ans durant, va prendre correspondent assez adéquatement à la feuille de route dessinée par le RDI. Certes, comme nous l'avons vu, le patronat a fini par lâcher Brüning, incapable à ses yeux de l'agilité nécessaire pour infléchir son programme déflationniste, qui a fini par priver l'industrie allemande de débouchés intérieurs, mais la défiance à l'égard de l'État et l'anathème contre toute dérive « socialiste » restent à l'ordre du jour.

Carl Schmitt partage ces préventions, quoique de manière éminemment plus subtile et fondée sur une connaissance proprement ébouriffante de l'histoire des institutions et des théories de l'État, tant en matière juridique que philosophique et théologique. Le discours prononcé devant les patrons ne s'attarde pas trop sur ces aspects. Pour le dire nettement, le propos de Schmitt est en dessous de ce qu'il fait et sait faire. Il faut dire que l'universitaire ne s'adresse pas à ses pairs, mais à de simples patrons, et qu'il sort de plusieurs mois éprouvants, un travail intense pour défendre le Reich devant le *Staatsgerichtshof* de Leipzig où il représente le gouvernement Papen dans les deux procédures principales intentées par le gouvernement social-démocrate de Prusse, déposé le 20 juillet : la procédure en référé (Schmitt a gagné), le 25 juillet, puis le procès proprement dit, en octobre, où il ne l'a pas réellement emporté.

Non dénué d'intérêt toutefois, le propos de Schmitt expose que l'État weimarien est devenu obèse par faiblesse, alors qu'un État fort saurait faire la différence entre ce qui est de son ressort et ce qui ne l'est pas. Schmitt habille d'une armature théorique et rhétorique intelligente un propos au fond banal, un réquisitoire contre l'État-providence doublé d'un plaidoyer pour l'État-gendarme régalien cher aux libéraux — ce que Schmitt n'est certes pas. S'armant d'une dialectique subtile, le juriste de droit public pose qu'un « État fort » (qu'il appelle de ses vœux) est un État « en mesure de se désengager des choses non étatiques » et que ce « processus de dépolitisation » est éminemment « un processus

politique[1] ». Suit une apologie de l'article 48[2] et une charge contre les États allemands qui, avec la Prusse, ont attaqué le Reich à Leipzig pour défendre la cause fédéraliste[3]. Cette charge contre « l'État fédéral des partis », qui « tourne en dérision l'État allemand[4] » et qui incrimine l'héritage du Saint Empire romain germanique, que le catholique centraliste et étatique Schmitt goûte peu, est donc tout sauf un manifeste libéral : Schmitt abhorre le libéralisme politique et conspue les « formules en vogue, libéralisme, État de droit ou toute autre dénomination[5] ». Schmitt n'hésite pas à contrecarrer les attentes de son auditoire en plaidant pour l'« État total » — une réalité dont il faut prendre acte, produite par les moyens techniques contemporains, la Grande Guerre et les ennemis bolcheviques de l'État — et l'« État fort » — un vœu, et non plus un constat. Le propos, au fond, peut flatter une assistance conservatrice, voire réactionnaire, dont la sociologie élitiste et la socialisation traditionnellement militaire (peu de chefs d'entreprise qui ne soient pas officiers de réserve) rendent sensible au caractère assez martial du discours ex cathedra tenu par le grand savant, d'autant plus que, comme nous l'avons dit, l'État fort doit maigrir pour se muscler, et inversement. Schmitt répudie « cette sorte-là d'État total (...) qui s'immisce indistinctement dans tous les domaines, dans toutes les sphères de l'existence humaine, qui ne connaît absolument plus aucune sphère libre d'État. Il est total en un sens purement quantitatif, au sens du simple volume et non pas de l'intensité et de l'énergie politiques (...). Son volume s'étend de manière monstrueuse. Il se charge de toutes les affaires possibles (...). Cette totalité entendue au sens du volume est le contraire de la vigueur et de la force. L'État actuel allemand est total par faiblesse[6] ».

Suit une charge très violente contre la démocratie de Wei-

1. Grégoire Chamayou, *Du libéralisme autoritaire*, Paris, Zones, 2020, 140 p., p. 88.
2. *Ibid.*, p. 89.
3. *Ibid.*, p. 90 sq.
4. *Ibid.*, p. 92.
5. *Ibid.*, p. 97.
6. *Ibid.*, p. 98.

mar, la démocratie parlementaire et, en réalité, la démocratie (représentative) tout court. Schmitt vilipende les partis politiques et leur action de désignation des candidats, les électeurs se bornant à sanctionner une liste préétablie en dehors de toute souveraineté réelle : « J'affirme que ce processus, tel qu'il se déroule aujourd'hui, n'est même plus une élection (...) du tout[1] ».

Et que dire du « choix » illusoire qui est proposé, « cinq fois par an » — Schmitt flétrit sans doute ici le calendrier électoral pour le moins chargé de l'année 1932 — entre « cinq systèmes entièrement inconciliables les uns avec les autres, entièrement opposés, absurdes dans leur juxtaposition, mais clos en eux-mêmes et totaux en soi », dont la nature, monadique et polémique, interdit que rien « ne débouche jamais sur une majorité capable d'agir[2] ».

C'est l'oraison funèbre de la démocratie weimarienne qui est prononcée ici, par un théoricien majeur du pouvoir autoritaire, thuriféraire de la prééminence présidentielle et des pouvoirs d'exception, stigmatisateur du règne des partis et de la division néfaste entre les cinq visions du monde inconciliables du nazisme, du Zentrum, du DNVP, des sociaux-démocrates et des communistes — du moins imagine-t-on qu'il pense à ces partis, que le discours ne nomme pas.

Qu'attendre d'un « tel processus » sinon « une cohabitation décousue, voire hostile, entre cinq systèmes et organisations politiques cherchant à se vaincre ou à se berner les uns les autres[3] » ? Schmitt poursuit la sape et cogne, en excellent rhéteur et polémiste, qu'il est de longue date déjà, et en avocat, qu'il est récemment devenu : le député n'est plus un député, car il est « l'homme d'un parti » et non le représentant du peuple. En conséquence, « tout comme le député n'est plus un député, le parlement n'est plus un parlement[4] » et « la motion de censure n'est pas une motion de censure au sens d'un système parlementaire *raisonnable*[5] » car n'en résultent

1. *Ibid.*, p. 100.
2. *Ibid.*, p. 101.
3. *Ibid.*
4. *Ibid.*
5. C'est nous qui soulignons.

« ni la capacité ni la disposition à former un gouvernement capable d'agir et conscient de sa responsabilité[1] » : le vote de défiance est destructeur et non constructif, et Schmitt fait partie de ceux qui réfléchissent à une modification de l'article 54 de la Constitution de 1919 qui dispose que le gouvernement « doit démissionner si le Reichstag lui retire sa confiance par un vote exprès », sans autre précision. Seule force capable de tenir tête au « chaos » et de maintenir « l'ordre », sorte de *katechon* constitutionnel dont Schmitt, depuis la *Théorie de la Constitution* (1928), ne cesse de louer l'existence, « le président du Reich », « dernier pilier de notre ordre constitutionnel » qui préserve l'Allemagne des malheurs que lui vaudrait, sinon, le règne des partis car seul « un gouvernement du Reich nommé par lui et porté par sa confiance » assure la stabilité du pays — rappelons que, à cette date, le gouvernement Papen, démissionnaire depuis le 17 novembre, a perdu, après deux dissolutions ratées, deux élections législatives, qu'il représente une base électorale de 10 % des voix et que sa seule apparition devant le Reichstag s'est soldée par un vote de défiance à 92,5 %.

Après de longs développements sur la possibilité de créer une seconde chambre, corporative, un hommage à l'armée, seule institution neutre selon lui, dont la fonction publique devrait s'inspirer au lieu d'être prostituée aux partis (entendons ici : au SPD, en Prusse), une répudiation du principe majoritaire (que vaut une décision à 51 % ?) et l'éloge du service militaire (condition et corollaire logique, selon Schmitt, du droit de vote), Schmitt conclut par quelques propos convenus sur la vitalité des forces économiques du pays, la « grande et forte productivité du peuple allemand[2] », qui le conduisent à une péroraison sans équivoque : « Les forces sont là. Elles n'attendent plus que l'appel » d'un « gouvernement apte à la décision, prêt à l'action[3] ».

Appel au Führer ? Si l'on veut, mais pas n'importe lequel ou, du moins, pas celui que l'on croit. Schmitt travaille pour

1. *Ibid.*, p. 102.
2. *Ibid.*, p. 118.
3. *Ibid.*

Schleicher et avec son entourage depuis 1930, plus intensément, désormais, depuis le printemps 1932. Le professeur de droit public, thuriféraire de l'État fort, a bien perçu que les nazis n'étaient pas des amis de l'État, loin de là. C'est à la 25e heure que Carl Schmitt, animé par une ambition séculière inconsidérée, désireux d'exercer une forme de pouvoir quelconque, se rallie au nouveau pouvoir dont il se propose d'être le *spiritus rector*, par une adhésion tardive au NSDAP, le 1er mai 1933. Comme nous l'avons montré ailleurs, en dépit d'un antisémitisme rabique — mais pas forcément encodé de biologie — et des gages, nombreux, donnés aux maîtres de l'heure, dont cet imposant colloque consacré à « La juiverie dans les sciences juridiques » (*sic*) en 1936[1], Schmitt échoue, car il achoppe sur quelques obstacles épistémologiques. Il aura beau s'humilier à défendre la nuit des longs couteaux et, au passage, l'assassinat de Kurt et Elisabeth von Schleicher en clamant en juillet 1934 que « le Führer protège le droit », Schmitt ne parviendra jamais à sortir de son épistémé qui reste foncièrement étatiste, romaine, catholique. Homme de l'Église, Schmitt est du même mouvement homme de l'État — les yeux tournés vers les grands penseurs français de l'autorité de l'État, Hauriou et Duguit au premier chef, mais aussi son contemporain, le Pr. Raymond Carré de Malberg, à Strasbourg. Il goûte peu la subversion du juridique par le biologique, ne la comprend sans doute guère, et reste radicalement étranger à la promotion des agences contre l'État. De manière significative, c'est un de ses anciens admirateurs, le Dr. Reinhard Höhn de seize ans son cadet, qui avait tenté d'approcher le maître pour être hissé dans son sillage, mais qui a choisi la voie la plus rapide, celle de la SS et du SD pour être bombardé professeur à l'Université de Berlin peu après lui, qui le fait exclure de tout cercle de pouvoir[2].

Carl Schmitt se bat en 1932 pour les libéraux autoritaires, conseille et défend le gouvernement Papen et, à partir de

1. Cf. Johann Chapoutot, *La loi du sang. Penser et agir en nazi*, Paris, Gallimard, 2014, rééd. Gallimard, coll. Tel, 2020, et Raphael Gross, *Carl Schmitt et les Juifs*, Paris, PUF, 2005.

2. Sur Reinhard Höhn, cf. Johann Chapoutot, *Libres d'obéir. Le management, du nazisme à aujourd'hui*, Paris, Gallimard, coll. NRF Essais, 2020.

décembre 1932, embrasse pleinement la cause du chancelier von Schleicher. Lorsque celui-ci est conduit à la démission, le 28 janvier 1933, il note, dans son Journal : « Situation affreuse. Schleicher se retire. Papen ou Hitler vont arriver. Le vieux est devenu fou. C'est Mac-Mahon[1] ».

1. Carl Schmitt, Journal, 27 janvier 1933, cité in Wolfram Pyta, Gabriel Seiberth, « Die Staatskrise der Weimarer Republik im Spiegel des Tagebuchs von Carl Schmitt — 2. Teil », in *Der Staat*, vol. 38, 1999/4, p. 594-610 (p. 610).

Chapitre X

ÉVITER HITLER.
LA TENTATIVE SCHLEICHER

C'est en redoutable tacticien que Schleicher, qui a fait et défait les gouvernements du Reich depuis 1930, évince sa créature, Franz von Papen, trop émancipée à son goût. Mais cette incarnation du *politischer General*, figure récurrente et maudite, selon le juriste Arnold Brecht, de la politique allemande, est aussi un fin stratège. Homme des manigances et des coups bas, mondain redouté pour son esprit, admiré pour sa vivacité et vilipendé pour ses intrigues, Schleicher semble avoir pris conscience de la nocivité nazie à l'été 1932. Il voit désormais loin, et il a toutes les raisons de croire en ses chances qui, il en est convaincu, sont aussi les dernières d'une Allemagne civilisée.

Le premier pari de Schleicher est d'en finir avec Hitler et ses sbires maximalistes en fracturant le mouvement nazi. Ce pari, éminemment rationnel, repose sur les données accumulées par les écoutes téléphoniques systématiques (et, naturellement, illégales, pire, anticonstitutionnelles) qu'il diligente depuis des années, ainsi que par les multiples informateurs, contacts, hommes de liaison qu'il entretient avec tout ce qui compte dans le monde politique et économique, sans compter les informations de première main qu'il accumule depuis au moins un an lors de ses multiples rendez-vous avec les premier et deuxième cercles nazis : le parti va mal, et va de plus en plus mal, ce qui est une chance, mais aussi un danger, comme en témoigne la violence dont cet organisme moribond se rend coupable depuis l'été, ainsi que les

embardées tactiques irresponsables du Gauleiter de Berlin, le Dr. Goebbels, en direction du mouvement ouvrier.

Hitler est en échec sur toute la ligne — sa ligne, en l'espèce, qui consistait à viser la majorité absolue ou une prééminence telle que son nom s'imposerait pour la chancellerie. Doublement raté : les nazis ont atteint leur zénith quantitatif le 31 juillet 1932 et ils reculent désormais partout, dans le même temps où la conjoncture économique, elle, se retourne, les créations d'emplois atteignant un rythme de croisière de plus de 50 000 par mois, symptôme évident que toutes les courbes (PIB, chômage, créations d'entreprises, défauts de paiement...) s'inversent. La majorité absolue est une chimère, la hiérarchie nazie en est bien consciente. Quant à bénéficier d'une dynamique électorale telle que le nom d'Hitler s'imposerait naturellement, comme chef du premier parti allemand, cette séquence, ouverte en 1930, est close : les nazis perdent à peu près tous les scrutins désormais et, quand bien même ils les gagneraient, le régime n'obéit plus aux règles du parlementarisme depuis mars 1930 et le président du Reich nomme chancelier qui bon lui semble.

Les événements préoccupants, annonciateurs d'un effondrement de la structure du NSDAP, se multiplient à la base, et sont catalysés, au sommet, par les agissements du « gros Strasser », bête noire de Goebbels, devenu celle d'Hitler depuis le 6 novembre. Ce traître voit Schleicher en catimini, négocie des ministères et projette une scission. La fin du NSDAP est désormais une hypothèse plausible. Comme toujours, c'est tout ou rien : « Si on évite la fracture dans le parti, on peut gagner, on va gagner[1] », note Goebbels, qui pratique de plus en plus, depuis quelque temps, l'autopersuasion pour « tenir, tenir ».

Pas évident, lorsque les mauvaises nouvelles s'accumulent, car les scrutins se suivent et se ressemblent au niveau local, même dans les bastions nazis traditionnels : « En Thuringe, on subit encore des pertes lors de l'élection (...). Cette défaite tombe au plus mauvais moment. À l'avenir, il ne doit plus y avoir une élection où nous perdrions ne serait-ce qu'une

1. Joseph Goebbels, *Tagebücher*, *op. cit.*, 27. November 1932, p. 727.

seule voix[1] », voire plus d'élection du tout, comme le propose ouvertement Hitler à Hindenburg dans les entretiens et échanges de lettres de la fin novembre 1932.

Les reculs électoraux dans les régions où les nazis sont le mieux implantés sont spectaculaires : « En Thuringe, note Goebbels, on a perdu depuis le 31 juillet environ 40 % de notre électorat[2] », comme aux élections municipales de Weimar, ville symbolique s'il en est et citadelle nazie depuis les années 1920, où les nazis s'effondrent en perdant pas moins de 35 points, au profit du DNVP. La presse est unanime pour constater que « le parti est pris dans une spirale de déclin » (*im Abklingen begriffen*), comme le note la *Vossische Zeitung* du 5 décembre dans son analyse des résultats. Le phénomène redouté semble se produire : l'électorat national-conservateur, déconcerté, voire effrayé, par la radicalité nazie et par le rapprochement de Goebbels avec le mouvement ouvrier lors de la grève de la BVG en novembre 1932, rentre au bercail.

La question de la survie du parti est ouvertement posée partout, y compris dans les conciliabules entre hiérarques : « Hitler nous dit : si le parti part en lambeaux (*zerfällt*), j'en finis en 3 minutes[3] », première évocation sérieuse d'un suicide possible. Goebbels n'en est pas là, mais il sombre dans la dépression : « je suis au bout du rouleau[4] », note-t-il, épuisé par le travail incessant et par la tension nerveuse, assortie de ces mouvements d'ascenseur émotionnel permanents liés aux variations de conjoncture politique comme aux caprices d'Hindenburg.

La soirée de Noël 1932 revêt pour Goebbels l'aspect d'un conte sordide à la Dickens. Le puissant Gauleiter de Berlin, par ailleurs jeune et heureux papa de la petite Helga, semble toucher le fond de l'humeur dépressive. Il faut dire que les contrariétés s'accumulent, car les soucis domestiques s'ajoutent à la situation politique. Magda « ne se sent pas bien » et le Dr. Stoeckel, le médecin de famille des Goeb-

1. *Ibid.*, 4. Dezember 1932, p. 730.
2. *Ibid.*, 6. Dezember 1932, p. 733.
3. *Ibid.*, 9. Dezember 1932, p. 734.
4. *Ibid.*

bels « ordonne une hospitalisation immédiate[1] ». Goebbels, comme de juste, s'apitoie essentiellement sur son propre sort : le voilà seul un 24 décembre, dans une maison « qui est comme morte quand Magda n'est pas là[2] ». Silence, solitude, fatigue, dépression et, derechef, autopersuasion : « L'année 1932 est une série noire sans fin. Il faut la briser en mille morceaux. Je veille jusque tard dans la nuit et je rumine des idées noires. Tout est vide et dépourvu de sens (...). Il faut que je travaille, pour lutter contre l'absurde (...). Allez, ça va aller. Ce ne sont que des trucs de bonne femme ces histoires. Combien n'ont pas de lit ou de toit cette nuit ? Relève la tête et marche[3] ». En cette fin 1932, Goebbels esquisse le bilan de 14 années de lutte, pour rien, et ne voit de salut que dans le divertissement pascalien — travailler, hypnotiquement, pour ne pas sombrer.

Il faut dire que le travail de sape mené par le général Schleicher est à la fois opiniâtre et efficace, et qu'il repose sur un plan brillant qui, au-delà de la fracturation du NSDAP, vise une recomposition politique ambitieuse. Une source importante nous montre la teneur des consultations menées par le général Schleicher et l'orientation politique qu'il semble vouloir donner à un éventuel gouvernement constitué sous sa direction. Le 28 novembre 1932, à 12 heures, un entretien[4] a lieu au ministère des Armées, et à sa demande, entre Schleicher et les deux principaux responsables de la Confédération générale des syndicats allemands (ADGB). Theodor Leipart, son président, en est un des fondateurs en 1919, de même que Wilhelm Eggert, ancien président du syndicat des métallurgistes. Leipart, tourneur sur bois de profession, syndicaliste depuis 1893, a été longtemps membre du SPD et garant de la quasi-symbiose entre l'ADGB et le parti

1. *Ibid.*, 24. Dezember 1932, p. 739.
2. *Ibid.*, p. 740.
3. *Ibid.*
4. « Protokoll der Sitzung der Führer der ADGB über Unterredung mit Reichswehrminister Generalleutnant Kurt von Schleicher, 28. November 1932 », in Internationale wissenschaftliche Korrespondenz zur Geschichte der deutschen Arbeiterbewegung, Band 12, Berlin, Historische Kommission zu Berlin, 1976.

social-démocrate, jusqu'à un discours du 14 octobre 1932 où il a déclaré souhaiter que la confédération « ne soit plus liée à aucun parti ». Il reste que, invité par Schleicher, il en réfère à Otto Wels pour élaborer une réponse commune à ce qu'il imagine être la raison de cette entrevue. Or Schleicher surprend ses interlocuteurs en ne leur demandant pas d'user de leur influence pour obtenir la « tolérance » du SPD au Parlement. Au lieu de requérir un soutien passif, Schleicher demande un investissement actif dans son futur gouvernement, au cas où il accepterait le « sacrifice » d'une nomination à la chancellerie. Au grand étonnement de ses interlocuteurs, Schleicher leur demande un nom pour le ministère du Travail et s'enquiert de leurs vœux en matière de politique économique et sociale. Pour le Travail, il teste le nom d'Adam Stegerwald, poliment repoussé par les syndicalistes pour ses responsabilités dans les deux gouvernements Brüning. Schleicher s'en montre soulagé car, il en convient, « Stegerwald a été usé sous Brüning » et parce que, « avec lui, chaque séance du conseil dure deux heures de plus, et qu'il n'a pas de temps à perdre ». Schleicher, de fait, confirme sa réputation vipérine. Esprit vif et moraliste sagace, il éprouve une dilection manifeste à médire de ses collègues. Papen ? Un « garçon foncièrement honnête, mais aux capacités limitées ». Gayl ? Un « réactionnaire borné, mais avec un cœur bien tendre, une contradiction en soi » qui le rend incapable de suivre une ligne politique ferme, tout en la proclamant sans arrêt. Schleicher balaye avec vigueur leur cap politique : « Il faut arrêter de parler de réformes constitutionnelles. Il y a mieux à faire que d'agiter l'opinion publique avec ça (...). C'est vraiment n'importe quoi. On parlera de ça quand les gens auront assez à manger (...) ». Toute cette politique pro-entreprises est, à ses yeux, « une connerie sans nom ». Schleicher semble « sincèrement outré par les âneries du cabinet Papen » et « ses remarques critiques, ainsi que son attitude générale donnent l'impression qu'il ne nous joue pas la comédie. J'ai le sentiment, note Leipart, qu'il parle à cœur ouvert ». Schleicher n'est guère plus tendre envers la manière dont Papen en a usé avec la Prusse et son gouvernement, notamment les

ministres SPD « Braun et Severing, des hommes d'État, que l'on ne traite pas comme ça (...). Une boucherie pareille, ce n'est pas possible, car une telle attitude compromet à l'avenir la confiance et la fidélité ».

Les syndicalistes sont séduits, d'autant plus que, questionné sur son rapport à l'État-providence, et s'il compte poursuivre son démantèlement, Schleicher répond vivement : « Ne pensez pas que je sois aussi stupide » — contrairement à ses collègues du gouvernement, donc. Schleicher accède aux demandes des deux syndicalistes, qui n'en reviennent pas : « Relance de l'emploi dans les grandes largeurs, commandes publiques, fin des attaques contre le droit du travail et les salaires (...). Il pense également à nommer Gereke commissaire du gouvernement à la Relance de l'emploi (Gereke se trouve déjà dans l'antichambre et attend) ». Schleicher promet aussi de revenir sur les mesures antisociales des dernières ordonnances, « une évidence, selon lui ». Évidence, également, la réforme agraire et la politique de colonisation à l'Est, que Schleicher soutient à tous égards — comme mesure sociale aussi bien que comme partie intégrante d'une politique démographique de défense du territoire. Les latifundiaires, manifestement, ne lui font pas peur : « Il affirme qu'il s'imposera face aux grands agrariens. Il se contrefiche de leur avis. Ils n'oseront jamais le combattre publiquement. Ils peuvent bien poser des mines dans l'ombre contre lui, mais il se sent assez fort pour les réduire à quia. Au passage, il souligne que c'est une grande erreur de croire qu'Hindenburg est soumis à l'influence des grands propriétaires de l'Est. Il reçoit en permanence des lettres qui lui enjoignent de se méfier de Schleicher, mais il les lui montre toutes ».

Rien à craindre de ce côté-là, donc, croit-il. Il en est de même avec les nazis : « Pour le moment, dit Schleicher, Hitler reste le chef. Mais un de ses collaborateurs les plus proches, à la direction du NSDAP, lui a dit : "On fait n'importe quoi, mais si je le dis, ils me brisent en mille morceaux, je suis foutu". C'est comme ça que le parti tient encore. Il y a deux sensibilités côté nazi : la ligne Goebbels et la ligne Strasser. Goebbels cultive des connexions avec les communistes, et

Strasser, de son côté, pousse Hitler à être raisonnable et à travailler avec le gouvernement ».

Après avoir été nommé chancelier le 3 décembre 1932, von Schleicher gratifie le peuple allemand, douze jours plus tard, d'un long discours radiophonique — long et complexe, tant dans la construction syntaxique que dans la précision presque académique des propos et des mesures prévues. On a moins affaire à un discours de mobilisation qu'à une dissertation très précise qui témoigne, à commencer par la grammaire, de l'intelligence vive et structurée de l'orateur ainsi que, peut-être, de sa volonté d'être reconnu par les élites intellectuelles du pays comme l'un des leurs, mais aussi des circonvolutions d'un esprit qui, alors même qu'il est censé convaincre et simplifier, ne peut s'empêcher de multiplier les incises, les contrepoints ironiques, les digressions techniques, voire les saillies paradoxales. On est, à l'écouter ou à le lire, à mi-chemin entre André Tardieu et Gamelin, pour nommer des contemporains : le « mirobolant », comme on surnommait Tardieu, esprit fécond et doté d'un humour impitoyable, et ce chef d'état-major général qui avait été premier partout, un officier de bureau qui avait été lauréat du concours général et ne se lassait pas de surclasser à peu près tout le monde par son brio. L'un et l'autre ne virent pas leur action couronnée du succès qu'ils attendaient — mais Schleicher n'en est pas encore là, tant, en cette mi-décembre 1932, les possibles restent ouverts.

Le général-chancelier commence son adresse à la nation par les coquetteries d'usage : « J'ai cultivé les plus nettes réserves contre mon accession à la chancellerie, d'une part parce que je ne voulais pas succéder à mon ami Papen, ce chevalier sans peur et sans reproche (...) et surtout parce qu'un ministre des Armées qui devient chancelier fleure trop la dictature militaire et parce que le lien entre ces deux fonctions crée le danger que l'armée puisse être trop fortement impliquée dans la politique[1] ». Schleicher ne minaude pas complètement

1. « Rundfunkrede der Reichskanzlers vom 15. Dezember 1932 », Akten der Reichskanzlei, BArch R 43 I/1504, f° 96-101.

car, général et attaché à la Reichswehr, qu'il voit comme une colonne vertébrale du pays, soucieux de la préserver de toute immixtion politique trop nette et de lui conserver sa réputation d'institution neutre, vouée exclusivement à la nation et au peuple, il tente de prévenir toute crainte de dictature militaire et pose à l'expert non partisan, à l'honnête courtier de toutes les classes de la société allemande :

> J'aimerais adresser à tous les membres de la communauté nationale le vœu qu'ils ne voient pas seulement en moi le soldat, mais plutôt l'administrateur, au-dessus des partis, des intérêts de toutes les couches de la société, et j'espère pour le temps le plus court possible, un homme qui n'est pas venu pour tirer l'épée, mais pour apporter la paix (...). Mes idées sur la dictature militaire ne datent pas d'aujourd'hui et elles doivent désormais être connues de tous. Je l'ai déjà exprimé à de multiples reprises et le répète aujourd'hui : on est bien mal assis sur la pointe des baïonnettes. J'entends par là que l'on ne peut pas durablement gouverner sans un large assentiment du peuple.

Ce ne sont pas là de vaines paroles : le *Kriegsspiel* Ott a bien montré que l'armée allemande ne tiendrait pas le choc d'une insurrection générale couplée à une invasion étrangère. Il faut gouverner autrement, et Schleicher, soucieux de préserver l'armée et de travailler à la résurrection de la puissance allemande, ne désespère pas de le faire avec le Reichstag. C'est, du reste, le mandat que lui a donné le président Hindenburg, qui imagine, comme depuis le printemps 1932, un gouvernement de « concentration nationale », des nazis au Zentrum. L'idée de Schleicher, plus subtile, est différente et originale. Trop, sans doute, pour le président et ses entourages divers.

Après avoir naturellement rappelé que l'on jugera le gouvernement « sur ses actes », Schleicher résume son programme, « qui consiste en un seul point : créer du travail ! », car c'est la mère de toutes les batailles (l'orateur nous épargne ce cliché, mais l'idée est bien là), et parce que c'est la préoccupation première des Allemands qui, affirme-t-il, lui ont dit « lors de ses voyages dans les différentes régions d'Allemagne » : « Donnez-nous du travail ! (...) Le reste ne nous intéresse pas,

à commencer par les réformes constitutionnelles et autres superfluités dont nous n'avons que faire ». Un « grand plan de relance de l'emploi, un plan généreux » va être lancé par un « commissaire à l'Emploi », récemment nommé, qui va avoir pour mission de « jouer au berger allemand avec les entraves bureaucratiques ou autres ». Il va de soi que « toute inflation est exclue », grâce à la vigilance du président de la Reichsbank, le Dr. Luther, ancien chancelier « que l'on peut appeler le gardien du Graal de la monnaie ».

Qui dit relance de l'emploi dit « colonisation agraire », « aussi vite et aussi loin que possible, cela fait consensus » — affirmation largement fausse, comme le chancelier le sait et aura bientôt le loisir de se le voir rappeler. La colonisation agricole intéresse aussi « le ministre de la Défense en moi, qui accorde une grande importance au fait que nos Marches de l'Est soient correctement peuplées car, en dernière analyse, ce sont bien les cultivateurs de leur propre terre qui constituent le meilleur rempart de protection contre l'intrusion d'une race étrangère (*fremden Volkstums*) ». Schleicher annonce « pour l'année 1933 » un budget de 100 millions de reichsmarks (environ 400 millions d'euros) et l'ambition de lotir 325 000 hectares en Poméranie, dans le Mecklemburg, en Prusse-Orientale et en Posnanie : « Notre Est qui est si superficiellement peuplé doit connaître une colonisation intérieure dans le sens de Frédéric le Grand », le « grand roi qui, après la guerre de Sept Ans, a créé des provinces florissantes à l'Est » en dépit d'une situation générale de l'État qui ne portait guère à l'optimisme.

En matière économique, le chancelier revendique le pragmatisme — c'est banal, à droite — mais, au-delà, une forme d'ouverture d'esprit que l'on ne soupçonne pas immédiatement chez un homme de son milieu, de sa caste et de son âge : « Où se logent les obstacles aux solutions raisonnables ? Moins dans les avis divergents sur les moyens à employer que dans les professions de foi et les dogmes. Je suis assez hérétique pour reconnaître que je ne suis pas plus un partisan du capitalisme que du socialisme, que, à mes yeux, des concepts tels que "économie privée" ou "planification" ont perdu toute faculté d'épouvante (...). J'en suis venu à la

conclusion que l'on doit faire, en matière économique, tout ce qui est raisonnable et qui, selon toute vraisemblance, conduit aux meilleurs résultats pour le pays et notre peuple, sans se torturer l'esprit à propos de tel ou tel dogme ».

Le nouveau gouvernement reprend à son compte le programme de relance du précédent cabinet, « qui a contribué à améliorer, certes de manière encore modeste, notre situation économique », comme en témoigne « le recul relatif du chômage » mais aussi d'autres indicateurs comme « la relance de la production industrielle et l'augmentation du trafic » routier, ferroviaire et naval : « Mais le gouvernement est conscient que le programme de relance exige une durée plus longue pour porter pleinement ses fruits, et cela vaut pour les mesures-phares comme les bons de crédit d'impôt ou les primes à l'embauche, qui n'ont pu avoir d'effet que pour leur infime partie ». L'effet majeur est attendu du programme de grands travaux, doté d'un milliard de RM (plus de 4 milliards d'euros), soit huit fois plus que toutes les mesures de son prédécesseur.

Parallèlement, et en rupture nette avec l'austérité de Brüning comme avec la politique de l'offre de von Papen, Schleicher annonce « une certaine détente sur le front du droit social ». Sont abrogées les dispositions de l'ordonnance d'urgence du 5 septembre précédent, qui révisaient à la baisse, une fois encore, les « conventions collectives » (*Tarifvertrag*) sur les salaires, une spirale déflationniste sans fin qui a tiré les revenus des travailleurs vers le bas depuis 1930, car, aux dires du chancelier, « une nouvelle baisse générale ne serait pas supportable socialement ni appropriée du point de vue économique ». Aux antipodes de Papen, Schleicher affirme que « le gouvernement du Reich se déclare partisan des assurances sociales, et fera tout pour en maintenir les caisses (*Versicherungsträger*) à flot ».

On mesure la surprise, voire l'accablement, de certains auditeurs devant une profession de foi que l'on qualifierait en France de gaulliste sociale. Schleicher parle presque comme un syndicaliste et stupéfie ceux qui attendaient ou redoutaient la logorrhée autoritaire et réactionnaire d'une vieille ganache prussienne, galonnée jusqu'aux oreilles et figure

archétypique, voire caricaturale, de l'alliance entre le sabre, l'argent et le goupillon. Schleicher le sait. Les directives du gouvernement doivent toujours prendre en compte « le point de vue social. Allons bon ! Un général social ! J'entends d'ici les doutes et les sarcasmes, ponctués de haussements d'épaules, de nombre de mes auditeurs. Oui, mesdames et messieurs, on n'a jamais rien vu de plus social que l'armée du service obligatoire, où s'alignaient pauvres et riches, officiers et soldats du rang qui ont démontré une solidarité dans les miracles de la guerre mondiale, une camaraderie unique dans l'histoire (...). Aujourd'hui comme hier, nous avons ce sentiment : nous pouvons tous faire pour la patrie et notre peuple les plus grands sacrifices, seulement s'ils sont répartis de manière égale (*gleichmässig*) sur toutes les catégories de la population. Voilà la formule magique ». On dut considérablement tousser dans les cercles autorisés, d'autant plus que les actes n'ont pas manqué pour étayer ces intentions et confirmer ces propos sociaux.

La stratégie de Schleicher est passée à la postérité sous le nom de *Querfront*, littéralement, un front en diagonale, propre à traverser les organisations politiques et syndicales pour en extraire un suc social et, dans une logique au fond assez corporatiste, dépasser les appareils pour construire une alliance des groupes sociaux. Reprenant les analyses de son collègue de l'Intérieur, von Gayl, sur la répartition de l'électorat en trois blocs équivalents, Schleicher n'entend en effet pas entamer de tango avec eux, mais ambitionne de les fracturer, pour créer une majorité nationale-sociale. Pour cela, il dialogue avec la droite de la gauche (les députés SPD et les syndicalistes les plus conservateurs, les plus anticommunistes), et avec la gauche des nazis (cette notion n'a aucun sens autre que topographique, pour permettre de se représenter la dialectique politique complexe à laquelle se livre Schleicher). En se ralliant une partie de l'ADGB et du SPD, et en brisant le NSDAP, dont il souhaite voir scissionner l'aile sociale — celle de Strasser —, le chancelier pense substituer à la confrontation bloc contre bloc un front oblique, par une taille en biseau qui traverse les monolithes auxquels il fait

face. C'est paradoxalement son expérience de chef militaire qui le rend apte à une telle gymnastique que, a priori pourtant, on n'attend guère de la part d'un hobereau prussien. En novembre 1918, c'est bien Schleicher, à l'époque le plus proche collaborateur du général Groener, qui convainc le nouveau chef d'état-major de l'armée allemande de sceller un pacte avec le social-démocrate Ebert, le 10 novembre au soir, contre le risque d'une révolution soviétique. Il fallait à un général prussien une tête très politique et un esprit analytique particulièrement froid pour franchir ce pas qui, pour les deux parties, fut un succès et qui a assis la puissance de la Reichswehr au cœur de la vie politique allemande : sans elle, plus de République — elle le prouvera contre Kapp, contre les communistes et contre les nazis.

Il faut également se souvenir que l'Allemagne, après le traité de Versailles, est un paria international quasiment privé d'armée. L'autre paria mondial est la Russie bolchevique, qui devient l'URSS en 1924. C'est avec la Russie que l'Allemagne signe son premier traité en 1922, à Rapallo, un rapprochement qui inaugure une collaboration militaire secrète : les Soviétiques veulent développer leur industrie de guerre et bénéficier de l'expertise stratégique et tactique des instructeurs allemands, tandis que l'Allemagne se voit offrir usines (pour la production de chars, d'avions et de gaz de combat, interdits par le traité de Versailles et les conventions internationales) et terrains d'entraînement : la *Panzerschule* Kama, près de Kazan, l'École secrète de pilotes de la Reichswehr (Wivupal), proche de Lipetsk, les zones de tests chimiques près de Wolsk[1].

Certaines franges de la droite que fréquente Schleicher avancent du reste l'étonnant oxymore de national-bolchevisme, dans les cercles de la non moins oxymorique révolution conservatrice[2]. À l'origine péjoratif, forgé par Karl Radek pour stigmatiser les syndicalistes et communistes

1. Manfred Zeidler, *Reichswehr und Rote Armee, 1920-1933. Wege und Stationen einer ungewöhnlichen Zusammenarbeit*, Munich, Oldenbourg, 1994.

2. Louis Dupeux, « *Nationalbolschewismus* » *in Deutschland 1919-1933. Kommunistische Strategie und konservative Dynamik*, Munich, Beck, 1985. Version allemande d'une HDR inédite en français, soutenue en Sorbonne en 1974.

peu enthousiasmés par l'alignement sur Moscou, le terme est approprié par ceux qui, à droite, professent une admiration pour le mouvement bolchevique — son organisation militaire, sa discipline de fer, son absence de scrupule moral, ses succès — dans lequel ils voient un modèle de régénération pour l'Occident, qui serait bien inspiré de conjurer sa décadence en imitant l'armée rouge, la tchéka et l'enthousiasme révolutionnaire du PCUS. Le national-bolchevisme, par extension un brin abusive, désigne également ceux qui sont désireux de trianguler, par tactique, par conviction, ou les deux — typiquement, l'aile sociale du NSDAP, la droite du SPD, voire le KPD, pendant les phases où le parti opte pour une stratégie nationale, voire nationaliste, notamment au moment de la lutte contre l'occupation de la Ruhr, rejointe par le parti au nom de la lutte contre le traité de Versailles, l'ordre international bourgeois et l'impérialisme français.

C'est du reste dans les rangs de la « révolution conservatrice » que le concept de *Querfront* a été forgé, notamment sous la plume du journaliste Hans Zehrer, rédacteur en chef de la très influente revue *Die Tat*, proche ami et conseiller de Schleicher — les deux hommes évoluent de conserve de la *Zähmung* au *Querfront*, de l'espoir de domestication du NSDAP au projet de fracturer ce parti. Au-delà des cercles de la droite intellectuelle, le *Querfront* entre en résonance avec des thèmes et des aspirations développés ailleurs : Otto Braun, le ministre-président SPD de Prusse, parle d'une « grande coalition des raisonnables » (*Grosse Koalition der Vernünftigen*), tandis que Gregor Strasser agite l'idée d'un large « front des travailleurs » (*Front der schaffenden Menschen*). Au-delà des personnalités, ce sont des organisations entières qui signalent leur disponibilité : les syndicats chrétiens, dont Brüning était issu, la puissante centrale ADGB, mais aussi les *Reichsbanner Schwartz-Rot-Gold*, l'organisation d'anciens combattants du SPD qui, sur une ligne antifasciste, s'est rapprochée des organisations de l'Antifa communiste, mais dont la direction apprécie les efforts de Schleicher pour redresser l'armée allemande et réarmer le pays. Les socialistes des *Reichsbanner*, souvent des anciens combattants, se veulent nationaux, à telle enseigne que l'on parle volontiers du *National-Sozialismus* (en deux mots, avec tiret) de l'organi-

sation, une ligne portée par son président, Karl Höltermann, un de ses fondateurs et par ailleurs parrain du Front de fer antifasciste. Höltermann voit en Schleicher la dernière chance du pays contre le nazisme et estime qu'une politique de tolérance du général-chancelier n'est pas plus absurde que l'attitude du SPD face à Brüning ou l'appel à voter Hindenburg dès le 1er tour de la présidentielle de mars 1932...

L'habileté de Schleicher et ses mesures lui ont valu un réel succès lors de l'ouverture du nouveau Reichstag le 6 décembre. En trois jours de session, le gouvernement n'est pas renversé. Il a su abroger l'ordonnance du 5 septembre et cette monstruosité juridique, contraire aux principes fondateurs du droit social depuis 1918, qui permettait aux employeurs de baisser unilatéralement les salaires. Il a su, également, transiger avec les partis et céder sur un point sensible : les nazis, qui redoutent plus que tout le pouvoir de Schleicher, ont déposé un projet de loi visant à réformer l'article 51 de la Constitution de 1919. Celui-ci disposait que, « en cas d'empêchement », le président du Reich est « représenté par le chancelier ». L'hypothèse d'une pathologie invalidante (cognitive ou autre), susceptible d'empêcher Hindenburg de poursuivre sa tâche, étant présente dans tous les esprits, la perspective d'un cumul des fonctions inédit dans les mains de Schleicher, qui serait alors ministre des Armées, chancelier et président en exercice, rend une réforme désirable, bien au-delà des rangs nazis. La majorité des 2/3, requise dans le cadre d'une loi constitutionnelle, est atteinte : c'est désormais le « président du Tribunal du Reich de Leipzig » qui exercera l'intérim en cas d'empêchement, de décès ou de démission. Notons que cette loi, votée à leur initiative, ne sera pas respectée par les nazis : quand Hindenburg meurt vingt mois plus tard, le 2 août 1934, c'est bien le chancelier du Reich, Adolf Hitler, qui revêt ses pouvoirs — et définitivement.

La composition du gouvernement Schleicher est très habile. Elle donne en premier lieu une impression de stabilité, car l'essentiel des ministres reste en place, à deux portefeuilles près : le jusqu'au-boutiste von Gayl, tenté par la force et séide de Papen, laisse la place à l'ancien magistrat et haut fonc-

tionnaire Franz Bracht, maire de la ville d'Essen, nommé le 20 juillet 1932 commissaire du Reich pour l'Intérieur en Prusse. S'il est donc associé au « coup de Prusse », l'ancien membre du Zentrum n'est pas un *hardliner*, et il dialogue avec Braun et Severing. Autre changement, et autre signe d'ouverture au centre et, sinon à gauche, du moins au-delà de la droite : le ministre du Travail, le magistrat Hugo Schäffer, d'une droite dure et dévoué à Papen, est limogé pour être remplacé par Friedrich Syrup. S'il n'est pas précisément de gauche, ce juriste, très tôt spécialisé en droit du travail, est apprécié des syndicats, qui ont été amenés à étroitement travailler avec lui depuis 1918. Syrup a été nommé en novembre 1918 membre de l'Office du Reich pour la démobilisation, avant d'être désigné président de l'institution qui a pris sa suite, l'Office du Reich pour le Travail, devenu en 1927 l'Agence du Reich pour l'Emploi et l'Assurance chômage. L'entrée au gouvernement de ce partisan du dialogue social et de la relance de l'emploi est un signe amical envers l'ADGB.

Provocation ultime pour la droite, la nomination du Dr. Günther Gereke : cet ancien haut fonctionnaire qui a quitté le DNVP pour rejoindre le CNBL dissident, favorable, contrairement à Hugenberg, à la collaboration avec le Zentrum, avait été nommé commissaire d'État (*Staatskommissar*) à l'emploi par Brüning. C'est lui qui, avec le chancelier, avait préparé l'ordonnance de réforme agraire qui avait horrifié le lobby latifundiaire en mai 1932. Schleicher en fait son commissaire du Reich pour l'Emploi et la Colonisation de l'Est (*Reichskommissar für Arbeitsbeschaffung und Ostsiedlungskommissar*). Une déclaration de guerre au puissant lobby des agrariens, le *Reichslandbund*, car ce sont bien les projets de réforme agraire du printemps 1932 qui sont repris in extenso.

L'histoire politique enterre généralement l'expérience Schleicher très tôt, aux alentours du 8 décembre 1932, car c'est à cette date que Gregor Strasser, qui rassemble ses forces pour affronter Hitler, semble sujet à un effondrement psychique et démissionne de toutes ses fonctions au sein du parti. C'est dans une lettre adressée à « Herr Hitler » et non au « Führer » que Strasser prend congé, non sans argumenter

très précisément sur la stratégie politique générale et sur les options tactiques — pas vraiment la lettre d'un mélancolique sujet au *burn-out*, et encore moins « une capitulation devant Hitler », mais plutôt « une déclaration de guerre[1] » selon les historiens Wolfram Pyta et Reiner Orth, qui constatent que les jugements sur Strasser témoignent encore de « l'état des sources dans les années 1980 » alors que de nouvelles archives permettent de réévaluer considérablement le champ des possibles dans une démarche d'histoire « contrefactuelle » particulièrement féconde qui montre « comment on aurait pu éviter un chancelier Hitler ». De fait, contrairement à ce que l'on disait jusqu'alors, c'est bien l'option Strasser et la réussite du projet Schleicher qui sont à l'ordre du jour jusque fort tard, au moins jusqu'au 15 janvier 1933, voire au-delà. Les sources récemment exploitées montrent que Schleicher disposait d'informations confidentielles, qui le renseignaient quasiment au quotidien sur les débats et dissensions internes au parti nazi. L'intermédiaire est le Kronprinz Wilhelm, fils de Guillaume II, qui a pris fait et cause pour le général et qui dispose de deux informateurs précieux au cœur de la *Parteizentrale* de Munich, la « maison brune » : le *Generalmajor* Franz Ritter von Hörauf, militaire de carrière qui, une fois retraité, a adhéré au NSDAP et s'est investi dans la SA, dont il est *Oberführer* (général), et le Dr. Heinrich Martin, influent banquier bavarois et militant nazi. Ces deux partisans de Gregor Strasser permettent au Kronprinz et, par son truchement, au chancelier, de connaître l'état des rapports de force en interne. Si les strasseriens restent discrets pour éviter l'algarade ou l'anathème, une douzaine de Gauleiter au moins a pris fait et cause pour lui, ainsi que des centaines de cadres intermédiaires — rien d'étonnant, quand on connaît le rôle de Gregor Strasser dans la structuration administrative du parti et dans les recrutements des cadres et permanents. C'est moins étonnant encore quand on connaît la différence de caractère entre Strasser et Hitler : à l'imprévisibilité fulmi-

1. Wolfram Pyta, Rainer Orth, « Nicht alternativlos. Wie ein Reichskanzler Hitler hätte verhindert werden können », in *Historische Zeitschrift*, 2021/2, vol. 312, p. 400-444 (p. 414).

nante et volcanique de l'un, dilettante et impérieux, répondent le professionnalisme et le calme de l'autre. Dans les milieux économiques, on a aussi noté cela : si Strasser est un nazi intraitable, s'il veut en finir avec les marxistes et la démocratie, s'il est un orateur radical, il sait discuter posément et se montrer raisonnable en privé — un partenaire fiable, donc. Hörauf l'écrit sans ambages à Wilhelm, dans une lettre du 21 décembre 1932 : « Le nombre de ceux qui, à l'intérieur du parti, considèrent Strasser comme, pour ainsi dire, le représentant de la raison, est très grand[1] ». La raison, là encore...

Au sommet, c'est le puissant président du groupe NSDAP au Reichstag, le Dr. Frick, premier nazi à avoir été ministre dès 1930 (en Thuringe), qui est prêt à rendre public son ralliement. Frick a, tout comme Strasser, fait le constat que la ligne maximaliste d'Hitler, son *alles oder nichts* (« tout ou rien ») permanent, est un échec. Comme Strasser, il piaffe, veut le pouvoir et ne s'en cache même pas devant Hitler[2]. Dès le 12 décembre, il a confié à Hörauf que « in extremis, il partira avec Strasser[3] », ce qui constituerait un ralliement majeur, potentiellement fatal à Hitler et à ses proches.

De fait, toute l'énergie du premier cercle nazi est consacrée à stabiliser et sécuriser l'appareil du parti et à éviter sa dislocation. Le 10 décembre, alors que l'ordre du jour au Reichstag est lourd, Goebbels est sur le qui-vive — il écoute, espionne, note, complote, travaille au corps tel « défaitiste », rattrape au col tel autre et constate, dépité, que « Strasser fait la une partout. Il a une bonne presse juive. Il le mérite (...). Chez nous, ambiance sinistre, avec des râleurs et des défaitistes. Koch et Brückner[4] », soit les deux plus puissants Gauleiter du parti, hors Goebbels, qui sont tentés par la ligne Strasser.

Goebbels assiste également au grand numéro d'Hitler devant les « inspecteurs et Gauleiter » du NSDAP, puis devant tous les députés du groupe, à l'hôtel Kaiserhof. Hitler déploie toutes ses ressources mélodramatiques et emporte le morceau : « Il est fabuleusement sûr de lui. Il détruit Strasser (...).

1. *Ibid.*, p. 429.
2. *Ibid.*, p. 417.
3. *Ibid.*, p. 429.
4. Joseph Goebbels, *Tagebücher*, 10. Dezember 1932, p. 734.

Ça hulule et ça chiale. Un très grand succès. Au moment de partir, manifestation spontanée de fidélité : tout le monde lui tend la main. Strasser est isolé. C'est un homme mort[1] ». Deux choses ici : Goebbels se réjouit, soulagé, que les permanents et élus du parti serrent la main d'Hitler — on en est donc là. Par ailleurs, le Dr. Goebbels se révèle être un bien mauvais légiste : Strasser, pour un homme mort, bouge encore.

L'hypothèque Strasser pèse encore de tout son poids sur le parti pendant les deux mois décisifs de décembre 1932 et janvier 1933. Le NSDAP est engagé dans une campagne électorale décisive en Lippe-Detmold. Dans le plus petit Land du Reich, dont la superficie dépasse à peine 1/5e de la Corrèze, peuplé comme un arrondissement parisien, le calendrier électoral a prévu un renouvellement du Landtag le 15 janvier 1933. Les nazis ont décidé de consentir un effort considérable, voire démesuré, pour obtenir le meilleur score possible, conjurer la suite des défaites subies et prouver qu'il faut encore compter sur eux. Le journal nazi local passe de 3 000 exemplaires quotidiens à 30 000, additionnés de 50 000 brochures, soit à peu près un par électeur... Hitler vient tenir 17 discours en dix jours, renforcés par ceux de Goering et Goebbels, mais aussi de Frick et du prince August-Wilhelm qui vient apporter la caution Hohenzollern dans un uniforme rutilant de *SA-Gruppenführer*.

Les résultats du 15 janvier constituent, à première vue, un éclatant succès pour le NSDAP. Le SPD, qui gouvernait le Land, décroche de 9 points et les nazis virent en tête. Après les reculs et les défaites de l'automne, cette victoire hivernale est un soulagement pour Goebbels, qui note : « On a gagné 20 %. Hugenberg a laissé la moitié de ses voix, le SPD a perdu, le KPD a progressé. Le parti est à nouveau à l'offensive (*auf dem Vormarsch*)[2] ». La comparaison avec les résultats de la précédente mandature est, de fait, sans appel : le NSDAP avait, en 1929, rassemblé 3,35 % des suffrages, il fait donc un bond de 36 points... Mais, une fois encore, il faut comparer avec les précédents scrutins de 1932 — présidentielle

1. *Ibid.*, 10. Dezember 1932, p. 735.
2. *Ibid.*, 16. Januar 1933, p. 747.

et législatives au niveau du Reich. Avec 39,48 % des voix en janvier 1933, les nazis sont en recul, décidément en recul, par rapport à leur maximum du 31 juillet 1932 (41,12 %), à taux de participation quasi constant (86 % en juillet, 85 % en janvier). L'analyse, impitoyable, se confirme de scrutin en scrutin : quand ils ne reculent pas, voire décrochent et dévissent, comme en Thuringe, les nazis stagnent et plafonnent. Les élections régionales de Lippe-Detmold, incontestable démonstration de force logistique et propagandistique, n'aboutissent en rien à la percée espérée. Elles impressionnent qui veut, mais elles ne trompent pas les analystes lucides et ceux qui, à juste titre, estiment que les nazis sont finis. Ajoutons que, sur les 21 sièges du Landtag, le NSDAP en obtient 9, ce qui est insuffisant pour gouverner seul — objectif pourtant affiché. Autrement dit, les nazis, qui se faisaient fort d'obtenir une majorité et d'accéder au pouvoir par les urnes suite à un combat (*Kampf*) où la débauche de moyens techniques, financiers et humains devait submerger l'adversaire, ne sont même pas capables de parvenir à leurs fins dans un Land de 1 200 kilomètres carrés peuplé de 160 000 habitants.

En cette quinzaine d'intense campagne électorale, le journal de Goebbels parle sans cesse du « traître », qui est, à cette date, encore membre du parti, et qui reste une puissance politique de premier plan. Goebbels note que « Hambourg est tangente, Kauffmann vacille », alors que le Gauleiter de Hambourg, Karl Kauffmann, est un fidèle de toujours : « Strasser doit dégager, Hitler est décidé » mais l'ex-numéro deux « veut faire campagne sur la ligne : ni Goering, ni Goebbels. Bon courage, mon gros[1] ». La menace Strasser se précise de jour en jour puis, mi-janvier, d'heure en heure. Le tout-Berlin et les cercles informés bruissent des arrangements entre le chancelier et le ponte nazi, la perspective d'une fracture, puis d'une explosion du parti se précise. De quoi gâcher les bons moments « au coin du feu », en ce dimanche électoral du 15 janvier 1933 : « L'après-midi, Hitler arrive. Il est décidément incroyable. Il enthousiasme tout le monde. Il vient de remplir deux salles à Detmold. Il est génial (...). Le soir,

1. *Ibid.*, 14. Januar 1933, p. 745.

Goering arrive. Vraiment gentil. On parle de Strasser. Il se prépare à nous trahir avec Schleicher. Quel maudit salopard. Mais il aura la monnaie de sa pièce[1] ».

Les contacts internes, via le Kronprinz, permettent à Schleicher de planifier, mais aussi de réagir, et vite. On a longtemps spéculé sur la manière dont le chancelier avait eu vent, avant tout le monde, de la rencontre secrète entre Papen et Hitler le 4 janvier 1933. C'est, de fait, le banquier Heinrich Martin qui en informe, d'accord avec Strasser, le prince héritier, lequel prévient Schleicher le 1er janvier[2]. Cette information névralgique conduit Schleicher à précipiter les choses : il rencontre secrètement Strasser à Berlin le 3 janvier et lui offre les mêmes conditions qu'à Hitler le 13 août précédent — vice-chancelier, mais aussi *Reichskommissar* pour la Prusse, quelques nazis au gouvernement, mais aussi dissolution du Reichstag et ajournement (anticonstitutionnel) des élections jusqu'en novembre 1933 au moins, un délai que Strasser veut mettre à profit pour reconstruire un appareil nazi à sa main[3] ou, comme il le dit à Schleicher, qui l'explique en ces termes en conseil des ministres, « reconfigurer le parti dans un sens positif[4] ».

Le 3 janvier, le chancelier et son futur vice-chancelier arrêtent le principe d'une entrevue avec Hindenburg, qui souhaite auditionner ce nazi qu'il ne connaît pas encore, et dont tout le monde lui dit le plus grand bien. Le compte rendu de l'entretien qui s'est tenu le 6 janvier 1933 semble avoir été méticuleusement détruit par Otto Meissner, passé au service d'Hitler en 1934 et peu désireux de se rendre suspect à ses yeux, mais Paul Schulz, l'adjudant personnel de Strasser, note que tout s'est bien passé. En homme intelligent, Gregor Strasser a su se comporter adéquatement avec le vieux maréchal, bien disposé à l'égard de cet homme sorti lieutenant et décoré des tranchées[5].

1. *Ibid.*, 15 Januar 1933, p. 746.
2. *Ibid.*, p. 433.
3. *Ibid.*, p. 435.
4. « Ministerbesprechung des 16. Januar 1933, 11.15 Uhr », Akten der Reichskanzlei, BArch R 43 I/1459, f° 1-9.
5. Wolfram Pyta, Rainer Orth, « Nicht alternativlos. Wie ein Reichskanzler Hitler hätte verhindert werden können », article cité, p. 437.

Kurt von Schleicher, redoutable tacticien de l'ombre, s'est révélé un excellent politique. Son projet est une réussite et les augures sont favorables à un remaniement de son gouvernement pour y faire entrer Strasser et, manifestement, Frick, le tout avec la bénévolence discrète des syndicats et le soutien affirmé du Zentrum (Schleicher est en constant dialogue avec Brüning et Kaas, toujours fâchés contre Papen) et de son parèdre bavarois le BVP. Le 16 janvier 1933, le conseil des ministres approuve la perspective d'une « large base de soutien, de Strasser jusqu'au Zentrum inclus[1] » que le chancelier expose.

Il reste à finaliser le plan en convainquant Hindenburg de remanier le gouvernement et, c'est plus délicat, de dissoudre en ajournant *sine die* les élections législatives, en violation de l'article 25 de la Constitution. Hindenburg est réticent, car son honneur en pâtirait, mais Papen avait su le convaincre, en août 1932, que cette entorse constitutionnelle était justifiée par son serment de prise de fonction (Art. 42 WRV) et la promesse qu'il contient de préserver le peuple allemand de tout malheur.

Mais c'est Papen qui, dans la psyché valétudinaire d'Hindenburg, a pris une place toute singulière, celle d'un fils. Le vieil homme commence à réviser son jugement sur celui qui a fait tomber son favori, Kurt von Schleicher. Les câlineries de Noël ne sont plus d'actualité, et le chancelier commence à faire l'expérience des revirements thymiques du président, comme Brüning au printemps précédent. L'équation personnelle est nourrie par le contexte politique. Papen est entré en guerre contre celui qui l'a évincé, une guerre secrète car, en public, l'un et l'autre n'ont rien que de très aimable à dire sur leur ami de trente ans. C'est le 16 décembre 1932 que Franz von Papen entre en contact avec son collègue du Herrenklub de Berlin, le banquier Kurt Freiherr von Schröder, baron comme lui, et partisan déclaré d'Hitler. L'idée germe d'une rencontre secrète entre l'ancien chancelier et celui qui aspire à le devenir — rencontre difficile à organiser, car le « Führer » voue à Papen une rancune de tous les diables depuis la fameuse humiliation du 13 août. Hitler rend

1. « Ministerbesprechung des 16. Januar 1933, 11.15 Uhr », Akten der Reichskanzlei, BArch R 43 I/1459, f° 1-9.

Papen responsable de son échec et lui reproche sa vertigineuse hypocrisie, son dilettantisme de grand bourgeois et ses manières immanquablement condescendantes. La rencontre secrète du 4 janvier 1933, chez le banquier Schröder, est en réalité la première entrevue entre les deux hommes. Elle donne l'occasion à Hitler d'exprimer vivement sa colère et son ressentiment (les portes de la pièce ne peuvent celer les hurlements), mais aussi de s'accorder sur un gouvernement de coalition entre la droite libérale-autoritaire et les nazis, aux conditions d'Hitler cette fois-ci, car c'est bien Papen qui doit être vice-chancelier.

Franz von Papen va, comme à l'accoutumée, godiller, tirer des bords et souffler le chaud et le froid pendant tout le mois de janvier, tentant ici et là de pousser son avantage pour redevenir, en dépit de tout, chancelier — c'est le vœu le plus cher d'Hindenburg —, observant de très près la déliquescence potentielle, voire avérée, du parti nazi avant de se résigner, après la victoire en Lippe-Detmold qui, malgré tout, prouve la force de frappe de l'appareil militant et propagandiste nazi. Papen, mû par une confiance déconcertante en son propre talent, est optimiste : il achète les nazis à la baisse, Hitler est moins flamboyant qu'en août, et, de toute manière, il est, lui, le professionnel de la politique et l'homme des réseaux de pouvoir, un statut incomparable avec celui d'un vociférateur de brasserie sorti d'on ne sait quel caniveau autrichien et incapable de tenir son propre appareil partisan, doublé d'un caporal miteux, sans comparaison avec le commandant de cavalerie von Papen, dont Aristide Briand disait qu'il admirait la manière dont son cheval le portait et le supportait.

Papen multiplie les rencontres avec Hitler tout au long du mois de janvier, bien au-delà de la première entrevue du 4 janvier 1933 chez le banquier Schröder à Cologne. Désormais, c'est la villa de Joachim von Ribbentrop, sise dans le quartier résidentiel de Dahlem, à l'ouest de Berlin, qui offre toutes les commodités : majordomes en livrée, alcools, vins et champagne de qualité — Hitler n'en a que faire, il ne boit que de l'eau, mais Goering et Papen apprécient, en hommes du monde et fins connaisseurs. Fils d'officier et éduqué dans le plus grand confort bourgeois, entre Allemagne et Suisse,

gouvernantes françaises et anglaises, Ribbentrop est l'homme du moment : il a fait la connaissance de Papen à l'ambassade allemande d'Ankara en 1919, avant de créer une entreprise de négoce en vins, mousseux et champagnes, de reprendre la société Henkell, dont il a épousé la fille du fondateur, et de se faire adopter par une cousine qui avait été anoblie et lui permet ainsi, à partir de 1925 d'ajouter un *von* bienvenu à la panoplie déjà riche de son statut social — séjours de jeunesse en Angleterre et en France, maîtrise des langues, pratique du ski et du tennis... Ribbentrop est du même monde, ou peu s'en faut, que son ami Papen, et fait agréablement oublier les vociférations de Goebbels contre la « réaction » et la « bourgeoisie ».

Il accueille chez lui, à ses frais, des conciliabules entre Papen, Hitler et/ou les principaux chefs nazis le 10 janvier, à 22 heures, le 12 janvier à midi et le 18 janvier à la même heure, pour un déjeuner en compagnie d'Heinrich Himmler et d'Ernst Röhm. Ce jour-là, Ribbentrop propose de convier à une conversation privée le fils du président, Oskar, dont l'influence sur son père peut être décisive. Le 20 janvier, Papen parle longuement, à la présidence, avec Oskar et Otto Meissner, puis demande à son ami Ribbentrop d'organiser une rencontre, qui se tient effectivement le dimanche 22 janvier à 22 heures, à Dahlem. Ce soir-là, Meissner et le fils du président se rendent à l'Opéra pour écouter une œuvre de jeunesse de Richard Wagner, *La défense d'aimer, ou la novice de Palerme*, dont le titre plonge en l'occurrence dans un abîme de méditation, et s'éclipser par une porte dérobée après avoir ostensiblement rejoint leur loge après l'entracte. C'est en taxi qu'ils se rendent à Dahlem où les attendent Joachim et Anneliese von Ribbentrop, Franz von Papen et Hermann Goering. Hitler et Oskar von Hindenburg s'isolent pour parler durant deux heures. Rien n'a jamais été consigné de ce que les deux hommes se sont dit mais, manifestement, Hitler a été convaincant : Oskar était aussi opposé que son père à une nomination d'Hitler à la chancellerie. Désormais, le voilà partisan d'un gouvernement à direction nazie[1]. Le

1. Rüdiger Barth, Hauke Friederichs, *Die Totengräber. Der letzte Winter der Weimarer Republik*, Francfort/Main, Fischer, 2018, 410 p., p. 321.

« petit Hindenburg » ? Un « exemple rare de cruche pure et parfaite », confie Hitler à Goebbels[1] quelques jours plus tard.

Hitler n'a pas ménagé ses effets sur ce *fils de* qu'il méprise. Toutes les ressources du « Führer », de la séduction matoise à la violence la plus brute, ont dû être mobilisées pour assiéger l'officier médiocre, promu par la grâce du père. Le chef du NSDAP a sans doute menacé Oskar von Hindenburg de poursuivre la campagne contre le scandale des « aides pour l'Est », dont la famille du président bénéficie.

Que l'invraisemblable maquis de 61 textes composant l'*Osthilfe* ait donné lieu à des malversations est bien connu du Tout-Berlin politique, mais la qualité des personnes impliquées (les grands noms de la noblesse Junker, donc de l'armée, mais aussi de l'industrie et de la finance) avait retenu les coups. Il fallait toute la rancœur d'un homme qui estimait n'avoir jamais été reconnu à la hauteur de ses mérites et qui se tenait en marge du pouvoir, mais proche des nazis, pour éventer l'*Osthilfeskandal*. C'est dans l'hebdomadaire qu'il rédige et édite lui-même depuis 1929, la *Ludendorffs Volkswarte*, voué, comme son sous-titre l'indique, à « la victoire de la vérité » et à « la destruction du mensonge », que le général Erich Ludendorff, stratège de la Grande Guerre et, depuis le début des années 1920, idéologue furibond de l'extrême droite, entame le 27 novembre 1932 une série de révélations qui visent notamment la famille de Paul von Hindenburg, avant tout son fils Oskar, fiscalement désigné comme propriétaire du *Gut Neudeck* afin d'éviter au clan le paiement de droits de succession. Ce sont quatre livraisons successives de l'hebdomadaire[2], tiré à plus de 100 000 exemplaires, qui traitent du sujet, repris par de nombreux autres journaux, dont la presse nazie, mais aussi le *Vorwärts* social-démocrate et la *Vossische Zeitung*, organe bourgeois-libéral. Le 13 janvier 1933, ces révélations conduisent la commission du budget au sein du Reichstag à voter une résolution du Zentrum

1. Josef Goebbels, *Tagebücher*, *op. cit.*, 25.01.1933, p. 761 : « ein seltenes Abbild von Doofheit ».

2. *Ludendorffs Volkswarte*, Folgen 47, 48, 49, 50, fin novembre-fin décembre 1932.

— parti catholique, toujours fort aise de pointer les friponneries de l'élite protestante — qui exige une enquête générale sur le sujet[1]. Le 18 janvier 1933, la commission discute en détail du scandale de la *Osthilfe*, et le nom d'Hindenburg n'est pas épargné[2].

Il ne fait aucun doute, à l'époque, que les révélations proviennent de la nébuleuse nazie. Les premières attaques ne se font pas dans la presse du NSDAP, mais dans un média proche, celui de Ludendorff qui, s'il s'est brouillé avec les nazis comme il s'est fâché avec la terre entière, est trop heureux de nuire à Hindenburg. Il est tout aussi certain que, lors de leur longue entrevue du 22 janvier 1933, Hitler et Oskar von Hindenburg ont abordé le sujet, Hitler menaçant probablement de poursuivre la campagne médiatique et politique contre les bénéficiaires des aides, donc de salir le nom du président, un atout indéniable dans le cadre d'une procédure de destitution envisagée depuis l'été 1932. Il est à noter que la commission d'enquête parlementaire interrompra ses travaux le 3 mai 1933 sans rien conclure et que, pour le 29e anniversaire de la bataille de Tannenberg en août 1933, le Reich et la Prusse offriront des terres et des forêts aux Hindenburg père et fils, propriétés du reste commodément exemptées d'impôts[3]... Ces sordides questions patrimoniales ont eu, selon l'ex-chancelier Brüning, une importance décisive dans les calculs d'Oskar, qui a veillé à manœuvrer son père, assez largement consentant, dans le sens voulu par les nazis[4]. Après la mort du vieux maréchal, le 2 août 1934, son fils Oskar tient un discours radiodiffusé à la veille du plébiscite proposant aux Allemands de réunir les fonctions de chancelier et de président dans la personne d'Adolf Hitler, « que mon père, désormais immortel, a lui-même choisi et

1. Wolfgang Weßling, « Hindenburg, Neudeck und die deutsche Wirtschaft. Tatsachen und Zusammenhänge einer "Affäre" », in *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, 1977, 64, Heft 1, p. 41–73.

2. Rüdiger Barth, Hauke Friederichs, *Die Totengräber. Der letzte Winter der Weimarer Republik*, Francfort/Main, Fischer, 2018, 410 p., p. 303-304.

3. Wolfgang Weßling, « Hindenburg, Neudeck und die deutsche Wirtschaft », article cité, p. 64-67.

4. Heinrich Brüning, *Memoiren 1918-1934*, *op. cit.*, p. 662.

désigné comme successeur à la tête de l'État[1] ». L'évocation de « l'assaut donné par le maréchal à Tannenberg », l'appel d'outre-tombe à « serrer les rangs derrière les chefs de l'Allemagne » et à « renforcer le lien indestructible de la volonté et de l'unité allemandes » résonnent singulièrement à la lumière des indélicatesses notariales et fiscales qui ont uni la famille du président et les nazis dans un authentique pacte de corruption. Comme rien n'est laissé au hasard, et qu'il faut garnir une retraite prise à l'âge encore bien vert de 51 ans, le fils Hindenburg est promu général en cette même année 1934, pour se retirer, bien doté, à Neudeck. Il sera rappelé au service actif en 1939, pour s'illustrer comme commandant des camps de prisonniers soviétiques du Wehrkreis I, pas trop loin de son domaine. Une carrière décidément étincelante, entre népotisme et concussion, jusqu'à la retraite définitive, en 1945, et la mort, pendant une cure à Bad Harzburg, en 1960.

En attendant, les consultations discrètes, voire secrètes, se poursuivent. Le 24 janvier, les Ribbentrop accueillent cette fois-ci à l'heure du thé Franz von Papen qui, la veille, a suggéré la nomination d'Hitler à Hindenburg. L'y rejoignent deux sommités nazies, Hermann Goering, président du Reichstag, et le Dr. Wilhelm Frick, chef du groupe parlementaire NSDAP, et tous deux futurs ministres du gouvernement Hitler-Papen. Le lendemain, le mercredi 25, c'est « la cruche » Oskar von Hindenburg qui vient prendre le thé, pour s'entretenir avec Ribbentrop d'un futur gouvernement Hitler.

La solution bute encore sur les réticences du « vieux », qui ne démord pas de son projet de renommer Papen, véritable fils d'adoption couvert d'une affection de vieillard comme il existe des confidences d'ivrogne. Or cette hypothèse irrite Schleicher, ès qualités de ministre des Armées, ainsi que l'état-major général, dirigé par le *General der Infanterie* Kurt von Hammerstein-Equord. Schleicher et Hammerstein ont été choqués de voir Papen, en dilettante achevé, envisager un usage poli-

1. Rundfunkrede Oberst Oskar von Hindenburg am 18.08.1934, in Max Domarus, *Hitler. Reden und Proklamationen. 1932–1945. Kommentiert von einem deutschen Zeitgenossen*, Band 1, Munich, Süddeutscher Verlag, p. 444.

tique de la *Reichswehr* à l'automne 1932. Le *Planspiel Ott* avait été diligenté pour évacuer cette hypothèse qui, aux yeux des généraux, dégradait la *Reichswehr*, la ravalait au rang de simple outil d'opportunité, et pouvait provoquer une guerre civile. Le vendredi 27 janvier, Hammerstein prend même l'initiative de se rendre à la présidence pour avertir le Dr. Meissner : la *Reichswehr* ne tolérera pas un nouveau gouvernement Papen. La démarche, inédite depuis la Grande Guerre, est réitérée auprès du président lui-même une heure après : Hammerstein ne veut pas de Papen — ni d'Hitler, à vrai dire.

Hindenburg est assiégé et soumis au feu de conseils contradictoires, sur fond de menaces multiples : « viol de la Constitution », « scandale des aides à l'Est », « guerre civile », mais aussi « putsch de la *Reichswehr* », dont le bruit se répand dans Berlin, notamment après une réunion, dimanche 29 janvier, entre Schleicher et plusieurs généraux du ministère, dont certains, Ferdinand von Bredow en tête, évoquent l'état de siège dans la capitale, l'état d'exception et la loi martiale sur tout le territoire du Reich[1], la mise aux arrêts du président et son transfert en wagon plombé vers Neudeck, une dictature, donc, du chancelier démissionnaire, au nom de l'armée[2]. Schleicher refuse cette solution, qu'Oskar von Hindenburg redoute depuis le 27 janvier[3].

Dans cette situation qui met la résistance du vieil homme, dont l'état de fatigue est patent, à rude épreuve, la solution nazie apparaît la plus simple et la plus économe en risques comme en temps. Papen lui-même plaide depuis quelques jours sans ambages pour Hitler, de même que son fils, bellement retourné le 22 janvier. Les nazis semblent bien plus fréquentables que ce qu'il pensait : l'affreux Dr. Goebbels, cet agitateur hystérique prompt à appeler à la grève, a disparu du paysage depuis l'automne, et les discussions se font désormais par le truchement de cet élégant Herr von Ribbentrop, homme riche et raisonnable, dont Oskar lui dit le plus grand bien.

1. Sur ces aspects, cf. Hans-Magnus Enzensberger, *Hammerstein ou l'intransigeance. Une histoire allemande*, Paris, Gallimard, 2010, rééd. Gallimard, coll. Folio, 2011, 422 p., p. 112-118.
2. Rüdiger Barth, Hauke Friederichs, *Die Totengräber*, *op. cit.*, p. 357.
3. *Ibid.*, p. 343-344.

Hermann Goering, homme du monde lui aussi, s'est fendu le samedi 28 janvier d'un mot au président, qui a apprécié le geste de ce militaire, as de l'aviation, successeur du baron rouge, décoré de la croix de fer et *Pour le Mérite*, l'ordre militaire prussien le plus prestigieux. Dans sa lettre, le président du Reichstag proteste de son respect pour le maréchal et promet qu'un gouvernement Hitler sera attentif à sa dignité et à ses prérogatives, à la Constitution et à l'intégrité de l'armée[1]. Voilà un message qui compte, tout comme le certificat de respectabilité conféré par l'appel des industriels du 19 novembre 1932.

Hindenburg est tenté de céder à Papen, à Oskar, et désormais à Meissner car il est épuisé par ces crises politiques incessantes : depuis le renvoi de Brüning, tout s'est déréglé et le président, qui n'aspire qu'au calme et à l'union nationale, voit le pays se déchirer dans une campagne électorale permanente. Au mois de novembre, il était déjà selon le fidèle Otto Meissner à bout de nerfs. La nomination et les succès de Schleicher lui ont offert un répit bienvenu, et voilà que la tension politique remonte car non seulement le vieil homme est assiégé quotidiennement par Papen, mais il note avec sagacité que le vent politique tourne contre son chancelier.

Le *Querfront* semble prometteur entre Strasser et les nazis, en voie d'explosion, mais de moins en moins certain à gauche. Le SPD refuse de jouer le jeu du chancelier : le coup de Prusse a traumatisé l'appareil qui en rend Schleicher responsable — ce qui est juste, car si c'est Papen qui a tenu le micro, ce sont bien Schleicher et ses services qui ont mené le coup d'État. Par ailleurs, la direction du SPD s'effraye de l'hémorragie de militants et d'électeurs vers le KPD. Voilà donc que, au moment le plus inopportun, les sociaux-démocrates, qui ont tout accepté de Brüning, décident de se refaire une virginité de gauche. Aux yeux d'Otto Wels, qui impose une ligne « d'opposition radicale » à Schleicher, les nazis sont finis — l'analyse n'est pas fausse — depuis les résultats du 6 novembre et la litanie de défaites aux élections locales. Pour Wels et Breitscheid, le « fascisme explicite » (*offener Faschismus*) du NSDAP est battu. Il faut désormais combattre le fascisme latent et cha-

1. *Ibid.*, p. 350.

fouin d'un Schleicher, général nationaliste et incarnation d'une figure prussienne bien identifiée par les sociaux-démocrates, et ce depuis longtemps — le *Militärpolitiker*.

Après la mise au pas des *Reichsbanner*, priés de cesser leur collaboration naissante avec le gouvernement dans le cadre d'une organisation de jeunesse paramilitaire couvée par Schleicher et destinée à être une des pépinières de la future Reichswehr (le *Reichskuratorium für die Ertüchtigung der Jugend*), c'est au tour des syndicalistes d'être sermonnés et remis sur le droit chemin. Le 6 janvier 1933, au moment même où Strasser est adoubé par Hindenburg, le comité directeur du SPD convoque Theodor Leipart, violemment tancé par Otto Wels et Rudolf Breitscheid, le président du groupe parlementaire socialiste au Reichstag. Leipart se défend des heures durant, puis jette l'éponge : il ne prêtera plus main-forte à ce « fasciste rouge » de général social...

Pire encore que les réticences du SPD, qu'Hindenburg voue de toute façon aux gémonies, il y a les réticences de la droite patrimoniale, qu'elle soit financière, industrielle ou agraire. Les professions de foi sociales du général Schleicher semblent extravagantes au RDI, mais il y a, du point de vue d'Hindenburg, plus grave, car cela touche à ses intérêts personnels et familiaux : en reprenant ouvertement les projets de réforme agraire qui ont été élaborés par Brüning, Schleicher a provoqué une violente colère du *Reichslandbund*, dont l'intervention avait été décisive pour faire chuter son pénultième prédécesseur. La ligne du Bund s'est nettement nazifiée depuis 1930 et l'accession du comte Ernst von Kalkreuth à sa présidence, à telle enseigne que le lobby des latifundiaires a très mal vécu les rebuffades opposées à Hitler le 13 août, puis en novembre 1932. Déjà mal perçu en raison de son illégitimité supposée, Schleicher affole la fédération avec ses vues sur les grandes propriétés en déshérence à l'Est, des « intentions malveillantes et bolcheviques » sur lesquelles le gouvernement n'entend pourtant pas revenir, notamment lors d'une rencontre entre les dirigeants du Bund et Schleicher — on a vu plus haut ce que le chancelier pense des agrariens et quel rapport de force il entend leur imposer. Le 11 janvier 1933 se réunit à Berlin le conseil d'administration du *Reichslandbund*. On y déplore

que « l'agriculture soit précipitée dans la misère (...) par le gouvernement actuel dans des proportions qui sembleraient impossibles même sous un gouvernement marxiste[1] ». Pour mettre fin à « ce pillage de l'agriculture », le conseil décide de solliciter une audience auprès du président du Reich, audience accordée pour le jour même, ce qui est proprement extraordinaire et très révélateur. Hindenburg fait « personnellement preuve d'une grande compréhension[2] » et propose une nouvelle rencontre, plus tard dans la journée, en présence du chancelier, du ministre de l'Agriculture et du ministre de l'Économie ! Le compte rendu de ce conseil d'administration à épisodes et à rallonge note que le président « a pris très chaleureusement position[3] » en faveur du *Landbund* lors de cette réunion imprévue qui confine à l'algarade pour son gouvernement. Hindenburg, par cette intervention directe et répétée, pense avoir réglé le problème mais les agrariens ont perfidement dégainé un communiqué de presse dans l'après-midi du 11, qui a été repris par plus d'une centaine de journaux le soir même. Schleicher s'offusque de cette mauvaise manière, et Hindenburg s'inquiète de voir se dessiner contre son gouvernement, voire contre lui, une campagne des *Grossgrundbesitzer*, des grands propriétaires terriens. Un an auparavant, ils avaient pris position contre lui et pour Hitler dans la présidentielle et, en octobre 1932, la presse nazie s'est jointe à la campagne contre les profiteurs de la *Osthilfe*, ces « grands propriétaires nationaux-allemands » qui accumulent les centaines de milliers d'hectares et de RM, « pendant que le paysan crève la faim[4] ». Les atteintes à sa réputation lui étant insupportables, le président a noté avec satisfaction que toute velléité d'attaque a cessé depuis que Papen a rencontré Hitler le 4 janvier.

C'est conscient de ce contexte politique que le président du Reich révise sa position à l'égard de Schleicher. Man-

1. Bericht über die gemeinschaftliche Sitzung des Bundesvorstands, 11.01. 1933, cité in Bert Hoppe, « Von Schleicher zu Hitler », *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 1997/4, p. 629-657, p. 646.
2. *Ibid.*, p. 650.
3. *Ibid.*
4. *Ibid.*, p. 633.

daté pour rassembler, Schleicher est en passe d'échouer. Le chancelier le sait, d'autant plus que le bureau de l'assemblée a décidé que le Reichstag siégerait à nouveau le 31 janvier. En l'état, le chancelier s'attend à un vote de censure, comme il l'expose à son gouvernement lors du conseil du 28 janvier 1933 : se présenter devant le Reichstag « est dépourvu de sens (*zwecklos*) (...) sans ordonnance de dissolution » : « Un affrontement avec le Reichstag, auquel le chancelier du Reich est personnellement prêt, est en l'espèce impossible » car le gouvernement n'a rien d'autre à « offrir que le spectacle absurde d'une défaite certaine ». Schleicher exprime son inquiétude devant le projet présidentiel de nommer à nouveau Papen à la chancellerie, à la tête d'un « cabinet présidentiel » confronté à un rejet massif de la population, de l'ordre de 90 %. Mieux vaut finalement selon lui nommer Hitler pour éviter une « crise politique et présidentielle » majeure. Le tour de table confirme que chacun des membres du gouvernement rejoint cette analyse, et la démission du gouvernement est décidée.

Schleicher avait déjà proposé à Hindenburg, lors d'une entrevue le 23 janvier, de dissoudre sans convoquer d'élections. Le président refuse « ce qui lui est présenté de toute part comme un viol de la Constitution[1] ». Le 28 janvier, entre deux séances du conseil des ministres, Schleicher sollicite un nouvel entretien pour proposer au président de choisir entre trois voies : « 1) Un cabinet Hitler majoritaire, une solution en soi, mais on ne voit pas comment un tel gouvernement obtiendrait une majorité ; 2) Un cabinet minoritaire Hitler, qui ne correspondrait pas à la volonté du président du Reich jusqu'ici ; 3) le maintien du gouvernement présidentiel actuel, qui ne pourra travailler que s'il jouit de la confiance et des pleins pouvoirs du président ». Schleicher demande donc à nouveau la dissolution du Reichstag, ce qu'Hindenburg refuse : « Je vous suis reconnaissant d'avoir tenté de rallier les nazis à votre gouvernement, afin de lui procurer une majorité

1. « Niederschrift Dr. Meissner über den Empfang auf Wunsch des Reichskanzlers durch den Reichspräsidenten am 23. Januar 1933 », Bayer. Hauptstaatsarchiv, Manuskriptensammlung 629, f° 572-573 (Kopie).

au Reichstag. C'est hélas un échec, et nous devons désormais explorer d'autres possibilités[1] ».

Schleicher, le Méphistophélès qui a fait et défait les gouvernements depuis 1930, se trouve politiquement liquidé entre le 28 et le 29 janvier. Son ami de trente ans, le fils Hindenburg, le voit désormais comme un traître prêt à enfermer son père et comme une sorte d'aliéné quasi bolchevique, prompt à exproprier les Junker pour nourrir les chômeurs — la reprise du plan Brüning de réforme agraire est, plus qu'une provocation, une menace vitale pour les grands agrariens.

Tacticien politique hors pair, Schleicher se voulait aussi stratège, et c'est pour cela qu'il voulait atteler les nazis et leur « matériel humain » SA et SS au pouvoir, afin de les intégrer, à terme, dans les rangs d'une *Reichswehr* renforcée. Il a cependant pris conscience, à l'été 1932, que le NSDAP n'était pas fiable et, pire, dangereux. Son plan de *Querfront* était intelligent, fondé sur des renseignements de première main et étayé par une analyse solide de la situation politique. Le plan Schleicher aurait pu épargner à l'Allemagne un chancelier Hitler et un gouvernement dominé par les nazis : si Schleicher ne s'était pas heurté à l'opposition du SPD et, dans son sillage, de la confédération syndicale ADGB, et si les agrariens n'avaient pas autant eu l'oreille de la présidence, il est probable que le parti nazi, en voie d'explosion au sommet (Strasser, des *Gauleiter* puissants, mais aussi Frick) comme à la base, aurait cessé d'exister dans un délai de quelques semaines — une hypothèse contrefactuelle très sérieusement étudiée par les meilleurs historiens de la période[2].

Violemment opposé à un retour de Papen à la chancellerie, par ressentiment personnel comme par analyse politique, Schleicher change fin janvier une fois encore de position à

1. « Niederschrift Büro des Reichspräsidenten über den Empfang auf erneuten Wunsch des Reichskanzlers durch den Reichspräsidenten am 28. Januar 1933 », Bayer. Hauptstaatsarchiv, Manuskriptensammlung 629, f° 573-574 (Kopie).

2. Wolfram Pyta, Rainer Orth, « Nicht alternativlos. Wie ein Reichskanzler Hitler hätte verhindert werden können », article cité.

l'égard des nazis, et recommande lui-même à Hindenburg la nomination d'Hitler. Il souhaite cependant veiller aux intérêts de l'armée et rester un acteur majeur, sinon l'acteur principal, de la politique allemande en conservant son portefeuille ministériel. C'est sans compter sur la méfiance des Hindenburg, père et fils, qui veulent un homme de confiance à la *Bendlerstrasse*, siège du ministère. Le dimanche 29 janvier, un télégramme est adressé au *Generalmajor* Werner von Blomberg, qui se trouve à la conférence du désarmement de Genève. Blomberg commande la zone de défense de Prusse-Orientale (*Wehrkreis* I Ostpreussen) et, à ce titre, a fréquenté Hindenburg, qui lui donne l'ordre de se rendre à Berlin. Le général, qui renonce à l'avion en raison du mauvais temps, arrive en gare d'Anhalt le 30 janvier à 8 h 30. Schleicher, qui a naturellement intercepté le télégramme, envoie un commandant l'accueillir à la descente du train, avec une voiture qui doit le conduire vers l'état-major ; Hindenburg a dépêché son colonel de fils, pour lequel opte Blomberg — le grade le plus élevé, et l'autorité supérieure, celle du président, chef des armées, l'emportent[1]. À peine arrivé à la chancellerie, où réside Hindenburg en raison des travaux en cours au palais présidentiel, Blomberg doit prêter serment comme nouveau ministre de la Défense. Hindenburg père précipite les choses, au déplaisir du Dr. Meissner, car Oskar rapporte que Schleicher voulait faire conduire le général au ministère : Hindenburg fils, en état de panique, est désormais fermement convaincu que le putsch est imminent[2]. L'installation du nouveau ministre, qui prive Schleicher de la maîtrise de l'armée, se fait en violation nette de la Constitution, qui dispose que les ministres sont nommés par le président sur « proposition du chancelier du Reich » (art. 53 WRV). Or, à cette heure, l'Allemagne n'a toujours pas de chancelier, car les ultimes tractations se heurtent aux dernières exigences et réticences d'Alfred Hugenberg, qui redoute in extremis de commettre la « plus grande stupidité de sa vie[3] » et s'inquiète qu'Hitler

1. *Ibid.*, p. 366.
2. *Ibid.*, p. 368.
3. Larry Eugene Jones, « The Greatest Stupidity of My Life. Alfred Hugen-

demande une troisième dissolution du Reichstag. Hugenberg se trouve associé au gouvernement de coalition entre libéraux autoritaires, conservateurs-nationalistes et nazis que, dans les appartements du président du Reichstag, Hermann Goering, von Papen et Hitler constituent le dimanche 29 janvier. La liste est désormais arrêtée : Hitler sera chancelier, Papen vice-chancelier, flanqué de deux nazis, Goering, ministre sans portefeuille, et le Dr. Wilhelm Frick, à l'Intérieur. Hindenburg a exigé le maintien du baron Konstantin von Neurath aux Affaires étrangères et, comme nous venons de le voir, nomme sans façons le général von Blomberg aux Armées. Pour le reste, la continuité l'emporte : Johann Ludwig Graf Schwerin von Krosigk, qui plaide pour les nazis depuis l'automne, reste aux Finances, de même que Paul Freiherr von Eltz-Rübenach aux Transports et à la Poste — avec Neurath, ce sont donc trois barons du gouvernement Papen de juin 1932 qui poursuivent l'aventure. L'union des droites est parachevée par la nomination d'Alfred Hugenberg à l'Économie et à l'Agriculture, un périmètre immense qui fait de lui un *Superminister*, et par celle de Franz Seldte, chef du *Stahlhelm*, au Travail. Le Dr. Goebbels, qui incommode les conservateurs, est exclu de la liste. C'est un élément supplémentaire qui fait accroire que les nazis, finalement, ne sont pas si bien servis : le chef du gouvernement, certes, mais un seul ministre de plein exercice... Or il ne s'agit pas de n'importe quel ministre : comme dans les cinq Länder où ils gouvernement déjà, les nazis ont réclamé l'Intérieur, soit la tutelle sur tous les organes de renseignement et de répression du Reich, ainsi que sur les programmes scolaires — et le Dr. Frick est un professionnel sérieux, qui a déjà une longue expérience ministérielle en Thuringe et qui s'apprête à transposer ses méthodes au niveau du Reich. Par ailleurs, un élément n'échappe pas aux observateurs les plus avisés : la Prusse étant toujours sous tutelle de l'État central depuis l'ordonnance du 20 juillet 1932, Hermann Goering est nommé ministre de l'Intérieur du plus grand Land d'Allemagne. Le

---

berg and the Formation of the Hitler Cabinet, January 1933 », in *Journal of Contemporary History*, 1992, vol. 27, p. 63-87.

ministre « sans portefeuille » se trouve dès lors à la tête d'une impressionnante police de 90 000 hommes. Il saura très vite en faire le meilleur usage.

Une fois les dernières inquiétudes d'Hugenberg levées par des protestations de bonne foi d'Hitler (il ne modifiera pas la composition du gouvernement, quel que soit le résultat des élections législatives), le gouvernement, déjà réuni par Meissner à la chancellerie, est présenté au *Reichspräsident* à 11 h 15, avec quinze minutes de retard qui agacent le haut fonctionnaire, qui a, comme à l'accoutumée, tout organisé avec soin, convoquant par téléphone les ministres reconduits (Neurath, Schwerin, Eltz-Rübenach) suffisamment tôt, sans leur dire, toutefois, qui était le nouveau chef de gouvernement... À 11 h 30, un nouveau chancelier de bientôt 44 ans, citoyen allemand depuis moins d'un an, prête serment. Adolf Hitler jure de « vouer toutes ses forces au bien du peuple allemand, de respecter ses lois, de faire son devoir avec conscience et de conduire les affaires de l'Etat sans préjugé partisan et dans le souci de la justice pour chacun ». Le vieux président assiste, comme absent, à cette cérémonie un peu sinistre et lassante, la troisième du genre depuis le 4 juin 1932 et la nomination de von Papen. Le procès-verbal de Meissner ne mentionne qu'une phrase, grommelée d'une voix rauque, une phrase de soldat fourbu : « Et maintenant, messieurs, avec Dieu, en avant ![1] »

1. « Und nun, Meine Herren, vorwärts ! mit Gott ! », in Rüdiger Barth, Hauke Friederichs, *Die Totengräber*, *op. cit.*, p. 371.

ÉPILOGUE

> Imaginer affaiblir les nazis par un coup de barre à droite n'était en soi ni stupide, ni inconscient. D'une certaine manière, c'était aussi ce qu'avait voulu Brüning. Mais (...) tolérer les nazis contre l'engagement qu'ils toléreraient le cabinet Papen, cesser toute attaque contre eux et, en même temps, multiplier les attaques frontales contre la gauche seule, non seulement contre les communistes mais aussi contre les sociaux-démocrates, balayer, de manière téméraire, tous les scrupules constitutionnels quand ils contrecarraient leurs plans, voilà ce que Papen et Schleicher tenaient pour la bonne méthode contre Hitler (...). Même si l'on ne rejette pas par principe la politique de Papen et Schleicher, même si on ne la disqualifie pas comme folle ou inconséquente (...) on cesse de formuler un jugement aussi bienveillant quand on considère la manière dont elle a été appliquée et quand on s'aperçoit qu'elle a eu pour conséquence précisément ce qu'elle pensait prévenir : le pouvoir total des nazis[1].
>
> Ministerialdirektor Dr. Arnold BRECHT,
> *Mit der Kraft des Geistes*, 1967.

Le lecteur contemporain aura sans doute décelé quelques échos entre ce que l'on désigne par l'intéressant mot d'*actualité*[2] et l'Allemagne de 1932. Leur nombre est tel que l'énu-

1. Dr. Arnold Brecht, *Mit der Kraft des Geistes. Lebenserinnerungen, zweite Hälfte, 1927-1967*, Stuttgart, DVA, 1967, p. 168.

2. *L'actualité* est ce qui nourrit *les actualités* donc ce qu'il y a de plus descrip-

mération en paraîtrait presque fastidieuse : une politique d'austérité, dogmatique, qui aggrave la crise et la misère ; un pouvoir exécutif qui fait adopter des mesures de destruction du modèle social allemand à coups de 48-2 ; une gauche sociale-démocrate qui soutient cette politique afin, dit-elle, d'éviter le pire ; un régime politique qui, à partir de 1930, se présidentialise et concentre des pouvoirs exorbitants dans les mains faillibles d'un homme pas exagérément intelligent, mais orgueilleux et buté ; le règne des entourages qui, par une logique de darwinisme inversé, celle de la courtisanerie, promeut les plus incompétents et les moins dignes, ceux qui sont prêts à s'avilir pour devenir des « conseillers » et donner dès lors à peu près tout autre chose que de réels conseils ; une dissolution ratée ; une seconde dissolution, dangereuse, inepte, vu le contexte de croissance de l'extrême droite, mais demandée par cette même extrême droite, et accordée en gage de bonne volonté ; une défaite cuisante aux législatives ; le refus de tenir compte des résultats des élections ; la condamnation des « extrêmes » et la précision, immédiate, que certains sont plus extrêmes que d'autres, que ceux qui défendent la nation, les valeurs et la propriété seront toujours préférables à la gauche ; un milliardaire, magnat des médias et habité par une mission de résurrection nationale, qui bâtit un empire de presse et de cinéma pour imposer ses cadrages, ses thèmes et sa ligne à un pays qui plébiscitait la paix et la justice sociale, mais qui se trouve progressivement nazifié ; des paniques morales en -isme comme le « bolchevisme culturel », que l'on est bien en peine de définir, mais qui résume toutes les peurs liées à l'évolution des mœurs (féminisme, homosexualité, mode de vie urbain...) et à l'élévation générale du niveau d'éducation ; un gouvernement renversé dans des conditions humiliantes ; une autre dissolution, une autre défaite et, derechef, le refus de tenir compte du résultat ; un gouvernement chargé des affaires courantes qui s'éternise ; un chancelier qui n'entend

---

tivement et banalement factuel. L'actuel est aussi l'*actualisation* d'un *potentiel*. Où l'on passe, donc, d'une vision tout ce qu'il y a de plus positif de l'histoire à des considérations plus métaphysiques...

pas quitter le pouvoir ; l'incapacité du président à nommer un nouveau chef du gouvernement ; des mois de réflexion, au sommet de l'État, pour échafauder le meilleur scénario qui permette de rester au pouvoir, malgré les élections et en l'absence de majorité ; une politique de l'offre, ouvertement pro-business, faite de subventions aux entreprises et de crédits d'impôt ; des discours auto-justificateurs qui défendent cette ligne en clamant « nous ne sommes pas le gouvernement des riches » et « la meilleure politique sociale, c'est la politique de l'emploi » ; un patronat qui applaudit et qui en réclame toujours plus ; des projets de réforme de la Constitution dans le sens d'un renforcement du pouvoir exécutif ; des intrigues de couloir permanentes ; un commentariat qui bavasse sur l'humeur du président, son dernier rhume ou l'ultime grommellement en date (éternuement ? fulgurance politique ? décision majeure ?) en quête d'oracle et d'interprétation ; des libéraux autoritaires qui, au pouvoir, envisagent le recours à la force, car ils savent bien que leur politique est impopulaire ; ces mêmes libéraux autoritaires qui souhaitent faire alliance avec l'extrême droite, qui reculent car elle en veut trop, et font finalement le pari de lui confier le pouvoir, etc.

On pourrait poursuivre cet inventaire sur plusieurs pages supplémentaires, et cela a surpris jusqu'à l'auteur de ces lignes qui, au fil de l'enquête historiographique et archivistique, n'en finissait plus de se frotter les yeux. Certes, il avait quelque connaissance de l'époque et, au moment de lancer ce travail, quelques parallèles en tête. Mais à ce point ?

Tout cela semblera à certains lecteurs trop probant pour être vraiment probe, trop explicite pour être honnête. Un historien, entend-on, n'est-il pas tenu d'être « objectif » comme tout scientifique ? À ce niveau de parallélisme là, qui transforme la narration historique en quasi-roman à clefs, il doit y avoir quelque part infraction au code de déontologie qui dicte neutralité et impartialité. On imagine sans peine les chefs d'inculpation : outre l'accablant « point Godwin », pont aux ânes des paresseux, on voit surgir de-ci, de-là les imputations d'amalgame, de confusionnisme, mais aussi l'assimilation hâtive, la comparaison-qui-n'est-pas-raison, le viol

de la « neutralité axiologique[1] », voire pire — de sombres intentions qui relèveraient du *Kulturbolschewismus* ou de ses avatars contemporains.

Avant de répondre à ces légitimes interpellations — l'historien se les adresse lui-même en permanence, car si la critique est sa seconde nature, celle-ci vise en premier lieu son propre travail —, notons d'emblée que, par un remarquable hasard, l'on ne trouve pas plus sourcilleux procureurs que parmi ceux qui, se réclamant du « cercle de la raison », défendront par ailleurs les viols quotidiens de la Constitution, le mépris des usages républicains, la contravention aux décisions de justice, le mensonge quasi permanent, l'injustice fiscale et sociale, l'inaction climatique et, derechef, l'ignorance des décisions de justice la condamnant — et l'on en passe. Bref, toutes choses dont on peine à déceler la rationalité ou, même, le caractère raisonnable : le chaos politique, la dévastation du vivant, l'explosion des inégalités, la sécession des riches ou la destruction des normes et de l'État, de la dissolution de la parole publique à la liquidation de l'hôpital n'apparaissent pas spontanément comme modérés, tempérés, à équidistance des « extrêmes », etc. Ce sont parfois des journalistes, mais aussi parfois des universitaires qui, généralement, citent Weber sans l'avoir forcément compris et qui confondent leur camp avec celui d'une raison accommodée à tous les plats, invoquée de manière incantatoire et vide, tout comme les « valeurs », la « République », l'« ordre », la « stabilité », la « bienveillance » — *ad infinitum*. Remarquons en outre que sont accusés d'être partiaux, biaisés, voire, *horresco referens*, engagés, ceux qui manifestent l'outrageante impolitesse de faire leur métier (ne pas être dupes des discours du pouvoir, par exemple, en vivant pleinement un ethos critique), alors que ceux qui siègent dans on ne sait quel *think tank* (comment traduire ? *penseréservoir ? jerrycan à idées* ?) ou conseil du prince peuvent être assurément crédités d'une virginité politique, d'une impavidité idéologique digne d'un tableau de genre à la David.

1. Alain Caillé et Philippe Chanial, « Comment peut-on (ne pas) être wébérien ? », préface à Stephen Kalberg, *Les idées, les valeurs et les intérêts. Introduction à la sociologie de Max Weber*, Paris, La Découverte, 2010, p. 5-39.

L'objectivité, on se lasse de devoir le rappeler, est, plus qu'un malentendu, un contresens assez navrant. Personne ayant lu une once d'épistémologie des sciences ne défendra cette idée : dans les sciences de la matière et du vivant (on ne parle même pas des mathématiques), le lien entre le chercheur et sa recherche, entre le sujet connaissant et l'objet à connaître, la manière dont cet objet est construit par le questionnement du chercheur, voire l'interaction entre sa personne et la prise des mesures les plus « objectives » qui soient, sont bien connus depuis un siècle au moins. Pas d'objectivité entre sujets : elle n'est ni une réalité, ni un idéal régulateur, car elle est une ineptie pure et simple pour quiconque s'est donné la peine d'aller un peu au-delà du positivisme dans sa réflexion épistémologique, et a tenté de dépasser le stade de la terminale, celui de l'*Introduction à la médecine expérimentale* de Claude Bernard. On lui préférera l'honnêteté, qui commande à l'historien d'instruire à charge et à décharge et, lorsqu'il compare, de faire le départ entre les similitudes et la « différence des temps », pour parler comme Marc Bloch qui, par ailleurs, n'ignorait pas que toute histoire est contemporaine, lui qui, médiéviste, sacrifia aussi à ce que l'on appellerait plus tard « l'histoire immédiate » dans *L'étrange défaite*.

C'est justement dans le contexte de la défaite de 1940, de l'assassinat de la République et de l'instauration du régime dit de Vichy que Jules Isaac rédige *Les oligarques*[1]. Étonnant texte que ce manuscrit achevé en 1942, alors que le célèbre auteur des manuels Malet-Isaac depuis la mort d'Albert Malet, qu'il n'a jamais connu, est réfugié à proximité du Chambon-sur-Lignon[2]. L'aimable professeur, qui a renoncé à soutenir une thèse en Sorbonne sur la responsabilité française dans le déclenchement de la Grande Guerre — un sujet trop contemporain selon la Faculté, ourlé d'hypothèses peu aimables à l'endroit du président Poincaré —, s'adonne à son autre passion, l'histoire ancienne, et consacre une étude à la Tyrannie des Trente, à la fin de la démocratie grecque, sous les

1. Jules Isaac, *Les oligarques. Essai d'histoire partiale*, *op. cit.*

2. Cf. André Kaspi, *Jules Isaac ou La passion de la vérité.* Titre de couv. : *Jules Isaac, historien, acteur du rapprochement judéo-chrétien*, Paris, Plon, 2002, 258 p.

coups de boutoir de l'ennemi (Sparte), de la défaite, et d'un complot des élites patrimoniales de la cité, trop heureuses de liquider un régime qu'elles honnissent[1]. Évidemment, en parlant de l'Athènes du Ve siècle finissant, Isaac parle de la France contemporaine, et l'analogie est à ce point permanente dans son texte qu'il le qualifie, dans son sous-titre, d'« essai d'histoire partiale ». Pascal Ory lui consacre, lors de sa réédition en 1994, une très éclairante préface où il interroge cette partialité et donc, plus qu'en creux, l'impartialité qui, elle aussi, figurerait au tableau des vertus de celles et ceux qui font profession d'histoire. Outre l'intrigue générale, explicite, comme nous l'avons vu, Jules Isaac ne laisse pas de prêter le flanc à un procès en méthodologie, en éthique scientifique et en *biais* multiples (en bons franglicistes, nous raffolons tous désormais des biais) : « Que de troublantes similitudes entre un Périclès, cet "Eupatride passé guide de la démocratie", et Léon Blum, entre un Antiphon, ce "doctrinaire ranci", et Charles Maurras, entre le démocrate renégat Pisandre et Jacques Doriot, entre la focalisation sur les Longs Murs et la confiance dans la ligne Maginot, entre le procès des stratèges et celui de Riom, entre "la collaboration complaisante de quelque juriste expert" et celle d'un Joseph-Barthélemy... Plus au fond, on retrouve la "Révolution nationale" derrière "la constitution des ancêtres", la xénophobie et le racisme ordinaires derrière la persécution des "métèques" — ce mot familier à Maurras, bon connaisseur de l'histoire grecque — ou encore l'essentiel des éternelles nouvelles droites derrière la fameuse profession de foi de Calliclès, dans le *Gorgias*[2] ».

Relevons au passage que, les contemporains charriant les siècles et la légende des siècles, la sévère frontière que d'aucuns tracent entre le passé et le présent, entre le lieu supposé de l'enquête scientifique objective, impartiale, etc. et le présent, lieu de toutes les passions et de tous les engagements (subjectifs, partiaux, non scientifiques), se dissipe et se disperse comme sable au vent. Le départ entre passé et présent

1. Voir Vincent Azoulay, Paulin Ismard, *Athènes 403. Une histoire chorale*, Paris, Flammarion, 2020, 464 p.
2. Pascal Ory, « Préface » de Jules Isaac, *Les oligarques*, p. X.

est sans doute une étape nécessaire dans la construction d'une épistémologie personnelle, une forme de « morale provisoire », dirait Descartes, pour se mettre en chemin et avancer un peu, mais on sera bien inspiré de vite dépasser ce stade infantile du déontologisme au risque d'enfoncer des portes déjà largement ouvertes et de radoter un catéchisme éventé.

Avançons également sans trop de risque de se tromper que la césure passé/présent, encore si vivace en dépit de 120 ans de psychanalyse et de quelque 3 000 ans de littérature, en dépit, également, de tous les travaux d'histoire, de sciences sociales et de philosophie sur la rémanence et la présence du passé dans le présent[1] (sous la forme de la mémoire, par exemple, mais il en existe d'autres modalités), en dépit enfin de presque 200 ans de matérialisme historique — que cette césure, donc, est un prétexte utile et commode pour incommoder les historiennes et historiens qui, très banalement, seraient tenté·es d'inférer de leurs travaux quelques enseignements pour lire, par exemple, l'actualité politique et économique ou qualifier l'histoire telle qu'elle se fait et la société telle qu'elle advient. Le refrain des « leçons de l'histoire » était certes un apanage du plus rance des classicismes, de l'*historia magistra vitae* puis de l'histoire *ad usum delphini*, littéralement « à l'usage du dauphin », pour l'éducation et l'édification des princes. On a abandonné les « leçons », par trop normatives, qui présupposaient soit une conception cyclique de l'histoire, soit une Providence divine qui, par définition, prévoyait et décidait de tout et qui, donc, pour peu que l'on s'en approchât par la foi et l'étude (*ora, ora, et labora*), permettait de lire et d'interpréter cet invraisemblable maelstrom des faits et gestes humains, et d'y déceler quelque sens. Au seuil du XIXe siècle, c'est Hegel qui se chargea d'expliquer nettement que cette époque-là était révolue et que la conception moderne de l'histoire, vectorielle et sans transcendance bien identifiée, congédiait l'*historia magistra* des Anciens. Comme Herder avant lui, Hegel privilégie la

1. Cf. notamment le remarquable collectif de Christophe Bouton et Barbara Stiegler, *L'expérience du passé. Histoire, philosophie, politique*, Paris, Éditions de l'éclat, 2018, 256 p.

singularité à la régularité, l'identité propre d'une époque et de son esprit (le *Zeitgeist*) à la comparaison ou, pire, à l'assimilation : « On dit aux gouvernants, aux hommes d'État, aux peuples de s'instruire principalement par l'expérience de l'histoire. Mais ce qu'enseignent l'expérience et l'histoire, c'est que peuples et gouvernements n'ont jamais rien appris de l'histoire et n'ont jamais agi suivant des maximes qu'on en aurait pu retirer. Chaque époque se trouve dans des conditions si particulières, constitue une situation si individuelle que dans cette situation on doit et l'on ne peut décider que par elle. Dans ce tumulte des événements du monde, une maxime générale ne sert pas plus que le souvenir de situations analogues, car une chose comme un pâle souvenir est sans force en face de la vie et de la liberté du présent. À ce point de vue, rien n'est plus fade que de s'en référer souvent aux exemples grecs et romains, comme c'est arrivé si fréquemment chez les Français à l'époque de la Révolution. Rien de plus différent que la nature de ces peuples et le caractère de notre époque (...). Seuls l'intuition approfondie, libre, compréhensive des situations et le sens profond de l'idée (comme par exemple dans *l'Esprit des Lois* de Montesquieu) peuvent donner aux réflexions de la vérité et de l'intérêt[1] ». On se mit à préférer le terme, moins impératif, d'enseignements, en passant, en gros, de la droite (Augustin, Bossuet...) à la gauche (Marx, Engels...). Le matérialisme historique, en identifiant des acteurs sociaux, des dynamiques et des pratiques liées à des intérêts concrets (pouvoir et argent, pour aller vite), la défense obstinée de situations et de hiérarchies sociales par des politiques de classe, des luttes entre groupes sociaux, a légitimé l'analogie en histoire. En l'espèce, en dépit de similitudes étonnantes, Hugenberg n'est pas Bolloré et Papen n'est pas Macron, mais leurs positions dans les configurations politiques, économiques et sociales de la France de 2025 et de l'Allemagne de 1932 sont analogues. Pas d'égalité ou d'identité terme à terme (A n'est pas C), mais une identité de rapport (A/B = C/D). Autrement dit, dans la

1. Georg Wilhelm Friedrich Hegel, *Introduction à la philosophie de l'histoire — La raison dans l'histoire*, Paris, Plon, coll. 10/18, 1965, p. 12.

configuration B, le terme A est bien l'équivalent fonctionnel du terme C dans la configuration D[1]. Pascal Ory ne dit pas autre chose lorsque, à propos des *Oligarques*, il écrit : « La vérité, ce n'est pas de refuser de voir l'évidence qui crève les yeux : qu'il y a des constances et des récurrences dans l'histoire de notre espèce. Parlons clair : celui qui écrit ces lignes a toujours placé au-dessus de sa propre œuvre d'historien la fameuse formule d'Héraclite : "On ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve". Mais, du même pas, il a fait de la fonction de l'historien la lutte contre l'amnésie. La résolution de cette apparente contradiction est simple : ce n'est pas parce que l'histoire ne se répète pas que les êtres qui la font — qui la sont — ne sont pas mus par des forces étonnamment semblables. Les triangles semblables ne se superposent pas mais leurs angles sont égaux et leurs côtés homologues, proportionnels. Il suffit que les hommes bougent devant le regard de l'homme pour se ressembler étrangement. Alors, l'histoire, éternel recommencement ? Espérons qu'il y aura toujours deux ou trois Isaac pour préférer penser qu'elle aurait plutôt l'air d'un éternel inachèvement[2] ». En des termes moins choisis, l'adage populaire veut que l'histoire ne se répète pas, mais qu'elle bégaye beaucoup, non sans lasser, voire désespérer ceux d'entre nous qui nous fiions aux médiévaux pour considérer que nous étions juchés sur les épaules des géants. Manifestement, non : aucun surplomb, aucune hauteur, nous réitérons avec application les erreurs les plus crasses de nos prédécesseurs. Par ignorance, par désinvolture, mais aussi par cynisme et par un égoïsme qui conduit à détruire la démocratie (en ignorant le résultat des élections, par exemple), l'État (par une politique outrageusement pro-riches, financée par la destruction des services publics et de

1. Pour un intelligent développement sur la notion d'analogie en histoire, voir Michaël Fœssel, *Récidive. 1938*, *op. cit.*, p. 169 sq. Voir également Luciano Canfora, « Analogie et histoire », in *History and Theory*, 1983/1, vol. 22, p. 22-42, notamment p. 27 sq., et Roselyne Koren, « L'analogie jugée par les historiens : les limites de l'acceptable », in Béatrice Fleury, Arnaud Mercier, Angeliki Monnier (dir.), *Témoignage, mémoire et histoire. Mélanges offerts à Jacques Walter*, Nancy, Éditions de l'Université de Lorraine, 2023, 470 p., p. 413-424.

2. Pascal Ory, « Préface », *op. cit.*, p. XI.

tous les biens communs), voire le langage lui-même (par le mensonge permanent) et jusqu'à l'idée même d'une société et d'un espace commun...

En 1932, l'attitude irresponsable des libéraux autoritaires désireux de se maintenir au pouvoir malgré les désaveux électoraux a conduit, après des calculs tactiques successifs, après l'élimination d'hypothèses intermédiaires (législation d'urgence qui, d'exception, devient le droit commun, viol « assumé » de la Constitution, coup de force et dictature militaire...), à appeler les nazis au pouvoir le 30 janvier 1933 — décision égoïste à laquelle les sordides calculs fiscaux et réputationnels du vieux président Hindenburg n'ont pas été étrangers —, des nazis qui étaient par ailleurs, nous l'avons vu, en décélération politique et en décrochage électoral net, en très grande difficulté, donc — l'hypothèse la plus probable étant que le NSDAP soit fracturé par une scission majeure dans un délai de quelques semaines et disparaisse, purement et simplement. Le moment est favorable pour les spéculateurs politiques à la petite semaine qui peuplent les allées du « centre bourgeois », celui de la *bürgerliche Mitte* qui gravite autour de l'ex-chancelier von Papen : l'on achète les nazis à la baisse, une excellente affaire, d'autant plus que, minoritaires au gouvernement où ils seront flanqués par des politiques raisonnables qui vont les domestiquer, les apprivoiser, ils vont être attelés à un équipage qui poursuivra la politique antidémocratique et pro-business de l'extrême centre arrivé à la chancellerie en juin 1932 — c'est, de fait, ce que les nazis vont faire à compter de 1933, non sans lancer une spirale de radicalisation qui, pour effrayer les bourgeois libéraux autoritaires, dont Franz von Papen lui-même[1], comblera d'aise, sans discontinuer, les milieux d'affaires et l'essentiel des élites patrimoniales.

De fait, la séquence juin 1932-mars 1933 ou, en focale plus large, mars 1930-août 1934 n'a rien d'exorbitant ou de mythologique. Elle est, en réalité, parfaitement lisible à l'aune de l'histoire des sociétés contemporaines (depuis 1789, disons),

1. André Postert, Rainer Orth, « Franz von Papen an Adolf Hitler. Briefe im Sommer 1934 », in *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 63, 2015/2, p. 259-287.

et de l'histoire des luttes et logiques de pouvoir. Ceux qui en doutent, et qui répudient toute comparaison, feront observer avec un sens consommé de la tautologie que l'on a tout de même affaire à des nazis. Certes.

Mais ces nazis, en 1933, sont ni plus ni moins que l'extrême droite allemande, très bien réticulée socialement, dans les élites militaires, économiques, universitaires — dans la bourgeoisie allemande en général, que d'aucuns accusent de « trahison[1] ». Les troupes du NSDAP choquent parfois la bienséance par des violences excessives et des manières un peu rogues, mais les élites du patrimoine ne trouvent rien à redire au corpus d'idées du parti, une fois purgé des éléments attachés à la justice, voire à l'égalité sociales — tellement rien à redire que le patronat finance à fonds perdu le DNVP d'Alfred Hugenberg, dont le message est purement et simplement identique à celui du NSDAP.

Les contempteurs de la comparaison en histoire, toujours prompts à flétrir le « franchissement » (*sic*) du « point Godwin » (une prouesse mathématique, convenons-en) et à bêler en chœur que « c'est plus complexe que ça », que les temps ont changé ou que les nazis d'aujourd'hui ne sont pas ceux d'hier, se révèlent bien mauvais historiens, pour les raisons de méthode évoquées plus haut, mais aussi parce que les nazis d'hier ne sont pas ceux qu'ils croient. Voir dans le NSDAP de 1932 les bourreaux de Treblinka est une faute de carre classique, mais non moins grave, et la sottise la plus courante dès qu'il est question d'histoire allemande en général, et de la période nazie en particulier. La téléologie est une plaie qui interdit toute réelle intelligence des temps, des séquences et des moments : en 1932, le parti nazi est l'extrême droite allemande la plus efficace et la plus populaire, en comparaison avec le DNVP, plus maladroit, moins ajusté, plus caricaturalement bourgeois. Le message nazi est adéquatement résumé par les slogans du parti, de « *Freiheit und Brot* » à « *Juden raus* » : la liberté et le pain, car il s'agit de sortir de la dépression économique et de refaire de l'Allemagne

1. Christian Baechler, *La trahison des élites allemandes. Essai sur le rôle de la bourgeoisie culturelle, 1770-1945*, Paris, Passés Composés, 2021.

une puissance européenne majeure, libérée des chaînes du traité de Versailles, le tout sur fond de régénération socio-biologique, hygiéniste, médicale du « corps du peuple », qui doit être purgé de ses éléments allogènes, ces Juifs qui n'ont d'existence légale que foraine ou pérégrine, à titre d'étrangers et d'hôtes du peuple allemand et qui n'ont pas vocation à rester dans le biotope germanique — les Juifs dehors, donc.

Ce programme minimal, ce sont les dénominateurs communs qui permettent de faire la synthèse et de tenir une ligne partagée dans un « mouvement » travaillé par des débats vifs, des oppositions internes vigoureuses et d'autant plus rudes que, à l'automne 1932, le parti nazi se fracasse sur le mur de l'échec — presque quatorze ans de « combat » pour rien, pour ne pas accéder à la chancellerie et pour, c'est une première depuis 1928, commencer à perdre des élections nationales, régionales, communales. Dénominateurs communs aussi avec l'extérieur du parti, notamment avec des élites patrimoniales (le « capital ») et une « droite bourgeoise » que nous appelons ainsi car ce sont les mots, allemands, de l'époque, de la *bürgerliche Mitte* (centre bourgeois) au *Bürgerblock* (bloc bourgeois) : pouvoir autoritaire, destruction de la gauche (partidaire et syndicale), réduction drastique des libertés individuelles, législation d'exception, prééminence de la police et de l'administration sur la justice, purge de pans entiers de la vie sociale (magistrature, fonction publique, université, police, professions libérales — avocats, notaires, médecins... —, médias, industrie culturelle...) de tous leurs éléments juifs et/ou de gauche, politique sociale, fiscale, budgétaire favorable aux intérêts privés... qui trouve à redire à cela ? Pas le patronat qui, après avoir soutenu l'hypothèse Hitler et grassement financé le NSDAP ainsi que le DNVP, offre aux nazis l'argent qui permet au parti de mener sa campagne électorale pour les élections législatives du 5 mars 1933, campagne décisive, à un moment où, fébriles, Hitler, Goering et Goebbels savent eux-mêmes fort bien que rien n'est joué.

L'astigmatisme historique a bonne presse, car il évite de se poser trop de questions. Le nazisme, comme nous avons déjà eu l'occasion de le montrer, ne peut être sérieusement

pensé comme objet de connaissance que s'il est intégré à son temps — le XXe siècle, semble-t-il — et à son lieu — l'Europe et, plus largement, l'Occident forgé, depuis le mitan du XIXe siècle, par le feu des hauts fourneaux, des locomotives, des transatlantiques et des canons, par le capitalisme et la colonisation, par le darwinisme social, le racisme, l'impérialisme et l'eugénisme ; bref, par cette alliance inédite entre l'argent, la science (plutôt : la prétention à la scientificité) et la guerre, les États-nations et le capital, pour assujettir, exploiter, extraire et dominer les masses blanches du prolétariat et la « force noire » des Empires. Produit de son temps, expression de son lieu, le nazisme, cela ne saurait dès lors guère surprendre, put séduire et convaincre les dirigeants politiques et économiques occidentaux qui reconnurent dans son projet autoritaire et mercantile une voie privilégiée pour rétablir des taux de profit élevés, réarmer culturellement et matériellement l'Occident, et permettre à la « race blanche » d'affronter les masses humaines monstrueuses qui émergeaient aux confins du monde, dans des Empires coloniaux qui, bientôt, si l'on ne faisait rien, vaincraient leurs vainqueurs comme jadis la Grèce conquise avait conquis son farouche vainqueur et l'Oronte avait coulé dans le Tibre.

Avant même que les industriels et banquiers, diplomates et militaires, inspecteurs généraux et anciens ministres n'apprécient, en connaisseurs, l'ordre régnant à Berlin[1], avant même que l'on ne goûte l'avènement d'une zone optimale d'investissement en Allemagne nazie, ce furent bien les libéraux autoritaires allemands qui, dès 1932, surent reconnaître tous les mérites des nazis pour asseoir et raffermir la domination chancelante d'élites patrimoniales discréditées par la crise du libéralisme (1929), par leur manque d'imagination (l'austérité) ainsi que par leur égoïsme obtus. C'est là, entre autres, que l'histoire de la séquence 1929-1933 incommode, car elle

1. Johann Chapoutot, « L'intelligence française contre la force massive : les universitaires français face à l'Allemagne (1910-1939) », in *Francia* 28/3, 2001, p. 15-34, et « L'ONUEF face à l'Allemagne : du rejet à la séduction (1910-1939) », in *Échanges culturels et relations diplomatiques. Présences françaises à Berlin au temps de la République de Weimar*, Paris, Presses universitaires de la Sorbonne nouvelle, Institut d'allemand d'Asnières, 2004, p. 135-143.

vient troubler des catégories et des oppositions canonisées par le discours (on dit le récit ou, si l'on est vraiment à la page, et au prix d'un nouvel anglicisme éhonté, le *narratif*) fabulé depuis 1945 : les démocraties libérales ont vaincu les totalitarismes étatistes, les autoritarismes dirigistes, etc. Rien de cela n'est pertinent pour penser le nazisme, qui n'est ni étatiste (c'est tout le contraire), ni particulièrement dirigiste (et de loin), mais peu importe ici. Parler de « libéraux autoritaires » pour qualifier cette droite qui, déjà, se présente comme le-camp-de-la-raison, en lutte contre les « extrêmes », une droite imbue de sa compétence autoproclamée, d'une politique qui-va-finir-par-porter-ses-fruits, et convaincue d'être désignée, presque de droit divin, pour occuper le pouvoir en dépit de tout, peut surprendre, tant on oppose le libéralisme à l'autoritarisme. Or leur coalescence est ancienne, comme le montre Pierre Serna dans son étude sur les élites politiques du Directoire qui, en 1795, prétendent clore la Révolution française en instaurant un régime censitaire (vote qui est riche), tout entier voué à l'accumulation des richesses offertes par la spéculation (sur les assignats et les biens du clergé) et la guerre (les fournitures aux armées, dans les 23 ans de guerre que connaît la France entre 1792 et 1815, assurant quelques rentes douillettes à nombre de fieffés aigrefins[1]). Pierre Serna note que c'est bien dans les années séminales du Directoire que la rhétorique du centre (*sic*) bienveillant, car tempéré et tout imbu de modération, contre les extrêmes (*sic, bis*) se cristallise et s'enkyste, pour ne plus quitter le pouvoir tout au long des XIXe et XXe siècles, et jusqu'en notre XXIe siècle naissant. L'historien forge, pour désigner ces élites au fond très agressives, l'apparent oxymore d'extrême centre, désormais largement repris pour désigner ceux qui érigent en maxime universelle des intérêts particuliers, qui jouent la comédie de l'intérêt général, qui sacrifient les finances publiques aux profits privés, qui contestent que les règles constitutionnelles s'appliquent vraiment à eux et qui professent un amour immodéré pour l'entreprise privée,

1. Pierre Serna, *La République des girouettes, 1789-1815, et au-delà : une anomalie politique, la France de l'extrême centre*, Seyssel, Champ Vallon, 2005.

ajointé à un mépris explicite de la notion même de service public. Les mêmes démentent, comme de juste, à peu près tout ce qui précède, et s'offusquent d'être qualifiés de parti des riches ou de gouvernement de droite. Pour toutes ces raisons, la catégorie forgée par Pierre Serna désigne avec pertinence von Papen et les siens.

Autre manière de les qualifier, le syntagme de « libéraux autoritaires », issu de la philosophie politique, s'applique assez adéquatement au cas Papen (et entourage). Il est significatif que l'un des meilleurs spécialistes du libéralisme autoritaire, qui avait d'abord travaillé la notion à partir d'un corpus nord-américain des années 1970-1980, ait poursuivi son archéologie avec des sources allemandes des années 1930. Grégoire Chamayou, qui avait étudié les voies et moyens imaginés par des universitaires et essayistes étatsuniens pour rendre la société d'après 1968 moins « ingouvernable » et esquissé ainsi une « généalogie du libéralisme autoritaire »[1], a poursuivi ce projet au long cours en remontant au discours prononcé par le Pr. Carl Schmitt devant le Club de l'Industrie de Düsseldorf le 23 novembre 1932 où il expose à 1500 auditeurs triés sur le volet ce « paradoxe » apparent, typique du néolibéralisme que des penseurs allemands, souvent catholiques, élaborent à l'université de Fribourg notamment[2], « que, pour avoir moins d'État, il va vous falloir en quelque sorte plus d'État[3] ». Un État minimal, *néo*-libéral, propre à créer les conditions de possibilité du profit maximal, doit être limité dans ses attributions, et donc fort, très fort, dans ce qui lui incombe (l'ordre interne et la protection externe, la

1. Grégoire Chamayou, *La société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire*, Paris, La Fabrique, 2018.

2. Jean Solchany, *Wilhelm Röpke, l'autre Hayek. Aux origines du néolibéralisme*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2015, 572 p.

3. Grégoire Chamayou, « Naissance du libéralisme autoritaire », préface, in *Du libéralisme autoritaire*, Paris, Zones, 2020, 140 p., p. 7-82 (p. 19). Ce travail de traduction, d'édition critique et de commentaire de Schmitt et Heller est en première intention un manuscrit inédit de HDR soutenue le 15 octobre 2020 à l'université Toulouse II, devant un jury composé des professeurs Johann Chapoutot et Pierre-François Moreau (Sorbonne et ENS, pré-rapporteurs), Elsa Dorlin et Judith Revel (Paris VIII et Toulouse II), et Jean-Christophe Goddard (Toulouse II, garant).

garantie de l'application des normes, l'exercice de la souveraineté — bref, *le régalien*, comme on le dit aujourd'hui). En vis-à-vis du discours de Schmitt, qui est une ode à von Papen et aux projets de *neuer Staat*, Grégoire Chamayou fait figurer la réponse d'Hermann Heller, juriste juif et socialiste[1], figure de la gauche intellectuelle qui, le premier semble-t-il, forge le syntagme de « libéralisme autoritaire » pour désigner ce qui est à l'œuvre ici, et dont les plans de *neuer Staat* détaillés au chapitre VI du présent ouvrage sont l'expression chimiquement pure. Parallèlement à Chamayou, une autre philosophe, Barbara Stiegler, a apporté une contribution décisive à la définition du libéralisme autoritaire dans sa propre HDR, devenue un ouvrage majeur, dont le succès éditorial révèle bien le besoin d'intelligence du moment néo-libéral dont nous vivons, depuis 2016-2017, le paroxysme en France[2]. Notons, par ailleurs, que ce syntagme a priori paradoxal, mais bien compréhensible quand on sait lire Hayek, par exemple, avait déjà été utilisé en 1987 par un juriste, le magistrat Jean-Paul Jean, pour désigner la pratique et les projets gouvernementaux de la droite au pouvoir entre 1986 et 1988, au moment de la première cohabitation entre le RPR et l'UDF d'un côté, et le président socialiste François Mitterrand. Pour qualifier l'alliance, sous la houlette de Jacques Chirac (Matignon), entre Pasqua (Intérieur) et Balladur (Bercy)[3], entre les voltigeurs de la police, assassins de Malik Oussekine, et les privatisations massives, il avait signé un long article sobrement intitulé « Le libéralisme autoritaire » pour « décrypter ce libéralisme sélectif auquel on veut doucement habituer les citoyens[4] ». Libéralisme sélectif et bien tempéré, en effet, car, comme souvent, les libéraux pensent plus à la liberté du

1. Carlos-Miguel Herrera (dir.), *Les juristes de gauche sous la République de Weimar*, Paris, Kimé, 2002, 127 p., et Nathalie Le Bouëdec, *Gustav Radbruch, juriste de gauche sous la République de Weimar*, Québec, Presses de l'Université Laval, 201 p.

2. Barbara Stiegler, *« Il faut s'adapter ». Sur un nouvel impératif politique*, Paris, Gallimard, coll. NRF Essais, 2019.

3. Le transfert du ministère de l'Économie et des Finances du Louvre vers Bercy s'est effectué sous le ministère d'Édouard Balladur.

4. Jean-Paul Jean, « Le libéralisme autoritaire », in *Le Monde diplomatique*, octobre 1987, p. 16-17 (p. 16).

renard libre dans le poulailler libre, selon la boutade dont Jean Jaurès définit le libéralisme économique, qu'aux libertés publiques, réductibles à l'envi s'il s'agit de satisfaire des intérêts privés.

Ce détour par 1932 m'a été suggéré par un autre philosophe — que les historiens décidément seraient bien inspirés de plus lire —, en l'espèce Michaël Fœssel qui, en 2018, s'imposa l'exercice spirituel d'un détour quotidien par 1938, et par les quotidiens de 1938, cette presse que le service public a numérisée et généreusement mise à portée de lecture sur Gallica, le serveur de la BNF. Bien au-delà de la simple « assonance[1] » entre les discours, c'est bien une « analogie historique » qui, selon Michaël Fœssel, « joue à plein[2] » avec l'année 1938. L'exploration et la méditation de cette année, de son actualité, de sa langue et de ses mots permettent « de risquer un diagnostic du présent instruit par l'histoire[3] » et de lire avec acuité ce qui (nous) arrive. On comprend, dès lors, l'anathème qui vise l'analogie, car elle est critique, voire subversive. De son exploration de 1938, Michaël Fœssel ressort en étant surpris de ne pas être « dépaysé ». Manifestement, l'identité de l'époque l'emporte bien sur la différence des temps : non, « le dépaysement n'a pas eu lieu » car « les liens, les échos et les affinités entre les périodes l'emportent[4] » : « J'ai vu, en 1938, des mots d'ordre, des réflexes de pensée, des éléments de langage qui structurent l'ordinaire de la politique française depuis longtemps. L'avantage de 1938 est de condenser en quelques mois des évolutions à l'œuvre depuis plus d'une décennie dans le présent : radicalisation du discours camouflée par une idéologie post-partisane, triomphe des solutions libérales en pleine crise du libéralisme économique, perception des procédures démocratiques comme un obstacle à la mise en œuvre d'une politique efficace, renforcement inexorable du pouvoir exécutif, multiplication des lois sécuritaires (...) », liste non exhaustive qui s'applique aussi à l'Allemagne de 1932 et que le lecteur aura aisément complétée. Le regard sur le passé « ins-

1. Michaël Fœssel, *Récidive. 1938*, *op. cit.*, p. 166.
2. *Ibid.*, p. 169.
3. *Ibid.*, p. 167.
4. *Ibid.*, p. 164.

truit d'abord sur ce que nous vivons aujourd'hui[1] » — c'est vrai, pour la France, de la séquence 1938-1940 qui révèle les « origines républicaines de Vichy[2] », tout autant que de ce moment 1932 qui, en Allemagne, voit l'extrême centre mettre l'extrême droite au pouvoir.

Au-delà de cette analogie socio-économique, qui permet d'identifier des acteurs sociaux comparables et des intérêts de classe suffisamment clairs, voire caricaturaux dans la violence de leur expression, une perspective plus métaphysique conduit à déceler, par-delà la « différence des temps », quelque chose comme « l'identité de l'époque[3] », pour reprendre la distinction proposée par Michaël Fœssel lorsqu'il réfléchit à ce que les années 1930 ont à nous dire et qui ne saurait être couvert par le grésillement désuet d'une TSF produisant les voix de crécelle, affectées et haut perchées qui signalent immanquablement que l'on a là affaire à du révolu, du patiné, de la brocante : « tous ces éléments anachroniques suggèrent à tort que la différence des temps implique un changement d'époque[4] », et l'on aura beau jeu de rappeler que les SA ne défilent pas tous les jours dans nos rues. Délaissant, à juste titre, le poncif du « retour des années 1930 », le philosophe observe que celles-ci ne sont peut-être pas terminées, voire, à en lire son aîné Gérard Granel, qu'elles pourraient bien être à venir. La répétition, d'abord, est impossible — les historiens le savent bien, qui, depuis la fin du XIXe siècle, méditent parfois avec un brin de mélancolie sur la non-reproductibilité des configurations sociales, culturelles, économiques et politiques qui président à l'advention de tel ou tel événement. Mais, comme Granel, Fœssel avance que « la perspective se renverse » et la réflexion change de nature « si l'on passe des causes historiques aux conditions essentielles[5] ». L'avènement de régimes comme le fascisme et le nazisme, par exemple, est une réaction contre les promesses de la modernité, singuliè-

1. *Ibid.*, p. 24.
2. Gérard Noiriel, *Les origines républicaines de Vichy*, Paris, Hachette Littératures, 1999, 335 p.
3. Michaël Fœssel, *Récidive. 1938*, *op. cit.*, p. 13.
4. *Ibid.*, p. 26.
5. *Ibid.*, p. 13.

rement contre celles de liberté, d'égalité et de fraternité, mais « cette réaction antimoderne a lieu dans les conditions de la modernité[1] » — et les historiens de la période savent depuis longtemps, avec Jeffrey Herf, que le XXe siècle a accouché d'un « modernisme réactionnaire »[2] qui a semé l'horreur et la mort dans la guerre et le génocide, mais que la violence et la dévastation constitutives, essentielles, de ce modernisme-là peuvent emprunter des voies apparemment plus douces ou, pour le dire avec les mots de la novlangue contemporaine, bienveillantes.

Au-delà de la qualification métaphysique de la période, de la détermination, de la nomination de l'essence de cette époque, Gérard Granel, comme Michaël Fœssel, constate que les pentes se dévalent vite. De l'incarcération de Gramsci par Mussolini en 1926 au parachèvement de la « mise au pas » de l'Allemagne en août 1934, l'empan chronologique est mince : « Huit ans à peine, et c'est fait (...). Le renversement du système démocratique et libéral, même s'il se prépare de loin et par de multiples voies, s'opère avec une soudaineté qui prend l'ancien monde de court[3] ». Il est, nous l'avons vu, encore plus réduit en Allemagne, où tout se précipite entre juin 1932 et janvier 1933, après, il est vrai, une préparation d'artillerie imposante entre le printemps 1930 et le printemps 1932.

Dernier lien entre eux et nous, entre 1932 et 2025, un lien direct, de dérivation étonnante — moins, une fois lus les chapitres précédents — mais désormais très étayée par de nombreux travaux. Non contente d'être la matrice conceptuelle et politique du « libéralisme autoritaire », son lieu de « naissance », comme l'a montré Grégoire Chamayou, l'Allemagne de 1932 nous a légué rien de moins que notre Constitution[4]. Comme tous les lycéens de France, j'avais pieusement appris ce que nous racontaient les manuels — que la Constitution de

1. *Ibid.*, p. 14.

2. Jeffrey Herf, *Le modernisme réactionnaire. Haine de la raison et culture de la technologie aux sources du nazisme*, Paris, L'Échappée, 2018.

3. Gérard Granel, « Les années 1930 sont devant nous (analyse logique de la situation concrète) », in *Études*, Paris, Galilée, 1995, p. 17-45, p. 21.

4. Carlos Miguel Herrera (dir.), *La Constitution de Weimar et la pensée juridique française*, Paris, Kimé, 2011, 206 p.

1958 était sortie tout armée du discours de Bayeux, lui-même vaticiné par le cerveau génial, prophétique et, manifestement, toujours au rendez-vous de l'histoire, du général de Gaulle. Il y a quinze ans, la lecture de la thèse du Pr. Stéphane Pinon m'affranchit considérablement. Publié en 2003, cet imposant travail d'un jeune docteur en droit public portait sur les « réformistes constitutionnels des années 1930 », ces jeunes juristes qui, entre Université (René Capitant) et Conseil d'État (Michel Debré), réfléchissaient à l'infléchissement autoritaire des institutions par trop parlementaristes de la IIIe République. Ils s'inscrivaient dans un mouvement plus large, celui des « non-conformistes des années 1930[1] », ces techniciens et technocrates tentés par le pragmatisme politique, le dépassement des clivages, l'efficacité économique et désireux d'incarner la « relève[2] » d'une politicaillerie rad-soc, d'une sociabilité de buvette (celle du bourg à la Clochemerle comme celle du Palais-Bourbon) pour enfin projeter ce vieux pays à la lenteur rurale qu'était la France vers une modernité industrielle et financière qui, de toute manière, ne l'attendrait pas, comme ne cessait de le rappeler, à longueur d'édito et de discours, le « flamboyant » André Tardieu, héraut de la révolution libérale et archétype d'une « dérive réactionnaire[3] ».

En termes constitutionnels, il s'agissait d'acter normativement une inflexion dans la pratique du pouvoir et dans les rapports entre pouvoir exécutif (le gouvernement, à l'époque, car le président, depuis les erreurs grossières de Mac-Mahon en 1877 et celles de Millerand en 1924, était une simple barbe bardée du cordon de grand-croix de la Légion d'honneur) et le Parlement — en l'espèce, la multiplication des lois d'habilitation et des décrets-lois autorisés par ces habilitations législatives, depuis la présidence du Conseil de Raymond Poincaré (1926-1929). La justification avancée était que les questions

1. Jean-Louis Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années 1930. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Paris, Seuil, 1969 ; rééd. Points, 2001, 562 p.

2. Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 1930*, Paris, PUF, Le nœud gordien, 2002, 332 p.

3. François Monnet, *Refaire la République. André Tardieu, Une dérive réactionnaire, 1876-1945*, Paris, Fayard, 1993, 638 p.

contemporaines, singulièrement en matière financière, exigeaient une réaction rapide de la part de l'exécutif, et ne pouvaient s'accommoder d'une trop longue délibération parlementaire — sans parler des situations de guerre. Nombre de juristes, singulièrement des professeurs de droit public héritiers de la pensée française du *jus publicum* volontiers institué en *jus politicum*, poursuivaient, sous les vénérables et prestigieux auspices des Pr. Maurice Hauriou (Toulouse) et Léon Duguit (Bordeaux), leurs réflexions sur la souveraineté, l'État et le pouvoir exécutif à Strasbourg. Sous le magistère de Raymond Carré de Malberg et, désormais, de son jeune collègue René Capitant, agrégé et professeur en 1930, i.e. au moment où la génération des précités (nés entre 1856 et 1861, décédés entre 1928 et 1935) s'efface, cette pensée se précise. C'est bien René Capitant, résistant, compagnon du général de Gaulle, dont il devient ministre au sein du GPRF entre 1944 et 1945, qui fait office de *spiritus rector* juridique des gaullistes, du RPF à l'UNR, et qui inspire toute la réflexion constitutionnelle gaulliste, du discours de Bayeux (1946) à la rédaction de la Constitution de la Ve République à l'été 1958. On comprend aisément qu'il était opportun de « taire le précédent réformiste des années 1930[1] » et d'entretenir la fable d'une génération spontanée ou du génie gaullien car, on le remarque tous les jours, il existe en France une mythologie de la Constitution qui fait de ce texte éminemment relatif, c'est-à-dire référé, comme tout texte, aux conditions de sa production, une forme de Table mosaïque, une parole absolue, fulminée par Mars et Minerve, vaticinée par la France elle-même, en la personne du Général (*sic*) qui ne manquait aucune occasion de mettre en scène son intemporelle exceptionnalité, répétant çà et là que, tel jour de 1940, 1946 ou 1958, il décida « d'assumer la France[2] », et autres solennelles proférations qui devaient peser lourd, trop lourd, sur le cerveau d'épigones dressés depuis l'école à se

1. Stéphane Pinon, *Les réformistes constitutionnels des années trente : aux origines de la Ve République*, Paris, LGDJ, 2003, 615 p., p. 8.

2. « En ce moment, le pire de son histoire, c'était à moi d'assumer la France », in Charles de Gaulle, *Mémoires de guerre*, tome 1 : *L'Appel (1940-1942)*, Paris, Plon, 1954, p. 73.

prendre eux aussi pour Jeanne d'Arc ou Napoléon — Julian Jackson observe quelque part que se prendre pour *Mongénéral*, comme l'appelait *Le Canard enchaîné*, est la seule manière légitime et socialement tolérée d'être fou à lier, en France, la seule manière, aussi, de répondre à l'appel de la Constitution de 1958[1].

Il est de fait moins mélioratif de faire de l'histoire et de se rendre compte de tout ce que les Tables de 1958 doivent aux réformistes de l'entre-deux-guerres, eux-mêmes intéressés, voire fascinés par la torsion infligée à la Constitution libérale, démocratique et parlementaire de Weimar au printemps 1930, et la mutation d'un parlementarisme triomphant en présidentialisme quasi absolu. René Capitant, titulaire de chaire à Strasbourg, fin observateur de l'actualité allemande et assez germaniste pour lire la presse et son collègue Carl Schmitt, publie ainsi, en décembre 1932, un article sur « le rôle politique du président du Reich », où il identifie dans la République de Weimar présidentialiste une forme de modèle transposable à la République française en manque de « réforme de l'État », comme on disait dans les années 1930 pour parler de réforme constitutionnelle. Cette idée perdura par la suite, dans les projets gaulliens pour la Constitution de 1946, sans succès, puis en 1958, avec la Constitution de la Ve République. Étonnant, tout de même, quand on sait comment cette histoire, celle de la séquence 1930-1933, s'est terminée.

Il y a les structures, donc, ces normes constitutionnelles qui sont si prégnantes car, de même que la fonction crée l'organe, les lois fondamentales accouchent d'une culture politique. Celle du débat rationnel, du colloque des raisons et, au choix, selon les moments, de la cacophonie parlementaire ou de la détermination de l'optimum délibératif, asymptote toujours rêvée de l'intérêt général. Ou celle de l'avilissement courtisan, d'une macération des médiocrités qui, en vase clos, s'entretiennent et s'encouragent dans la déchéance intellectuelle et

1. Voir également sur ce thème Laure Murat, *L'homme qui se prenait pour Napoléon. Pour une histoire politique de la folie*, Paris, Gallimard, 2011. Autre manière de traiter une pathologie française, considérablement aggravée par la Constitution de 1958.

morale. C'est précisément dans ces conditions de déliquescence que les structures laissent jouer la conjoncture, celle des individus. En janvier 1933, c'est ainsi un imbécile, dont la carrière ratée et la dépendance servile aux mutations et affectations de son père trahissaient l'insuffisance foncière, un officier de papier, propulsé dans les cercles du pouvoir par l'élection paternelle, qui se piquait de haute politique mais veillait avant tout aux hectares et à la rénovation de la propriété familiale, qui convainc *in fine* la main présidentielle de signer le décret de nomination d'Hitler à la chancellerie. Comme la Constitution de Weimar, tordue dans un sens présidentialiste à partir de 1930, celle de 1958 est, pour reprendre le mot si pertinent d'un estimé collègue, un appel au fou en même temps qu'un biotope rêvé pour tous les cloportes — le mot est d'un ministre, qui s'y connaît — en quête d'émotions fortes, d'*arcana imperii* et de conspirationnisme de couloir. Comment ne pas penser aujourd'hui à ces mots du haut fonctionnaire républicain, le Dr. Arnold Brecht, le même qui ouvrait, en exergue, cet épilogue et qui, dans ses *Mémoires*, notait également ceci :

> Hindenburg, Papen et Schleicher ne peuvent pas être critiqués pour avoir volontairement donné le pouvoir à Hitler — ce n'est pas le cas — mais pour avoir scellé le succès des nazis, celui-là même qu'ils voulaient éviter, par leur dilettantisme. Ce sont moins des intentions malignes qu'une profonde bêtise politique que l'on peut leur reprocher — la légèreté de dilettantes politiques qui agissent aux frais de l'Allemagne et qui laissent l'addition derrière eux, conjuguée au viol de la Constitution, conjuguée également, hélas, à un manque de caractère dans les situations décisives, mais compensé par une confiance en soi au-dessus de la moyenne[1].

1. Dr. Arnold Brecht, *Mit der Kraft des Geistes. Lebenserinnerungen, zweite Hälfte, 1927-1967*, *op. cit.*, p. 167.

INDEX

AGULHON, Maurice : 26.
ALVENSLEBEN, Ludolf-Hermann von : 168.
ALVENSLEBEN, Werner von : 168.
AUGUSTIN (saint) : 278.
AUGUST-WILHELM DE PRUSSE : 99, 101, 252.

BACH, Johann Sebastian : 19.
BACKE, Herbert : 124.
BALLADUR, Édouard : 286.
BARTHÉLEMY, Joseph : 276.
BAUM, Erwin : 51.
BEBEL, August : 27.
BECKER, Jean-Jacques : 30.
BERLUSCONI, Silvio : 85, 93.
BERNARD, Claude : 275.
BERNHARD, Ludwig : 86-87, 90-91, 128.
BERNSTEIN, Eduard : 27.
BISMARCK, Otto von : 22, 37-38, 41, 73, 81, 85, 156, 174, 176, 187, 191, 218.
BISMARCK-SCHÖNHAUSEN, Gottfried von : 210.
BLAIR, Tony : 26.
BLOCH, Marc : 275.
BLOMBERG, Werner von : 220, 267-268.
BLUM, Léon : 276.
BOLLORÉ, Vincent : 85, 93, 278.
BONAPARTE, Louis-Napoléon (futur NAPOLÉON III) : 70, 176.
BORSIG, August von : 225.
BOSCH, Robert : 225.
BOSE, Herbert von : 16.
BOSSUET, Jacques-Bénigne : 278.
BRACHT, Franz : 137, 139-140, 143, 249.
BRAUN fils, Magnus von : 127.
BRAUN, Magnus Freiherr von : 126-127, 129, 264.
BRAUN, Otto : 47, 65-66, 132-134, 240, 247, 249.

Braun, Sigismund von : 127.
Braun, Wernher von : 127.
Brecht, Arnold : 140, 235, 271, 293.
Brecht, Bertolt : 24.
Bredow, Ferdinand von : 261.
Breitscheid, Rudolf : 262-263.
Briand, Aristide : 59, 256.
Broch, Hermann : 35.
Brückner, Helmuth : 251.
Brunel, Françoise : 31.
Brüning, Heinrich : 14, 37-49, 51, 53-56, 58-61, 64-65, 73, 79, 81-83, 95, 97-98, 100, 103-104, 106-114, 120-121, 124, 128, 130, 134, 141, 144, 160, 171-172, 204, 228, 239, 244, 247-249, 255, 259, 262-263, 266, 271.
Bülow, Bernhard von : 218.

Capitant, René : 43, 115, 290-292.
Carré de Malberg, Raymond : 115, 232, 291.
Chamayou, Grégoire : 229, 285-286, 289.
Chirac, Jacques : 286.
Churchill, Winston : 25, 55.
Class, Heinrich : 95.
Clinton, Bill : 26.
Colm, Gerhard : 57.
Cromwell, Oliver : 179.
Curtius, Julius : 60-61.

Darré, Richard Walther : 167.
David, Jacques-Louis : 274.
Dawes, Charles : 56.
Debré, Michel : 290.
Démier, Francis : 30.
Descartes, René : 277.
Dietrich, Hermann : 61, 113.
Dietrich, Marlene : 24.
Dietrich, Otto : 209.
Dietzel, Heinrich : 41.
Döblin, Alfred : 24.
Dönitz, Karl : 124-125.
Doriot, Jacques : 276.
Dorpmüller, Julius : 124.
Duesterberg, Theodor : 105.
Duguit, Léon : 232, 291.
Duisberg, Carl : 78.

Ebert, Friedrich : 39, 48, 68, 70, 80, 119, 129, 138, 246.
Eggert, Wilhelm : 238.
Eltz-Rübenach, Paul Freiherr von : 127, 129, 268-269.
Engels, Friedrich : 27, 278.
Eucken, Walter : 57.

FERRY, Jules : 217.
FŒSSEL, Michaël : 34, 279, 287-289.
FONTANE, Theodor : 77.
FRANK, Robert : 30.
FRANZEN, Anton : 51.
FRÉDÉRIC II LE GRAND : 105, 180, 243.
FREYBERG, Alfred : 52.
FRICK, Wilhelm : 15, 50-51, 167, 176, 178-179, 185, 251-252, 255, 260, 266, 268.
FUNK, Walther : 209, 212.
FURET, François : 28-29.

GAMELIN, Maurice : 241.
GAULLE, Charles de : 59, 290-291.
GAY, Peter : 24.
GAYL, Wilhelm Freiherr von : 111-112, 127-129, 135, 139, 145, 154-160, 170-175, 178, 180-182, 186, 194, 206, 239, 245, 248.
GEHLEN, Reinhard : 125.
GEREKE, Günther : 240, 249.
GOEBBELS, Hedwig : 168.
GOEBBELS, Heidrun : 168.
GOEBBELS, Helga : 168, 237.
GOEBBELS, Helmut : 168.
GOEBBELS, Hildegard : 168.
GOEBBELS, Holde : 168.
GOEBBELS, Joseph : 11, 94, 109-110, 124, 139, 142, 165-169, 173-176, 178-179, 182-183, 189-190, 195-203, 205, 207, 209, 211, 226, 236-238, 240, 251-253, 257-258, 261, 268, 282.
GOEBBELS, Magda : 167-168, 175, 201, 237-238.
GOERING, Hermann : 14, 102, 167, 184-186, 199, 209, 212-213, 221, 252-254, 256-257, 260, 262, 268-269, 282.
GOETHE, Johann Wolfgang von : 19-20.
GRAMSCI, Antonio : 289.
GRANEL, Gérard : 288-289.
GROENER, Wilhelm : 20, 61, 64-65, 80, 103-105, 123, 130, 246.
GRZESINSKI, Albert : 138.
GUERARD, Theodor von : 60.
GUILLAUME Ier : 69.
GUILLAUME II : 37, 64, 85, 88, 99-102, 125, 218, 250.
GUILLAUME DE PRUSSE : 99-102, 250-251, 254.
GÜNTHER, Hans : 50.
GÜRTNER, Franz : 128-129, 132, 167.

HAMMERSTEIN-EQUORD, Kurt von : 260-261.
HANEKE, Michael : 77.
HANFSTAENGL, Ernst : 209.
HANIEL, Karl : 212-213.
HAURIOU, Maurice : 115, 232, 291.
HAYEK, Friedrich : 286.
HEGEL, Georg Wilhelm Friedrich : 277-278.

HEIMANNSBERG, Magnus : 138.
HELD, Heinrich : 67, 131-132.
HELFFERICH, Emil : 210.
HELLER, Hermann : 285-286.
HELLPACH, Willy : 66.
HENKELL, Otto : 257.
HÉRACLITE : 279.
HERDER, Johann Gottfried von : 277.
HERF, Jeffrey : 289.
HESS, Rudolf : 198-200.
HESSE, Hermann : 77.
HEYDRICH, Reinhard : 126.
HILFERDING, Rudolf : 57.
HIMMLER, Heinrich : 17, 50, 125, 168, 210, 257.
HINDENBURG, Hans Robert Ludwig von : 77.
HINDENBURG, Oskar von : 78-84, 105, 108, 112, 257-262, 266-267.
HINDENBURG, Paul von : 13-14, 19, 29, 33, 37-40, 42-43, 45, 48, 60-61, 63-70, 72-73, 77-84, 98-101, 104-115, 118, 120-122, 128-130, 135, 137, 143, 160-162, 167, 170, 172, 175-182, 184, 186, 190, 192, 194, 201, 204-207, 224-225, 228, 233, 236-237, 240, 242, 248, 254-269, 272-273, 280, 293.
HITLER, Adolf : 13-15, 17, 19-20, 22, 29-33, 35, 48-49, 51-53, 80, 83-84, 94-95, 97-102, 105-110, 124, 126-130, 142, 165-171, 174-180, 185, 195-206, 209-217, 219-222, 224-227, 233, 235-237, 240-241, 248-269, 271, 280, 282, 293.
HÖCKE, Björn : 16, 18.
HÖHN, Reinhard : 232.
HÖLTERMANN, Karl : 248.
HOOVER, Herbert : 58-59, 171.
HÖRAUF, Franz Ritter von : 250-251.
HUBER, Ernst-Rudolf : 143, 180.
HUGENBERG, Alfred : 15-16, 19, 44-45, 48, 53, 83, 85-95, 97-99, 128, 133, 172, 218, 226, 249, 252, 267-269, 272, 278, 281.
HUSSERL, Edmund : 164.

ISAAC, Jules : 35, 275-276, 279.

JACKSON, Julian : 292.
JARRES, Karl : 65.
JAURÈS, Jean : 287.
JEAN, Jean-Paul : 286.
JEANNE D'ARC : 21, 292.
JUNG, Edgar : 16, 146, 162.

KAAS, Ludwig : 53, 255.
KALKREUTH, Eberhard Graf von : 79.
KALKREUTH, Ernst von : 225, 263.
KANT, Emmanuel : 22.
KAPP, Wolfgang : 78, 126, 202, 246.
KAUFFMANN, Karl : 253.
KEITEL, Wilhelm : 124.
KELSEN, Hans : 116.

KEMMERICH, Thomas : 16-17.
KEPPLER, Wilhelm : 210.
KERRL, Hanns : 134.
KEYNES, John Maynard : 42, 54-55.
KIRDORF, Emil : 87.
KLAGGES, Dietrich : 51-52, 97.
KNAPP, Georg-Friedrich : 86.
KOCH, Erich : 67, 251.
KOSA, Franz : 136.
KRIECK, Ernst : 31.
KROSIGK, Johann Ludwig Graf Schwerin von : 11, 57, 123-125, 129, 167, 170, 206-207, 223, 268-269.
KRUPP, Friedrich Alfred : 30.
KRUPP, Gustav : 212, 218, 225.

LANG, Fritz : 24.
LAUTENBACH, Wilhelm : 57-58.
LAVAL, Pierre : 59.
LE ROY LADURIE, Emmanuel : 26.
LEIPART, Theodor : 238-239, 263.
LIEBKNECHT, Karl : 20.
LISSO, Kurt : 52.
LIST, Friedrich : 227.
LISZT, Franz : 19.
LÖBE, Paul : 69.
LONGERICH, Peter : 199.
LUDENDORFF, Erich : 63-64, 128, 258-259.
LUTHER, Hans : 57-58, 243.
LUTHER, Martin : 19.
LÜTTWITZ, Walther von : 78, 126.
LUXEMBURG, Rosa : 20, 27.

MAC-MAHON, Patrice de : 233, 290.
MACRON, Emmanuel : 278.
MALET, Albert : 275.
MANN, Heinrich : 24.
MANN, Thomas : 24.
MARTIN, Heinrich : 250, 254.
MARX, Karl : 27, 105, 125, 278.
MARX, Wilhelm : 65-68, 103.
MAURRAS, Charles : 276.
MECKLEMBURG-SCHWERIN, Cecilie zu : 101.
MECKLENBURG, Johann Albrecht von : 99.
MEISSNER, Otto : 80, 83, 112, 176, 178-179, 181, 206, 224, 254, 257, 261-262, 265, 267, 269.
MERZ, Friedrich : 16-17.
MICHAEL, Heinrich von : 131.
MILLER, Lee : 52.
MILLERAND, Alexandre : 290.
MITTERRAND, François : 286.

MOELLER VAN DEN BRUCK, Arthur : 162.
MONTESQUIEU, Charles Louis de Secondat, baron de LA BRÈDE et de : 278.
MOSSE, Rudolf : 89.
MÜLLER, Hermann : 37, 39-40, 43, 47, 94, 103.
MÜLLER, Vincenz : 138.
MURDOCH, Rupert : 85, 93.
MUSSOLINI, Benito : 289.

NAPOLÉON Ier : 70, 162, 292.
NEISSER, Hans : 57.
NEURATH, Konstantin von : 110, 125-126, 129, 207, 268-269.
NIETZSCHE, Friedrich : 19.
NOLTE, Ernst : 28.
NOSKE, Gustav : 20.

OLDENBURG-JANUSCHAU, Elard von : 77-79.
ORTH, Reiner : 250, 254, 266, 280.
ORY, Pascal : 30, 35, 276, 279.
OTT, Eugen : 206-207, 242.
OUSSEKINE, Malik : 286.

PAPEN, Franz von : 11, 13-19, 29-30, 58, 61, 67, 73, 81, 83-84, 102, 110, 120-122, 124-126, 128-130, 135, 137, 139-141, 143-148, 150-154, 157, 160, 162-163, 169-170, 172-175, 177-182, 184-187, 189-196, 199, 201, 203-207, 210-211, 220, 223-226, 228, 231-233, 235, 239, 241, 244, 248-249, 254-257, 260-262, 264-266, 268-269, 271-272, 278, 280, 285-286, 293.
PASQUA, Charles : 286.
PAUL (apôtre) : 164.
PÉRICLÈS : 276.
PÉTAIN, Philippe : 63.
PINON, Stéphane : 290-291.
PISANDRE : 276.
PLANCK, Erwin : 177.
PLANCK, Max : 177.
POESGEN, Ernst : 221.
POINCARÉ, Raymond : 275, 290.
PÜNDER, Hermann : 47-48, 113, 177-178.
PYTA, Wolfram : 39, 69, 105, 135, 233, 250, 254, 266.

RADEK, Karl : 246.
RAMELOW, Bodo : 17.
RATHENAU, Walther : 75, 141.
REINHARDT, Fritz : 58.
RIBBENTROP, Anneliese von : 257, 260.
RIBBENTROP, Gertrud von : 257.
RIBBENTROP, Joachim von : 14, 126, 199, 256-257, 260-261.
RÖHM, Ernst : 169, 175-176, 178-179, 221, 257.
ROMMEL, Erwin : 221.
ROOSEVELT, Franklin D. : 171.

RÖPKE, Wilhelm : 57.
ROSENBERG, Alfred : 21.
RÖVER, Carl : 53.
RÜBENACH, Eltz von : 206.
RUNDSTEDT, Gerd von : 138, 142.

SALOMON, Bruno von : 75.
SALOMON, Ernst von : 75.
SAUCKEL, Fritz : 51, 53.
SAXE-COBOURG ET GOTHA, Charles-Édouard de : 99.
SCHACHT, Hjalmar : 98, 167, 210-212, 225.
SCHÄFFER, Hans : 57.
SCHÄFFER, Hugo : 249.
SCHERL, August : 88.
SCHILLER, Friedrich von : 19.
SCHLANGE-SCHÖNINGEN, Hans : 95, 111.
SCHLEICHER, Elisabeth von : 17, 232.
SCHLEICHER, Kurt von : 17, 19, 29-30, 37-40, 45, 53, 61, 64, 80-83, 100, 102, 104, 108-110, 112-113, 123-124, 126-127, 129-130, 138, 141, 144-145, 167-175, 178, 180-182, 186, 194, 203-207, 226, 232-233, 235-236, 238-250, 253-255, 260-267, 271, 293.
SCHMITT, Carl : 39, 70-72, 115-120, 143, 147-148, 164, 180, 182, 227-233, 285-286, 292.
SCHOTTE, Walther : 145-147, 149, 154, 157, 160-163.
SCHRÖDER, Gerhard : 26.
SCHRÖDER, Kurt Freiherr von : 14, 30-31, 33, 210, 225-226, 255-256.
SCHULZ, Paul : 254.
SELDTE, Franz : 94, 124, 268.
SERNA, Pierre : 35, 284-285.
SEVERING, Carl : 135, 138-139, 240, 249.
SIEMENS, Carl Friedrich von : 30.
SOHN, Anne-Marie : 31.
SPEER, Albert : 124.
SPENGLER, Oswald : 92-93, 162.
SPRINGORUM, Friedrich : 225.
STAMPFER, Friedrich : 103-104.
STAPLER, Wilhelm : 164.
STEGERWALD, Adam : 239.
STICHTENOTH, Fritz : 131.
STIEGLER, Barbara : 277, 286.
STINNES, Hugo : 88, 217, 227.
STOECKEL, Walter : 237.
STRASSER, Gregor : 167, 174, 202-204, 236, 240-241, 245, 247, 249-255, 262-263, 266.
STRASSER, Otto : 203, 222.
STRESEMANN, Gustav : 38, 48, 60, 94.
STUCKART, Wilhelm : 124.
SYRUP, Friedrich : 249.

TACITE : 71.
TARDIEU, André : 241, 290.
THÄLMANN, Ernst : 66, 68, 100, 166.
THIERACK, Otto Georg : 124.
THYSSEN, Fritz : 19, 30, 213, 221, 225.
TREVIRANUS, Gottfried : 95.
TURNER, Henry Ashby : 226.

ULLSTEIN, Leopold : 89.

VERLEY, Patrick : 30.
VÖGLER, Albert : 210.
VÖGLER, Ernst : 221.
VOVELLE, Michel : 26, 28.

WAGNER, Richard : 19, 257.
WARMBOLD, Hermann : 57, 61, 128, 167, 170, 223, 264.
WEBER, Max : 87, 274.
WEGENER, Leo : 87.
WEISS, Bernhard : 138.
WELS, Otto : 47, 239, 262-263.
WESTARP, Kuno von : 40, 93, 95.
WESTPHALEN, Jenny von : 125.
WIELAND, Christoph Martin : 19.
WIRTH, Joseph : 60-61, 141.

YOUNG, Owen D. : 56, 94.

ZEHRER, Hans : 247.
ZETKIN, Clara : 183-184.

Prologue 13
Introduction 19

I. *L'austérité au pouvoir et les « réformes » : la saignée du Dr. Brüning* 37

II. *Un régime présidentiel : hyperpersonnalisation et règne des entourages* 63

III. *Le magnat des médias et l'union des droites* 85

IV. *Anatomie d'une chute ministérielle* 103

V. *Un gouvernement hors-sol : le « cabinet des barons »* 121

VI. *Le « nouvel État » des libéraux autoritaires : pour l'entreprise, contre la démocratie* 145

VII. *« Mais vous comptez gouverner comment ? »* 165

VIII. *Les forcenés. Rester au pouvoir malgré tout* 189

IX. *Libéralisme autoritaire, patronat, nazisme* 209

X. *Éviter Hitler. La tentative Schleicher* 235

Épilogue 271

INDEX NOMINUM 295

Composition : Nord Compo
Achevé d'imprimer
sur Roto-Page
par l'Imprimerie Floch
à Mayenne, en octobre 2025.
Dépôt légal : octobre 2025.
Premier dépôt légal : janvier 2025.
Numéro d'imprimeur : 107874.
magasin@gallimard.fr

ISBN 978-2-07-306119-5 / Imprimé en France

684502

JOHANN CHAPOUTOT

LES IRRESPONSABLES

Qui a porté Hitler au pouvoir ?

Un consortium libéral-autoritaire, tissé de solidarités d'affaires, de partis conservateurs, nationalistes et libéraux, de médias réactionnaires et d'élites traditionnelles, perd tout soutien populaire : au fil des élections, il passe de presque 50 % à moins de 10 % des voix et se demande comment garder le pouvoir sans majorité, sans parlement, voire sans démocratie. Cet extrême centre se pense destiné à gouverner par nature : sa politique est la meilleure et portera bientôt ses fruits. Quand les forces de répression avertissent qu'elles ne pourront faire face à un soulèvement généralisé, le pouvoir, qui ne repose sur aucune base électorale, décide de faire alliance avec l'extrême droite, avec laquelle il partage au fond à peu près tout, et de l'installer au sommet.

Cette histoire se déroule en Allemagne, entre mars 1930 et janvier 1933. Elle repose sur une lecture des archives politiques, des journaux intimes, correspondances, discours, articles de presse et Mémoires des acteurs et témoins majeurs. Elle révèle non pas la progression irrésistible de la marée brune, mais une stratégie pour capter son énergie au profit d'un libéralisme autoritaire imbu de lui-même, dilettante et, in fine, parfaitement irresponsable.

Johann Chapoutot est professeur d'histoire contemporaine à la Sorbonne. Spécialiste de l'Allemagne et de la modernité occidentale, il est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages traduits en quinze langues dont, aux Éditions Gallimard, La loi du sang : Penser et agir en nazi, La révolution culturelle nazie *et* Libres d'obéir.

9 782073 061195 25-II G08705 ISBN 978-2-07-306119-5 21 €